



LUNDI 9 DÉCEMBRE 2024

Le sentiment que l'on appelle « orgueil » est réservé aux non-connaissants. - Jean-Pierre

« Je ne suis pas sûr que nous puissions survivre à beaucoup plus de solutions. » - Tom Murphy

- ▶ Une civilisation à moteur diesel - Partie 2 : Faire face à une réalité difficile (The Honest Sorcerer) p.2
- ▶ La perfection politique (Tom Murphy) p.12
- ▶ #293 : Jours de tonnerre (Tim Morgan) p.16
- ▶ La lutte contre les émissions de CO2 « n'existe pas ». C'est du business. (Par Quark) p.24
- ▶ La situation de l'Europe s'aggrave rapidement alors qu'une conjonction de bulles se met en place (Quark) p.33
- ▶ Comment les milliardaires manipulent le public (Sarah Connor) p.42
- ▶ « GreenBashing ». La fin de l'environnementalisme (Ugo Bardi) p.46
- ▶ Géopolitique et ressources (Par Quark) p.49
- ▶ Envisager un avenir viable (Richard Heinberg) p.53

SECTION POLITIQUE # p.58

- ▶ Pour la 1ère fois de l'histoire, la Russie tire un missile nucléaire ICBM sans charge sur l'Ukraine (C. Sannat) p.58
- ▶ Guerre. Les USA envisagent de donner des missiles de très longue portée à l'Ukraine menaçant Moscou directement (Charles Sannat) p.62
- ▶ La Russie coupe ses exportations d'uranium vers les États-Unis (Kurt Cobb) p.63
- ▶ L'issue d'une guerre avec la Russie (Jeff Thomas) p.65
- ▶ Joe Biden va envoyer des mines antipersonnel en Ukraine (Moon of Alabama) p.67
- ▶ Deux rois, un seul homme (Sean Ring) p.69
- ▶ Requiem pour un Empire (Alfred McCoy) p.71
- ▶ Mystères révélés (James Howard Kunstler) p.77
- ▶ Ces nouveaux missiles russes changent vraiment la donne (Moon of Alabama) p.79

SECTION ÉCOLOGIE # p.87

- ▶ [Dossier] Au nord de l'énergie (3) : 2015 : Giga-Transition p.116
- ▶ [Dossier] Et si on revenait à la bougie ? p.130
- ▶ Les éoliennes ? 18 milliards d'€ par an pour l'État et une électricité 2 fois plus cher que le nucléaire (C. Sannat) p.87
- ▶ LE DÉFAUT (Patrick Reymond) p.88
- ▶ LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI p.89
 - Pourquoi « l'Europe est entrée dans une forme de récession »
 - Le black friday
 - Les récifs coralliens se dégradent rapidement sous l'effet du réchauffement climatique

SECTION ÉCONOMIE # p.93

- ▶ Comment réduire de 2 trillions de dollars la graisse, les muscles et les os du budget fédéral (David Stockman) p.93
- ▶ La crise imminente de la dette et ce qui nous attend (Doug Casey) p.98
 - ▶ Essence et allumettes (Bill Bonner) p.101
 - ▶ Comment cela s'est-il produit ? (Bill Bonner) p.105
 - ▶ Enchevêtrements avec l'étranger (Bill Bonner) p.108
 - ▶ Mots de combat (Bill Bonner) p.112

▲ [RETOUR](#) ▲

<<><>><>><>><>> (0) <>><>><>><>>

Une civilisation à moteur diesel Partie 2 :

.Faire face à une réalité difficile

The Honest Sorcerer 25 novembre 2024



Le gazole est le pilier de la civilisation. De l'agriculture à l'extraction de toutes sortes de minerais, ou du transport à la construction, son approvisionnement continu est essentiel pour maintenir les niveaux de consommation et de population actuels. Et ce n'est pas tout. Il permet l'exploitation de toutes les autres ressources énergétiques, du charbon au gaz naturel, ou de l'énergie éolienne et solaire au nucléaire. Il n'est peut-être pas exagéré de dire que sans le gazole, la gigantesque pyramide de Ponzi de notre consommation mondiale d'énergie, qui ne cesse de croître, s'effondrerait tout simplement. Il n'est donc pas étonnant que tout soit mis en œuvre pour maintenir la production de diesel à un niveau élevé ou pour trouver un substitut. Abstraction faite des coûts écologiques et climatiques, est-ce possible ? Quelles sont les mesures proposées par les médias ? Et si la croissance exigeait un niveau d'investissement énergétique que nous ne pouvons plus nous permettre ? (Si vous ne l'avez pas encore fait, je vous invite à lire la première partie de cet article pour mieux comprendre le contexte des sujets que j'aborde ici).

Pourquoi ne produisons-nous pas plus de diesel ?

Si la question semble évidente, la réponse ne l'est pas. Après tout, les raffineries pourraient gagner beaucoup plus d'argent avec le diesel : au cours des cinq dernières années, la prime payée pour les distillats moyens (diesel et carburacteur) a été constamment et significativement plus élevée que ce qu'une raffinerie a obtenu en vendant de l'essence (un distillat léger). Pour une représentation visuelle, il suffit de jeter un coup d'œil à ce graphique. À l'exception de l'été 2021, lorsque les restrictions sur les voyages ont été levées, mais que la demande industrielle et de transport n'a pas encore repris, les distillats moyens ont permis de réaliser des bénéfices bien plus importants que l'essence. Maintenant, s'il y a toujours plus d'argent à gagner sur le diesel, pourquoi les raffineries n'en font-elles pas plus ? Qu'est-ce qui ne plaît pas dans des profits plus élevés ?

La réponse est simple : parce qu'il coûte plus cher. Beaucoup plus. La conversion d'autres carburants plus lourds en diesel par hydrocraquage implique de l'hydrogène gazeux, des pressions élevées de l'ordre de 80 à 200 bars et des températures comprises entre 300 et 450°C. En d'autres termes : beaucoup d'énergie. Et vous le savez probablement déjà par cœur : l'énergie, c'est l'économie. Surtout lorsqu'il s'agit du secteur pétrolier. Ainsi, au-delà d'un certain taux, l'idée de produire davantage de carburant diesel est vouée à l'échec, car le coût énergétique d'une telle opération éradiquerait même les marges les plus importantes. En outre, une telle mesure augmenterait la demande de brut lourd et d'hydrogène (produit à partir de gaz naturel), ce qui accroîtrait encore le coût des intrants.

Fore, bébé, fore - ou attendre, plutôt pas

D'accord, examinons maintenant l'extraction du pétrole. Des prix élevés entraînent une production élevée, n'est-ce pas ? Eh bien, non. En fait, il semble que les prix ne soient pas encore assez élevés pour cela, du moins pas pour les États du Golfe... En effet, il ne faut pas seulement couvrir les coûts d'extraction, mais aussi les coûts des énormes prestations sociales et des projets de construction. L'Arabie saoudite a donc besoin d'un prix du pétrole de 96,20 dollars par baril pour équilibrer ses comptes, ce qui est bien plus élevé que les 70 dollars que nous atteignons (à l'heure où nous écrivons ces lignes). Que fait-elle alors ? Arrêter les investissements dans des projets de vanité, comme la construction d'une ville linéaire ou la création d'un paradis du ski au milieu du désert ? Non, ils tirent sur la corde et préfèrent pousser Saudi Aramco (le plus grand producteur de pétrole au monde) dans une position d'endettement net plutôt que de renoncer à quoi que ce soit. Pour l'instant, il ne faut pas s'étonner que l'OPEP, dans le but de limiter l'offre sur le marché et de maintenir les prix à un niveau élevé, retarde à nouveau la réduction de la production.

Hah ! Alors nous allons forer plus de schiste aux États-Unis ! Si l'idée est séduisante (au diable le désastre climatique), la réalité est tout autre. **Selon Standard Chartered, la production pétrolière américaine n'augmentera pas non plus sous le prochain gouvernement.** Au lieu de cela, « Drill, Baby, Drill » se heurte à un mur de limitation des capitaux. Selon Matthew Bernstein, analyste principal de la recherche en amont chez Rystad Energy :

« L'évolution du secteur vers la priorité donnée au rendement pour les actionnaires et à la croissance à long terme par le biais d'acquisitions a conduit à une approche plus disciplinée de l'investissement. Cela signifie que même si les prix augmentent, il est peu probable que les entreprises augmentent leurs dépenses de manière significative, car la production s'est quelque peu découplée des prix du pétrole et du gaz. Par conséquent, le lien traditionnel entre les prix élevés et l'augmentation de l'activité de forage s'est affaibli, les entreprises se concentrant plutôt sur le maintien de la discipline en matière de capital et sur la maximisation des rendements. »

Cole Smead, président de Smead Capital, a ajouté quelques détails supplémentaires :

« Si l'administration Trump ouvre les baux fédéraux pour le pétrole et le gaz, les terres fédérales obtiendraient 25 % des revenus par baril. Vous aurez beaucoup de mal à trouver une compagnie pétrolière capable de gagner de l'argent à 52,50 dollars le baril avec ce qu'il lui reste d'un baril à 70 dollars. »

La révolution du schiste est terminée. Tout comme le miracle saoudien, elle est entrée dans sa phase de vache à lait, où les investissements se limitent aux fusions et où tous les regards se tournent vers la maximisation des bénéfices des actionnaires - avant que la fête ne s'achève inévitablement. Si les prix du pétrole augmentent entre-temps, il en restera davantage pour les rachats d'actions ou l'acquisition de nouveaux acteurs plus petits. Dans le cas contraire, la réduction des coûts permettra de dégager des bénéfices. Et si tout échoue, des faillites seront déclarées et des magasins seront fermés, marquant la fin d'une activité autrefois rentable. Là encore, il n'y a rien de nouveau, les livres d'histoire regorgent d'exemples. Comme le dit le proverbe :

« Tout ce qui a un début doit avoir une fin ».

Les grands fonds à la rescousse

Qu'en est-il alors du pétrole offshore ? Selon un récent article du Financial Times, le pétrole offshore et en eaux profondes fait son grand retour, grâce à des gains d'efficacité et à une augmentation des investissements. Au cours des deux dernières années, l'industrie a considérablement accru l'automatisation et rendu possible la plupart des opérations d'ingénierie à partir d'un centre de contrôle à distance, réduisant ainsi d'un tiers les effectifs des équipes à bord. (Le déplacement des personnes à l'intérieur et à l'extérieur d'une plate-forme pétrolière, l'hébergement, la nourriture, etc. constituent l'un des principaux facteurs de coût dans la vie d'une plate-forme offshore). Les plates-formes de forage ont elles aussi été réduites à l'essentiel, ce qui a permis de créer des structures plus petites et plus légères. Le coût moyen de l'exploitation des gisements en eau profonde a ainsi été pratiquement divisé par deux au cours de la dernière décennie, passant d'environ 14 dollars le baril à 8 dollars le baril. Ces champs produisent également d'importants volumes dès le début de la production et offrent donc une période de retour sur investissement courte, qu'est-ce qui ne plaît pas ?

Avant de nous laisser aller à imaginer des plates-formes entièrement automatisées, alimentées par l'énergie solaire et pilotées par l'IA, qui tournent autour des océans comme des moustiques géants, il faut tenir compte d'autres facteurs. **Tout ce nouveau pétrole offshore est produit au prix d'un taux de déclin de 7 à 8 % (contre 4 à 5 % en moyenne).** Cela signifie que la production est divisée par deux en l'espace de neuf ans, ce qui implique que de nouvelles explorations sont nécessaires pour maintenir l'extraction au même niveau. Les découvertes, quant à elles, sont à la traîne : le taux de découverte de nouveau pétrole est déjà bien inférieur au taux de consommation réel depuis des décennies. Nous ajoutons environ 11 milliards de barils par an aux réserves mondiales de pétrole en moyenne, contre 30 milliards de barils de liquides consommés chaque année. En 2022 et 2023 notamment, les compagnies pétrolières n'ont découvert que 5 milliards de barils, remplaçant à peine un sixième de ce qui a été consommé au cours de ces années. Alors que les grands gisements de pétrole s'épuisent, ces découvertes se traduisent par des poches de pétrole de plus en plus petites, qui s'épuisent rapidement, tant sur terre qu'en mer.

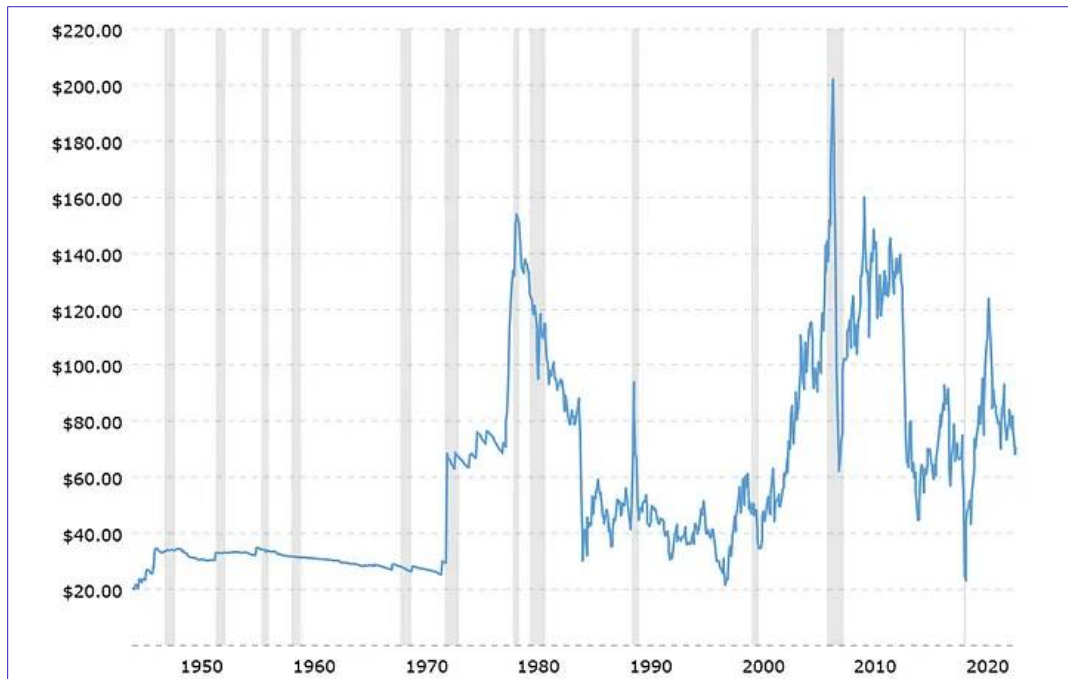
Lorsqu'il s'agit de forer pour trouver plus de pétrole, nous faisons la course à la Reine Rouge, pensant que si nous pouvions forer plus de trous, plus vite et à moindre coût, nous pourrions l'emporter.

Cette approche n'est cependant pas sans risque. La demande d'énergie et l'investissement matériel - ainsi que le risque d'une défaillance catastrophique - augmentent avec chaque mètre de profondeur atteint. Je ne sais pas ce qu'il en est pour vous, cher lecteur, mais lorsque je lis que des entreprises du monde entier, de la Chine à l'Inde, sont « prêtes à forer à des profondeurs ridicules pour assurer leur sécurité énergétique », je n'ai pas l'impression que les choses vont dans le bon sens. Le forage d'un nombre exponentiel de trous de plus en plus profonds dans la croûte terrestre - souvent à travers des milliers de mètres d'eau - s'accompagne de pressions et de températures rarement rencontrées dans le cadre d'opérations normales. Un autre accident majeur n'est donc pas une question de « si », mais plutôt une question de « quand »... Surtout lorsque les régulateurs, au lieu de réguler, agissent comme

de simples facilitateurs dans le processus. Même si l'on ne tient pas compte des conséquences écologiques, la catastrophe de **Deepwater Horizon** en 2010 dans le golfe du Mexique a coûté 65 milliards de dollars à BP pour en atténuer les effets. Si un autre accident de ce type devait se produire, **une augmentation des coûts d'assurance pourrait facilement rendre impossible la poursuite des forages en eaux profondes.**

La malédiction des prix bas

D'un point de vue historique, le pétrole n'est pas terriblement cher. Le prix actuel (novembre 2024) du pétrole WTI de 69 dollars le baril équivaut à 50 dollars il y a douze ans, soit exactement la moitié du prix du brut à l'époque (le Brent tournait autour de 100 dollars le baril en 2012). Autre exemple : le prix du brut était d'environ 34 dollars le baril en novembre 2000, ce qui correspond à 62 dollars d'aujourd'hui. Comparez ce prix à 69 dollars au début du mois et essayez de maintenir l'idée que le pétrole est cher aujourd'hui.



Prix du pétrole brut - Graphique historique sur 70 ans. Les prix ont été ajustés pour tenir compte de l'inflation. Si l'on considère que l'inflation a toujours été plus élevée que ce qui est officiellement annoncé, les prix passés (en dollars d'aujourd'hui) sont encore plus élevés que ce qui est indiqué sur le graphique.

Alors pourquoi la demande n'est-elle pas plus forte ? pourrait-on se demander. Ce qui a changé depuis les années 2000, lorsque la Chine était en plein essor et les États-Unis au sommet de leur puissance, c'est que la demande a commencé à disparaître. (En d'autres termes, nous avons atteint le bord de la boîte de Pétri, tant physiquement que financièrement, et il n'y a plus d'endroit où aller. Citation de **Tim Morgan** de Surplus Energy Economics :

Mais le PIB réel n'était que de 9,5 milliards de dollars plus élevé en 2023 qu'il ne l'était en 2003. Cela signifie que chaque dollar d'emprunt privé et public n'a rapporté que 0,27 dollar de croissance. Ce chiffre tombe à 0,16 \$ si, en plus de la dette, nous incluons également l'expansion de ces actifs financiers plus larges qui sont les passifs des gouvernements, des ménages et des SNFP (sociétés privées non financières).

Au cours des cinquante dernières années, alors que les revenus stagnaient (au mieux), les dépenses (service de la dette, énergie, soins de santé, éducation, logement, alimentation, etc.) n'ont cessé d'augmenter. Par conséquent, les particuliers comme les entreprises avaient de moins en moins d'argent à consacrer aux investissements, aux gadgets, aux voyages et à d'autres produits non essentiels - tous extraits et livrés sur le dos des distillats moyens. C'est la raison pour laquelle la demande de gazole par habitant ne cesse de diminuer d'année en année. Ainsi, même

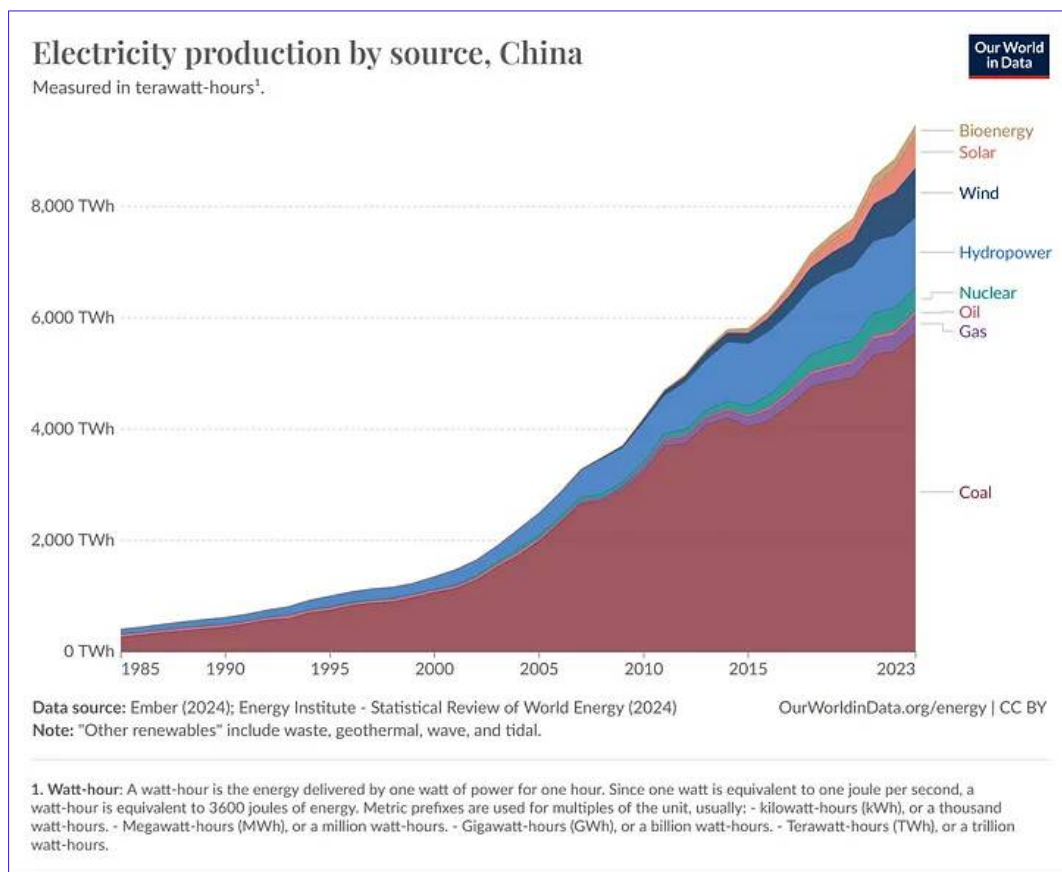
si, en théorie du moins, nous pouvions extraire et raffiner davantage de pétrole pour en faire du carburant de transport, la demande ne reviendrait toujours pas.

Aussi fou que cela puisse paraître, à mesure que le pétrole s'épuise, il pourrait continuer à devenir de moins en moins cher, réduisant à néant tout espoir de croissance de la production future.

L'augmentation constante de l'investissement énergétique nécessaire pour obtenir la prochaine unité de pétrole, de gaz ou d'électricité a tout simplement absorbé tous les gains d'efficacité réalisés par l'économie jusqu'à présent. Cela a conduit à une situation où les producteurs devraient soit trouver rapidement des quantités fantastiques de pétrole bon marché et facile à obtenir, soit obtenir des prix beaucoup plus élevés pour leurs produits afin de continuer à faire des affaires comme d'habitude. Comme nous l'avons vu, ce n'est pas le cas, car les ressources de la Terre se sont avérées limitées et les consommateurs ont besoin de prix de plus en plus bas pour s'adapter à leurs budgets de plus en plus restreints. C'est pourquoi Rystad Energy prévoit un baril à 55 dollars en 2030, en d'autres termes : des niveaux de prix records en dollars réels, jamais vus depuis les années 1990. Ce chiffre - s'il se réalisait - correspondrait parfaitement à leur scénario le plus probable d'épuisement du pétrole, conduisant à un pic de production mondiale en 2030, puis à une chute ultérieure jusqu'à la moitié de ce pic en 2050.

Le GNL à la rescousse

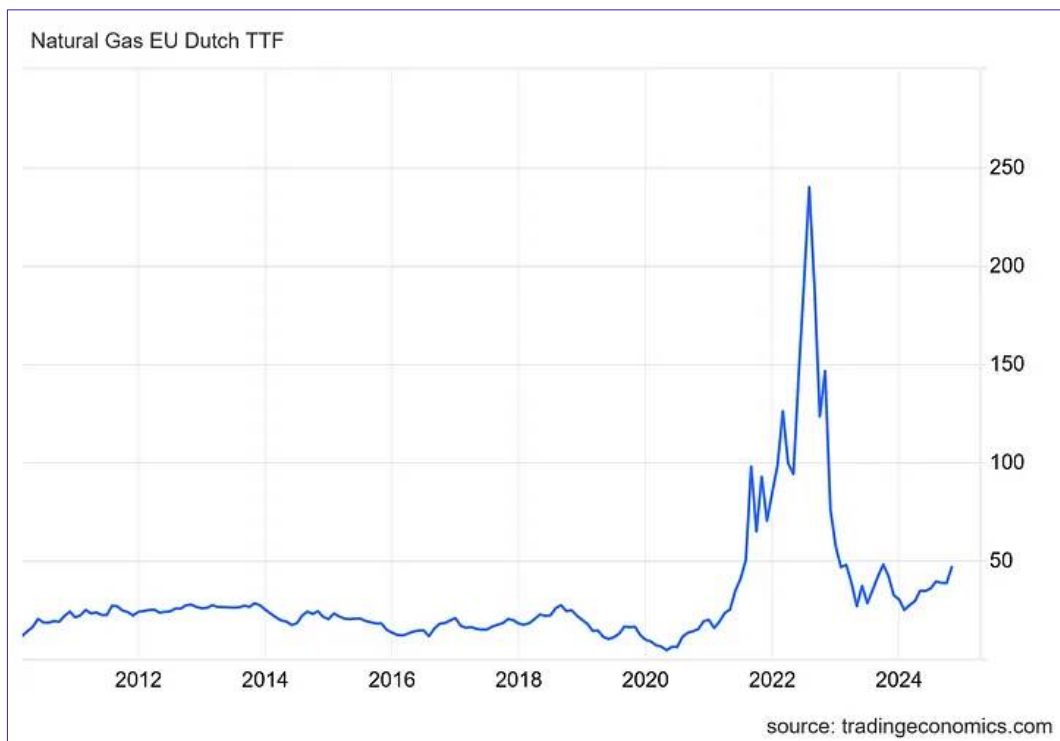
Mais qui a besoin de pétrole de toute façon ? Nous pouvons aussi produire des carburants liquides à partir du gaz naturel ! Oui, cela fera l'affaire ! Alors tournons-nous vers le gaz naturel liquéfié. À première vue, le remplacement du diesel par le GNL est une évidence : selon l'IRU, l'organisation mondiale des transports routiers, 1 litre de diesel (pesant 0,83 kg/l) équivaut à 0,93 kg de GNL, même en tenant compte de toutes les différences de conception du moteur et de densité énergétique. Les camions au GNL apparaissent de plus en plus comme une option viable. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la Chine, dont l'économie investit déjà massivement dans les véhicules électriques et les camions au GNL pour compenser l'absence de diesel abordable. Quel est donc le problème ?



Production d'électricité par source, Chine, mesurée en térawattheures. Source

Jetons un coup d'œil sur un rapport récent intitulé *Global LNG Outlook 2024-2028*, rédigé par *The Institute for Energy Economics and Financial Analysis*. Selon les auteurs du document : « *La faible croissance de la demande, combinée à une vague massive de nouvelles capacités d'exportation, est sur le point d'entraîner les marchés mondiaux du gaz naturel liquéfié (GNL) dans une situation d'offre excédentaire d'ici deux ans.* » De quoi s'agit-il ? Le problème de la demande chinoise est qu'elle est assez sensible aux prix et que des hausses de prix soudaines (dues à des vagues de froid ou à un nouvel épisode de sanctions) pourraient faire dérailler assez rapidement les calculs de retour sur investissement pour les camionneurs qui passent au GNL. Il n'est pas étonnant que la Chine soit restée prudente jusqu'à présent. Elle a maintenu son réseau électrique alimenté principalement par le charbon et l'hydroélectricité et n'a pas laissé la part du gaz naturel augmenter autant qu'en Occident. Il semble que la sécurité énergétique ne soit pas pour eux un simple slogan. Le GNL est un marché plutôt volatile et, comme en témoigne le cas de l'Europe, il n'est pas très judicieux de miser toute son économie dessus, c'est le moins que l'on puisse dire.

En plus d'être le plus grand producteur mondial, les États-Unis sont également le plus grand consommateur de gaz naturel de la planète. Les compagnies gazières américaines ont donc dû trouver un moyen lucratif de se débarrasser de l'excédent, un problème qu'elles rencontrent depuis au moins le milieu des années 2010 (si vous vous demandez encore pourquoi l'Europe a dû renoncer à son gazoduc bon marché, ou qui a le plus profité des sanctions et de l'explosion des infrastructures gazières, ne cherchez pas plus loin la réponse à cette question). Le problème est que le monde ne peut pas se permettre de payer beaucoup plus cher pour le GNL que pour le gazoduc. Le seul coût énergétique de la fabrication du GNL équivaut à 8 % de l'énergie contenue dans le gaz acheminé vers une usine de liquéfaction, auxquels s'ajoutent 2 à 3 % pour le transport et le stockage. Nous parlons d'une prime de 10 % au mieux, sans tenir compte de toute l'énergie nécessaire à la construction de navires spéciaux, d'usines de liquéfaction et de terminaux à partir d'un nombre incalculable de tonnes d'acier fabriquées en brûlant un nombre incalculable de tonnes de charbon. **(Et ne me parlez pas du remboursement d'énormes prêts bancaires, ni des millions de dollars dépensés pour les dividendes et les salaires astronomiques des PDG).**



Prix de gros du gaz naturel en Europe en EUR/MWh. À titre de comparaison avec les prix américains : 50 EUR/MWh correspondent à peu près à 14 USD/mmBTU (en fonction du taux de change). A comparer avec un prix Henry Hub de 3 USD/mmBTU à partir de novembre 2024. Source

Il ne faut pas oublier que quelques points de pourcentage peuvent perturber l'équilibre énergétique délicat de n'importe quelle économie. Cette surcharge soudaine de 10 %, combinée à un manque d'infrastructures et à des goulets d'étranglement, a donc été un véritable fléau. Et si les goulets d'étranglement se sont résorbés au fil du temps, l'énergie nécessaire pour poursuivre les activités habituelles ne l'a pas été. L'Europe s'est donc retrouvée prise au piège d'un GNL coûteux qui, combiné à des « énergies renouvelables » intermittentes, garantit pratiquement des prix de l'énergie élevés et une perte permanente de compétitivité dans un avenir prévisible. Les réglementations sur le GNL « propre » - qui imposent l'utilisation de normes d'émissions faibles que seules quelques usines de GNL américaines peuvent respecter - enferment encore plus fermement le vieux continent dans cette situation plutôt défavorable. (Encore une fois, une réglementation stricte est tout à fait nécessaire pour éviter les fuites de méthane, mais pas lorsqu'elle est appliquée de manière sélective). En conséquence, le système mondial de production et de transport d'énergie est devenu beaucoup plus complexe et plus gourmand en énergie, ce qui réduit à néant les derniers espoirs de croissance économique. D'où la tiédeur de la demande prévue par le rapport Global LNG Outlook.

Un autre problème du gaz naturel est qu'il n'est nulle part plus infini que le pétrole. Les réserves prouvées de gaz naturel dans le monde sont sur un plateau depuis 2011, ce qui signifie que nous en avons ajouté autant que nous en avons consommé. Du moins sur le papier. Mais en réalité, comme pour les chiffres des réserves de pétrole, il ne s'agit que de révisions techniques et de données cosmétiques destinées à maintenir les valorisations boursières à un niveau élevé et à calmer le grand public. Cette situation n'est pas viable. Prenons l'exemple de l'Amérique, le plus grand producteur et consommateur de gaz naturel au monde. Dans les circonstances actuelles, les États-Unis ont encore 12 ans devant eux pour consommer toutes leurs réserves prouvées, ce qui correspond à 5 % des stocks mondiaux. Étant donné qu'il s'agit d'une quantité finie, qui ne croît pas, un pic de production de gaz naturel doit se produire à un moment ou à un autre. **Personne, pas même la plus intelligente des entreprises de schiste, ne peut produire du gaz (ou du pétrole) à un débit maximal jusqu'à la toute fin. La physique terrestre veut que, bien avant l'épuisement total, il y ait une inflexion de la croissance vers le déclin. Et c'est peut-être ce à quoi nous assistons déjà.**

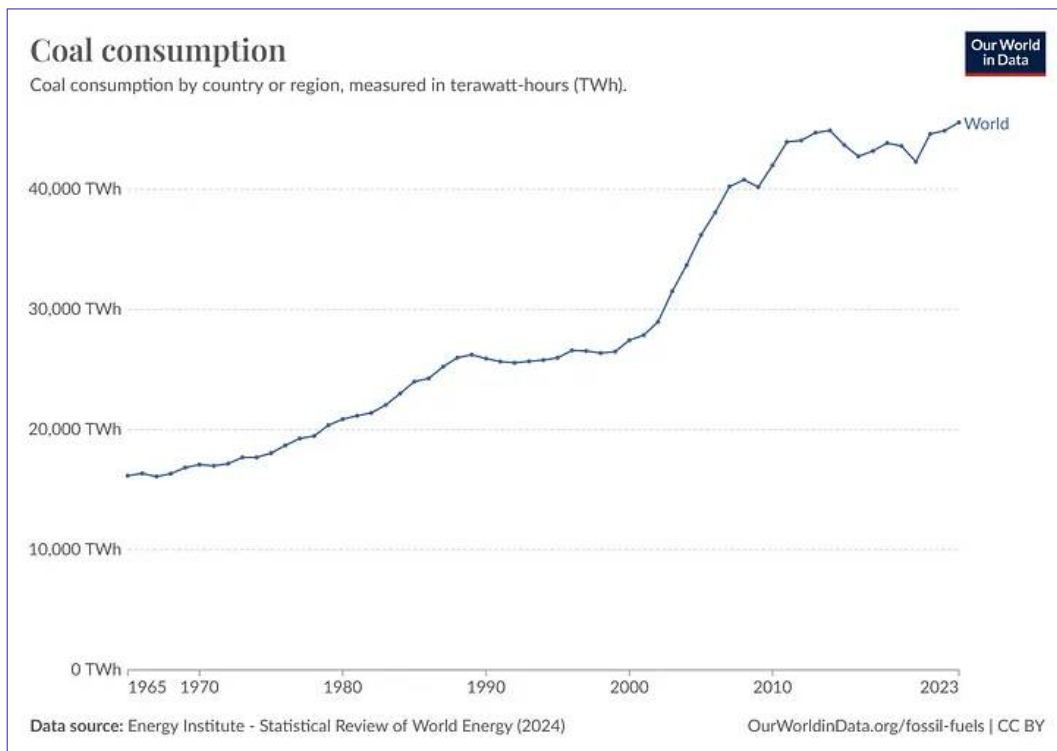
Près de 80 % du gaz naturel aux États-Unis provient de gaz associés à des puits de pétrole de réservoirs étanches et à des zones de gaz de schiste qui s'épuisent rapidement et qui sont également susceptibles de s'épuiser rapidement. Comme nous l'avons vu avec le pétrole en eaux profondes, nous devrions aller de plus en plus vite pour compenser la perte de production. Mais combien de temps cela peut-il durer ? En raison de la malédiction des prix bas (3 USD/mmBTU en novembre 2024), l'extraction de gaz naturel aux États-Unis a déjà commencé à chuter. Remplacer les puits qui s'épuisent rapidement signifie forer, forer et encore forer, ce qui coûte plus d'argent que des prix aussi bas ne le justifient. Plusieurs opérateurs ont donc déjà arrêté la production de gaz naturel en réaction, et ont l'intention de poursuivre les réductions au cours du second semestre 2024. Si cette tendance se maintient jusqu'à la fin de l'année 2024, **il s'agirait de la première baisse annuelle de la production américaine de gaz de schiste depuis 2000.**

Là encore, comme pour le pétrole, l'ouverture de nouvelles terres n'est d'aucune utilité, car elle ferait encore baisser les prix, ce qui rendrait les investissements dans la production future encore moins souhaitables pour les compagnies gazières. Rassurez-vous, je n'envisage pas une chute soudaine de la production de gaz aux États-Unis ou dans le monde, mais plutôt un plateau élevé. Pour l'instant. Cependant, si les conditions économiques continuent à se détériorer (ce qui est très probable dans un scénario de dégradation constante du retour sur investissement de l'énergie), ce bref plateau pourrait facilement faire place à un déclin plus ou moins permanent. Ne vous y trompez pas, c'est une excellente nouvelle pour les écosystèmes et le climat, mais moins pour les milliards de personnes qui se nourrissent d'engrais dérivés du gaz naturel. Le remplacement du diesel par le GNL ne peut qu'accélérer ce processus. C'est une bonne chose pour les producteurs à court terme, mais compte tenu de la nature limitée de cette ressource, cela pourrait finir par aggraver la situation plus rapidement et plus tôt.

Les énergies « alternatives » et le charbon

Ceux qui lisent attentivement mes articles savent peut-être déjà ce qui va suivre. **Il n'existe pas de sources d'énergie alternatives.** Certes, les combustibles fossiles sont polluants, détruisent le climat et sont limités. D'un autre côté, ils rendent possibles toutes les autres soi-disant « alternatives » (comme le nucléaire, l'hydroélectricité, les énergies renouvelables, l'hydrogène, etc.) grâce à l'extraction de minerais, à la fusion de métaux et à la fabrication de béton à grande échelle. Désolé, mais les « *énergies renouvelables* » sont tout sauf cela. Ces machines de collecte d'énergie sont fabriquées à partir de réserves limitées de métaux et reposent sur des piliers d'acier érigés sur des dalles de béton géantes fabriquées avec du charbon et livrées par des camions diesel. Aucune de ces activités ne pourrait être réalisée à l'aide d'une énergie « renouvelable » à grande échelle. Il en va de même pour le nucléaire qui, comme l'a récemment écrit Gail Tverberg, présente de (nombreux) problèmes cachés, dont aucun ne peut être résolu par des unités modulaires avancées. Il y a un millier de bonnes raisons pour lesquelles le nucléaire n'a pas répondu aux espoirs placés en lui, et pour lesquelles il est resté un contributeur minuscule à la production mondiale d'énergie. (Rappelons que l'électricité ne représente que 20 % de l'énergie consommée par la civilisation, le reste provenant des moteurs à combustion interne (diesel, essence) et, surtout, de la chaleur industrielle nécessaire à la fonte du verre et des métaux et à la fabrication du béton).

Si l'on ajoute à cela le fait que les « énergies renouvelables » produisent une électricité très intermittente et dépendante des conditions météorologiques, le tableau devient complet. L'Europe vient de goûter à cette nouvelle réalité avec le retour annuel du **Dunkelflaute** - la période sombre où ni le vent ni le soleil ne peuvent produire suffisamment d'électricité. Si le gaz naturel est si limité, cela signifie-t-il le retour du charbon ? Pas du tout. Les meilleures réserves ont déjà été exploitées, et la majeure partie de ce qui reste est du lignite de faible qualité, qui ne convient absolument pas à la métallurgie et qui n'est que faiblement adapté à la production d'électricité. Faut-il s'étonner que, depuis 2011, la consommation mondiale de charbon ait déjà atteint un plateau, mesuré en termes d'énergie produite ? (Ne regardez pas les tonnes extraites, elles ne sont pas pertinentes et ne font que prouver que nous produisons de moins en moins d'énergie par tonne, année après année).



Consommation mondiale de charbon mesurée en térawattheures, soit la quantité d'énergie (thermique) produite.

Qu'en est-il des biocarburants, des biocombustibles ou de l'hydrogène ? Pour commencer, **nous avons largement dépassé le pic des terres arables**, ce qui signifie que nous ne pouvons plus produire d'aliments, et encore moins en

consacrer une part considérable à la fabrication de carburants. (Ce qui, soit dit en passant, serait de toute façon réalisé par des machines fonctionnant au diesel et des engrais dérivés du gaz naturel). **Les biocarburants et l'hydrogène sont profondément négatifs sur le plan énergétique, ce qui signifie qu'ils consomment beaucoup plus d'énergie qu'ils n'en restituent.** Pour que ces carburants soient « compétitifs », il faudrait que les prix du pétrole et du gaz atteignent plusieurs centaines d'euros, ce qui, par ailleurs, ne manquerait pas de ruiner l'économie.

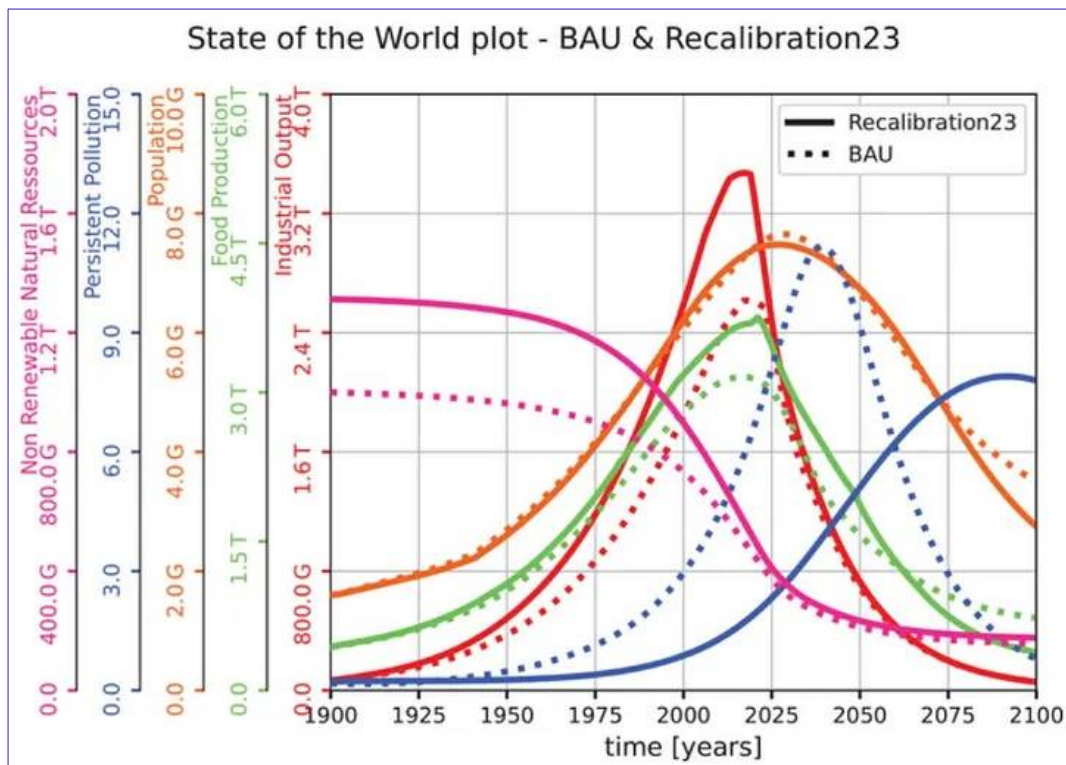
Nous sommes confrontés à une crise de l'accessibilité financière, provoquée par l'aggravation du retour sur investissement de l'énergie, et non par un manque d'idées.

Conclusion

La mondialisation alimentée par l'économie néolibérale, le communisme et le fascisme se sont tous révélés être des expériences ratées lorsqu'il s'est agi de gérer une croissance massive de l'énergie excédentaire. Aujourd'hui, à la fin de la croissance économique mondiale, aucun de ces systèmes n'a de réponse à la question de savoir ce qu'il faut faire ensuite. Aucun de leurs défenseurs ne comprend non plus que **nous sommes entrés dans la phase finale de la modernité.** Comme nous l'avons vu plus haut, toutes les sources d'énergie de cette civilisation dépendent les unes des autres et, au fur et à mesure qu'elles deviennent négatives en termes d'énergie nette et qu'elles atteignent leur maximum l'une après l'autre, le gigantesque Ponzi de l'énergie commencera à s'effiloche. **D'abord progressivement, puis soudainement.**

Ouvrir des terres fédérales au forage, ou transformer le plancher océanique en fromage suisse suintant le pétrole dans l'océan, n'est pas une solution à notre dilemme énergétique net. L'économie mondiale ne peut plus se permettre d'acheter du pétrole comme elle le faisait il y a vingt ans. Comme l'a fait remarquer Gail Tverberg, nous nous sommes retrouvés dans un piège d'accessibilité : le pétrole et le gaz sont devenus à la fois trop bon marché pour que les foreurs continuent à forer, et trop chers pour que les consommateurs continuent à les acheter en quantités toujours plus importantes, malgré la baisse des prix. D'autre part, nous avons besoin de plus de pétrole que jamais pour rester en place. Nous aurions désespérément besoin de remplacer les infrastructures perdues ou anciennes, de faire face à l'épuisement des ressources minérales, d'alimenter une économie de plus en plus complexe avec l'IA, le Bitcoin à un rythme accéléré - tout cela en même temps, alors même que nous n'avons plus de pétrole ni de gaz bon marché. Tout cela sur la base de créances financières (actions, obligations, produits dérivés, etc.) pour lesquelles nous n'avons absolument aucune couverture en termes de matériaux et d'énergie. S'il ne s'agit pas là d'**une recette parfaite pour un krach**, rien ne l'est.

Hormis la guerre nucléaire, vers laquelle nous nous dirigeons à une vitesse effrayante, rien ne peut mettre fin au déclin accéléré de l'énergie et des ressources abordables. Si nous survivons aux années 2030 sans avoir à subir un holocauste nucléaire, et après un pic de production d'énergie, nous serons confrontés à une économie en contraction, à une baisse à la fois de la production et de la consommation. **Faute d'approvisionnements énergétiques adéquats, l'économie mondiale sera complètement divisée en deux : un Occident en déclin rapide et une majorité mondiale en difficulté.** Entre-temps, toutes sortes de mesures seront mises en œuvre pour atténuer la chute de la production et de la consommation d'énergie, mais, à moins d'un miracle, aucune d'entre elles ne sera couronnée de succès. Les lois de la thermodynamique dictent qu'une fois que l'économie mondiale commence à avoir besoin de plus d'énergie pour se maintenir que ce qu'elle peut produire (et payer), elle doit commencer à se contracter. Nous devons faire face à la dure réalité de la transformation de notre civilisation en une économie post-industrielle et charognarde. En l'absence de combustibles fossiles et de minéraux accessibles et à haut rendement énergétique, **il n'y aura pas non plus de retour aux beaux jours de la modernité. Une fois le déclin amorcé, il ne s'arrêtera pas (ne pourra pas s'arrêter) avant d'avoir touché le fond : l'humanité devra à nouveau apprendre à vivre sans électricité, sans fabrication et sans chaînes d'approvisionnement mondiales.**



Étude Recalibration23 Une fois que nous aurons atteint le pic de production industrielle (ligne rouge), il ne s'arrêtera pas avant d'avoir touché le fond à la fin de ce siècle (selon les estimations actuelles). La cause immédiate : l'épuisement de l'énergie et des ressources (courbe rose) qui atteint un point d'inflexion autour de la moitié des réserves mondiales épuisées. Source

Telle est la nouvelle réalité à laquelle nous devons faire face. Je sais qu'elle semble désastreuse et qu'elle implique des pertes terribles, mais elle est ce qu'elle est. Il reste cependant beaucoup à faire. Tout d'abord, la prévention de la guerre nucléaire - à tout prix - devrait être la priorité numéro un de toutes les nations, et ce dès maintenant. Ensuite, il convient de procéder à une évaluation réaliste, au niveau mondial, de la quantité de pétrole et de gaz dont nous disposons réellement à un coût abordable pour l'économie. **Chaque nation doit ensuite élaborer un protocole, couvrant plusieurs décennies, sur la manière d'arrêter la modernité** - en toute sécurité. Pas de discours sur la « décroissance », la « transition énergétique » ou les « économies stables ». Ce sont des contes de fées pour enfants. Nous avons plutôt besoin d'un système financier et commercial entièrement nouveau, qui facilite l'arrêt progressif de l'économie mondiale. Pensez en termes d'hospice, pas en termes de chirurgie électorale. Ce système doit être basé sur des produits réels, des indices de santé des écosystèmes réels, des stocks réels et des flux réels d'énergie réelle, de matériaux réels et de nutriments réels ; il doit remplacer complètement nos arrangements actuels basés sur une hallucination que les gens appellent « l'argent ».

Nous devons prendre conscience que nous ne pourrions pas nourrir 8 milliards d'êtres humains tout en maintenant une technosphère massive avec une quantité décroissante de combustibles fossiles et de ressources minérales. Il faut donc établir un triage pour évaluer quelles technologies doivent être abandonnées immédiatement (comme l'IA et les crypto-monnaies), à court et moyen terme (la plupart des biens de consommation) et à long terme (en gros, tout sauf l'agriculture et le transport des denrées alimentaires). Le protocole doit donner la priorité à l'alimentation et aux soins des personnes en équilibre avec la santé des écosystèmes - et non pour satisfaire les exigences des entreprises. Si cela nécessite une forme de gouvernement radicalement nouvelle, qu'il en soit ainsi. À moins que des mesures d'une telle ampleur ne soient prises, **nous assisterons au déroulement normal des choses : l'effondrement accéléré de la modernité.**

Mais aucun gouvernement sur Terre ne s'embarquerait de son plein gré dans une telle aventure, car les entreprises ont la mainmise sur le pouvoir et sont fermement décidées à ne pas rétrécir l'économie. L'effondrement prochain de notre système mondial de production d'énergie pourrait cependant réarranger les chaises longues de manière si

radicale que des plans comme celui-ci pourraient soudain commencer à paraître souhaitables. Ironie du sort, si nous ne nous anéantissons pas avec une guerre nucléaire et que nous parvenons à trouver un système de remplacement pour gérer nos finances dans une économie en contraction avec une population mondiale en baisse, nous pourrions facilement nous retrouver à nouveau dans une situation de surabondance temporaire d'énergie et de matériaux. (Rien de tout cela ne garantit la survie de la modernité. L'épuisement de l'énergie et des ressources ne s'arrêtera pas simplement parce que nous avons décidé d'être bons à partir de maintenant. **La civilisation industrielle était une anomalie, et elle quittera la scène quoi que nous fassions.** La seule question est de savoir comment. S'éteindra-t-elle dans un éclair blanc, entraînant avec elle le reste de la biosphère ? Ou s'achèvera-t-elle dans un gémissement silencieux, permettant à la vie de continuer ? Telles sont les questions de notre époque.

▲ [RETOUR](#) ▲

La perfection politique

Tom Murphy Publié le 2024-11-26



Quel que soit le candidat qui a remporté l'élection présidentielle américaine, près de la moitié des citoyens ont été amenés à craindre la fin du pays. Plutôt que de débattre de la crédibilité des craintes des uns et des autres, j'aborderai une question plus large. Qu'est-ce qu'un électeur/citoyen imagine exactement comme objectif et, compte tenu du **caractère éphémère de la modernité**, cet objectif est-il autre chose qu'un fantasme sans fondement ?

J'ai du mal à écouter la rhétorique politique, quelle qu'elle soit, car je suis convaincu que le projet de modernité dans son ensemble est un amalgame incohérent de cascades qui est intrinsèquement incompatible avec la santé écologique, et donc voué à l'échec. En plus de promettre plus de maisons, plus d'emplois, plus d'argent, plus de confort matériel - ce qui ne fait que nous rapprocher de l'effondrement écologique - le rêve que l'on nous vend est un fantasme tellement illusoire qu'il ressemble, à mon oreille, au Père Noël et aux lapins de Pâques. Il a un effet infantilisant similaire sur la population.

Les rêveurs politiques - peut-être surtout à gauche, où j'ai passé la plus grande partie de ma vie d'adulte - abordent de nombreux trains de pensée avec les mots « si seulement ». Si seulement nous pouvions participer pleinement au

processus démocratique. Si seulement les électeurs étaient bien informés, sans désinformation. Si seulement les gens votaient dans leur propre intérêt économique et non en tant que guerriers culturels. Si seulement les gens étaient mieux éduqués. Si seulement les racistes, les xénophobes, les misogynes et les homophobes pouvaient être interpellés et soumis à la honte, soit pour qu'ils adoptent des attitudes (et des pronoms ?) convenables, soit pour qu'ils soient poussés dans les marges.

Remarquez **le thème commun : si seulement les gens n'étaient pas ce qu'ils sont en réalité**... Le sous-texte est le suivant : Dans un système parfait, les gens s'adaptent mieux à notre merveilleuse création politique. Le système pourrait atteindre la gloire escomptée si seulement les gens suivaient le programme. En fait, pour la plupart des gens, la modernité n'est pas le problème. C'est cette saloperie de peuple qui l'a toujours empêchée de réaliser son potentiel théorique. Cela revient à élever un idéal artificiel et insaisissable au-dessus des êtres vivants.

La droite a tendance à se méfier davantage des institutions, de la bureaucratie, des réglementations, des restrictions à la liberté individuelle, et il est compréhensible qu'elle n'apprécie pas que l'on insinue - ou même que l'on dise ouvertement - que c'est elle qui est défectueuse par rapport à un système perfectible. À cet égard, il est surprenant de constater que je partage un peu le sentiment antigouvernemental, même si la portée et la motivation sont différentes.

En général, la gauche a tendance à être attirée par l'égalitarisme : tout le monde a les mêmes chances et les mêmes privilèges. La droite est plus à l'aise avec la hiérarchie, jusqu'à l'autoritarisme, préférant les dirigeants forts (du moins perçus/projetés comme tels). Étant donné que j'ai beaucoup d'estime pour **les cultures pré-agricoles, qui ont trouvé des modèles de vie durable à long terme** dans la réciprocité écologique, je trouve que le modèle égalitaire de la gauche correspond mieux aux petits groupes de personnes qui partagent et travaillent ensemble à la réalisation d'un objectif commun. C'est juste que de tels idéaux sont fondamentalement impossibles à réaliser dans un monde de 8 milliards d'étrangers - ou même dans une ville de 500 habitants. Dans notre contexte écologique d'origine, ces collectifs encombrants n'avaient pas lieu d'être.

Ce qui m'empêche de défendre les partis politiques, c'est que **tous les partis politiques sont des suprématistes humains convaincus**. Toute rhétorique politique me semble donc être une promotion du **Reich humain**. Je ne blâme pas les partis en soi, car ils ne sont que des reflets raisonnablement exacts de la population dans une culture de la modernité : la démocratie à l'œuvre. Toute notre culture est malade et met en péril la santé de l'ensemble du monde vivant.

Mais assez parlé des tortures liées à l'absence de foyer politique dans le paysage d'aujourd'hui ! Je voudrais aborder le phénomène de **l'imaginaire politique** et la manière dont il est lié à **l'imaginaire de la modernité**.

Les cerveaux à raccourcis

J'ai récemment parlé des cerveaux et de leurs limites. Les cerveaux sont des organes évolués et adaptés pour coordonner les actions d'un organisme en vue d'une bonne santé. Soit dit en passant, l'aptitude ne signifie pas qu'il faut surpasser toutes les autres formes de vie, mais qu'il faut bien s'intégrer dans un réseau de vie complexe, ce qui est nécessaire pour une existence à long terme. Il est peut-être évident que des cerveaux d'une complexité neurologique croissante sont capables de construire des modèles mentaux d'une complexité croissante. Pourtant, **même les modèles mentaux les plus sophistiqués sont des représentations réduites de réalités intrinsèquement plus désordonnées à l'extérieur du cerveau**. Par nécessité (et par définition ?), ils sont incomplets et n'ont pas besoin d'être proches de la perfection pour conférer des avantages dans un sens adaptatif et probabiliste.

Parce que les modèles mentaux humains sont exceptionnels dans le règne animal, nous en sommes assez fiers. Nous commençons à vivre dans nos modèles. Nous confondons leurs conceptions bien pensées et bien ordonnées avec la réalité qu'elles tentent de capturer - l'erreur classique qui consiste à considérer la carte comme le territoire.

Cela peut fonctionner dans de nombreuses situations et, d'une certaine manière, c'est tout l'intérêt d'**un cerveau : une machine à raccourcis rapide qui, souvent, est suffisamment efficace pour remplacer la réalité.**

Comme le souligne Iain McGilchrist dans son ouvrage *The Master and His Emissary*, notre tendance à « vivre le modèle » est devenue de plus en plus facile à mettre en pratique, d'une manière qui se renforce d'elle-même, après avoir remodelé notre environnement pour qu'il se conforme à nos modèles mentaux de raccourci. Nous imposons un champ de monoculture abritant des rangées bien rangées de céréales au lieu d'une communauté complexe et biodiversifiée ; une seule habitation « possédée » et une parcelle de terre clôturée au lieu d'un territoire entier à explorer au fil des saisons ; du bois de charpente plutôt que des troncs et des branches naturels excentriques ; des routes droites comme des fusils sur des grilles au lieu de chemins entrelacés qui façonnent le terrain ; des emplois spécialisés et étroits au lieu d'une occupation générale ; des horloges et des calendriers rigides au lieu d'une connexion plus intuitive avec les rythmes diurnes et saisonniers.

En fait, l'heure d'été est un excellent exemple : les gens se plaignent lorsque le profil d'éclairage de leur journée change brusquement, même si la journée n'a pas changé de manière perceptible ! Demandez aux écureuils. C'est notre superposition artificielle du temps qui s'est soudainement déréglée. **Nous sommes tellement attachés à notre artifice qu'il devient la réalité, et non le soleil, la lune et les étoiles. C'est absurde !**

Le fait est que notre culture s'efforce depuis longtemps de remplacer les environnements naturels et complexes par des environnements artificiels plus simples, mieux adaptés à des modèles mentaux simplifiés. Plutôt que de solliciter notre cerveau pour qu'il s'attaque à la complexité, nous rétrécissons et normalisons notre environnement afin de dorloter et donc d'entretenir nos limites cognitives. En retour, nos limites cognitives ne font que s'accroître dans notre monde virtuel.

Retour à la politique

Il en va de même pour la politique, bien entendu. **Les cadres politiques qui peuplent la modernité sont des fabrications de l'esprit humain - des constructions notionnelles qui n'ont pas été validées par l'écologie ou l'évolution.** Ils reflètent l'aboutissement d'une tendance de 10 000 ans à se séparer de plus en plus de la communauté de vie. Sans surprise, ces systèmes n'ont jamais été parfaits dans la pratique. Pourtant, beaucoup d'entre nous s'accrochent au fantasme d'une éventuelle perfection. L'arc doit tendre vers la perfection, pour la simple raison que cette notion est belle, poétique, et qu'elle s'inscrit confortablement dans nos cerveaux de viande. Sinon, à quoi bon ?

Notre affinité pour la perfection est un peu bizarre lorsque l'on observe le résultat d'un œil critique. Nous avons tendance à répondre à la multitude croissante de problèmes (imperfections) par des « solutions » supplémentaires. Seulement, ces solutions ont l'effet involontaire d'accroître la maladresse générale, ce qui introduit de nouvelles interactions et des conséquences imprévues. En avançant rapidement, on aboutit inévitablement à un enchevêtrement difficile à gérer de problèmes cérébraux. **C'est à cela que se résume la modernité : un ensemble hétéroclite de notions farfelues dissociées de la réalité écologique, qui n'a pratiquement aucune chance de fonctionner aussi bien qu'il a été imaginé lorsqu'il était enfermé en toute sécurité dans un modèle mental dépouillé. Le monde réel vient toujours perturber nos idées immaculées ! Le problème doit venir de l'univers : certainement pas de nos concoctions mentales supérieures !** Une phrase pertinente de Douglas Adams dans *Mostly Harmless* :

Une erreur courante que les gens commettent lorsqu'ils essaient de concevoir quelque chose de complètement infallible [est] de sous-estimer l'ingéniosité de parfaits imbéciles.

La liste des imbéciles complets peut inclure des personnes, d'autres animaux, des plantes, des microbes ou l'univers en général, qui peuvent souvent s'arranger pour faire échouer les plans les mieux conçus. Et où se situe la faute ?

En ce qui concerne les références culturelles, dans un épisode des Simpsons, une société automobile voulait qu'Homer - jugé comme un Américain extrêmement typique - conçoive la voiture parfaite. Cette voiture était équipée de toutes les fonctions imaginables qui avaient été imaginées par Homer dans son globe terrestre. Le résultat, comme on pouvait s'y attendre, était une monstruosité hideuse (mais d'une manière ou d'une autre plus agréable que le camion cybernétique), et un échec total. Projets maintenant cette image sur la modernité.



Il est évident que les projets politiques de la modernité ne fonctionneront pas, en fin de compte. Pourquoi tant de gens pensent-ils qu'ils le peuvent, alors qu'ils ne l'ont jamais fait dans toute l'histoire, à travers de nombreuses instanciations expérimentales dans le monde entier ? Pourquoi penser que nous sommes si près du but, alors que la polarisation n'a jamais été aussi forte et qu'une sixième extinction de masse est en cours en raison de notre recherche obsessionnelle de solutions ? **Je ne suis pas sûr que nous puissions survivre à beaucoup plus de solutions.** Je vous en prie, arrêtez !

Naïf, à hauteur d'homme

Après avoir dénoncé la tendance à la condescendance de la gauche, c'est à mon tour de commettre le même péché à grande échelle. Tout cela me paraît bien naïf. Qu'il s'agisse de la droite politique ou de la gauche politique, nous devons garder à l'esprit que la finalité séduisante est une imagination complète : un fantasme - quelque chose qui n'a jamais existé. **Les cerveaux ne sont tout simplement pas construits/évolués pour pouvoir former des modèles mentaux suffisamment complets et contextualisés pour concevoir un artifice capable de réussir à long terme.** En effet, le succès à long terme est indissociable d'un contexte écologique, dont les contours ont été établis par des expérimentations incessantes sur des périodes de temps inconcevables, et qui échappera toujours à nos pauvres cerveaux de viande.

Si quelqu'un est déconcerté par cette proclamation selon laquelle nous sommes incapables de concevoir un système politique qui soit enfin « juste », je lui demande de me prouver que j'ai tort. S'agit-il d'une simple question de foi ou **d'orgueil personnel** (c'est-à-dire le fait de croire que l'on détient la bonne réponse) ? S'il s'agit d'une question de foi, qu'ils soient bénis. S'il s'agit d'orgueil, la réponse appropriée est peut-être : « sérieusement » (n'oubliez pas non plus de vérifier l'effet Dunning-Kruger).

En **qualifiant de naïve la quasi-totalité des idéologies politiques modernes,** je pourrais être interprété à tort comme étant moi-même d'un orgueil démesuré : au-delà de tout soupçon. Il est important de noter que je ne prétends pas avoir les réponses moi-même. Mon cerveau de viande n'est pas meilleur qu'un autre. Je suis tout aussi enclin à la naïveté. Je ne prétends tout simplement pas que je suis (ou que quiconque est) capable d'imaginer un cadre politique efficace pour soutenir une construction grossièrement insoutenable telle que la modernité - pas plus qu'aucun d'entre nous ne peut lancer un caillou en l'air et lui faire ignorer la gravité par la force de la pensée, ou refuser de mourir par un acte de volonté.

Fondation

Ce que je sais, c'est que la communauté de vie est bien plus ancienne que les humains, que les humains sont bien plus anciens que la modernité, et que la modernité est effectivement une énorme erreur cérébrale qui ignore de plus en plus la réalité écologique et en est de plus en plus éloignée. Les idéologies politiques d'aujourd'hui sont des produits de la modernité, au service de son maintien suprématiste, insoutenable et impossible. Tout cela est vide.

Ce que je sais aussi, c'est que pendant des centaines de milliers d'années, les gens ont adopté diverses structures culturelles adaptées aux conditions locales, qui fonctionnaient dans un contexte écologique complet et s'adaptaient aux gens tels qu'ils sont, et non pas aux gens tels que nous les idéalisons ou que nous souhaitons qu'ils soient. Quel est l'intérêt de mettre en place un système pour des personnes imaginaires, puis de blâmer les gens lorsqu'il ne fonctionne pas ? Pourquoi donner la priorité à une idéologie irréaliste plutôt qu'à la réalité ? Ne laissons pas nos cerveaux essayer de concevoir le monde. Parce que nous sommes nuls dans ce domaine.

Au lieu de cela...

La bonne nouvelle dans tout cela, c'est que la fraction de votre temps, de votre énergie ou de votre anxiété consacrée à la politique peut être récupérée pour d'autres préoccupations. Cela peut avoir un effet positif sur votre vie. Cela fait partie du processus de désamour de la modernité et de la recherche de l'amour ailleurs - parmi les personnes de votre entourage, la communauté locale et le monde vivant au sens large. Après tout, une fois que l'on a reconnu que le simple rêve politique repose sur la continuité et la perfection de la modernité, et qu'il ne pourra jamais se réaliser, à quoi bon ?

Certains pourraient reculer à l'idée d'abandonner la politique et d'imaginer quelque chose comme l'anarchie à la place. Certes, le modèle mental simpliste caractéristique est que si 100 % des gens se désengageraient soudainement, le vide qui en résulterait entraînerait la pagaille, mais nous savons tous que ce n'est pas ainsi que les choses se passent. La désaffection s'installera progressivement, principalement au fur et à mesure que les infatigables guerriers politiques d'aujourd'hui mourront pour être remplacés par de nouveaux venus qui n'adhèrent tout simplement pas aux anciennes méthodes et aux anciens rêves. Des remplaçants locaux adéquats s'installeront naturellement pour remplacer les institutions défaillantes. Une fraction de personnes, comme moi, peut choisir de se concentrer sur le long terme et se demander ce que nous pouvons faire maintenant pour aider les humains à réussir une fois que la modernité aura pris fin. Le Département du renseignement national ne fait pas partie de cet avenir, alors pourquoi se préoccuper de lui, ou de qui le dirige (dans le sol) ? Dans un sens, l'administration Trump pourrait servir à accélérer la méfiance à l'égard des institutions et faire en sorte que les gens doivent trouver leur propre voie - jetés dans le grand bain pour couler ou nager. Je ne sais pas si c'est la voie que je préfère, mais comme je ne m'accroche plus à un avenir imaginaire, je ne suis pas aussi angoissée que beaucoup de personnes de mon entourage. Nous devons nous débarrasser de l'oreille du loup un jour ou l'autre et d'une manière ou d'une autre. Il n'y a pas de « bonne » façon de le faire, sans souffrir quelque part. Prétendre le contraire fait partie de l'imaginaire dominant, et je suis prêt à en sortir.

Quoi qu'il en soit, j'espère que vous trouverez également un état mental plus sain en vous interrogeant sur la mesure dans laquelle vos propres angoisses politiques sont enracinées dans des fantasmes irréalisables. La vie peut être meilleure sans tout ce blabla.

▲ [RETOUR](#) ▲

#293 : Jours de tonnerre

Tim Morgan Publié le 26 novembre 2024



LA PREMIÈRE PRÉSIDENTE DE L'INFLEXION ?



Comme vous le savez certainement, il existe deux visions radicalement opposées de notre avenir économique. L'une est que, une fois que nous aurons surmonté la malchance d'une pandémie mondiale et d'une guerre européenne qui se sont succédé rapidement, nous retrouverons le chemin d'une croissance économique infinie.

L'autre, que nous privilégions ici, est que l'essoufflement de l'impulsion donnée par les combustibles fossiles entraîne une inflexion de la croissance vers la contraction de l'économie. Les énergies renouvelables ne peuvent pas reproduire la valeur économique fournie jusqu'à présent par le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Si l'on ne peut exclure la possibilité d'un successeur aux combustibles carbonés, il ne pourra pas arriver à temps pour empêcher une grave contraction de l'économie.

D'énormes questions pratiques dépendent de l'issue de ce concours. Si ce dernier point de vue est correct, la majeure partie de la « croissance » est aujourd'hui simulée, intentionnellement ou non, principalement par l'utilisation d'une expansion effrénée du crédit et la sous-déclaration de l'inflation systémique.

Sur cette base, l'effondrement de l'expansion excessive du crédit est susceptible de détruire la valeur du pouvoir d'achat de l'argent. La plupart des secteurs discrétionnaires - ceux qui fournissent des produits et des services non essentiels aux consommateurs - sont finis. Tout nouveau capital investi dans ces secteurs est un cas classique de malinvestissement destructeur de valeur qui caractérise la formation de toute bulle financière destinée à exploser.

Il ne s'agit plus d'un débat à long terme sur des points ésotériques. Les conditions économiques et les perspectives d'avenir de millions de personnes seront déterminées par le résultat, et tout porte à croire que le passage de la croissance à la contraction est en train de se produire.

Le débat sur « la croissance infinie ou la finalité matérielle » a dépassé le stade de la théorie.

1

Les résultats factuels décideront de l'issue de ce concours, mais l'opinion publique aura une influence considérable sur la manière dont cette issue sera façonnée. Nous ne pouvons évidemment pas organiser un référendum mondial sur la théorie économique, mais nous pouvons et devons prendre note de l'évolution de l'opinion publique.

Comment l'opinion publique devrait-elle évoluer si la finalité matérielle et l'aggravation des conditions de vie l'emportaient sur les promesses de croissance perpétuelle ?

Nous nous attendrions, en bref, à un mélange de colère et d'anxiété. La colère, nuancée de mépris, s'adresserait à ceux qui promettent (et prétendent) une amélioration alors que les conditions réelles se détériorent. Les gens seraient également en colère contre l'aggravation des inégalités, si l'enrichissement de quelques-uns était perçu comme la cause des difficultés du plus grand nombre.

L'anxiété conduirait à exiger des gouvernements qu'ils fassent quelque chose, même si ce « quelque chose » était contre-productif à moyen ou à long terme. Le nationalisme, du moins sous sa forme économique, a conduit à une préférence croissante pour le protectionnisme.

Le conflit entre les promesses et les résultats n'a jamais été aussi aigu qu'aux États-Unis. L'Amérique est censée jouir de « *la plus grande économie de tous les temps* ».

Les Américains en ont tellement profité que, dans leur gratitude, ils se sont retournés contre le pouvoir en place et ont donné à M. Trump un coup de balai.

2

Ce site se veut non partisan, mais il est évident que les difficultés et l'anxiété économiques, ainsi que la question étroitement liée de l'immigration, ont été les facteurs qui ont permis le second avènement de Donald Trump.

Le mécontentement économique avait déjà humilié les partis au pouvoir en Inde et au Japon. Avec des services publics débordés, des infrastructures qui s'effondrent et une fiscalité qui atteint déjà des niveaux record, la désintégration économique en cours commence déjà à rendre la Grande-Bretagne presque ingouvernable, dans le sens où aucune administration ne peut répondre aux demandes du public.

L'Amérique, en revanche, aurait dû être différente. L'économie est en passe de produire en 2024 un PIB réel supérieur de 12,5 % à ce qu'il était en 2019, avant la catastrophe. En dépit de l'augmentation de la population, la situation de l'individu moyen aurait dû s'améliorer de près de 10 %.

Les indices de la fausseté de ce tableau rose n'ont jamais été très difficiles à trouver. Dans un sondage réalisé en avril 2023, un pourcentage plus que décisif de 70 % des personnes interrogées ont cité les difficultés économiques et les soucis financiers comme leurs principales préoccupations.

Personne - à l'exception, sans doute, de l'équipe Trump - ne semble avoir pris note de l'extrême disparité entre les déclarations statistiques et les perceptions du public.

3

Les autorités, les experts et les commentateurs ont proposé des sortes d'explications à l'ingratitude économique de l'électorat américain. Ces excuses relèvent de deux catégories : l'inflation et l'inégalité.

Ni l'une ni l'autre ne sont convaincantes, mais de manière très différente.

Il ne fait aucun doute que les inégalités de richesse et de revenus, déjà extrêmes, n'ont cessé de s'aggraver. Mais la plupart des gains réalisés par la minorité riche des États-Unis ont pris la forme d'une appréciation du capital, et non d'une croissance des revenus.

Pour qu'une majorité s'appauvrisse en dépit d'une croissance moyenne par habitant de près de 10 %, il aurait fallu que l'équilibre de la répartition des revenus s'éloigne de la médiane, et ce de manière extraordinairement spectaculaire.

L'explication la plus probable est que la « croissance » déclarée de l'économie américaine a été considérablement exagérée dans les statistiques, ou qu'elle n'a tout simplement pas eu lieu. Et c'est là que l'inflation entre en jeu.

Les préoccupations inflationnistes du public, aux États-Unis et bien au-delà, ont été décrites comme une « crise du coût de la vie ». Cela signifie que les coûts - et, en particulier, les prix des produits de première nécessité - ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus.

Il n'y a aucune raison de douter de la douloureuse réalité de cette crise du coût de la vie.

4

Dans quelle mesure cette situation a-t-elle été prise en compte dans les statistiques économiques publiées ?

Comme vous le savez probablement, le PIB est présenté sous deux formes principales. La première est exprimée en termes nominaux (monnaie courante) et la seconde en termes réels (corrigés de l'inflation ou constants), cette dernière étant la base sur laquelle la « croissance » est calculée.

L'ajustement inflationniste entre le nominal et le réel est le déflateur du PIB, un calcul en chaîne qui prétend mesurer l'inflation dans l'ensemble de l'économie.

Au cours des cinq dernières années, les variations annuelles du déflateur du PIB américain ont été de +1,3 % en 2020, +4,6 % en 2021, +7,1 % en 2022, +3,6 % en 2023 et devraient atteindre +2,4 % cette année.

Le résultat cumulé de cette série est une inflation de 20,4 % entre 2019 et 2024, ce qui correspond à un taux d'inflation annuel moyen composé de 3,7 %.

Une mise en garde importante s'impose : l'expérience individuelle de l'inflation est influencée par les revenus. Le coût des produits de première nécessité dépassant l'inflation générale, les ménages les plus touchés sont ceux dont les revenus sont inférieurs à la moyenne, car ils doivent consacrer une part disproportionnée de leurs ressources à l'achat de produits de première nécessité.

Malgré cela, une inflation annuelle moyenne de 3,7 % correspond-elle, même de loin, à l'expérience vécue par les Américains au cours des cinq dernières années ?

La seule réponse possible à cette question est « non ».

La Surplus Energy Economics a depuis longtemps émis de sérieuses réserves méthodologiques sur le déflateur du PIB et utilise SEEDS pour calculer une alternative, basée sur des taux comparatifs de changement dans les économies matérielles et financières. Cette série est connue sous le nom de Realised Rate of Comprehensive Inflation (RRCI).

Pour les États-Unis, le RRCI annuel a été inférieur, dans les conditions défavorables de 2020, à 0,4 % au chiffre officiel (1,3 %). Les années suivantes, cependant, le RRCI a été nettement plus élevé - 9,4 % (au lieu de 4,6 %) en 2021, 9,2 % (au lieu de 7,1 %) en 2022, 5,7 % (au lieu de 3,6 %) en 2023 et 4,5 % (au lieu de 2,4 %) en 2024, selon les prévisions.

Sur cette base, **l'inflation cumulée depuis 2019 est de 32,5 %** au lieu de 20,4 %, et la moyenne annuelle sur cinq ans passe de 3,7 % à 5,7 %.

Cela semble beaucoup plus proche de la réalité.

5

Si l'indice RRCI est effectivement un calcul plus significatif de l'inflation systémique récente, **la majeure partie de la « croissance » signalée dans l'économie américaine est fausse.** En remplaçant le déflateur du PIB par l'ICRR, la croissance globale des cinq dernières années passe de 12,5 % à seulement 2,2 %, et la moyenne annuelle de 2,4 % à seulement 0,5 %.

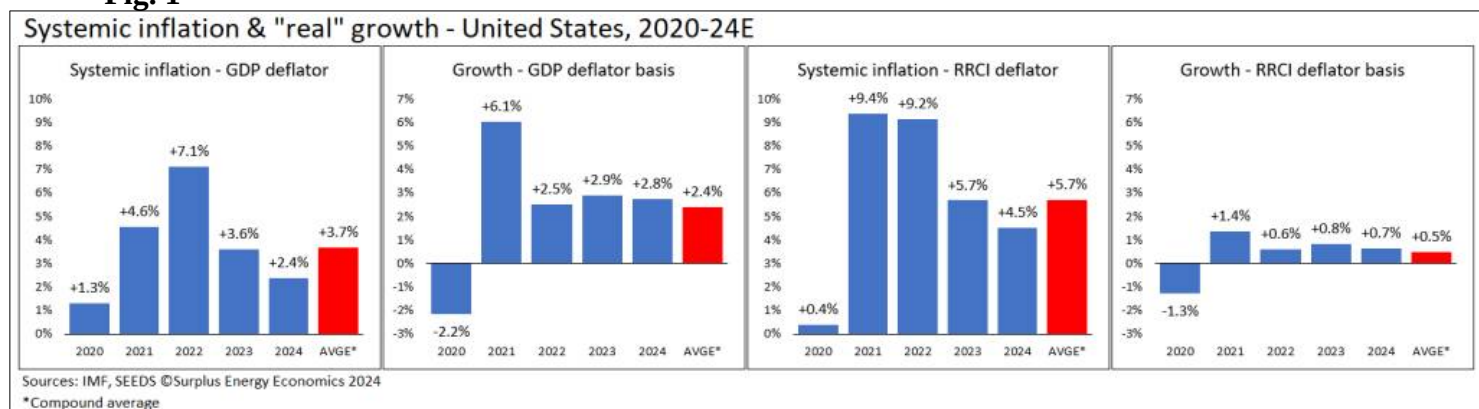
Ce dernier chiffre correspond largement au taux d'augmentation de la population au cours de la même période, ce qui signifie qu'en termes de population, l'économie n'a pas du tout progressé.

Il suffit d'ajouter un soupçon d'inégalité et d'inflation des revenus inférieurs pour comprendre pourquoi la plupart des Américains pourraient se sentir plus pauvres en 2024 qu'en 2019.

Si l'on ajoute l'anxiété provoquée par la combinaison de la baisse du niveau de vie et de l'augmentation de la dette - et la colère face à l'apparente complaisance de l'establishment -, il n'y a plus aucun mystère sur les tendances économiques qui ont ramené Donald Trump dans le bureau ovale.

Les chiffres examinés ici sont résumés dans la figure 1. Selon le navigateur que vous utilisez, il est possible d'ouvrir ce graphique et d'autres graphiques SEEDS dans un nouvel onglet ou une nouvelle fenêtre pour une meilleure visibilité.

Fig. 1



6

Quelles sont les implications macroéconomiques de ces tendances sous-jacentes ?

Outre la prétendue « croissance », la caractéristique la plus frappante de la scène macroéconomique américaine est depuis longtemps l'expansion très rapide de la dette publique. L'année dernière, le gouvernement a consacré 26,3 % du PIB aux services publics, alors qu'il n'en a perçu que 29,2 % en impôts et autres recettes. Dernièrement, la dette publique a augmenté de 1 000 milliards de dollars tous les cent jours, et la projection de 35 000 milliards de dollars pour la fin de l'année 2024 a déjà été dépassée. Les intérêts annuels sur la dette publique dépassent désormais 1000 milliard de dollars, soit plus que ce que les États-Unis dépensent pour leur défense et leur sécurité.

De nombreux observateurs neutres tireraient des conclusions très prudentes quant au taux exponentiel d'expansion de la dette publique américaine, concluant que cette trajectoire ne peut être maintenue. Emprunter sur les marchés à l'échelle prévue doit faire monter les taux, ce qui rendra le service de la dette inabordable et poussera les États-Unis à monétiser la dette par un retour massif à l'assouplissement quantitatif.

Le résultat logique est **la destruction hyperinflationniste du pouvoir d'achat du dollar.**

L'une des bizarreries de l'orthodoxie économique, cependant, est l'insistance sur le fait que la dette et le PIB sont des séries discrètes, de sorte que le PIB n'est pas gonflé par l'emprunt.

Si cela était vrai, le PIB américain aurait augmenté autant qu'en 2023, même si le maintien de l'équilibre budgétaire avait coûté 2000 milliards de dollars aux consommateurs par le biais d'une augmentation des impôts.

Bien entendu, cela n'a aucun sens logique. Le fait est que **le PIB ne mesure pas les produits matériels et les services fournis par l'économie, mais l'activité transactionnelle financière dans le système, ce qui est un concept très différent. Il est parfaitement possible, et même courant, que de l'argent change de mains sans qu'aucune valeur matérielle ne soit ajoutée.**

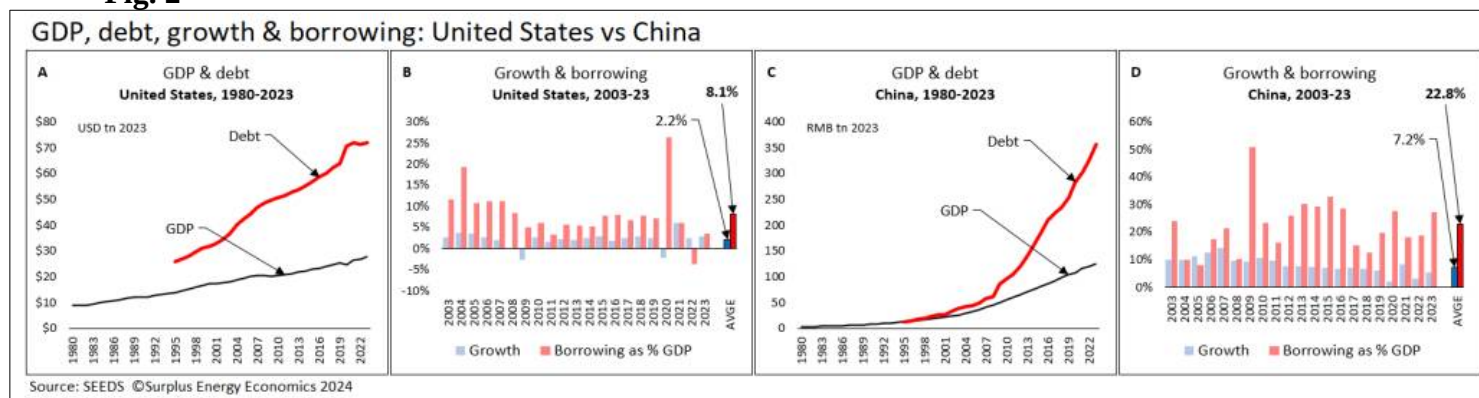
En bref, dans un système où l'argent et le crédit sont la même chose, l'emprunt doit gonfler la taille transactionnelle de l'économie mesurée par le PIB. Cet effet inflationniste ne peut être pris en compte par le calcul du déflateur du PIB, qui n'est tout simplement pas adapté.

L'expérience passée le confirme. Entre 2003 et 2023 - et à valeurs constantes de 2023 - le PIB américain a augmenté de 52 %, soit 9,500 milliards de dollars. Or, au cours de la même période, la dette publique et privée globale a augmenté de 35000 milliards de dollars, soit 96 %.

Une façon de voir les choses est que chaque dollar de « croissance » a été accompagné - en fait, rendu possible - par un nouvel emprunt public et privé net de 3,70 dollars. Une autre façon de voir les choses est que la croissance annuelle moyenne (de 2,2 %) était fonction d'un taux d'emprunt annuel moyen de 8,1 % du PIB.

Au niveau mondial, il existe depuis longtemps une relation étroite entre l'emprunt et la « croissance ». Avec 7,2 %, la croissance moyenne de **la Chine** au cours des vingt dernières années était bien plus élevée que celle de l'Amérique (2,2 %), mais l'emprunt mesuré par rapport au PIB était également beaucoup plus élevé, à 22,8 % du PIB, contre 8,1 % aux États-Unis.

Fig. 2



7

En d'autres termes, nous vivons dans un monde imaginaire où la dépense d'argent emprunté est régulièrement présentée comme une « croissance » du PIB, et où les implications de la montée en flèche de la dette sont rejetées comme non pertinentes.

En outre, il est parfaitement possible de quantifier cet effet du crédit. Ce calcul réduit la croissance tendancielle des États-Unis entre 2003 et 2023 de 2,2 % à seulement 0,7 %, tandis que le calcul équivalent pour la Chine ramène la croissance sous-jacente à 4,6 % au lieu de 7,2 %.

8

La réalité sous-jacente, bien connue des lecteurs réguliers, est que la croissance antérieure s'est inversée à mesure que les conditions économiques matérielles se détérioraient.

Les termes utilisés ici sont « **épuisement** » et « **dépassement** ». Le terme « épuisement » décrit la tendance naturelle à utiliser d'abord les ressources les moins coûteuses, en laissant pour plus tard les alternatives plus onéreuses. Le terme « dépassement » fait référence à une population excessive, à des taux de consommation des ressources insoutenables pour un niveau de population donné, ou à une combinaison des deux.

L'épuisement des ressources compromet l'économie de trois manières principales.

Premièrement, l'épuisement du pétrole, du gaz naturel et du charbon entraîne une augmentation constante des coûts matériels - les coûts énergétiques de l'énergie - des combustibles fossiles. Cette hausse s'étend à toute la gamme des énergies primaires, car les autres formes d'énergie dépendent de facteurs de production que seule l'ancienne énergie provenant de sources fossiles peut fournir.

Deuxièmement, la qualité et le coût des ressources naturelles non énergétiques, y compris les minéraux, les terres agricoles et l'eau accessible, n'ont cessé de se dégrader.

Troisièmement, la capacité limitée de l'environnement à absorber les effets de l'activité économique humaine s'est elle-même épuisée.

Sur le plan fonctionnel, l'économie fonctionne en utilisant de l'énergie pour convertir les ressources naturelles non énergétiques en produits matériels et en services. Cette économie physique ou « réelle » est mise à mal par l'augmentation incessante du coût matériel de l'énergie, combinée à la détérioration constante de la qualité des autres ressources naturelles.

La dégradation de l'environnement aggrave ce déclin par des inondations, des sécheresses, des tempêtes, la désertification et d'autres conséquences économiques négatives de la dégradation de l'environnement.

Tous ces éléments indiquent une contraction inexorable de la capacité de l'économie à fournir des produits matériels et des services à la société.

Rien de tout cela ne peut être contré en créant (« imprimant ») de l'argent, ni en essayant d'utiliser la technologie pour contourner les lois de la physique.

Comme le dirait Popeye le marin, ces choses « sont ce qu'elles sont ». Nous pouvons accepter leur réalité et nous adapter en conséquence, ou nous pouvons continuer à vivre dans un monde imaginaire voué à l'échec.

9

On ne peut certainement pas dire que l'équipe Trump comprenne tout cela, mais les politiques qu'elle propose font preuve d'une grande cohérence avec ces réalités économiques.

De nombreux Américains doutent clairement de la crédibilité des assurances officielles d'une croissance robuste, car ces assurances ne correspondent pas à leur propre expérience. Ils soupçonnent les élites de jouer avec le système, de s'enrichir toujours plus alors que les autres s'appauvrissent et perdent leur sécurité.

Ils se méfient également des étrangers, qui pourraient être accusés de sous-coter les producteurs américains par des importations subventionnées et, par le biais de l'immigration, de diluer la part de prospérité économique de chacun.

Ces préoccupations se traduisent par une préférence instinctive pour l'imposition de droits de douane sur les importations, tout en réprimant sévèrement l'immigration.

Dans cette mesure, nous sommes en droit de considérer la nouvelle administration comme la première présidence d'inflexion, dont l'attrait et les politiques sont façonnés par des facteurs non reconnus par l'orthodoxie économique.

La suite des événements sera déterminée par une matrice d'irréversibilités et de tentatives.

10

L'irréversible, c'est qu'avec une prospérité en baisse alors que les coûts réels des biens de première nécessité continuent d'augmenter, l'accessibilité discrétionnaire - en gros, l'équivalent SEEDS des « *revenus disponibles* » - est prise au piège d'une contraction rapide.

L'avenir s'annonce sombre pour les secteurs fournissant des produits et services discrétionnaires (non essentiels), et nous devons nous attendre à des tensions de plus en plus fortes sur la capacité des ménages à rembourser leurs niveaux gargantuesques d'endettement et de quasi-désendettement.

La nouvelle administration met l'accent sur sa volonté de réduire la fiscalité tout en diminuant les dépenses publiques. Le nouveau ministère de l'efficacité gouvernementale - dirigé par Elon Musk et abrégé de manière fantaisiste par le sigle Doge - aurait pour objectif de réduire les dépenses de 2000 milliards de dollars.

Mais les législateurs républicains pourraient ne pas vouloir réduire les « dépenses liées aux droits ». Celles-ci comprennent la sécurité sociale, Medicare et d'autres programmes de santé. Selon la définition utilisée, elles représentent entre 50 et 60 % des dépenses publiques.

Par ailleurs, 13 % des dépenses sont consacrées aux intérêts de la dette publique, qui ne peuvent pas non plus être réduits, sauf dans le cas d'un défaut de paiement, certainement impensable. Même si les dépenses de défense ne sont pas considérées comme hors limites, les dépenses non liées aux prestations sont tout simplement trop faibles pour que des réductions de cette ampleur soient possibles.

En bref, le Comité pour un budget responsable a probablement raison lorsqu'il affirme que la dette publique, qui aurait augmenté de manière significative sous Harris, augmentera encore plus rapidement sous Trump.

On peut s'attendre à ce que la montée du protectionnisme, l'explosion de la dette publique et la compression incessante des dépenses discrétionnaires - caractéristiques d'une économie en mutation - se poursuivent, tout simplement parce qu'**aucun gouvernement, où que ce soit dans le monde, ne peut échapper à la dynamique d'une économie matérielle en perte de vitesse.**

11

L'ironie de la situation est que ceux qui sont au sommet, que ce soit au gouvernement, dans les affaires ou dans la finance, pourraient être parmi les derniers à le savoir.

Camelot-in-Manhattan et Versailles-on-the-Potomac sont largement isolés des préoccupations de la classe moyenne.

L'euphorie du marché a peut-être été motivée principalement par le coût extrêmement bas du capital, mais les investisseurs et les chefs d'entreprise semblent avoir adhéré à l'histoire de « *la plus grande économie de tous les temps* » et sont incapables de saisir les tendances - telles que la compression discrétionnaire et la création effrénée

de crédit - qui informent la manière dont les moins élevés et les moins privilégiés font déjà l'expérience de la dure réalité de l'inflexion économique.

▲ [RETOUR](#) ▲

La lutte contre les émissions de CO2 « n'existe pas ».

C'est du business.

Par Quark 21 novembre 2024

Futuro, ciencia ficción y Matrix

Par
QUARK

Depuis de nombreuses années, nous avons un message fort à faire passer. Le changement climatique causé par les émissions de combustibles fossiles provenant de l'utilisation humaine menace le progrès de l'humanité, mettant en péril non seulement la croissance économique, mais aussi la survie même de l'espèce humaine.

Récemment, à la suite des terribles inondations dans le Levant espagnol, qui ont fait plusieurs centaines de morts et causé d'énormes dégâts économiques de toutes sortes, nous avons entendu de la bouche du président espagnol, Pedro Sánchez, une phrase emblématique : « *le changement climatique tue* ».

Il a conclu son discours par une proposition. « *Nous devons décarboniser la société afin de croître de manière plus durable* ». En d'autres termes, il est essentiel de réduire les émissions (notamment de CO2) pour parvenir à une **croissance durable**.

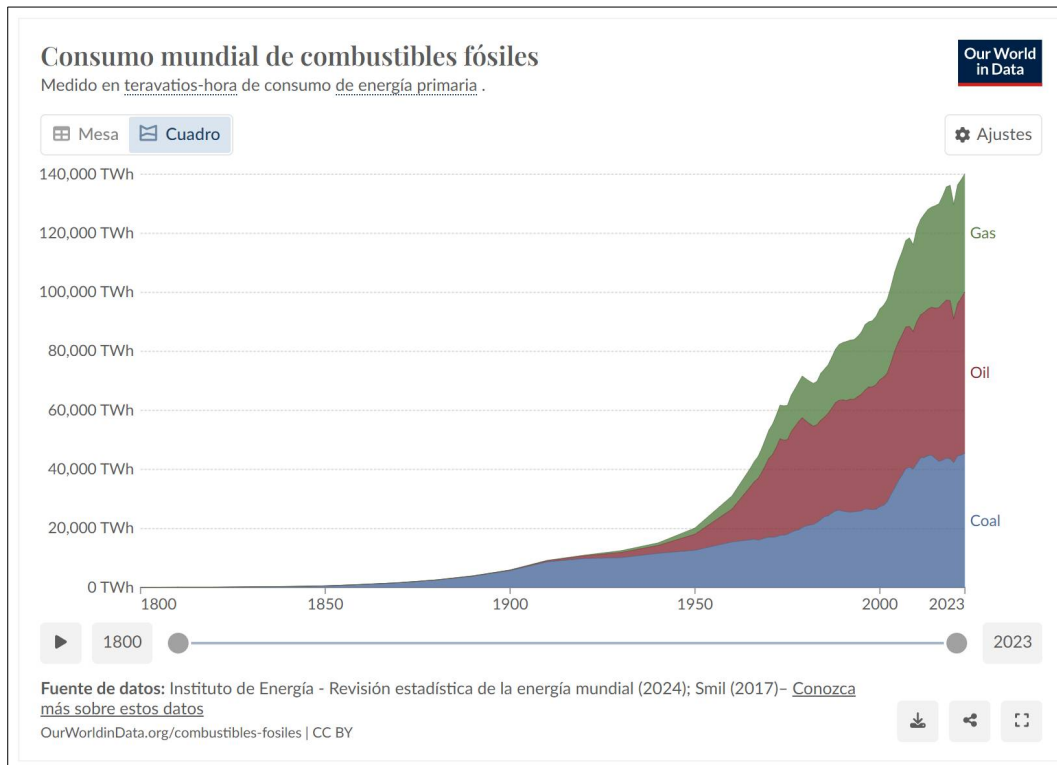
Naturellement, la transition énergétique est l'option choisie pour mener à bien un processus de transformation de la société, permettant de poursuivre la croissance, tout en remplaçant le système basé sur les combustibles fossiles par un nouveau système centré sur l'électrification globale.

Cela nécessite des investissements, que l'AIE évalue à 4000 milliards de dollars par an (nous n'y sommes pas encore, mais nous nous en approchons).

Le message est clair et direct, mais quelle est la réalité et, surtout, quelles sont nos chances d'achever la transition à temps pour éviter des conséquences irréversibles ?

1°. La consommation et la demande mondiales de combustibles fossiles continuent d'augmenter.

Ce seul point nous indique que nous n'avons pas encore entamé la transition énergétique, car nous continuons à augmenter l'utilisation des combustibles fossiles. Il n'y a pas de transition, mais l'expansion se poursuit, en utilisant toutes les sources disponibles.



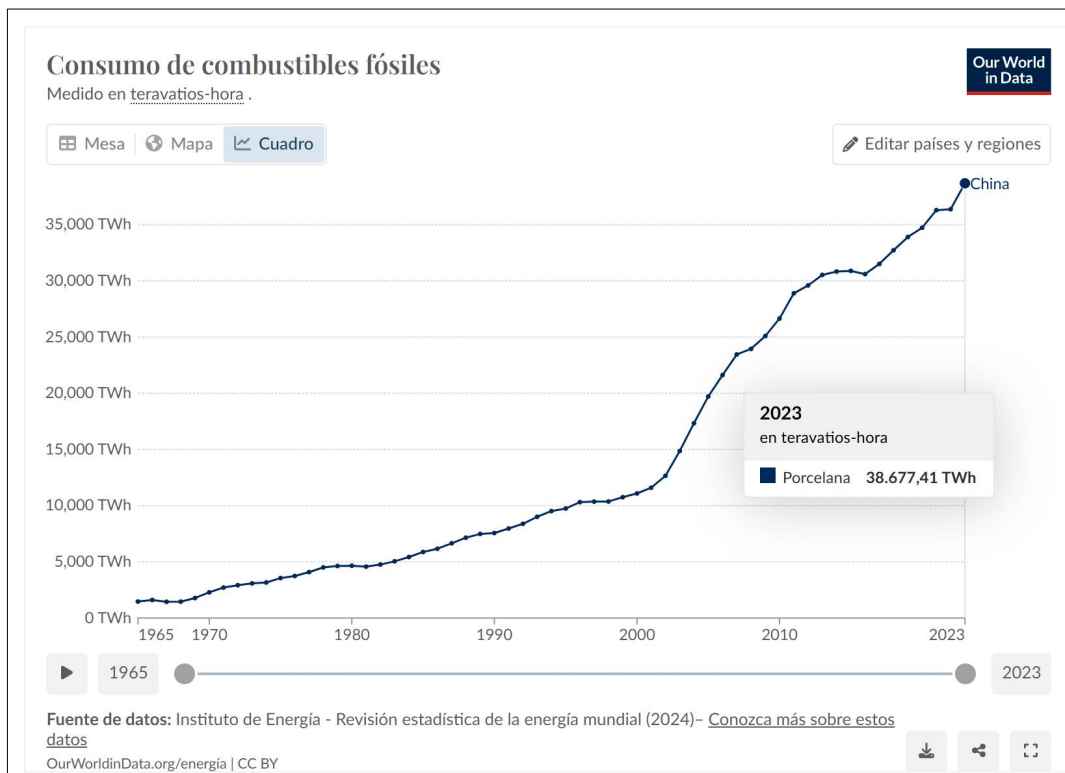
2°). Jusqu'à présent, le poids de la transition repose sur les épaules de trois grands blocs, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne.

Voyons où nous en sommes et, surtout, quelles sont nos projections pour l'avenir.

La Chine.

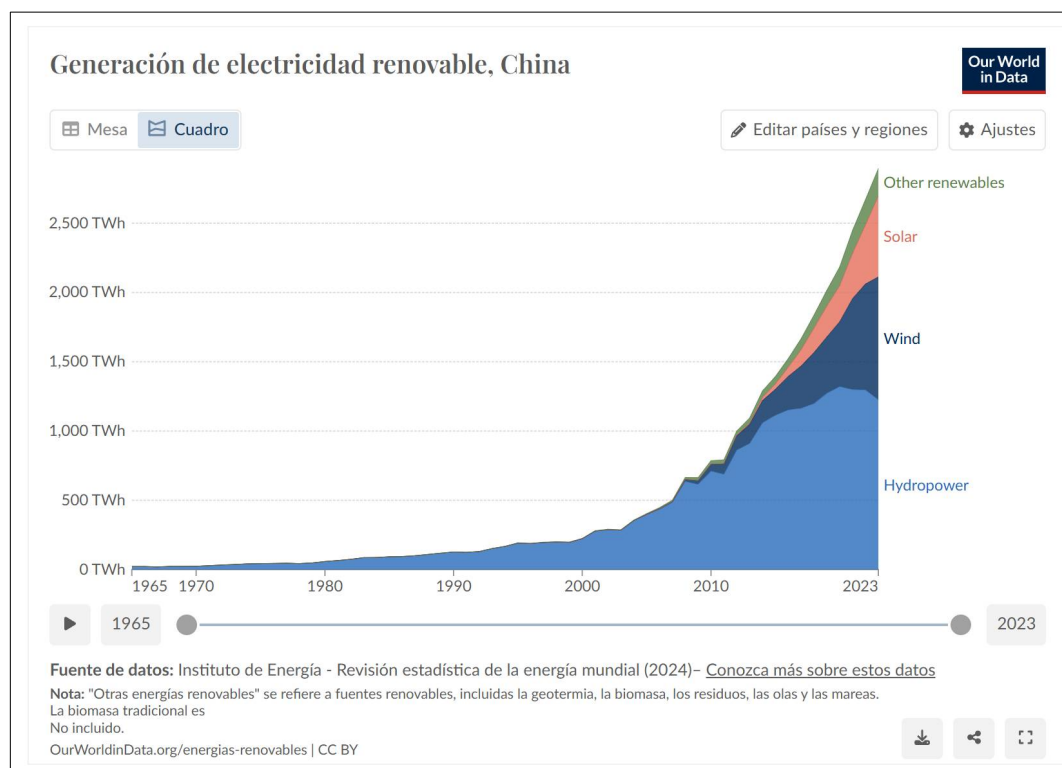
C'est le pays qui a pris le plus au sérieux les investissements dans la transition énergétique et qui est leader dans la fabrication et l'installation de panneaux solaires et d'éoliennes. Elle représente également 60 % de la fabrication et de la vente de voitures électriques et 80 % des batteries.

Malgré cela, elle continue de consommer chaque année davantage de charbon, de gaz et de pétrole, et ne réduit donc pas du tout ses émissions de CO₂.



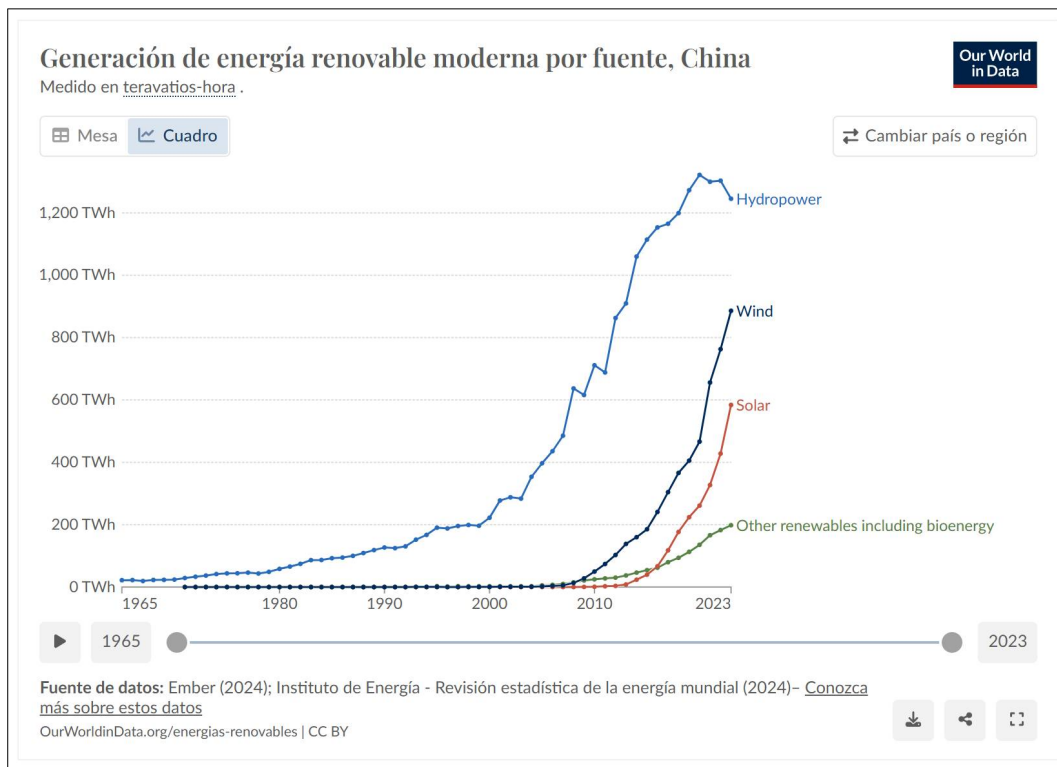
Les énergies renouvelables ont connu une croissance considérable, mais elles contribuent à peine à l'énergie primaire totale.

38 000 Tw/h de l'énergie primaire totale sont générés par des contributions fossiles et seulement 3 000 Tw/h environ sont fournis par l'électricité renouvelable.



Ventilé par sources renouvelables.

Le solaire et l'éolien totalisent à peine 1 500 TW/h.

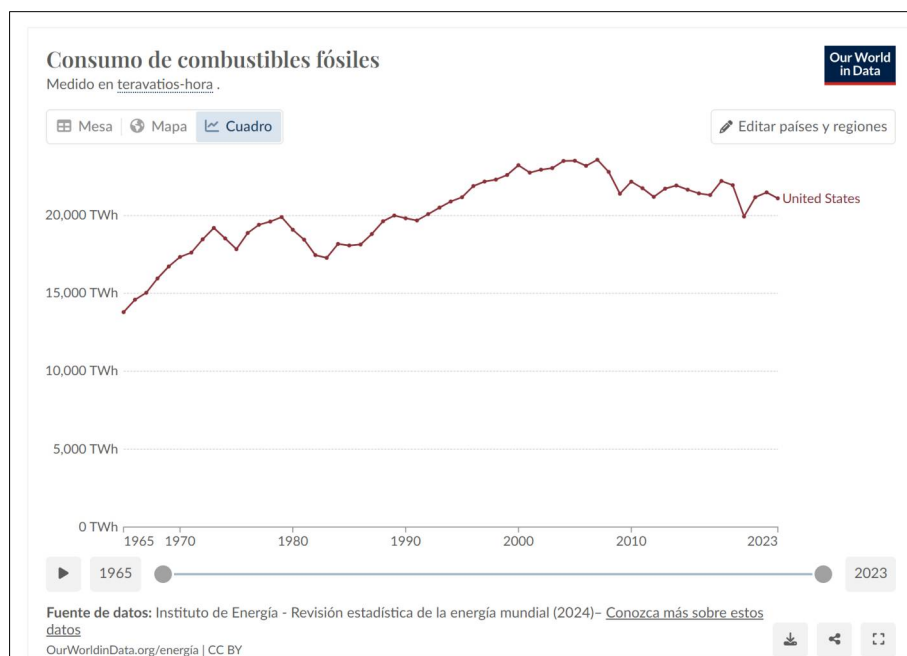


Comme on peut le voir, le pays qui a le plus investi dans la transition n'atteint même pas 10 % de la contribution renouvelable par rapport à la contribution fossile, et si l'on s'en tient à l'éolien et au photovoltaïque, il n'atteint même pas 4 % du total.

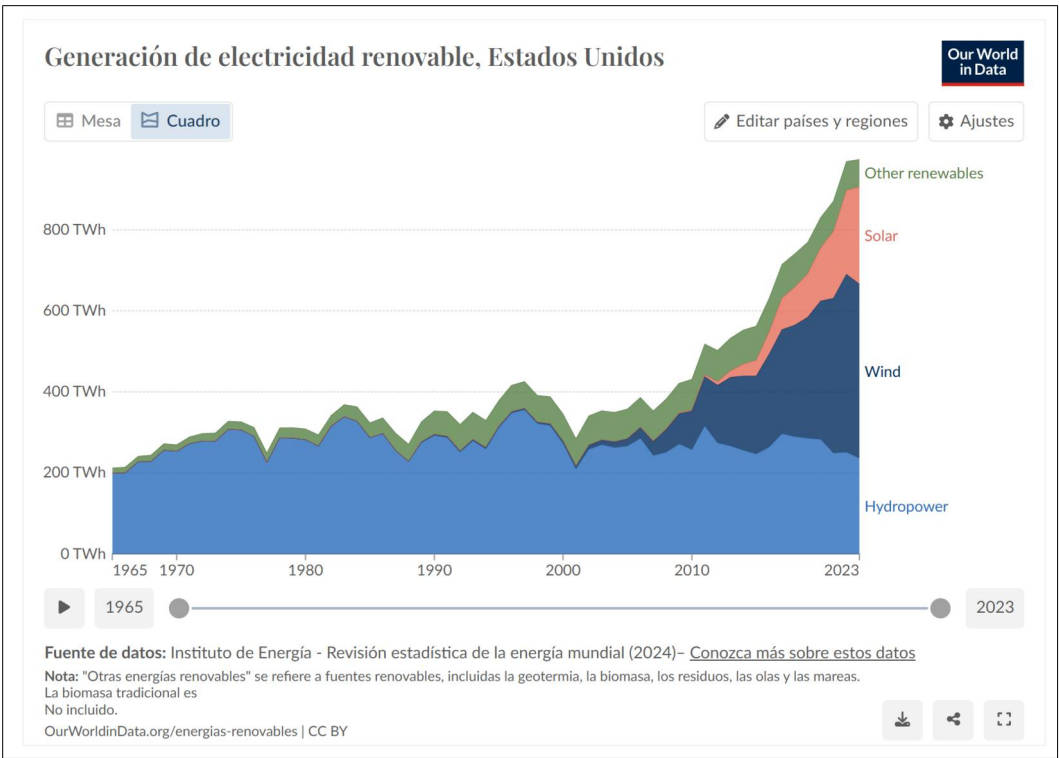
Mais le pire, c'est que la consommation d'énergie fossile continue de croître fortement, comme le montre le graphique jusqu'en 2023.

LES ÉTATS-UNIS

La consommation de combustibles fossiles n'a pas augmenté depuis des années.



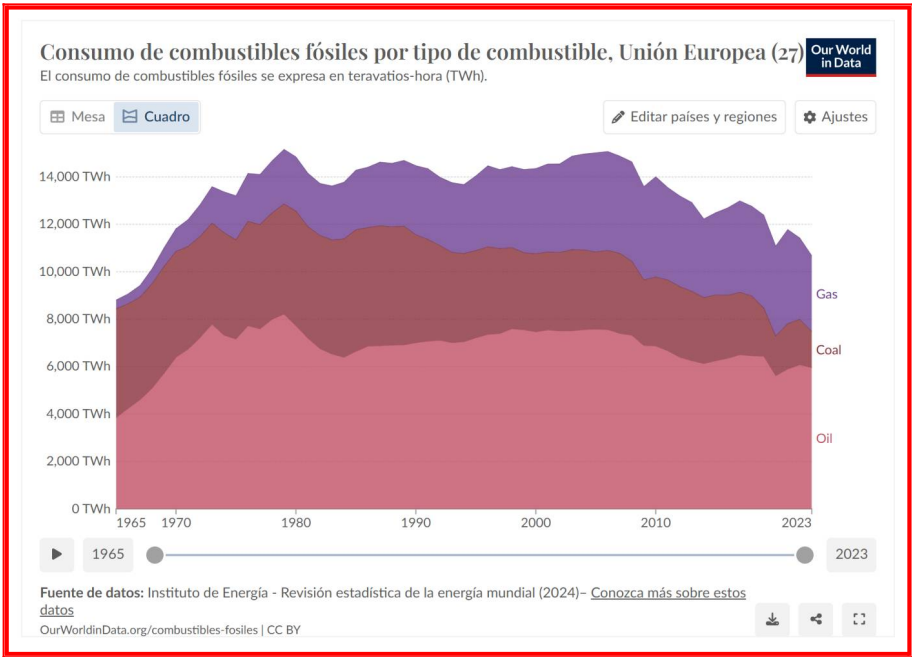
Mais la substitution par les énergies renouvelables est loin d'être acquise.



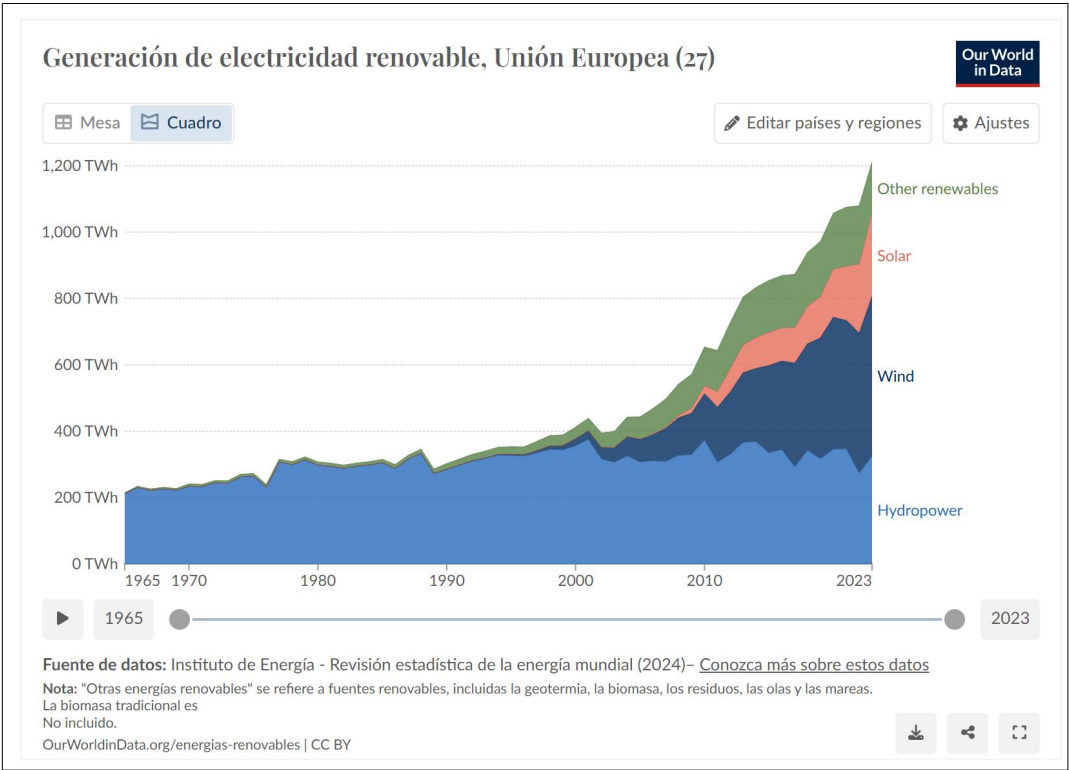
Non seulement cela, mais la récente élection de Trump à la présidence des États-Unis fait l'effet d'une douche froide sur la trajectoire de la transition énergétique. Il est tout à fait possible que la tendance à l'installation d'énergies renouvelables se poursuive, mais sans soutien gouvernemental, la croissance sera ralentie à l'avenir.

L'Europe.

La demande de combustibles fossiles y est en forte baisse depuis des années.

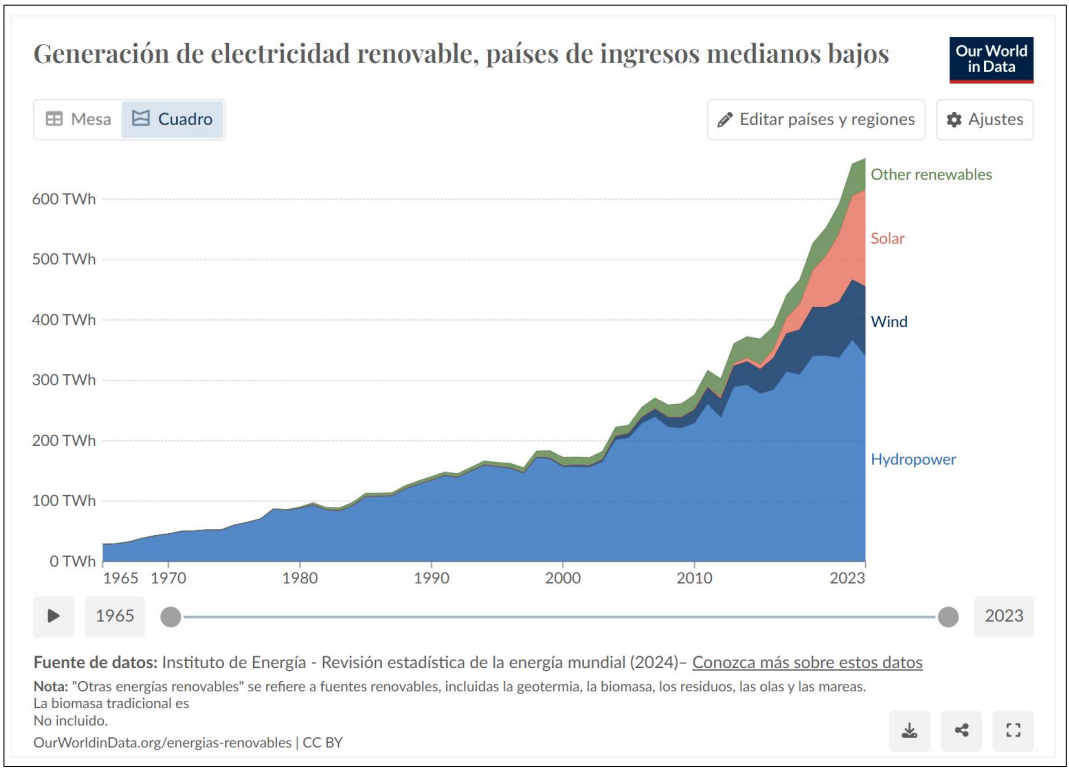


Mais l'installation d'énergies renouvelables reste très faible, bien que le taux de pénétration soit le plus élevé au monde.

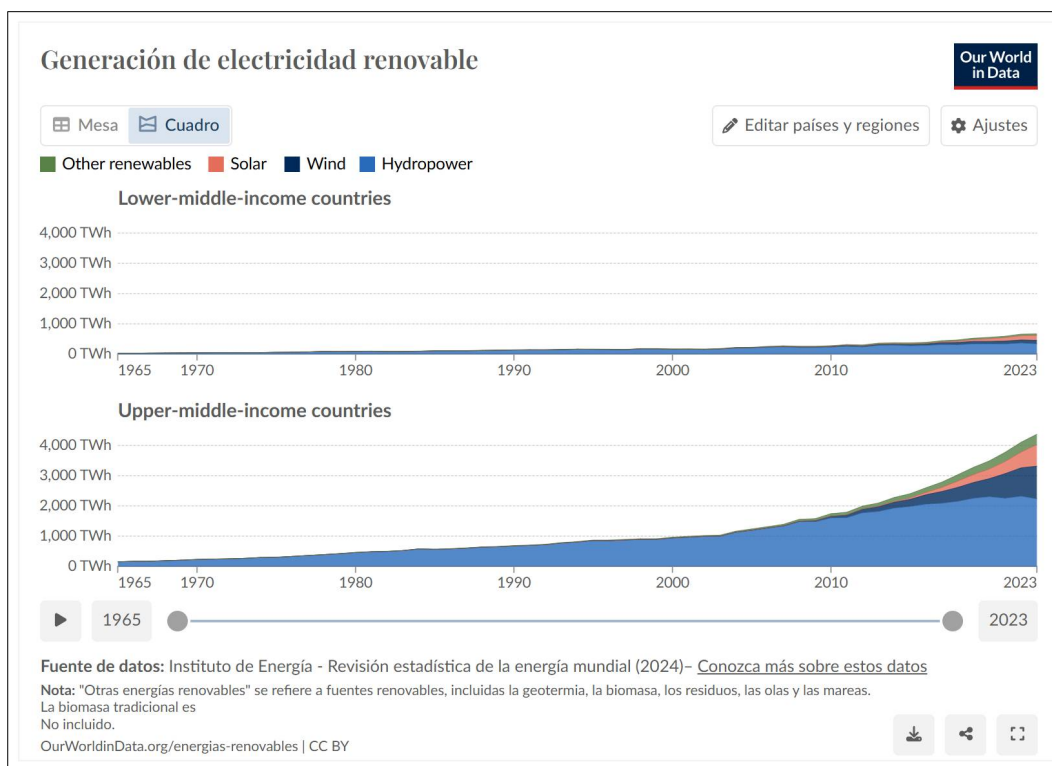


Reste du monde et comparaison.

La part des énergies renouvelables dans les pays à revenu moyen inférieur est faible.



La différence avec les pays à revenu élevé est évidente.



3°. L'Europe est la seule à progresser rapidement dans la transition énergétique.

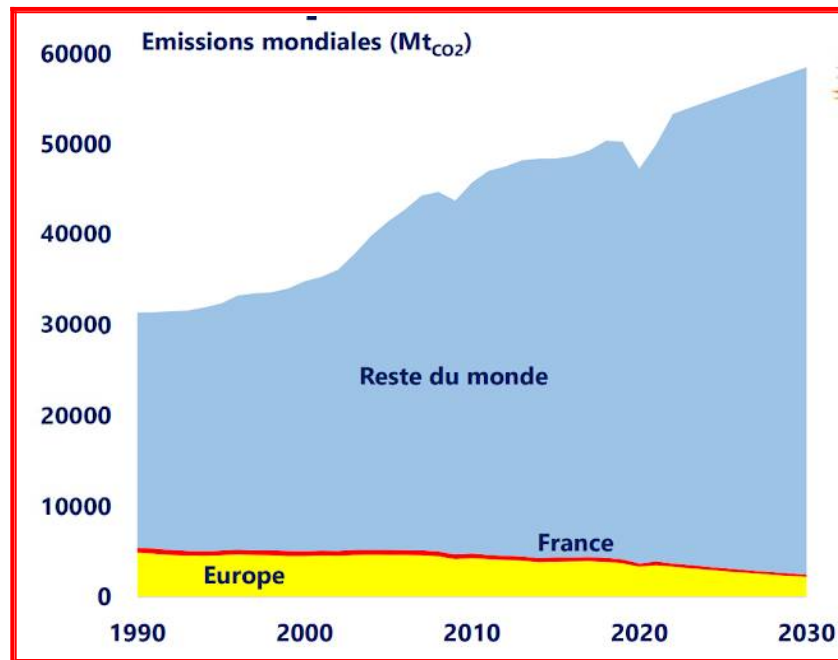
Si les États-Unis vont ralentir la transition (Trump préfère les énergies fossiles), si la Chine est loin de parvenir à une substitution significative (le charbon génère encore plus de 60% de l'électricité et restera le plus gros contributeur pendant de nombreuses années) et si les pays à faible revenu n'ont pas les moyens de financer les énormes investissements dans la transition énergétique, seule l'Europe reste le moteur principal d'une réduction rapide des émissions de CO₂.

Mais la part de l'Europe dans les émissions totales de CO₂ est faible.

<https://aspofrance.org/2024/10/25/transition-energetique-la-fake-new-du-siecle-philippe-charlez-et-nicolas-meilhan/>

Un graphique dévastateur et éclairant.

Il n'y a pas de réduction des émissions mondiales de CO₂, et il n'y en aura pas à moyen terme, parce que la contribution de l'Europe aux émissions totales est presque négligeable et même si nous devions la réduire à zéro, cela n'aurait pratiquement aucun impact sur le total.



4°. Conclusion.

Ce dernier graphique résume les perspectives.

L'Europe va « mettre le paquet », tandis que le reste du monde va continuer à augmenter très fortement ses émissions de CO2 (sans aucun signe de ralentissement). Il n'y a donc aucune intention réelle de limiter les émissions mondiales de CO2, aucun consensus mondial, mais un intérêt purement corporatif à utiliser les milliers de milliards de dollars d'investissement dans le secteur pour faire de grandes affaires.

Il est impensable que l'Europe réduise ses émissions avec force et que le reste du monde continue à les augmenter. La rhétorique est bonne pour communiquer au public ce que nous voulons faire, mais ce sont les faits qui devraient vraiment compter.

Il n'y a aucune volonté de parvenir à un accord mondial (engagement public avec des étapes de conformité) et pourtant, en Europe, nous redoublons d'efforts pour investir dans toutes sortes de projets (hydrogène, énergies renouvelables, infrastructures, etc.) à un coût élevé pour les citoyens européens (les États participent avec d'énormes subventions aux dépens du budget européen), sachant que nous sommes livrés à nous-mêmes.

C'est du business, avec un message fort, « *le changement climatique tue* », mais vu l'absence d'action immédiate, ce ne peut être qu'en Europe.

Incision :

[Une chose qui n'est jamais communiquée à la société mondiale est qu'il est impossible d'éliminer tous les combustibles fossiles immédiatement (demain). La société s'effondrerait en l'espace de quelques semaines, avec des centaines de millions de morts à la clé. Nous avons besoin d'un système alternatif qui n'existe pas encore (et qui n'existera pas non plus à moyen terme). Les appels à une élimination immédiate des combustibles fossiles sont donc impraticables, en raison des conséquences catastrophiques qui en découleraient.

Il est important de souligner que de tels appels ne sont pas réalisables.

Par exemple, dans son premier point,

1. Arrêter l'expansion de toute nouvelle infrastructure et production de combustibles fossiles en cessant immédiatement toute activité et tout investissement dans la prospection, l'extraction et la construction d'infrastructures de combustibles fossiles, qu'elles soient nouvelles ou étendues, conformément aux meilleures données scientifiques disponibles.

La production de pétrole de l'UE entraînerait une baisse annuelle de 15 % de la production de pétrole.

Nous pouvons reconnaître les bonnes intentions, mais nous devons être informés de ce qui est possible et de ce qui est irréalisable, car la conséquence d'une proposition mise en œuvre (comme ci-dessus) serait une dépression économique brutale inévitable].

Ce qu'il faut, c'est une transformation de la société (nous devons nous concentrer sur la consommation efficace des biens essentiels, en laissant de côté les biens non essentiels, pour rationaliser la consommation d'énergie et de biens matériels, sans perdre beaucoup de la qualité de vie actuelle), et non pas remplacer les combustibles fossiles en tant que business, par un investissement massif dans une transition énergétique qui soit un filon pour le lobby des énergies renouvelables.

L'illusion d'une continuité infinie de la croissance ne sera pas atteinte par une transition énergétique qui met l'accent sur des milliers de milliards de dollars d'investissement dans les énergies renouvelables et le transport électrique. Et si cela ne se fait qu'en Europe, c'est un exemple déplorable de nullité manifeste.

Les combustibles fossiles finiront par s'épuiser au cours de ce siècle et les émissions de CO2 diminueront d'elles-mêmes, mais si nous ne procédons pas à cette restructuration globale de la société dans tous les domaines (pas seulement économique), non seulement il n'y aura pas de croissance économique, mais nous tomberons dans un abîme, avec des connotations de **dépression permanente**, et une certaine possibilité d'être engloutis en tant que société, par les luttes pour les ressources et leurs conséquences en termes de destruction.

Mais la tentative de remplacer les combustibles fossiles par l'électricité est non seulement irréalisable sans un accord mondial, mais elle échange les futures pénuries de pétrole contre des pénuries d'éléments de transition vitaux tels que le cuivre. Nous vivons sur une planète finie et la poursuite d'une croissance infinie, en utilisant la technologie comme un « miracle », ne fonctionne pas car la technologie n'est pas immatérielle (nous avons déjà un avertissement avec la consommation d'énergie des centres de données).

Pendant ce temps, les politiques inspirées par les entreprises continuent d'être imposées, avec un discours qui convient parfaitement à leurs intérêts.

Ce n'est qu'un avis.

Salutations.

PS. Certains diront qu'il faut des preuves pour démontrer qu'il s'agit simplement de business.

Puisqu'il s'agit d'une opinion et que, de toute évidence, de telles preuves n'existeront jamais (aucune personne saine d'esprit ne mettrait une telle affirmation par écrit), je me limiterai à **la « blague » du Parlement européen, qui a conclu que le gaz est également « vert »**. Il faut lutter contre les émissions, mais seulement « *s'il ne fait pas trop froid* », auquel cas l'urgence climatique est remise à plus tard.

<https://elpais.com/economia/2022-07-06/el-parlamento-europeo-respalda-el-sello-verde-de-la-ue-al-gas-y-energia-nuclear.html>

Par 50 voix exactement, la plénière du Parlement européen a approuvé le gaz et le nucléaire en tant que sources d'énergie verte. Lors d'un vote à Strasbourg mercredi, le Parlement européen a rejeté les objections à l'acte délégué controversé sur la taxonomie adopté par la Commission européenne en février.

En d'autres termes, « **ce sont mes principes, mais si vous ne les aimez pas, j'en ai d'autres** », mais cette fois-ci, ce n'est pas un film, c'est la vraie vie.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La situation de l'Europe s'aggrave rapidement alors qu'une conjonction de bulles se met en place.

Par Quark 22 novembre 2024



Futuro, ciencia ficción y Matrix

**Par
QUARK**



Il y a quelques jours, j'ai fait le point sur les mauvaises performances de l'Europe, en passant en revue les cas de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de l'Italie.

Quelques jours plus tard, les PMI préliminaires pour le mois de novembre montrent une nette aggravation. Il pleut sur le mouillé ...

<https://www.pmi.spglobal.com/Public/Home/PressRelease/c6a8954a49dc4cd4a7b9e5edc713ba17>

Cyrus de la Rubia, économiste en chef à la Hamburg Commercial Bank, a commenté les données PMI Flash :

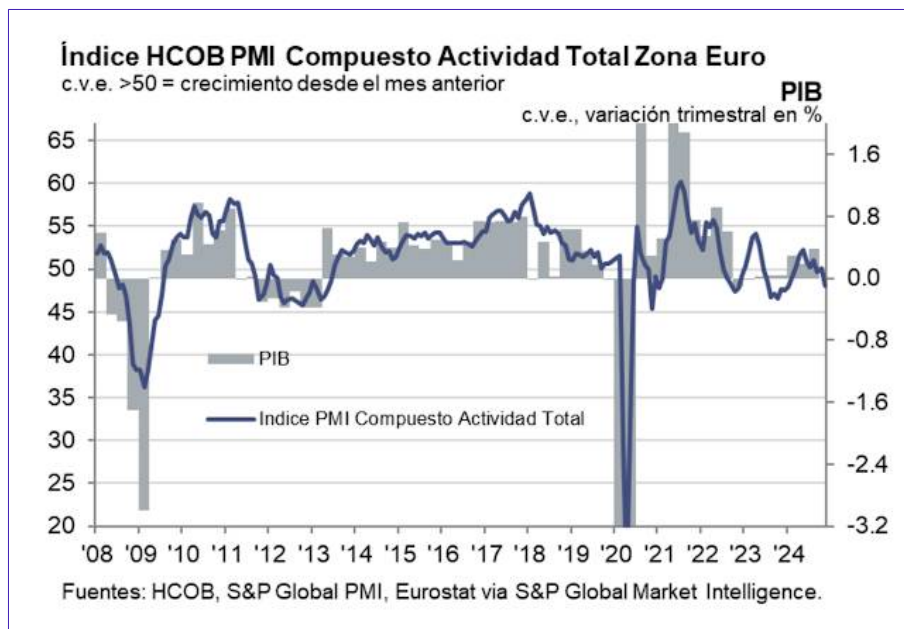
« La situation aurait difficilement pu être pire. Le secteur manufacturier de la zone euro s'enfonce dans la récession et le secteur des services commence à éprouver des difficultés après deux mois de faible croissance. Cette situation n'est pas vraiment surprenante, compte tenu des troubles politiques survenus ces derniers temps dans les grandes économies de la zone euro. Le gouvernement français vacille et l'Allemagne se dirige vers des élections anticipées. Si l'on ajoute à cela l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, il n'est pas surprenant que l'économie soit confrontée à des défis. Les entreprises se contentent de jouer la carte de la prudence.

Le secteur des services a fait un plongeon inattendu, l'activité des entreprises ayant chuté pour la première fois depuis janvier. Nous pensions que la baisse de l'inflation et la hausse des salaires stimuleraient la consommation et la demande de services, mais ces espoirs ne se sont pas concrétisés. Une reprise ne semble pas probable à court terme, car les nouvelles commandes et les carnets de commandes ont chuté à un rythme encore plus rapide qu'en octobre.

L'environnement en novembre est celui d'une stagflation. D'une part, l'activité diminue de manière générale et, d'autre part, les prix d'achat et de vente augmentent plus rapidement. Cette hausse est tirée par le secteur des services et est liée à la forte augmentation des salaires dans la zone euro au troisième trimestre. L'inflation des prix de vente dans le secteur des services est un casse-tête majeur pour la Banque centrale européenne. Dans ce contexte, certains membres de la BCE pourraient demander une pause dans les taux

d'intérêt en décembre, mais la plupart d'entre eux s'en tiendront probablement à une réduction des taux d'intérêt de 25 points de base.

En novembre, les prix d'achat dans le secteur manufacturier n'ont pas baissé autant que le mois précédent. Si l'économie de la zone euro continue de s'affaiblir, les prix d'achat pourraient même augmenter dans les mois à venir, en particulier si la Commission européenne impose des tarifs douaniers plus protectionnistes en réponse à d'éventuelles hausses des tarifs douaniers américains ».



[Comme on peut le constater, depuis 2020, nous ne faisons qu'osciller, sans tendance claire. Le dernier revirement intervient après que la BCE a commencé à réduire les taux d'intérêt. La seule chose qui nous préserve d'une récession sévère est le maintien de l'emploi à des niveaux très élevés, ce qui peut retomber à tout moment].

À la dégradation générale de l'activité économique, avec la contraction du secteur des services, s'ajoute une pression à la hausse sur les prix, qui se traduit par de fortes augmentations de salaires.

<https://elpais.com/economia/2024-11-20/los-salarios-de-la-eurozona-suben-a-su-mayor-nivel-desde-1992-impulsados-por-el-tiron-aleman.html>

Les salaires de la zone euro atteignent leur plus haut niveau depuis 1992, stimulés par l'élan allemand

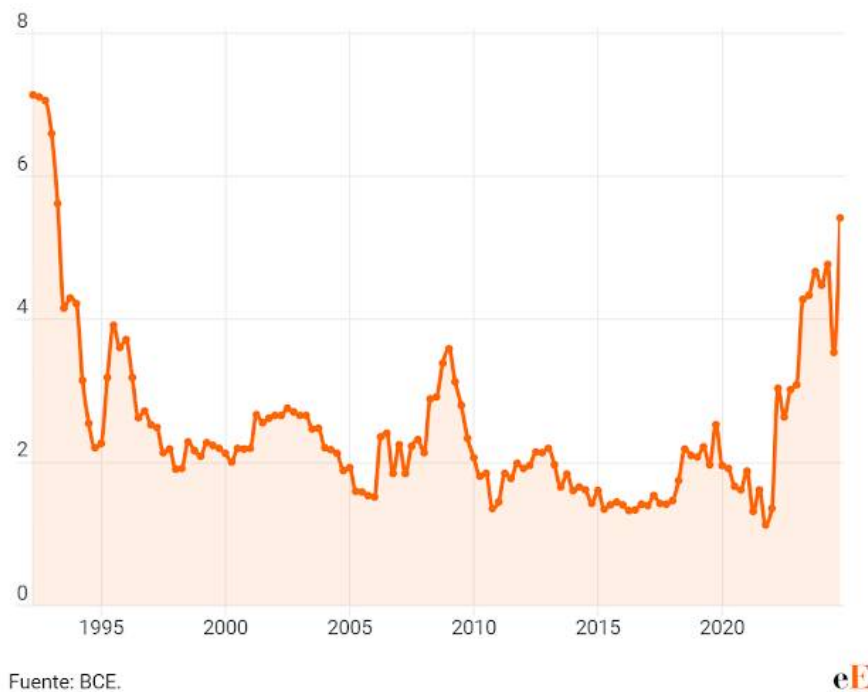
Les salaires dans l'UE ont augmenté de 5,42 % entre juillet et septembre, soit deux points de plus qu'au trimestre précédent, pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis 20 ans.

Une étape supplémentaire a été franchie et l'on parle d'un environnement stagflationniste, avec récession économique et hausse des prix.

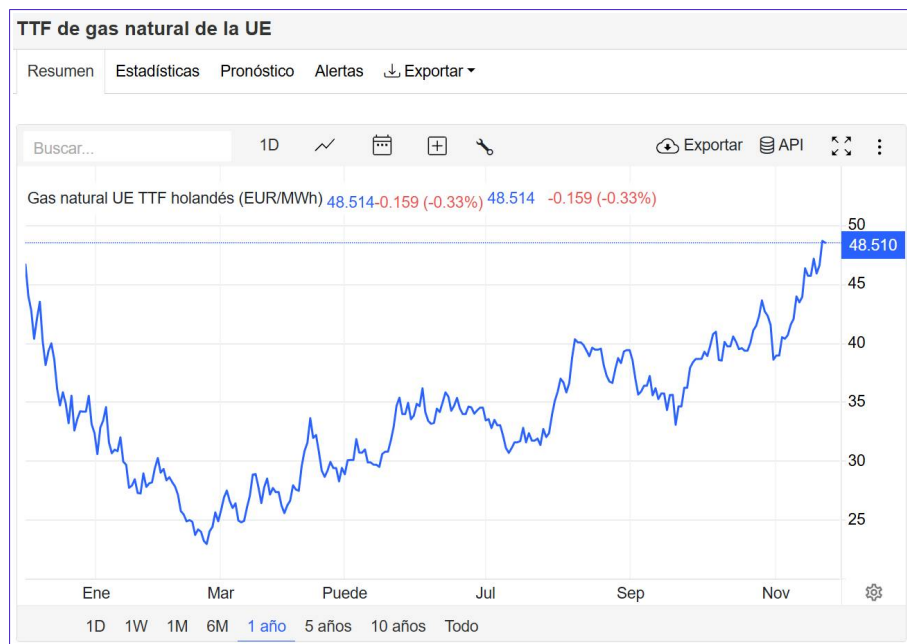
Le graphique de la croissance des salaires est spectaculaire.

Los salarios negociados vuelven a dispararse en la eurozona

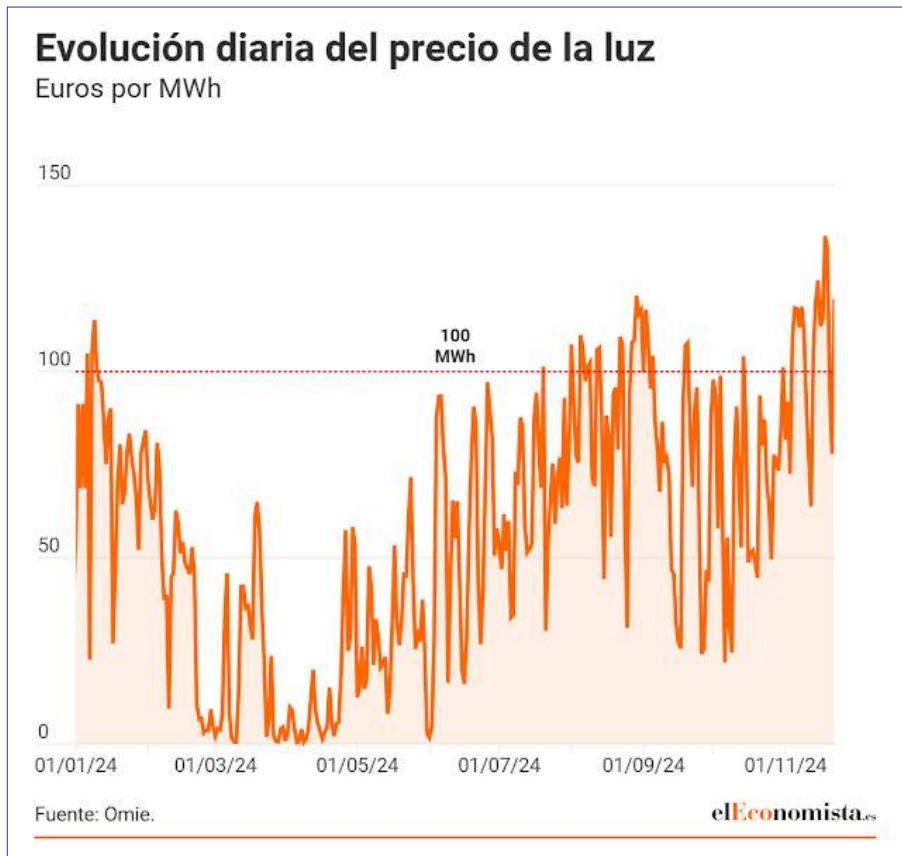
Variación interanual de cada trimestre. En porcentaje



Pour ne rien arranger, les prix du gaz en Europe s'envolent.



Il en va de même pour les prix de l'électricité.



Si l'Europe n'était déjà pas compétitive en termes de prix de l'énergie, les dernières hausses dans un contexte de récession ne peuvent qu'aggraver la situation.

Et les données préliminaires n'augurent pas d'une amélioration à terme.

Extrait du rapport du PMI.

Perspectives

« Le nouveau recul de l'activité totale en novembre s'est accompagné d'une baisse de la confiance des entreprises dans l'activité des douze prochains mois. Le climat des affaires s'est fortement dégradé et a atteint son niveau le plus bas depuis septembre 2023. La perte globale de confiance s'est concentrée dans le secteur des services, où l'optimisme est tombé à son plus bas niveau depuis deux ans. Le pessimisme était présent en France pour la première fois en quatre ans et demi, tandis que la confiance des entreprises allemandes était légèrement plus élevée qu'en octobre. Dans le même temps, le reste de la zone euro est resté solidement optimiste quant à l'activité des douze prochains mois, bien que légèrement moins positif que le mois précédent. »

Bulle immobilière aux États-Unis.

Quelques faits sur la bulle immobilière américaine.

<https://wolfstreet.com/2024/11/21/demand-destruction-for-existing-homes-sales-in-2024-on-track-for-lowest-since-1995-amid-highest-supply-for-october-in-6-years/>

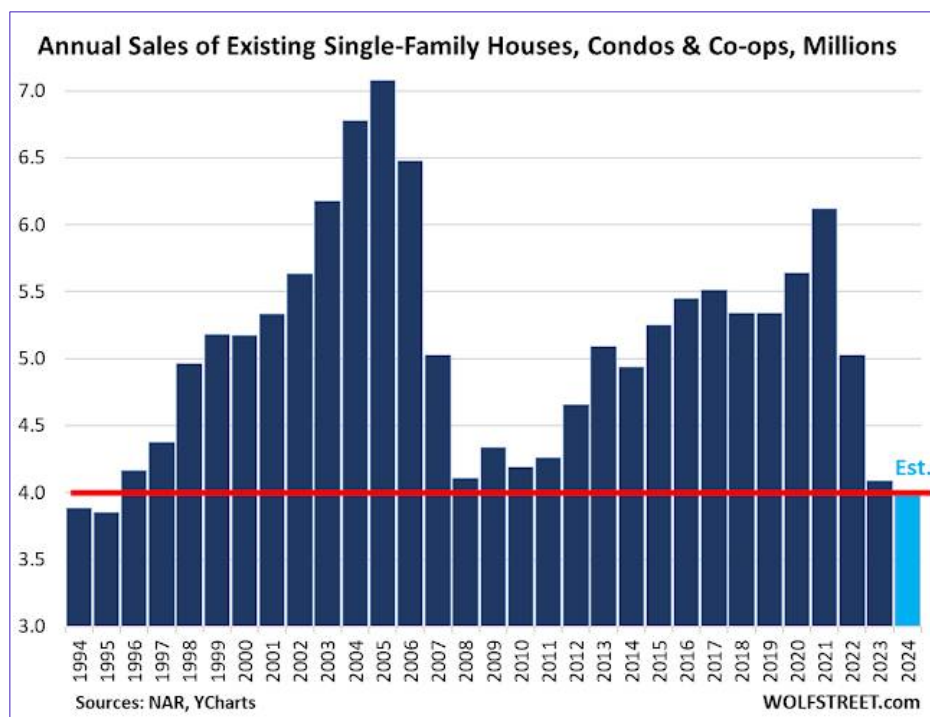
Des prix trop élevés entraînent une destruction de la demande à grande échelle.

Les ventes réelles de logements en octobre (sans ajustement saisonnier ni taux annuel) se sont élevées à 348 000 logements. Au cours des 10 mois de 2024 jusqu'à présent, les ventes réelles, à 3,42 millions, ont baissé de 2,1 % par rapport aux niveaux écrasants de la même période de l'année dernière.

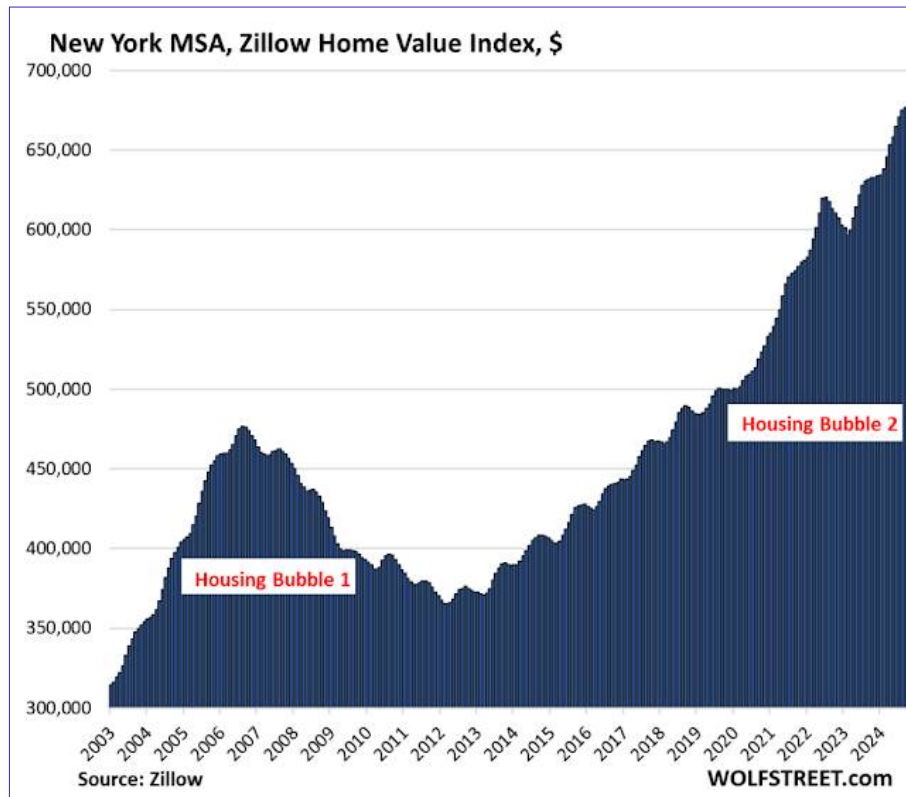
Avec les chiffres d'aujourd'hui, les estimations de WOLF STREET pour l'ensemble de l'année 2024 s'élèvent à 4,02 millions de ventes, le chiffre le plus bas depuis 1995, en baisse par rapport à la pire année de la crise du logement, 2008, avec 4,11 millions de ventes.

Cette destruction de la demande est encore plus importante que pendant la crise du logement, mais pendant la crise du logement, la destruction de la demande a été causée par un effondrement économique et financier, lorsque le taux de chômage a grimpé à 10 % et que des millions de personnes ont perdu leur emploi et n'ont pas pu payer leur hypothèque, et que les prêts hypothécaires imprudents des années précédentes ont porté leurs fruits.

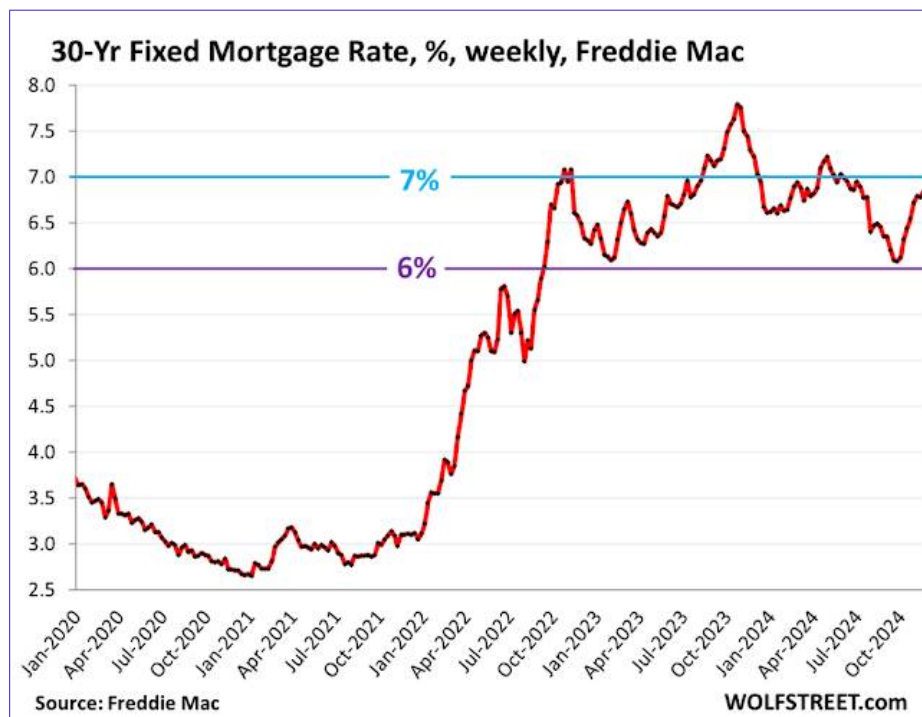
Cette fois, la destruction de la demande est due à l'augmentation gigantesque des prix : ils sont désormais trop élevés (données historiques de YCharts).



Crise des ventes, avec des prix qui s'envolent. Par exemple à New York.



Et des taux hypothécaires à 7 %.



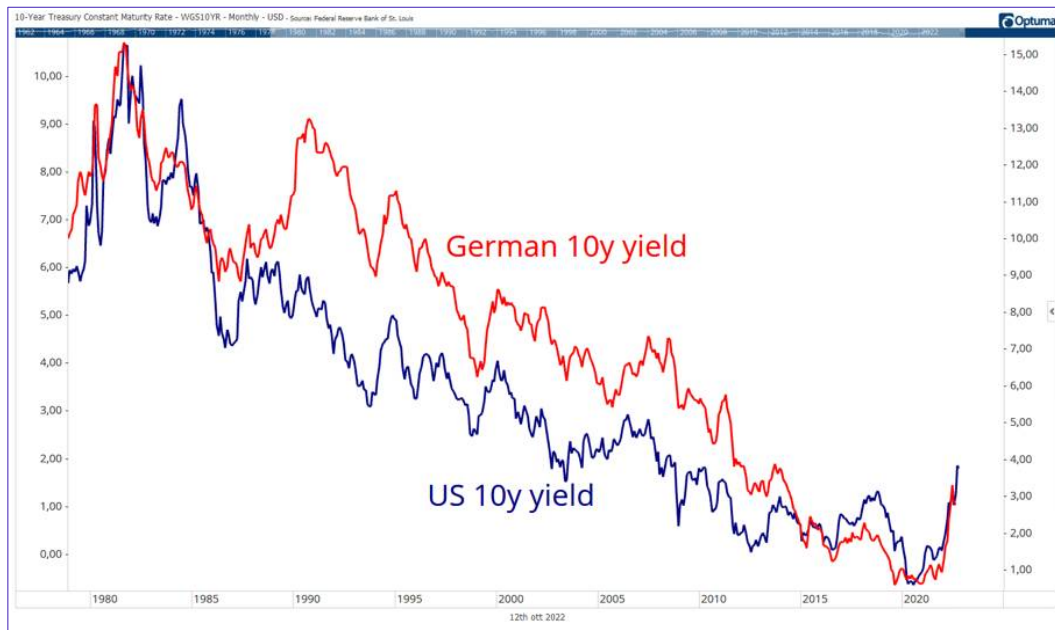
Conjonction de bulles.

Rappelons que nous sommes en pleine bulle immobilière, bulle du bitcoin, bulle de l'excès de dette publique et bulle boursière (surtout américaine).

Tant d'années d'injection de liquidités dans le système finissent par créer des bulles multiples. Les banques centrales ont insisté pour maintenir les marchés, en intervenant rapidement à chaque petite crise, de sorte que les bulles n'ont fait que croître et croître.

La combinaison d'une bulle généralisée sur presque tous les marchés et d'une forte hausse des taux d'intérêt est un cocktail très dangereux.

Il suffit de regarder la hausse spectaculaire des obligations à 10 ans depuis la mi-2020.



Les excès sont tels qu'il n'y a pas d'autre choix que d'essayer de maintenir les marchés aussi haut que possible, car l'éclatement de la bulle menace la stabilité même du système. Une situation similaire s'est produite en 2008, mais les Banques Centrales ont alors joué le rôle de dernier refuge.

Auparavant, les cycles économiques produisaient un nettoyage en purgeant les excès grâce à la destruction créatrice de Schumpeter. Les mauvaises entreprises faisaient faillite lors des cycles de récession et seules les meilleures survivaient, ce qui entraînait une bonne croissance par la suite. Mais en 2008, les dégâts ont été tels qu'ils ont fait craindre la possibilité d'une grande dépression, comme celle de 1929. Bernanke (un élève de la crise de 1929), a décidé d'intervenir sur les marchés et a entamé une période qui dure encore, durant laquelle les BC sont devenues les piliers sur lesquels se construit la « croissance », au prix de l'injection d'énormes liquidités, accompagnées de taux ultra-bas, voire négatifs.

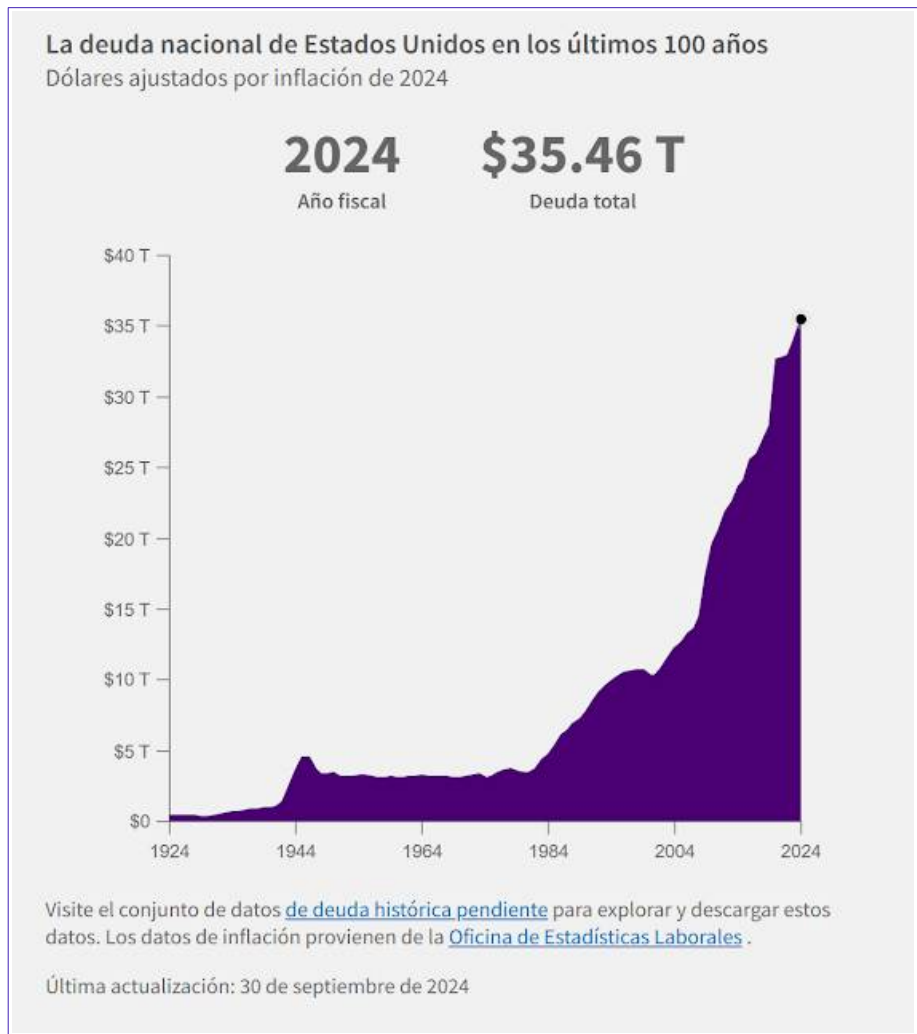
Le maintien pendant si longtemps d'un processus interventionniste (totalement artificiel avec les taux négatifs), sans possibilité de crise pour assainir le marché, a perverti le bon fonctionnement du système. Cette fois, les BC sont elles-mêmes prises dans le tourbillon de la bulle et leur « défaite » signifierait la fin du système fiduciaire.

On ne peut pas fabriquer de l'argent à partir de rien indéfiniment pour maintenir le système en vie. Nous le savons tous, mais nous ne savons pas quand cela prendra fin.

Ce graphique montre la dette publique américaine, en dollars corrigés de l'inflation.

Pendant quarante ans, il est resté stable. **L'endettement a augmenté au même rythme que l'inflation.** Mais depuis 1980, la dette a augmenté bien au-delà de l'inflation, profitant du cycle de baisse des taux d'intérêt (que nous avons vu dans le graphique ci-dessus). Depuis le milieu des années 2020, les taux ont explosé et, au lieu de réduire

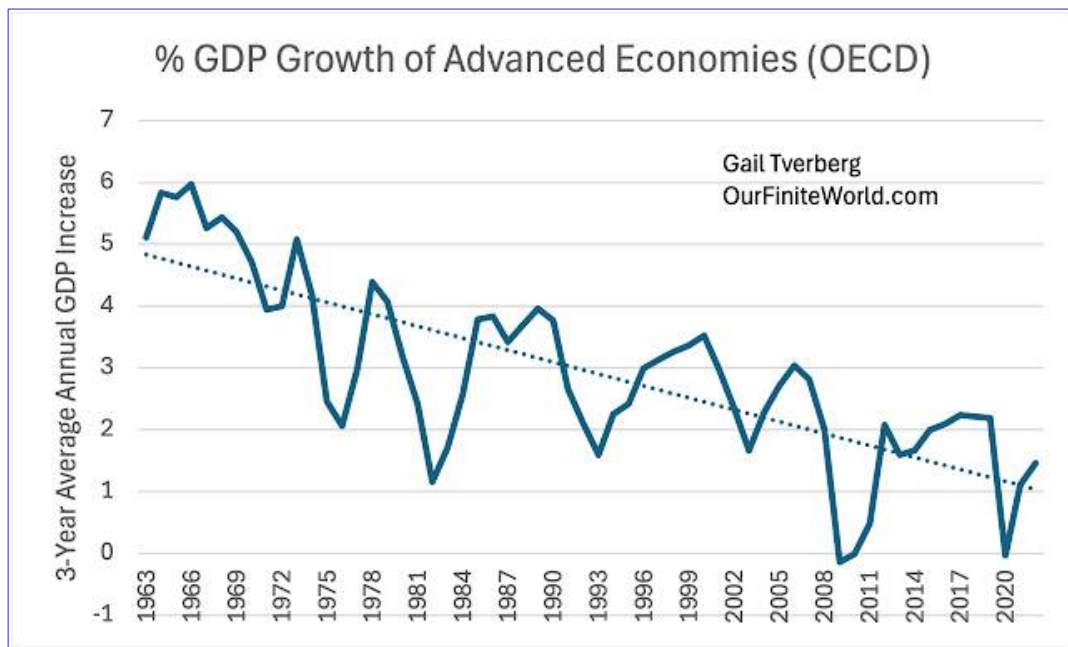
la dette, nous avons accéléré le rythme d'augmentation, entrant dans ce cercle vicieux qui additionne dette et intérêts, montrant une accélération mortelle. Plus la dette augmente, plus les taux sont élevés pour la financer. Et l'alternative, l'achat de dette par les banques centrales, est le point final de la perte de confiance dans le système, en élargissant la base monétaire de manière exponentielle. L'inflation commence à grimper et, en peu de temps, l'hyperinflation s'installe car la confiance, déjà érodée depuis longtemps, disparaît très rapidement.



De plus, au milieu des mauvaises perspectives économiques occidentales (et la Chine, ne l'oublions pas, a sa propre crise), nous vivons une guerre « mondiale » aux conséquences impensables. Une autre combinaison au pire moment.

Je n'oublie pas que le destin de l'Europe (de l'Occident) est marqué par une tendance à la baisse qui a commencé il y a de nombreuses années. **Il reste encore du temps avant que nous n'entrons dans le territoire de la récession ... qui deviendra permanente,** comme le veulent les canons de la décroissance.

La tendance est claire. Ce n'est pas un hasard si nous avons besoin de la contribution continue des BC pour compenser l'absence de croissance...



Depuis 2008, seules les BC tiennent la corde, soutiennent l'économie mondiale, garantissent et financent un endettement public insoutenable. Nous arrivons au bout et les excès se payent.

Comme dernier exemple, observez comment le DAX allemand est à des niveaux record, équivalant à la situation du Titanic, juste avant le naufrage, pendant que la musique jouait, inconscient de ce qui était sur le point de se produire.



Nous verrons bien.

*Ce n'est qu'un avis.
Salutations.*

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment les milliardaires manipulent le public

Qu'est-ce qui a changé au cours du 20e siècle pour en arriver là ?

Sarah Connor 23 novembre 2024



Le grand public se régale d'un régime régulier de propagande alimentée par les milliardaires. Qu'ils s'informent auprès de Fox, du Washington Post ou de The Economist, la plupart des sources d'information sont contrôlées par un groupe relativement restreint de personnes.

Si certaines sources d'information peuvent être plus objectives que d'autres, l'absence de soutien politique lors des dernières élections prouve que le pouvoir de dicter l'ordre du jour reste entre les mains des propriétaires. Il s'agit d'un exemple flagrant, mais même dans les reportages quotidiens, les journalistes et les porte-parole savent qui signe leur chèque de paie. Naturellement, ils s'autorégulent pour apaiser leurs maîtres.

Sans le savoir, la société est orientée pour répondre aux besoins des grands patrons, dont l'objectif est de consolider la richesse et le pouvoir. Les gens peuvent être fortement influencés ou subir un « lavage de cerveau » par les médias d'information éditoriaux en raison d'une combinaison de facteurs psychologiques, sociaux et structurels.

L'influence des médias repose en grande partie sur des biais cognitifs tels que le biais de confirmation, qui consiste à privilégier les informations conformes à ses convictions, et l'effet de vérité illusoire, qui consiste à rendre crédibles des idées répétées. Les récits simplifiés et répétitifs l'emportent souvent sur les vérités nuancées ou complexes, car ils sont plus faciles à assimiler et à mémoriser. Combinés aux appels émotionnels et aux messages basés sur l'identité, ces mécanismes façonnent subtilement l'opinion publique. Les appels émotionnels, tels que la peur, l'indignation ou les messages basés sur l'identité, amplifient encore cet effet, car les gens sont attirés par les médias qui valident leur identité ou suscitent des émotions fortes.

Les algorithmes des médias sociaux créent des bulles de filtrage, exposant les utilisateurs à des contenus qui renforcent leurs croyances tout en limitant les perspectives diverses. Ce phénomène, exacerbé par l'effet de vérité illusoire, renforce les clivages idéologiques.

Le manque d'éducation aux médias exacerbe le problème. De nombreuses personnes ont du mal à **faire la distinction entre les faits et les opinions** ou à reconnaître les préjugés et les manipulations dans le contenu des médias. En l'absence d'un esprit critique solide, ils risquent d'accepter des récits éditoriaux comme des faits. La confiance dans les figures d'autorité, telles que les experts charismatiques ou les médias historiquement crédibles, joue également un rôle. Lorsque les gens perçoivent une source comme digne de confiance, ils sont moins enclins à remettre en question son contenu, même s'il est biaisé.

Les médias éditorialisés utilisent souvent le cadrage, l'omission sélective et l'établissement d'un ordre du jour pour façonner la perception du public, tout en le submergeant d'un flot d'informations. Cela peut entraîner une lassitude à l'égard des décisions, les individus s'appuyant sur des sources familières ou des récits simplifiés à l'extrême pour réduire la charge cognitive. La méfiance à l'égard des points de vue ou des médias alternatifs renforce encore leur fidélité à ces sources.

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de sources d'information intègres. Nombre d'entre elles font un excellent travail en remettant en question le statu quo et en disant la vérité au pouvoir. Toutefois, l'information nuancée est supplantée par l'infodivertissement.

Il n'en a pas toujours été ainsi.

MEDIA OUTLET	OWNER	CONTROLLING INTEREST
The New York Times	The New York Times Company	Ochs-Sulzberger Family
The Washington Post	Nash Holdings	Jeff Bezos
The Wall Street Journal	News Corp	Murdoch Family
USA Today	Gannett Company	Publicly Traded
Los Angeles Times	Nant Capital	Patrick Soon-Shiong
CNN	Warner Bros. Discovery	Publicly Traded
Fox News	Fox Corporation	Murdoch Family
MSNBC	NBCUniversal	Comcast Corporation
ABC News	The Walt Disney Company	Publicly Traded
CBS News	Paramount Global	Shari Redstone
NBC News	NBCUniversal	Comcast Corporation
Time Magazine	Marc Benioff	Marc Benioff
The Atlantic	Emerson Collective	Laurene Powell Jobs
Newsweek	Dev Pragad	Dev Pragad
The Economist	The Economist Group	Exor N.V. (Agnelli Family)
Reuters	Thomson Reuters	Woodbridge Company (Th
Bloomberg News	Bloomberg L.P.	Michael Bloomberg
Associated Press	Cooperative owned by its member newspapers	Member Newspapers

Al Jazeera	Qatar Media Corporation	State of Qatar
BBC News	British Broadcasting Corporation	Publicly Funded
The Globe and Mail	The Woodbridge Company	Thomson Family
National Post (Canada)	Postmedia Network Canada Corp.	Chatham Asset Management
Financial Times (UK)	Nikkei Inc.	Nikkei Inc.
The Times (UK)	News UK	Murdoch Family
The Guardian (UK)	Guardian Media Group	Scott Trust Limited
Daily Mail (UK)	Daily Mail and General Trust	Rothermere Family

Comme le montre le tableau, la propriété des médias est fortement concentrée entre les mains de quelques familles et entreprises, ce qui souligne l'influence des intérêts privés sur l'information publique.

Les origines des médias d'information en tant que service public

Les débuts de l'information télévisée ont été marqués par son rôle de service public. Les radiodiffuseurs opéraient sous la direction de la Commission fédérale des communications (FCC), qui exigeait que les réseaux servent l'intérêt public, une exigence ancrée dans la rareté des fréquences de radiodiffusion. Les services d'information n'étaient pas conçus pour réaliser des bénéfices, mais pour remplir une obligation civique, souvent décrite comme un « *produit d'appel* » pour l'ensemble du réseau. Cette approche permettait aux téléspectateurs de recevoir des informations factuelles et impartiales sur des questions importantes, sans influence commerciale ou idéologique manifeste.

Toutefois, ce modèle a commencé à changer avec l'essor de l'information par câble et l'introduction du cycle d'information de 24 heures dans les années 1980. Les réseaux câblés comme CNN ont démontré que l'information pouvait être une entreprise rentable, suscitant une concurrence entre les médias pour conserver leur audience par tous les moyens nécessaires. La demande de contenu constant augmentant, le sensationnalisme et les émissions d'opinion ont commencé à remplacer le journalisme traditionnel. C'est le début de l'éditorialisation de l'information.

L'évolution de la doctrine d'équité et de la déréglementation

La Fairness Doctrine, établie par la FCC en 1949, était une mesure réglementaire destinée à garantir que les radiodiffuseurs présentent des points de vue équilibrés et diversifiés sur des questions controversées. Ses deux principaux mandats exigeaient des radiodiffuseurs qu'ils (1) couvrent les questions publiques importantes et (2) représentent équitablement les points de vue opposés. La Doctrine reflétait la conviction que l'accès aux ondes publiques limitées comportait une responsabilité inhérente au service du processus démocratique.

La Doctrine a joué un rôle crucial dans le façonnement du paysage médiatique à ses débuts, mais elle a également fait l'objet de critiques. Les propriétaires de médias et les journalistes ont fait valoir que la doctrine portait atteinte à leurs droits au titre du premier amendement et qu'elle décourageait la couverture de sujets controversés par crainte de répercussions réglementaires.

Dans les années 1980, l'environnement médiatique avait considérablement changé, la prolifération des réseaux câblés réduisant la rareté des fréquences de radiodiffusion. Dans ce contexte, l'administration Reagan a poursuivi un programme de déréglementation, qui a culminé avec la décision de la FCC d'abroger la « Fairness Doctrine » en 1987.

La Fairness Doctrine garantissait autrefois des reportages équilibrés sur les ondes publiques, mais son abrogation en 1987 a facilité l'essor des programmes partisans et des contenus axés sur le profit. La déréglementation a

également ouvert la voie à la consolidation des médias, permettant à une poignée de propriétaires de dominer le discours public.

Cette concentration de la propriété a affecté la diffusion de l'information de plusieurs façons :

Fixation de l'ordre du jour et partialité

Les propriétaires de médias utilisent souvent leurs plates-formes pour promouvoir des intérêts personnels ou politiques, en façonnant le discours public par le biais de la définition de l'agenda et d'un cadrage sélectif. **Le sensationnalisme et les récits chargés d'émotion détournent encore davantage l'attention des questions essentielles** pour maximiser l'engagement et les profits.

Le déclin du journalisme d'investigation

Le journalisme d'investigation est coûteux, prend du temps et risque souvent de contrarier des personnalités ou des entreprises puissantes. Sous la pression de la maximisation des profits, de nombreux médias ont réduit leur engagement à réaliser des reportages approfondis. Au lieu de cela, ils privilégient un contenu moins coûteux et plus rapide, tel que le journalisme d'opinion ou les gros titres à sensation, ce qui fait que les histoires essentielles sur la corruption, les inégalités et les problèmes systémiques sont passées sous silence.

Homogénéisation du contenu

À mesure que les conglomérats acquièrent de plus petits organes de presse, la diversité des points de vue dans les médias se réduit. Les stations d'information locales, qui étaient autrefois la pierre angulaire de la responsabilisation des communautés, sont souvent absorbées par des réseaux plus importants et perdent leur indépendance. Le Sinclair Broadcast Group, par exemple, a été accusé de distribuer un contenu scénarisé de manière centralisée à ses stations affiliées, érodant ainsi l'autonomie locale.

Commercialisation et sensationnalisme

La recherche du profit a également conduit à donner la priorité aux sujets sensationnels qui attirent l'audimat et les recettes publicitaires. Les potins sur les célébrités, les crimes et les récits à forte charge émotionnelle éclipsent souvent les reportages de fond. Ce changement ne fausse pas seulement la compréhension des questions importantes par le public, mais favorise également une culture de l'infotainment au détriment de l'information.

Les médias ont découvert qu'il était rentable de s'adresser à des publics idéologiques spécifiques, ce qui a conduit à l'essor de programmes partisans. Fox News, par exemple, attire les téléspectateurs conservateurs, tandis que MSNBC cible les téléspectateurs libéraux. Ces chaînes deviennent des chambres d'écho idéologiques où les individus consomment des contenus qui renforcent leurs convictions tout en excluant les points de vue opposés. Cette segmentation accentue les divisions sociétales et sape la réalité partagée nécessaire à un débat démocratique constructif.

Comment atténuer la concentration des médias

Malheureusement, nombreux sont ceux qui ne savent pas qu'ils sont manipulés.

Les quelques personnes qui en sont conscientes peuvent contrer les effets négatifs de la consolidation des médias et de l'éditorialisation de plusieurs façons :

1. Rechercher des sources d'information indépendantes

Les médias indépendants opèrent souvent en dehors de l'influence des grandes entreprises, ce qui en fait des alternatives précieuses aux médias grand public. Les plateformes indépendantes qui s'appuient sur un financement de base plutôt que sur les recettes publicitaires offrent une alternative aux médias dirigés par les grandes entreprises.

2. Diversifier la consommation des médias

S'en remettre à une seule source d'information peut donner lieu à une compréhension étroite et biaisée des événements. Au lieu de cela, les individus devraient suivre plusieurs médias à travers le spectre politique afin d'obtenir une vision plus équilibrée.

3. Pratiquer une éducation critique aux médias

Les individus devraient poser des questions sur la propriété, le financement et les partis pris potentiels des médias qu'ils consomment. Les outils de vérification des faits peuvent aider à vérifier les affirmations et à lutter contre la désinformation.

4. Soutenir le journalisme local

Les organes d'information locaux sont souvent les premiers à découvrir des histoires qui affectent les communautés, qu'il s'agisse de corruption ou de crises de santé publique. Soutenir ces organisations par des abonnements ou des dons permet de soutenir le journalisme indépendant au niveau local.

5. Plaider pour la transparence des médias

La transparence de la propriété et du financement des médias est essentielle pour responsabiliser les organes de presse. Les individus peuvent soutenir les initiatives qui encouragent la divulgation et plaider en faveur de politiques qui empêchent une plus grande consolidation de la propriété des médias.

La partialité des médias est l'une des raisons de l'existence de l'Effondrement 2050. Le nombre limité d'articles grand public relatifs aux questions existentielles se conclut par un optimisme injustifié. Personne ne disait la vérité sur les risques existentiels parce que l'effondrement n'est pas rentable. Heureusement, notre petite mais florissante communauté de personnes conscientes de l'effondrement - sur BlueSky, Collapse 2050, YouTube et ailleurs - s'efforce de remettre en question les récits dictés par les entreprises, avec l'espoir de construire une société plus informée et mieux préparée.

▲ [RETOUR](#) ▲

« GreenBashing ». La fin de l'environnementalisme

Machiavel n'a jamais dit : « L'art de la politique consiste à trouver quelqu'un à blâmer ».

Ugo Bardi 25 novembre 2024





N'est-il pas évident pour vous que les feux de forêt sont allumés par les Verts pour promouvoir leurs politiques environnementales ? Et n'est-il pas évident pour tout le monde que les récentes inondations sont dues au fait que les Verts s'opposent au nettoyage des canaux pour protéger une espèce rare de grenouilles ? Partout dans le monde, le « Greenbashing » est la nouvelle tendance. Il s'agit d'une évolution sociétale majeure qui verra probablement la diabolisation et le rejet de tout ce qui se fait sous le nom d'« environnementalisme ». Il sera classé avec les idées considérées comme manifestement mauvaises, comme les sacrifices humains propitiatoires. (Ce billet est un peu pessimiste, je l'admets. Mais il semble correspondre à la réalité des choses)

Dans les années 1990, je me souviens d'être rentré chez moi un soir, après de fortes pluies, et d'avoir constaté que la route continuait d'être sous l'eau. Je me suis arrêté et j'ai vu les bâtiments de la petite ville où je vivais émerger d'un lac nouvellement formé. Heureusement, l'eau s'est rapidement retirée et l'inondation n'a causé que des dégâts modérés et n'a pas fait de victimes. Elle a également suscité un débat intéressant en ville : qui était le coupable ? La plupart des habitants ont accusé les Verts parce qu'ils « s'étaient opposés à la coupe des arbres qui poussaient dans le lit de la rivière locale ».

Remarquablement, cette accusation ne reposait sur rien d'autre que l'observation que l'inondation avait laissé une grande quantité de débris de bois dans les environs. Personne n'a pu prouver qu'avant l'inondation, des arbres poussaient en plein milieu du lit de la rivière, ni que les Verts locaux avaient activement empêché les autorités de les couper.

Mais ceux qui étaient les plus sûrs du rôle néfaste des Verts étaient ceux qui semblaient le moins bien connaître la rivière locale. Certains d'entre eux ne semblaient même pas savoir qu'une rivière existait avant de voir leur sous-sol inondé. Certains étaient surpris que la rivière n'ait pas été canalisée depuis longtemps, une autre faute des Verts qui voulaient sauver les grenouilles. L'idée que la cause principale de l'inondation était d'avoir construit des bâtiments, des parkings et des routes le long des berges de la rivière, la forçant à s'enfoncer dans un lit étroit, leur paraissait complètement étrangère et incompréhensible.

Je pense que Machiavel n'a jamais dit : « *L'art de la politique consiste à trouver quelqu'un à blâmer* ». L'esprit humain est ainsi fait que dans les moments de stress, il cherche un coupable, quelqu'un à blâmer. C'est une intrigue qui s'est déjà déroulée lorsque le Club de Rome a parrainé l'étude « ***The Limits to Growth*** » (Les limites de la croissance) en 1972. La tentative d'éviter une catastrophe mondiale a valu au Club d'être accusé de travailler à la création de cette catastrophe, une accusation qui perdure dans les médias sociaux.

Aujourd'hui, ce phénomène prend l'aspect du « Greenbashing », accusant les écologistes des catastrophes qu'ils ont tenté d'éviter. Un récent billet de Gaspard d'Allens sur « Reporterre » évoque la vague de greenbashing qui déferle sur le monde et en rapporte plusieurs exemples. En voici quelques extraits.

*Extrait de Reporterre.net
par Gaspard d'Allens*

Le greenbashing est un phénomène qui s'étend aux quatre coins de la planète. C'est le signe d'un puissant retour de bâton de nos sociétés occidentales, gangrenées par l'extrémisme de droite et la désinformation. Partout, les écologistes sont rendus responsables des catastrophes climatiques qu'ils annoncent depuis des décennies. Leurs messagers sont ciblés, attaqués et transformés en boucs émissaires. Le débat public est caricaturé et instrumentalisé, pris dans des polémiques stériles et absurdes. ...

On aurait pu penser que ces catastrophes seraient un moment de révélation et de vérité qui irait dans le sens des écologistes », explique à Reporterre l'historienne Laure Teulière. Mais c'est l'inverse qui se produit. A la lumière de la tempête, la confusion est encore plus grande. Selon elle, « le technocapitalisme radicalise ses formes de domination. La cause écologiste permet à ceux qui ont intérêt au statu quo - les industriels qui profitent du système économique - et aux politiciens qui se nourrissent du ressentiment de l'opinion publique de s'unir contre lui ».

Au Canada, les conservateurs sont en embuscade. Alors que des méga-incendies ravageront 18 millions d'hectares de forêt d'ici 2023, l'ancien ministre des Affaires étrangères Maxime Bernier a affirmé qu'« une bonne partie des feux de forêt ont été allumés par des terroristes verts pour donner un coup de pouce à leur campagne sur le changement climatique ». ...

La même scène s'est répétée avec les inondations dans le nord de la France. Le magazine de Michel Onfray a accusé les écologistes de ne pas vouloir nettoyer les canaux pour protéger les grenouilles.

M. D'Allens et les personnes qu'il a interrogées semblent croire que l'écoblanchiment est le fait de groupes de droite qui diffusent de la désinformation dans les médias. C'est peut-être vrai, du moins en partie. Mais je pense qu'il s'agit d'un problème plus profond et plus général lié au fonctionnement de l'esprit humain. **Les idées qui n'apportent pas d'avantages immédiats et tangibles sont diabolisées et rejetées.** Nous devrions admettre que l'environnementalisme n'a pas réussi à créer un paradis vert sur Terre, pas plus que le communisme n'a pu créer un paradis prolétarien. Le capitalisme, au contraire, apporte un bénéfice immédiat et à court terme. Par exemple, l'abattage d'une forêt n'apportera pas seulement un bénéfice monétaire immédiat, mais résoudra également le problème des incendies de forêt une fois pour toutes. Il n'est donc pas étonnant que les gens votent pour des candidats qui proposent ces « solutions ».

Nous nous dirigeons donc probablement vers un changement majeur dans la sphère culturelle mondiale où l'environnementalisme rejoindra les sacrifices humains propitiatoires, la phlébotomie et le communisme en tant qu'idées manifestement mauvaises qui peuvent être rejetées sans qu'il soit nécessaire d'en discuter ou d'en débattre.

Si cela se produit, c'est que cela doit se produire. L'univers ne planifie pas à l'avance ; il teste en temps réel. Ce qui ne fonctionne pas est impitoyablement détruit et remplacé par quelque chose qui fonctionne. L'humanité n'échappe pas à cette règle, et si les gens croient que le moyen d'éviter les incendies est de couper les forêts, ils devront en payer les conséquences. Il est peut-être impossible de créer une société humaine compatible avec un écosystème sain, mais il existe peut-être des moyens plus efficaces que de prêcher sur ce qu'il faut faire (par exemple, la COP29 à Bakou). Quoi qu'il en soit, l'univers continue de tourner.

Géopolitique et ressources

Par Quark 24 novembre 2024



Futuro, ciencia ficción y Matrix

Par
QUARK

Aujourd'hui encore, le pétrole fait bouger le monde. C'est pourquoi les mouvements de production, d'exportation et d'importation sont fondamentaux pour comprendre les évolutions de l'échiquier géopolitique.

Nous analyserons progressivement la répartition de la production et des importations de pétrole dans le monde et, à partir de la situation actuelle et des perspectives, nous comprendrons mieux la géopolitique qui régit l'activité politique mondiale.

Sur les 100 millions de b/j de produits pétroliers consommés dans le monde en 2023, l'OCDE en demande près de 45 millions.

https://www.energyinst.org/_data/assets/pdf_file/0006/1542714/684_EI_Stat_Review_V16_DIGITAL.pdf

Australia	1038	1032	1021	1021	1068	1080	1069	919	944	1002	1060	5.7%	0.2%	1.0%
Bangladesh	117	128	155	160	181	208	204	171	233	283	240	-15.3%	7.5%	0.2%
China	10648	11106	11962	12370	13070	13727	14410	14479	14966	15048	16658	10.7%	4.6%	16.1%
China Hong Kong SAR	352	335	368	380	428	435	408	285	255	216	271	25.1%	-2.6%	0.3%
India	3752	3872	4190	4595	4769	5033	5216	4772	4897	5289	5544	4.8%	4.0%	5.4%
Indonesia	1592	1606	1524	1508	1612	1683	1695	1547	1624	1777	1816	2.1%	1.3%	1.8%
Japan	4613	4388	4246	4116	4097	3954	3860	3427	3500	3518	3380	-3.9%	-3.1%	3.3%
Malaysia	807	810	762	846	805	814	881	746	717	857	951	10.9%	1.7%	0.9%
New Zealand	151	154	160	166	174	175	179	148	148	147	157	6.8%	0.4%	0.2%
Pakistan	442	458	505	566	589	499	446	434	503	489	394	-19.6%	-1.2%	0.4%
Philippines	326	347	397	427	460	470	481	395	427	467	489	4.5%	4.1%	0.5%
Singapore	1147	1172	1232	1300	1320	1338	1310	1262	1247	1203	1359	13.0%	1.7%	1.3%
South Korea	2478	2468	2578	2802	2801	2798	2783	2645	2829	2871	2814	-2.0%	1.3%	2.7%
Sri Lanka	94	108	105	127	138	138	144	124	118	98	108	10.7%	1.4%	0.1%
Taiwan	966	995	1020	1021	1013	1014	958	916	968	888	840	-5.5%	-1.4%	0.8%
Thailand	1185	1209	1213	1241	1291	1324	1343	1204	1212	1269	1273	0.3%	0.7%	1.2%
Vietnam	370	388	475	524	552	581	597	507	493	534	602	12.7%	5.0%	0.6%
Other Asia Pacific	353	368	434	418	476	529	566	576	581	610	626	2.7%	5.9%	0.6%
Total Asia Pacific	30432	30945	32347	33590	34842	35800	36548	34557	35662	36569	38581	5.5%	2.4%	37.3%
Total World	92199	93100	95084	97065	99152	100580	101024	92071	97518	100609	103414	2.8%	1.2%	100.0%
of which: OECD	46426	46060	46771	47391	48039	48384	48136	42435	45481	46534	46642	0.2%	+	45.1%
Non-OECD	45773	47041	48313	49673	51114	52196	52888	49636	52036	54076	56771	5.0%	2.2%	54.9%
European Union	11252	11080	11294	11445	11768	11719	11685	10242	10796	11111	10916	-1.8%	-0.3%	10.6%

La majeure partie de la consommation provient des pays occidentaux eux-mêmes. 22 millions de b/j des États-Unis, près de 6 millions du Canada, 2 millions du Mexique, 4 millions de b/j du Brésil-Guyane, 4 millions du Nigeria-Angola-Libye, 3 millions de l'Europe (Norvège+Bretagne surtout) et de petites quantités d'Irak, d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de Colombie, d'Équateur, du Kazakhstan et même du Venezuela.

La majeure partie du pétrole de l'OPEP+ et de la Russie est destinée à l'Asie avant tout (plus de 38 millions de b/j, comme le montre le tableau).

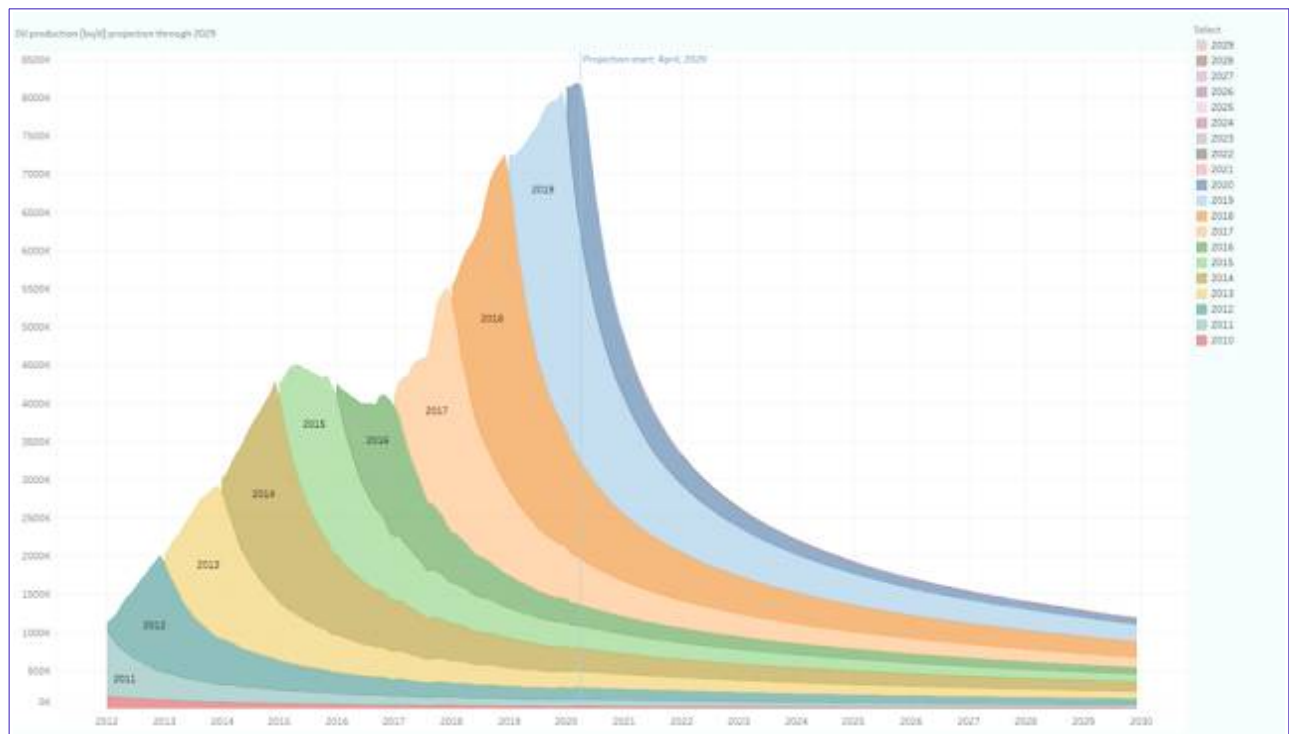
Tant que l'abondance de pétrole a été permanente, il n'y a pas eu de problème d'approvisionnement. Il est évident que si l'Occident ou la Chine avaient besoin de plus de pétrole, et que l'offre était un peu faible à ce moment-là, le flux de pétrole vers les pays pauvres tels que ceux d'Afrique était réduit et les files d'attente aux stations-service ont été la norme dans les pays pauvres au cours des dernières années.

Maintenant vient la question clé : que se passera-t-il si le pic pétrolier déclaré en novembre 2018 et maintenu à un plateau autour de 81-83 millions de b/j, entame un déclin soutenu et relativement rapide à partir de 2030 ?

Il faut garder à l'esprit que le pétrole de schiste américain, en raison de ses caractéristiques particulières, dépend de la poursuite du forage de nouveaux puits. Or, si les gisements restants finissent par s'épuiser, le déclin est spectaculaire en quelques années (on parle d'une baisse de plus de 50 % en seulement deux ans, voir graphique ci-dessous).

Pour avoir une idée, entre le pétrole et les liquides de gaz naturel, on parle d'une réduction de 10 millions de b/j en seulement deux ans, une fois les forages épuisés.

Ce graphique représente le déclin du pétrole de schiste, si de nouveaux forages ne sont pas effectués.



C'est pourquoi nous devons tenir compte des déclarations du PDG d'Occidental Petroleum, qui a averti que l'indépendance énergétique des États-Unis serait menacée dans cinq ans seulement.

<https://www.worldoil.com/news/2024/11/22/occidental-ceo-warns-u-s-at-risk-of-shale-plateau-losing-energy-independence/>

Occidental Petroleum Corp. a prévenu que l'indépendance énergétique des États-Unis risquait de disparaître si la production de schiste se stabilisait et commençait à décliner.

« La situation va commencer à changer et, lorsque cela se produira, les États-Unis risqueront de perdre leur indépendance énergétique », a déclaré Vicki Hollub, directrice générale, lors d'une présentation à Midland, au Texas, jeudi. « Cela pourrait se produire dans les cinq prochaines années, lorsque nous commencerons à voir cette stabilisation se produire.

Il ne s'agit pas seulement d'un problème commenté par Hollub, mais la connaissance d'une pénurie de nouveaux (et bons) sites en seulement neuf à dix ans dans le Permien, sans parler du Bakken-Eagle Ford au rythme actuel des forages, est largement répandue.

La vague de fusions-acquisitions dans le secteur du pétrole de schiste aux États-Unis en 2023-2024 visait à constituer des stocks face à la pénurie de bons sites (ainsi qu'à concentrer les superficies et à faciliter le forage de longs latéraux, qui menaçaient d'atteindre les limites des superficies de chaque société).

Le résultat de ce faible inventaire est que la production américaine commencera à décliner bien avant que les stocks ne soient épuisés, l'objectif étant d'allonger l'inventaire actuel, étant donné la difficulté d'augmenter le nombre de bons emplacements.

Et c'est là que les problèmes commencent.

La demande de pétrole devrait continuer à croître au moins jusqu'en 2030 (il y a consensus sur ce point), ce qui place le secteur dans la position de chercher de « bons fournisseurs » si le pétrole américain, qui a été à l'origine de toute l'augmentation de la production au cours des dix dernières années, au lieu d'augmenter, commence à décliner de manière accélérée.

La lutte pour les ressources est inévitable, car la demande asiatique va croître fortement et les Asiatiques ne vont pas laisser leur fournisseur habituel (Russie-Opep+) livrer du pétrole à l'Occident.

De ce point de vue, j'ai commenté le post sur la guerre des ressources, où l'on cherche (ce n'est que mon avis) à obtenir un changement de gouvernement en Russie pour avoir accès au pétrole russe et donner un exemple aux monarchies arabes de ce qui peut se passer si elles refusent d'exporter leur pétrole vers l'Occident.

Russie-Ukraine.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous amène à une guerre mondiale secrète, où l'OTAN (via l'Ukraine) et la Russie sont engagées dans une guerre totale.

Les plans initiaux des deux parties impliquaient, d'une part, la revendication par la Russie d'une opération militaire rapide pour s'emparer des territoires pro-russes (à la manière de la Crimée) et, d'autre part, l'« idée » de l'Occident d'imposer des sanctions sévères qui affecteront la Russie économiquement, au point de forcer un changement de gouvernement plus pro-occidental, en appliquant l'expulsion du système SWIFT.

Les deux plans ont échoué et maintenant, après trois ans de « guérilla », où la ligne de front n'a pratiquement pas bougé depuis le début, nous arrivons à une phase de la guerre où l'escalade a atteint le point où l'on envisage des attaques nucléaires ou, à défaut, des attaques de missiles hypersoniques capables d'étendre le conflit à n'importe quelle partie du globe.

La Russie l'a démontré en lançant un missile hypersonique imparable pour contrer ce qu'elle considère comme une attaque directe de l'OTAN en autorisant l'Ukraine à lancer des missiles de moyenne portée capables de pénétrer sur le territoire russe. Elle (la Russie) considère que ces missiles nécessitent un soutien direct des opérateurs de l'OTAN, ainsi qu'une intervention directe des satellites occidentaux.

Cette escalade s'accompagne d'une certaine avancée des troupes russes en territoire ukrainien, qui pour l'instant ne peut être stoppée par les troupes ukrainiennes épuisées. L'élection américaine en la personne de Trump implique un possible changement de point de vue de la Russie et attend l'investiture pour établir des pourparlers de paix.

Mais dans l'intervalle, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont autorisé puis lancé (par l'Ukraine) des missiles sur le territoire russe, ce qui constitue une ligne rouge pour Poutine. Le missile hypersonique est la

réponse de la Russie dans ce qui est une escalade, menaçant d'une guerre beaucoup plus sanglante et prolongée si l'OTAN entre dans le conflit.

Pour ne pas être en reste, le vieux plan visant à ruiner la Russie sur le plan économique semble porter ses fruits.

<https://oilprice.com/Geopolitics/International/Russias-War-Economy-Shows-Signs-of-Strain.html>

- L'économie de guerre de la Russie est confrontée à des défis importants, notamment la hausse de l'inflation, l'augmentation des taux d'intérêt et un possible ralentissement économique.
- Les efforts de la Banque centrale pour contrôler l'inflation par des taux d'intérêt élevés affectent les entreprises et le marché de l'immobilier.
- Les experts mettent en garde contre un possible scénario de stagflation, avec un ralentissement de la croissance et la persistance d'une inflation élevée.

Une économie de guerre entraîne des coûts importants qui s'ajoutent aux performances normales et une inflation élevée est une conséquence normale de l'effort. La main-d'œuvre est moins nombreuse et les salaires doivent augmenter pour attirer les travailleurs, tandis que l'État fabrique souvent de l'argent pour couvrir le coût de la guerre, ce qui entraîne une forte inflation. La Banque centrale de Russie lutte contre cette inflation en augmentant les taux d'intérêt jusqu'à 21 %, un taux qui ralentit l'investissement et entraîne une baisse de la croissance. Si la guerre se prolonge, l'inflation pourrait augmenter fortement et nous constatons déjà un impact significatif sur la valeur du rouble qui s'est effondrée ces derniers mois.



La prolongation dans le temps de ces mouvements (forte inflation accompagnée d'une dévaluation du rouble) pourrait conduire à un épisode d'hyperinflation redouté, avec des conséquences inattendues, s'il se prolonge dans le temps.

Conclusion

Comme on le voit, les deux parties ont des problèmes et le danger de confronter deux puissances nucléaires est que l'une d'entre elles (ou les deux) se sente obligée d'utiliser des armes nucléaires pour éviter la défaite (à la fois sur le champ de bataille et sur le plan économique si des révoltes internes se produisent).

Les pénuries de pétrole n'apparaîtront pas avant cinq ans (nous pouvons avoir des problèmes, mais si le déséquilibre est faible, il peut être résolu par certaines restrictions qui n'entraînent pas de crise majeure).

D'autre part, l'impact économique sur la Russie commence à se faire sentir et pourrait encore s'accélérer.

A première vue, le plus intéressé à mettre fin au conflit le plus rapidement possible est la Russie, qui tentera d'imposer ses « conquêtes » sur le terrain afin d'atteindre une position avantageuse lorsque Trump prendra ses fonctions. Mais l'OTAN non seulement ne veut pas « perdre » la guerre, mais soulève aussi l'option de poursuivre le conflit en profitant de l'épuisement économique de la Russie, raison pour laquelle (apparemment et malgré le terrible coût en vies humaines) elle n'est pas intéressée à entamer des pourparlers de paix, et encore moins à accepter les conditions de Poutine.

Du côté européen, l'économie se dégrade rapidement, et une prolongation du conflit n'est pas vraiment de nature à améliorer la situation. Il devient de plus en plus évident que la décision finale est entre les mains de Trump, car l'économie américaine semble la plus à même de résister aux tensions actuelles.

Nous ne savons pas ce qui se passera, mais si aucun des deux camps n'envisage une défaite, nous pouvons supposer une escalade de la guerre, avec des conséquences qui restent à déterminer, en attendant la décision de l'administration Trump.

Nous verrons bien.

▲ [RETOUR](#) ▲

Envisager un avenir vivable

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 21 novembre 2024



Sir David King, ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, a récemment écrit que « si nous continuons sur notre lancée, la civilisation telle que nous la connaissons disparaîtra ». Plus d'un siècle de recherche sur le développement durable a montré comment l'humanité compromet son propre avenir en polluant l'environnement, en épuisant les ressources et en endommageant les systèmes naturels qui soutiennent la vie complexe sur notre planète.

Malheureusement, la plupart des gens ne comprennent pas la gravité de notre situation. Ils supposent que de simples ajustements économiques (tels que la substitution des « bonnes » technologies aux « mauvaises ») permettront de poursuivre la croissance de la population et de la consommation. Mais la pollution, l'épuisement et les dommages causés à la nature sont inhérents au système industriel et à l'économie en quête de croissance.

Prenons l'exemple du changement climatique. Il est dû en grande partie à une forme de pollution invisible et inodore : le dioxyde de carbone émis par la combustion des combustibles fossiles. Ces combustibles ont également été à l'origine de la majeure partie de l'expansion économique au cours du siècle dernier et ont permis des taux élevés de croissance démographique. Les seules périodes où les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de manière significative ont été celles où l'économie mondiale se contractait (pendant la Grande Dépression et, plus récemment, pendant la crise financière mondiale de 2008 et la pandémie de grippe aviaire). Hormis ces brefs répit, les émissions de carbone ont continué à augmenter, tout comme la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre, et ce malgré les milliards de dollars consacrés au développement de sources d'énergie alternatives à faible teneur en carbone. Les experts prévoient les conséquences désastreuses du changement climatique, mais l'humanité a jusqu'à présent continué sur la voie de la croissance. Et le changement climatique n'est qu'une des nombreuses menaces de survie qui convergent aujourd'hui, toutes conséquences de notre mode de vie industriel moderne.

Nous sommes tous tentés de rechercher des « solutions » techno-optimistes qui nous permettent de conserver le confort et les commodités de la modernité tout en évitant les dommages causés par nos systèmes d'extraction et de production à l'échelle planétaire. Mais cette approche est au mieux un vœu pieux, au pire une illusion. Un avenir vivable devrait être profondément différent du monde humain du début du 21^e siècle. Dans cet article, nous examinerons ce qui devrait changer, à quoi le monde pourrait ressembler en conséquence, et comment un avenir vivable pourrait être réalisé.

Qu'est-ce qui devrait changer ?

Pour construire une société durable, l'humanité devrait modifier les facteurs qui nous conduisent actuellement vers le précipice. La myriade de cas individuels où l'humanité est en train d'entamer sa viabilité à long terme peut être classée en deux catégories : la pollution et l'épuisement des ressources. Les deux causent des dommages aux systèmes naturels. (Il y a des retombées d'une poubelle à l'autre, comme lorsque les industries extractives polluent).

Ces deux poubelles de péchés environnementaux sont juchées sur un trépied de biens apparents. Ce trépied est décrit par le modèle I=PAT de l'impact environnemental développé en 1971 par le biologiste Paul Ehrlich et le spécialiste de l'environnement John Holdren. Selon ce modèle, l'impact environnemental (« I ») résulte de la combinaison des éléments suivants

- La population (P) : le nombre total de personnes dans une zone donnée,
- l'aisance (A) : le taux de consommation moyen des individus au sein d'une population, et
- Technologie (T) : les ressources énergétiques nécessaires pour répondre à la consommation.

Ces trois facteurs interagissent, car la découverte de nouvelles sources d'énergie permet à la population et à la richesse de croître temporairement, jusqu'à ce que ces sources d'énergie soient épuisées ou que l'expansion de la consommation et la pollution dégradent la capacité de l'environnement à supporter l'augmentation de la population humaine.

Dans le monde moderne, les gouvernements encouragent ces trois facteurs : la croissance de la population, l'augmentation de la richesse et le développement de nouvelles technologies et ressources énergétiques. « P », « A » et « T » peuvent croître rapidement dans un processus de rétroaction qui se renforce lui-même et qui, à son tour, peut faire croître l'impact : non seulement l'énergie et la technologie permettent d'augmenter la consommation et la croissance de la population, mais une population plus importante entraîne une consommation et une technologie plus importantes, et une consommation plus importante entraîne souvent le développement d'une technologie encore plus importante (mais pas nécessairement d'une population plus importante). La plupart des économistes et des décideurs politiques considèrent qu'il s'agit d'un cercle vertueux, mais ils ont tendance à ignorer ses coûts, qui sont souvent différés. Aujourd'hui, nous avons largement dépassé le stade où les coûts déjà en cours d'élaboration dépasseront tous les avantages de la croissance que nous connaissons actuellement.

La plupart des gens se tournent vers la technologie pour trouver des solutions à pratiquement tous les problèmes humains, qu'ils soient environnementaux, médicaux ou économiques. Cependant, le bilan de la technologie en matière d'environnement est pour le moins mitigé. À la marge, les technologies de remplacement peuvent être utiles (par exemple, les CFC, qui ont failli détruire la couche d'ozone de la planète, ont été remplacés par des produits chimiques un peu moins dangereux). En outre, les technologies de contrôle des naissances peuvent contribuer à ralentir ou à inverser la croissance démographique. Mais, dans l'ensemble, l'introduction de nouvelles technologies tend à augmenter la consommation, ainsi que les inégalités économiques.

Il est donc extrêmement improbable que la technologie - qu'elle prenne la forme de panneaux solaires ou d'IA - réduise à elle seule suffisamment l'impact environnemental de l'humanité. Un avenir vivable dépendra donc principalement de notre capacité à ramener la population et la consommation à des niveaux viables.

À quoi ressemblerait une société durable ?

Étant donné que les deux derniers siècles ont été marqués par une croissance spectaculaire de la population et de la consommation, il est tentant, lorsqu'on imagine un avenir caractérisé par une diminution de la population et de la consommation, de simplement projeter des images du passé sur notre avenir collectif. En première approximation, cela peut être utile. Au cours des derniers millénaires, et plus particulièrement des deux derniers siècles, nous sommes passés de communautés locales à une économie mondialisée de longues chaînes d'approvisionnement, qui fragilise la nature à chaque instant. Pourquoi ne pas passer ce film à l'envers ? Cette question en appelle deux autres.

Premièrement, jusqu'où devons-nous remonter le film de l'histoire (ce que les promoteurs appellent le « progrès économique ») ? Faut-il remonter jusqu'à l'époque agraire ? Ou même plus loin, peut-être jusqu'à la chasse et la cueillette ? Peu de décideurs politiques ou d'industriels envisageraient volontiers l'une ou l'autre possibilité. Mais n'oubliez pas : il ne s'agit pas seulement de la survie des profits et du pouvoir politique. Le sort de notre espèce et d'innombrables autres est en jeu. Nous devons être prêts à suivre les preuves et la logique et à penser à des choses inconfortables.

Si le paradigme industriel ne peut être maintenu, alors peut-être qu'un avenir agraire est un objectif de repli acceptable. L'agriculture a apporté de nombreux avantages apparents - la possibilité de produire des surplus alimentaires saisonniers plus importants, ce qui a permis la croissance de la population, la division du travail à temps plein et l'urbanisation. La dérivation du mot civilisation, du latin civis, ou « ville », atteste du rôle central de l'agriculture et de l'urbanisation dans le développement de sociétés complexes dotées d'une écriture et d'une monnaie. Mais l'agriculture est en fin de compte autolimitée, car elle tend à dégrader les sols. En outre, de nombreuses sociétés agraires ont été brutales et inégales.

Une forte réduction de la population pourrait accroître la viabilité écologique de l'agriculture : s'il y avait moins de personnes ayant besoin de produits agricoles, l'étendue de la production pourrait diminuer, réduisant ainsi l'impact

de l'agriculture sur l'environnement. Mais nous pourrions aussi pratiquer une agriculture différente. Au lieu de labourer les champs et de planter des monocultures, nous pourrions nous concentrer davantage sur des cultures d'arbres diversifiées et d'autres plantes vivaces (telles que les cultures céréalières vivaces développées par le Land Institute), qui ne nécessitent pas de travail du sol. En outre, au lieu de l'agriculture (du latin *ager*, « champ »), nous pourrions nous concentrer sur l'horticulture (de *hortus*, « jardin »). C'est la stratégie envisagée par les fondateurs de la permaculture (de *permanere*, « durer »). Le jardinage, qui utilise principalement des plantes vivaces, nécessiterait plus de travail, mais pourrait être beaucoup plus respectueux de l'environnement et favoriserait probablement des arrangements sociaux plus égalitaires et centrés sur les femmes - comme l'ont fait de nombreuses sociétés horticoles (mais certainement pas toutes).

Deuxième question : avons-nous appris ou accompli des choses pendant la brève efflorescence de la modernité qui mériteraient d'être conservées ? Devons-nous renoncer à toutes les connaissances scientifiques et à toutes les réalisations artistiques des derniers siècles ? On peut espérer que non. Le résultat idéal pourrait être un monde de sociétés liées, diverses, localement adaptées, coopératives, partageant des lignes directrices écologiques similaires concernant la population, la consommation et la technologie, tout en préservant le savoir et en produisant de la beauté.

Des idées spécifiques sur la forme que pourrait prendre un avenir viable peuvent être tirées de l'imagination humaine par le biais de la fiction (voir, par exemple, le roman *Ecotopia* d'Ernest Callenbach, publié en 1975). Mais la réalité sera sans aucun doute plus étrange et plus créative que même la meilleure science-fiction.

Quel que soit l'avenir de l'humanité, il sera limité par la génétique (capacités mentales et physiques de l'homme), les conditions écologiques et la persistance d'attitudes et de croyances culturelles. Peut-être qu'en cherchant à imaginer un avenir viable, le mieux que nous puissions faire est de nous concentrer sur deux variables liées : la façon dont nous obtenons notre nourriture (voir la discussion sur l'horticulture par rapport à l'agriculture ci-dessus) et la façon dont nous organisons nos relations sociales. Une population moins nombreuse et un système alimentaire ayant moins d'impact peuvent entraîner une adaptation locale aux limites et aux opportunités, et donc un renversement de la mondialisation. Sans l'agriculture, le capitalisme et l'argent pourraient n'avoir que peu d'utilité, et l'on pourrait même affirmer, pour des raisons humanitaires, qu'ils n'ont de toute façon pas leur place dans un avenir viable. Les biens communs remplaceraient la propriété privée des ressources naturelles. Mais des sociétés plus petites et plus localement organisées pourraient être plus ou moins égalitaires, plus ou moins guerrières et brutales. Leur caractère dépendra de facteurs culturels qu'il peut être difficile d'élaborer, même si nous pouvons faire de notre mieux aujourd'hui pour soutenir les valeurs d'équité et de compassion dans nos relations actuelles, semant ainsi peut-être les graines d'une coexistence pacifique dans les sociétés futures.

Comment y parvenir ?

Si nous continuons ainsi, nous arriverons à un avenir post-industriel par le biais de catastrophes et de souffrances. La nature s'effondrera au point de ne plus pouvoir supporter la population humaine existante. Les systèmes sociaux humains imploseront dans une course effrénée au pouvoir et à la survie. Notre espèce ne survivra peut-être pas à cet effondrement. C'est le pire des scénarios.

En principe, il existe une voie plus douce. Elle consisterait à abandonner rapidement mais systématiquement chaque caractéristique de la modernité qui n'est pas viable. Cette voie nécessiterait également une réduction continue de la population, obtenue par une baisse des taux de fécondité. Nous ferions tout cela de manière coopérative et pacifique, en conservant tout ce qui sert la vie, la beauté et le bonheur, tout en sacrifiant volontairement le profit, la commodité et l'accumulation de pouvoir. Il en résulterait d'innombrables sociétés indigènes adaptées aux conditions locales, toutes imprégnées des leçons tirées des conséquences de l'exploitation impitoyable de la nature et des autres êtres humains par la civilisation industrielle. Les communautés chercheraient à servir le bien commun par le biais d'institutions sociales durables et conviviales : coopératives, conseils de

quartier, jardins communautaires, marchés de producteurs, guildes artistiques et musicales et écoles de permaculture.

Les penseurs écologistes prônent cette voie plus douce depuis des décennies. Jusqu'à présent, seule une petite partie du grand public - que ce soit dans les pays riches ou dans les pays pauvres - a réagi, et l'humanité est restée sur la voie d'une croissance industrielle effrénée.

Ce rejet de la modération n'est nulle part plus apparent que dans la récente élection présidentielle américaine. Aucun des deux partis politiques n'a fait la promotion de la décroissance de quelque manière que ce soit ; et, des deux, c'est le parti qui a fait le plus appel à l'intérêt économique personnel des électeurs qui l'a emporté. Il est compréhensible que les salariés, qui ont chaque année plus de mal à se loger et à se nourrir, votent pour une sécurité financière immédiate ; il est moins pardonnable que certains dirigeants tentent de profiter de la situation en diabolisant des groupes sociaux relativement impuissants (principalement les immigrés) tout en promettant un retour à des temps plus prospères. Il en résultera probablement un régime fasciste dirigé par des milliardaires, obsédé par l'accumulation du pouvoir social et ne s'intéressant pas du tout à la durabilité écologique. Ce régime pourrait accidentellement déclencher la décroissance en faisant s'effondrer l'économie. Mais il est extrêmement peu probable qu'il promeuve des politiques en faveur d'une plus grande équité, et bien plus probable qu'il permette aux riches de s'emparer des biens communs (y compris les parcs nationaux et autres terres publiques, peut-être en privatisant la sécurité sociale) et d'escroquer la population dans toute la mesure du possible.

Si l'humanité devait emprunter une voie plus douce, elle aurait dû commencer il y a des décennies. Compte tenu des incitations (gains immédiats) et des freins (obligation de renoncer à la croissance démographique et à l'accumulation de richesses), l'approche « Small Is Beautiful » n'avait qu'une faible chance de succès. Les dirigeants favorables à la croissance ont occulté les questions essentielles en payant des gens intelligents pour qu'ils trouvent des explications convaincantes mais fantaisistes sur la manière dont les nouvelles technologies peuvent permettre à l'économie de croître indéfiniment. Le fait est que l'humanité a fait son choix, tout comme les électeurs américains : ces derniers ont été influencés par une promesse vide de « rendre à l'Amérique sa grandeur », alors qu'en réalité l'économie nationale et mondiale est à son apogée en termes de taille et de vitesse, et que tout est en train de dégringoler à partir de là. La décision est prise : que l'avenir soit damné. Nous nous engageons dans une voie difficile.

C'est une constatation profondément décourageante. Toutefois, même si les dés sont jetés, il est logique que ceux qui sont conscients de la situation continuent à travailler dans le meilleur des cas tout en essayant d'éviter le pire. De cette façon, nous minimisons les dommages que nous pouvons causer, tout en plantant des graines culturelles qui peuvent germer au fil du temps. Nous pouvons également savourer les joies d'une vie simple, tandis que tous ceux qui nous entourent s'inquiètent des pépins de leurs applications ou des baisses de leurs portefeuilles d'investissement. Il convient toutefois de noter que l'adoption d'une stratégie de ralentissement, de simplification et de relocalisation peut ne pas nous mettre à l'abri des préjugés ou de la violence qui découlent de la politique nationale ou mondiale. C'est pourquoi il est important de développer et de vivre au sein des réseaux communautaires les plus solides possibles. La mise en commun des ressources, la permaculture et les pratiques d'entraide constituent une voie positive pour l'avenir, car elles peuvent nous aider à renforcer la résilience des communautés et à créer des économies locales écologiquement saines et de bonne taille.

Il est tout à fait possible que l'humanité elle-même soit une erreur de l'évolution, que l'intelligence n'ait qu'une utilité marginale pour la survie à long terme et que son exagération mette notre espèce sur la voie de l'extinction. Les animaux intelligents comme les corbeaux et les rats laveurs sont des créatures opportunistes, et il est facile d'admirer leur intelligence. Les capacités de notre espèce en matière d'outils et de langage nous ont permis de faire preuve d'une intelligence qui fait honte à n'importe quel raton laveur. Mais cette intelligence hyper-amplifiée pourrait-elle nous valoir un Darwin Award ?

Nous avons une chance relativement brève de prouver que cette condamnation cynique de notre espèce est erronée. Nous n'y parviendrons pas par la politique politicienne. Nous n'y parviendrons pas en atteignant le « net zéro » grâce à une nouvelle génération de gadgets. Il est probable que nous n'y parviendrons que personnellement, par la réflexion et la transformation de soi, et au sein de petites communautés dévouées à la bonté, à la pensée systémique et à l'amour de la nature.

Nous devons devenir une espèce qui mérite de survivre. En fin de compte, nous prospérerons non pas parce que nous croyons que les êtres humains sont supérieurs au reste de la vie, ni à cause de notre grande musique, de notre architecture impressionnante ou même de notre esprit et de notre humour. Si nous persistons, c'est parce que nous aurons donné à la biosphère suffisamment d'incitations pour qu'elle nous laisse dans les parages.

La plupart des essais de grande envergure comme celui-ci se terminent sur une note d'inspiration et d'espoir. Pour une fois, je résisterai à la tentation de suivre cette voie. Les êtres humains peuvent-ils se rendre utiles au reste de la vie ? C'est une question ouverte.

▲ [RETOUR](#) ▲



.Pour la 1ère fois de l'histoire, la Russie tire un missile nucléaire ICBM sans charge sur l'Ukraine

par [Charles Sannat](#) | 22 Nov 2024



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les ICBM... je crois que j'ai à peu près étudié tous les modèles existants il y a quelques années lorsque j'étais encore étudiant. A l'époque l'URSS venait de s'effondrer, et ce qui faisait le plus peur, ce n'était pas l'utilisation d'une bombe atomique soviétique par Boris Elstine, président de la Russie à l'époque et poivrot notoire, mais les mafias qui auraient pu se procurer au marché noir éventuellement de tels engins.

Bref, un ICBM c'est un missile balistique intercontinental (en anglais : intercontinental ballistic missile ou ICBM). Ce missile balistique a une portée supérieure à 5 500 km (par convention de traités).

A ce stade je ne sais pas ce que la Russie a tiré sur l'Ukraine, sans doute un SS-19 ou un SS-20. La puissance nucléaire est de 500 à 650 kilotonnes... et je peux vous assurer que cela fera un gros trou. Vraiment très gros.

Il y a aussi les IRBM pour les puristes. Ce sont des missiles balistiques à portée intermédiaire (en anglais : IRBM pour intermediate range ballistic missile) est un missile balistique ayant une portée maximale comprise entre 3 000 et 5 500 km.

Ils vont juste moins loin mais peuvent faire aussi de très gros trous... et donc beaucoup, mais alors vraiment beaucoup de morts.

Un ICBM c'est censé rester dans ses silos. Bref, c'est de la dissuasion, personne n'est censé s'en servir.

Le fait que ce missile tiré par la Russie ne soit pas "chargé" est évidemment une bonne nouvelle, mais c'est bien la seule.

C'est, et comprenez le bien... véritablement le dernier avertissement adressé à Zélenski.

Voici ce que dit l'AFP.

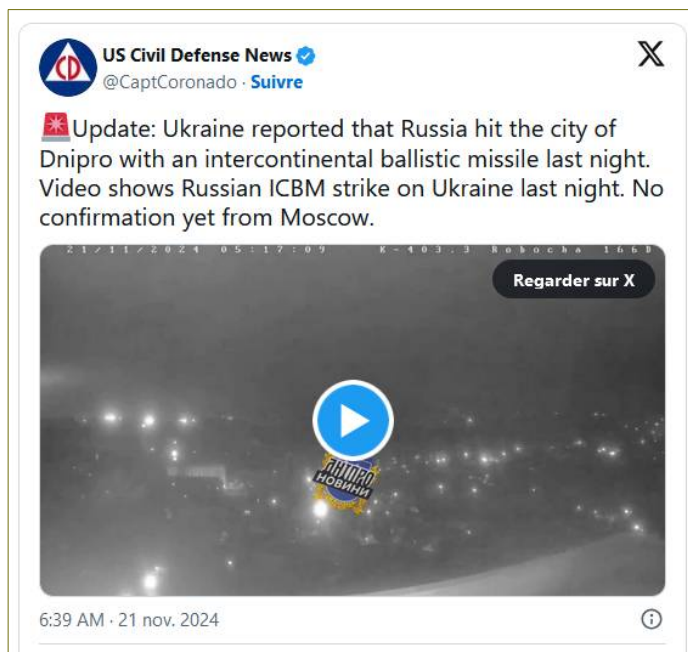


<https://x.com/afpfr/status/1859532336699785320>

Le Kremlin a refusé de commenter l'accusation de l'Ukraine selon laquelle Moscou a tiré pour la première fois sur son territoire un missile intercontinental, un type d'armement conçu dans le cadre de la dissuasion nucléaire mais qui peut être armé d'une charge conventionnelle

L'armée de l'air ukrainienne accuse la Russie d'avoir tiré un ICBM lors d'une attaque sur la ville de Dnipro dans le centre-est de l'Ukraine, marquant une escalade depuis que l'Ukraine utilise des missiles de longue portée américains et britanniques

En images les impacts ça donne ça, et ça arrive vite. Bougrement vite. C'est évidemment violent, effroyablement violent... et ce que vous voyez là ce sont avec des ogives vides et sans explosifs ni conventionnels ni nucléaires.



<https://twitter.com/i/status/1859562186722484246>

Bien évidemment, cette utilisation d'ICBM, une première dans l'histoire mondiale même aux temps de la guerre froide cela n'a jamais eu lieu, sera considérée par le camp de l'OTAN comme une nouvelle provocation et donc il ne faudra pas céder aux provocations de Poutine, et lui tenir tête. Quand on joue à ce genre de jeu où personne ne veut s'arrêter le premier, cela se termine évidemment par une bagarre générale dans le Saloon... Le problème c'est que nous ne sommes pas dans un film mais dans la vraie vie.

L'OTAN va donc riposter. Et les états-majors ne sont jamais à court d'idées plus ou moins tordues et autre options.

Celle qui tient la corde aujourd'hui est celle de la déstabilisation de l'allié Biélorusse de Poutine.

La riposte de l'Otan ? La déstabilisation de la Biélorussie.

La dernière rumeur que je peux évoquer avec vous serait l'ouverture d'un front biélorusse. C'est certainement l'un des scénarios les plus crédibles pour faire suer le maître du Kremlin en maîtrisant l'escalade puisque ce ne serait pas une attaque frontale et directe sur le territoire russe.

Des groupes armés de Pologne, de Lituanie et d'Ukraine prévoient d'attaquer quatre territoires du sud-ouest de la Biélorussie, selon la chaîne de télévision locale ONT (seconde chaîne officielle Biélorusse).

Les rapports indiquent que cette opération est élaborée en Occident en collaboration avec l'opposition biélorusse.

Il est à noter que le plan prévoit d'attaquer d'abord la Biélorussie par des bandes nationalistes, puis d'impliquer des mercenaires et des forces de l'OTAN. Les services spéciaux polonais participeraient à la formation des militants pour l'attaque, selon l'enquête de la chaîne ONT.

Vous avez ci-dessous une copie d'écran de l'animation des attaques prévues.



Les cours de l'or...

Évidemment, comme je vous l'avais dit après l'élection de Trump, l'or a fortement baissé avec le recul (théorique) des risques de guerre puisque Trump a clairement affiché sa volonté de mettre fin au conflit en Ukraine.

Logiquement, si la paix s'éloigne et que la guerre se rapproche, les cours de l'or montent.

C'est ce qu'il se passe.

Poutine pourra-t-il retenir ses coups jusqu'à l'accession de Trump à la maison Blanche fin janvier prochain ?



Les deux questions les plus importantes.

Est-ce que les forces de l'Otan vont pousser les provocations suffisamment loin pour déclencher une confrontation directe que plus rien ne pourra arrêter ?

Voilà les deux seules questions importantes qui vont nous occuper pendant ces prochaines semaines.

Jamais fin d'année ne nous aura parue aussi longue...

Achetez déjà vos boîtes de confits de canard pour les fêtes... on ne sait jamais !

▲ [RETOUR](#) ▲

Guerre. Les USA envisagent de donner des missiles de très longue portée à l'Ukraine menaçant Moscou directement

par [Charles Sannat](#) | 26 Nov 2024



“Guerre en Ukraine : qu’est-ce que le missile de croisière JASSM que les États-Unis pourraient livrer à Kiev ?” c’est la question que se pose le Figaro dans cet article.

Une question “relativement” importante en effet.

“Embarqué sur un avion de chasse ou un bombardier, ce missile de croisière peut emporter une charge de 450 kilos, et peut, dans sa version la plus aboutie, atteindre des cibles à 800 kilomètres.

Volodymyr Zelensky en réclame depuis longtemps. Les missiles à longue portée sont indispensables à l’Ukraine pour frapper dans la profondeur un ennemi infatigable qui poursuit avec des moyens logistiques très lourds son offensive dans l’est de l’Ukraine.

Après les ATACMS américains, les Storm Shadow britannique ou les Scalp français, les États-Unis pourraient officialiser prochainement, d’après Reuters, la livraison d’un nouveau type de missile, les JASSM. Selon la confidence de trois responsables américains qui ont parlé à l’agence presse sous couvert d’anonymat, l’annonce devrait en effet être faite cet automne. Il faudrait en revanche attendre encore plusieurs mois avant que les précieuses armes soient livrées. Cette information n’a cependant pas été confirmée officiellement.

Avec une portée de 370 à 800 kilomètres selon les modèles, ces missiles seraient quoi qu’il en soit un sérieux atout pour les forces ukrainiennes. Lancés depuis les zones frontalières, les missiles pourraient toucher ainsi des

aérodromes, des dépôts de munition ou autres installations militaires aussi bien à Voronej qu'à Briansk mais aussi, dans le sud depuis la ligne de front, les bases navales de Crimée. Il faudra cependant que Washington précise le cadre dans lequel Kiev pourrait s'en servir pour frapper le territoire russe, les alliés de l'Ukraine imposant des restrictions quant à l'utilisation de leur arsenal pour éviter une dangereuse escalade.

Fabriqué par Lockheed Martin, chaque JASSM est doté d'une charge explosive de 450 kg, mais contrairement aux missiles Storm Shadow et Scalp, il n'est pas explicitement conçu pour pénétrer des bunkers renforcés. Les versions les plus récentes coûtent environ 1 million de dollars chacune.

Un des atouts de ce missile est sa furtivité. D'une longueur de quatre mètres, ils ont été conçus pour déjouer la surveillance des radars, notamment en volant à très basse altitude. Ils peuvent aussi emprunter des itinéraires alternatifs pour éviter les défenses aériennes.

Le problème c'est que ce missile permettrait à l'Ukraine de frapper... Moscou.

Et si l'Ukraine frappe Moscou, autant vous dire que le Kremlin risque de voir... rouge, comme la place du même nom !

La riposte pourrait être terrible.

Espérons simplement que l'administration Biden n'ait pas le temps d'aller jusqu'au bout de cette escalade et que cela ne soit qu'une annonce visant à permettre à l'Ukraine de négocier dans de meilleures conditions !! Allez, rêvons un peu, on ne sait jamais...

▲ [RETOUR](#) ▲

Encore plus de démondialisation :

La Russie coupe ses exportations d'uranium vers les États-Unis

Kurt Cobb Dimanche 24 novembre 2024



La semaine dernière, les États-Unis ont autorisé l'Ukraine à utiliser des missiles à longue portée de fabrication américaine contre la Russie, ce qui, selon le gouvernement russe, risque d'entraîner une escalade vers un conflit nucléaire dans cette guerre qui dure depuis près de trois ans. Le gouvernement russe a réagi en annonçant un changement inquiétant de sa doctrine nucléaire. Il a également annoncé une réduction des exportations d'uranium vers les États-Unis. Le gouvernement n'a pas précisé dans quelle mesure ni pour combien de temps.

À la lumière de ce qui ne peut être considéré que comme une guerre par procuration en Ukraine entre les États-Unis, leurs alliés de l'OTAN et la Fédération de Russie, il est assez étrange que les États-Unis dépendent encore de la Russie pour 27 % de leur uranium enrichi. Curieusement, la réaction sur le marché au comptant de l'uranium a été une chute des prix de 4 %. La plupart des consommateurs d'uranium - principalement les centrales nucléaires - ont des stocks et des contrats à long terme, de sorte qu'un effet immédiat sur les prix au comptant était peu probable. En revanche, le prix des actions des mines d'uranium a grimpé en flèche en prévision d'une pression accrue sur l'offre minière en dehors de la Russie, sixième producteur mondial.

Cette évolution met en évidence la vulnérabilité des importateurs de métaux dans le monde entier. Lorsque les relations entre un grand exportateur et un grand importateur de minerais se détériorent, les conséquences peuvent être considérables. S'il est vrai que l'exportateur perd des revenus, les pénuries de matières premières et d'énergie peuvent avoir des effets considérables. L'insuffisance de combustible d'uranium pour les centrales nucléaires pourrait éventuellement conduire à une perte de capacité de production.

Les États-Unis sont particulièrement vulnérables à de telles coupures, comme je l'ai expliqué dans un article paru en 2022 sur les efforts du gouvernement fédéral pour accroître l'autosuffisance du pays. Les États-Unis ont une longue liste de dépendances à l'égard des importations de minéraux, notamment le nickel, le cuivre, le tungstène, le cadmium, le palladium, l'aluminium et le silicium. Aucune de ces dépendances n'est sur le point de disparaître.

En ce qui concerne la production globale de minerais, la Chine est en tête et la Russie en troisième position. L'Iran occupe la dixième place. Ces trois pays sont des sources de minerais de plus en plus problématiques pour les États-Unis et leurs alliés, car les sanctions commerciales pèsent désormais lourdement sur la Russie et l'Iran, et une guerre commerciale avec la Chine semble se préparer sous l'administration Trump nouvellement élue.

Si les États-Unis occupent la deuxième place dans la production globale de minerais, ils consomment une si grande partie de leur propre production qu'ils restent un grand importateur, comme nous l'avons vu plus haut.

Avec la fin de la guerre froide au début des années 1990, on pensait qu'un marché mondial unifié fonctionnerait désormais sans interruption et dans des conditions pacifiques. Cela a duré jusqu'à ce que la pandémie de COVID-19 entraîne un blocage des chaînes d'approvisionnement et que les tensions croissantes avec la Russie et l'invasion de l'Ukraine entraînent des sanctions commerciales. Il en est résulté une modification générale et continue des schémas commerciaux, ainsi qu'un mouvement croissant en faveur de la production nationale, à la fois pour soutenir la croissance de l'emploi au niveau national et pour réduire la vulnérabilité aux pertes d'importations.

L'orientation vers la production intérieure peut fonctionner si l'on dispose d'une grande quantité de ressources nécessaires à l'approvisionnement des industries manufacturières et de services. Mais, comme je l'ai souligné précédemment, de nombreuses économies occidentales se sont concentrées sur la finance plutôt que sur la production. Voici le problème en bref, tel que je l'ai expliqué dans le contexte de ce que j'estime être une tendance permanente à la démondialisation :

L'intégration de l'économie mondiale favorise ceux qui contrôlent la finance et qui peuvent ainsi obtenir des paiements toujours plus importants de la part des systèmes centralisés qui leur appartiennent ou qui sont sous leur autorité. La démondialisation - qui était déjà en cours en raison des effets de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement et qui s'accélère maintenant en raison de la guerre [Ukraine-Russie] - favorisera de plus en plus ceux qui contrôlent les marchandises. Et il s'avère que les biens sont bien plus importants pour soutenir notre vie quotidienne que les manipulations des titans de la finance.

Extraire des pays lointains des matières premières et les récompenses financières qui en découlent peut être une approche très rentable pour maximiser sa part de la richesse mondiale, jusqu'à ce que ce ne soit plus le cas. Les restrictions imposées par la Russie aux exportations d'uranium vers les États-Unis ne sont qu'une indication

supplémentaire de la tendance à la démondialisation. Prétendre le contraire est une recette pour l'échec et, de plus en plus, pour l'appauvrissement. Il suffit de demander aux Allemands qui ont perdu l'accès aux approvisionnements bon marché de gaz naturel russe dans le sillage de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et qui ont maintenant dû faire face à deux années de contraction économique.

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'issue d'une guerre avec la Russie

par Jeff Thomas 25 novembre 2024



Beaucoup de choses ont été dites et sont encore dites au sujet de la guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie.

Les Occidentaux s'appuient principalement sur les informations diffusées par les médias. Pratiquement toutes les informations que nous voyons dans les médias ont été créées par l'une des trois agences suivantes : Associated Press, Reuters et, dans une moindre mesure, l'AFP.

Ces trois entreprises appartiennent aux mêmes sociétés mères qui, à leur tour, possèdent la majeure partie de la structure corporatiste occidentale et, comme on peut s'y attendre, les rapports qu'elles distribuent aux médias sont passe-partout.

Ainsi, les informations télévisées tendent à être uniformes, et chaque fois qu'un nouveau slogan apparaît, comme « *militants d'extrême droite* » ou « **insurrection du 6 janvier** », il tend à apparaître dans tous les grands médias le jour même et est ensuite utilisé de manière omniprésente. Nous ne recevons donc qu'une seule « vérité » et nous devons soit l'accepter, soit chercher d'autres possibilités sur l'internet.

Rien n'est plus vrai que l'actuelle guerre par procuration entre les États-Unis et la Russie en Ukraine. Les informations que nous recevons sont cohérentes et pourtant tout à fait fausses.

On peut donc pardonner au commun des mortels d'avoir du mal à comprendre comment tout cela va se dérouler. Qui gagnerait une telle guerre ?

Depuis quelques années, le téléspectateur est assuré que M. Poutine est incompetent et détesté par son peuple, que l'armée russe est désorganisée et sur le point d'abandonner, et que, chaque jour, l'Ukraine progresse dans sa lutte contre la Russie et gagnera bientôt.

Si tout cela est vrai, la victoire semble acquise. Tout ce qu'il faut, c'est une nouvelle tranche de, disons, vingt milliards de dollars.

Pourtant, si nous faisons nos devoirs, nous constatons que non seulement la Russie n'échoue pas, mais qu'elle accroît rapidement sa puissance. Ses troupes sont mieux armées, mieux équipées, mieux entraînées, mieux approvisionnées, mieux commandées et leurs munitions sont plus avancées que celles de leurs homologues occidentaux.

Mais comment cela est-il possible ? Comment peut-on obtenir si peu de résultats alors que l'argent américain est injecté dans le problème à un niveau supérieur à celui d'une guerre mondiale ?

La réponse à cette question est peut-être aussi la réponse à la question de l'issue de la guerre. Mais tout d'abord, revenons en arrière et faisons un bref historique du complexe militaro-industriel américain (CMI).

Après la Seconde Guerre mondiale, le MIC s'est plaint au gouvernement américain de la réduction considérable de sa production (et donc de ses revenus) en raison d'un manque inquiétant de guerres.

Il a fait valoir qu'en tant que nouveau leader militaire mondial, les États-Unis devaient maintenir la guerre afin de préserver leur nouvelle hégémonie. L'administration a accepté, d'autant plus que les lobbyistes du MIC étaient tout à fait disposés à reverser une part généreuse des bénéfices aux deux partis politiques s'ils jouaient le jeu.

La guerre de Corée a créé le modèle de la nouvelle relation. Une fois la guerre terminée, le MIC et le gouvernement américain étaient déjà à la recherche du prochain conflit afin de maintenir la production en cours. Ce faisant, le concept de perma-guerre est devenu plus important que tout besoin politique réel de guerre.

En fin de compte, les États-Unis ont compris avec les guerres du Moyen-Orient : il faut toujours ouvrir un nouveau théâtre avant de fermer un théâtre existant.

En cours de route, le MIC s'est développé pour fournir non seulement des bombes, des fusils, des casques, etc. mais aussi des brosses à dents, des chaussettes et des rations. Après avoir pris en charge tous les produits liés à l'armée, ils ont commencé à fournir l'armée elle-même, c'est-à-dire des soldats sous contrat. La baisse du recrutement n'était plus un problème, car il suffisait de recruter davantage de soldats sous contrat pour combler les lacunes.

(A ce propos, le lecteur pourra se rappeler ce qui est arrivé à la Rome antique lorsqu'elle a opté pour une armée de mercenaires).

Pour augmenter les recettes, le MIC a également mis en place une politique visant à recruter comme « conseillers » des militaires de haut rang qui partent à la retraite. Ces conseillers apparaissent régulièrement dans les journaux télévisés du soir. Chaque fois qu'un général à la retraite est interrogé sur son opinion concernant une aventure militaire américaine donnée, on peut compter sur lui pour assurer que ce qu'il faut, c'est augmenter les dépenses militaires.

En 1993, le Pentagone a incité les 51 entreprises de défense existantes à se regrouper pour n'en former que cinq, éliminant ainsi la concurrence. Alors que les prix des MIC étaient déjà exorbitants, cette mesure a fait grimper les prix en flèche, car les cinq entreprises détenaient alors un monopole.

À titre d'exemple, Raytheon, le seul fournisseur de missiles Stinger, facturait au gouvernement américain 25 000 dollars par missile - un prix énorme - alors qu'aujourd'hui, le prix d'un tel missile s'élève à 400 000 dollars.

Il n'est donc pas surprenant qu'avec de telles majorations sur tous les biens fournis par le MIC, les États-Unis dépensent plus pour la « défense » que les dix pays suivants réunis. Par conséquent, le coût de la même guerre coûte aux États-Unis plusieurs fois ce qu'il coûterait à l'ennemi.

Cela nous amène à un principe que j'applique à la guerre : « *En temps de guerre, le perdant est probablement le pays qui se ruine le premier* ».

Et c'est là que nous arrivons au point critique de divergence en ce qui concerne la guerre avec la Russie.

Depuis des décennies, les États-Unis mènent des « guerres sportives », c'est-à-dire des mini-guerres contre de petits pays qu'ils sont certains de gagner, et le jeu se déroule bien. Ces guerres n'aboutissent pas à grand-chose ; en fait, elles n'ont pas d'objectif final - pas de conquête réelle - mais seulement la poursuite de la guerre elle-même et l'apport de revenus au MIC.

Mais que se passe-t-il lorsque les États-Unis affrontent une autre puissance mondiale - une puissance dont les fournisseurs militaires sont en concurrence, qui fournit des armements plus modernes pour une fraction du coût ; une puissance qui est en mesure de les fabriquer à un rythme bien plus rapide que le MIC américain ?

Les promoteurs américains de la guerre tels que Victoria Nuland ou John Bolton n'ont jamais connu de guerre mondiale ; ils n'ont connu que des guerres sportives dans lesquelles les États-Unis contrôlaient tout le spectacle. Selon leurs propres termes, ils partent clairement du principe qu'une guerre avec une grande puissance est tout simplement plus importante, plus excitante.

Ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que la grande puissance n'est pas limitée financièrement, comme le serait un petit pays. En outre, l'adversaire paie beaucoup moins pour le matériel que les États-Unis.

Tout au long de l'histoire, les empires ont échoué parce que rien ne coûte plus cher que la guerre.

En outre, les États-Unis sont, à toutes fins utiles, ruinés. Ils sont aujourd'hui le pays le plus endetté au monde et ne pourront continuer à commercer que lorsque le reste du monde cessera d'accepter de nouvelles dettes américaines. **Le pétrodollar a atteint sa fin et le statut de monnaie de réserve ne tardera pas à suivre.**

Compte tenu de tout ce qui précède, quelle serait l'issue d'une guerre avec la Russie ? Pour tout Occidental soucieux de planifier son avenir personnel, un facteur à prendre en considération pourrait être l'aspect que prendra son monde si la Russie sort victorieuse de la guerre.

▲ [RETOUR](#) ▲

Joe Biden va envoyer des mines antipersonnel en Ukraine

Par [Moon of Alabama](#) – Le 20 novembre 2024



Le président américain Joe Biden a été jugé trop sénile pour se représenter aux élections. Mais cela n'empêche pas les pouvoirs en place de le laisser lancer la troisième guerre mondiale.

Après avoir « autorisé » l'Ukraine à tirer des missiles balistiques contrôlés par les États-Unis sur des cibles en Russie, l'administration Biden ajoute des mines antipersonnel, largement interdites.

Biden approuve les mines antipersonnel pour l'Ukraine, défaisant ainsi sa propre politique – Washington Post

Plus de 160 pays, dont l'Ukraine, ont signé des traités interdisant l'utilisation des mines antipersonnel. Au cours de sa campagne, Joe Biden s'était prononcé contre l'utilisation de telles armes.

Malgré cela, il vient d'autoriser la fourniture de mines antipersonnel à l'Ukraine. La raison invoquée est issue de la propagande :

*« La Russie attaque les lignes ukrainiennes à l'est avec **des vagues de troupes**, quelles que soient les pertes qu'elles subissent », a déclaré l'un des responsables. « Il est donc évident que les Ukrainiens subissent des pertes et que de plus en plus de villes risquent de tomber. Ces mines ont été conçues spécifiquement pour lutter contre ce problème. »*

Il n'y a pas et il n'y a pas eu de « vagues de troupes » avec lesquelles l'armée russe attaque les positions ukrainiennes. Je mets tout le monde au défi de me trouver une vidéo qui montre une telle « vague ».

Il s'agit plutôt de petits groupes de soldats qui infiltrent les positions ukrainiennes après qu'elles aient été ravagées par des tirs d'artillerie. L'article du WaPo l'admet d'ailleurs :

*Les troupes ukrainiennes ont eu du mal à construire des lignes de défense solides face aux sorties incessantes de drones et aux **petites équipes d'assaut**.*

Les mines antipersonnel, même désactivées, continuent de représenter un danger pour la population, même des décennies après la fin d'une guerre. Il est criminel de les utiliser dans une guerre qui a déjà pris fin :

Les défenseurs des droits de l'homme ont déclaré que la décision des États-Unis de fournir des mines antipersonnel à l'Ukraine – signataire du traité d'interdiction des mines – est une tache noire pour Washington.

« C'est un développement choquant et dévastateur », a déclaré Mary Wareham, directrice adjointe de la division des crises, des conflits et des armes à Human Rights Watch, le groupe de défense des droits de l'homme, qui a déclaré que même les mines non persistantes présentent des risques pour les civils, nécessitent des efforts de nettoyage compliqués et ne sont pas toujours désactivées de manière fiable.

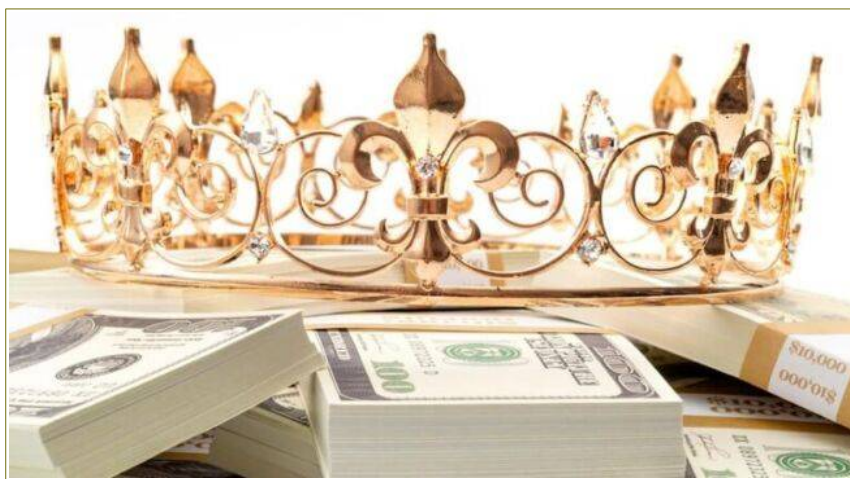
L'effet le plus important de la décision de Biden sera la prolifération d'un type d'arme qui était, à juste titre, en voie de bannissement total :

Le conflit ukrainien a incité d'autres pays à réévaluer leur opposition aux mines antipersonnel. Les pays baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie) ont envisagé de se retirer de la convention d'Ottawa au début de l'année afin de renforcer leurs défenses contre l'agression russe, mais ils ont finalement décidé de renforcer leurs stocks de mines antichars et d'autres outils moins dangereux pour les civils.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Deux rois, un seul homme

Sean Ring 21 novembre 2024



Dans l'édition de mardi du Réveil brutal, j'ai écrit sur la façon dont Donald Trump semble fondre le mercantilisme et le libertarianisme dans son étrange breuvage. Le libertarianisme est pour sa politique intérieure, et le mercantilisme pour sa politique étrangère.

Cela m'a fait penser à un autre chef d'État qui avait **deux personnalités différentes** : **un visage bienveillant pour ses sujets domestiques bien-aimés et un visage totalement diabolique pour ses esclaves étrangers.**

Comprenez bien que je ne suis pas du tout en train de comparer Donald Trump au roi meurtrier Léopold III de Belgique. Pas le moins du monde. Donald Trump était clairement anti-guerre dans sa première administration. Je m'attends à ce que ce soit la marque de fabrique de sa deuxième administration, si la bêtise de Joe Biden ne nous fait pas exploser avant.

Pourtant, le roi Léopold III, passé sous silence dans la plupart des livres d'histoire américains, mérite d'être exploré. Contrairement à William Wilberforce, qui a poussé l'Empire britannique à mettre fin à l'esclavage, le roi Léopold III a utilisé l'État libre du Congo comme son fief personnel pour financer ses projets grandioses à l'intérieur du pays.

Ses sujets ignoraient volontairement ses frasques.

L'histoire a un sens de l'humour cruel. Elle élève souvent des hommes à des positions de grand pouvoir, pour ensuite révéler, avec le temps, la pourriture sous leurs couronnes. Peu d'exemples sont aussi frappants - ou aussi troublants - que l'héritage du roi Léopold III. Adulé par son peuple, il a été condamné par l'histoire pour les horreurs qu'il a commises dans l'État libre du Congo. Cette contradiction est à la fois déroutante et révélatrice, car elle montre comment la façade du nationalisme et l'image publique peuvent masquer des atrocités d'une ampleur inimaginable.

Un roi de contradictions

Comme beaucoup de monarques, Léopold III a fait partie d'un récit élaboré en sa faveur. Pour le peuple belge, il était un monarque dévoué. Sous son règne, la Belgique était un pays cohérent et prospère, une petite nation européenne qui faisait de son mieux pour naviguer dans les eaux turbulentes de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle.

Mais l'histoire, comme elle le fait souvent, fait tomber le vernis. Si Léopold III jouissait de l'admiration de ses sujets, il a orchestré l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire coloniale. Dans l'État libre du Congo - un fief personnel qu'il contrôlait plutôt qu'une colonie belge - la poursuite des profits du caoutchouc a conduit à l'exploitation systématique, à l'esclavage et à l'assassinat de millions de Congolais.

Le mirage économique

Le Congo de Léopold était une machine à piller bien huilée. Ses agents extraient de grandes quantités de caoutchouc et d'ivoire, qui alimentaient l'ascension économique de la Belgique. Les profits ne se contentent pas de remplir les poches de Léopold, ils servent à financer des projets d'infrastructure grandioses en Belgique - des palais étincelants, des embellissements urbains et des travaux publics qui semblent affirmer sa « bienveillance » en tant que souverain. Pour de nombreux Belges, ces signes visibles de prospérité les ont rendus aveugles à la souffrance qui constituait le fondement de leur nouvelle richesse.

C'est là que le bât blesse : par ignorance ou par indifférence, les citoyens belges ont fermé les yeux sur les méthodes de Léopold. La machine de propagande présente le Congo comme une mission civilisatrice. En réalité, il s'agissait d'un champ de bataille.

Atrocités au Congo

Les milices privées de Léopold appliquaient les quotas de caoutchouc avec une efficacité brutale. Les villages qui n'atteignaient pas ces quotas étaient brûlés et leurs habitants mutilés ou massacrés. L'image tristement célèbre d'hommes et de femmes congolais aux mains coupées - un décompte macabre tenu par les agents coloniaux pour comptabiliser les balles usagées - est devenue le symbole du règne de terreur de Léopold.

On estime que 10 millions de Congolais ont péri sous le règne de Léopold. La population de la région a diminué de 50 % en un peu plus d'une génération. L'État libre du Congo n'a pas seulement été une crise humanitaire, il a été l'un des plus grands génocides de l'histoire.

Amour et dissonance cognitive

Pourtant, chez lui, Léopold était vénéré. Sa personnalité publique de monarque visionnaire captivait les Belges, qui restaient largement ignorants des horreurs commises à l'étranger. Sa capacité à détourner l'attention rappelle celle de « Ron le téflon ». Il accuse les détracteurs de sa politique congolaise de manquer de patriotisme et d'être anti-belges. Sa popularité s'est maintenue alors même que des rapports d'atrocités parvenaient aux journaux européens.

Pourquoi ? La réponse réside dans la psychologie du nationalisme. Les gens sont souvent prêts à ignorer - ou à justifier - les horreurs commises au nom du progrès de leur nation. Léopold a joué ses cartes de façon experte, convainquant ses sujets que les souffrances du Congo étaient exagérées mais nécessaires à l'essor de la Belgique. En réalité, Léopold a accru la richesse de la Belgique au prix de vies humaines d'une ampleur stupéfiante.

Les leçons à tirer

Cela nous oblige à nous confronter à certaines vérités très inconfortables sur le pouvoir, la vie humaine et les êtres humains. Oui, Léopold III était mauvais. Mais le mal n'est pas le revers du bien, c'est l'absence de bien. Le pouvoir est une coupe très puissante à laquelle les buveurs de certains types sont sensibles. La volonté des Belges de donner la priorité à la prospérité nationale plutôt qu'aux préoccupations éthiques et d'auto-sanitiser les événements est une mise en garde qui se répercute tout au long de l'histoire.

Les leçons tirées du Congo de Léopold sont toujours d'actualité. Les gouvernements et les entreprises continuent d'exploiter les ressources des pays en voie de développement, en particulier dans le cadre de la « ruée vers l'Afrique ». Les bénéficiaires de cette exploitation - consommateurs, actionnaires et élites politiques - en rationalisent souvent le coût ou l'ignorent.

Les conducteurs de voitures électriques semblent tout à fait d'accord avec la provenance de leur lithium.

Récapitulatif

L'histoire de Léopold III n'est pas seulement une tragédie historique. C'est un avertissement. Lorsque la richesse et le progrès se construisent sur le dos des plus vulnérables, la prospérité qu'ils créent n'est qu'un mensonge creux, pourri et doré.

Le réveil est arrivé trop tard pour les millions de personnes qui ont souffert sous le règne de Léopold.

Pour nous, il est encore temps d'entendre la leçon.

Mais le ferons-nous ?

[▲ RETOUR ▲](#)

.Requiem pour un empire

Comment l'homme fort de l'Amérique va accélérer le déclin de la puissance mondiale des États-Unis

Par Alfred McCoy 19 novembre 2024

Il y a une quinzaine d'années, le 5 décembre 2010, un historien écrivant pour TomDispatch a fait une prédiction qui pourrait s'avérer prémonitoire. Rejetant le consensus de l'époque selon lequel l'hégémonie mondiale des États-Unis persisterait jusqu'en 2040 ou 2050, il affirmait que « *la fin des États-Unis en tant que superpuissance mondiale pourrait intervenir... en 2025, dans 15 ans seulement* ».

Pour établir cette prévision, l'historien a procédé à ce qu'il appelle « *une évaluation plus réaliste des tendances nationales et mondiales* ». En commençant par le contexte mondial, il affirme que, « *face à une superpuissance en déclin* », la Chine, l'Inde, l'Iran et la Russie commenceraient tous à « *contester de manière provocante la domination des États-Unis sur les océans, l'espace et le cyberspace* ». Aux États-Unis, les divisions internes « *s'élargiraient en affrontements violents et en débats conflictuels... Sur une vague politique de désillusion et de désespoir, un patriote d'extrême droite s'emparerait de la présidence avec une rhétorique tonitruante, exigeant le respect de l'autorité américaine et menaçant de rétorsions militaires ou de représailles économiques* ». Mais, conclut cet historien, « *le monde ne prête pratiquement aucune attention au fait que le siècle américain s'achève dans le silence* ».

Maintenant qu'un « *patriote d'extrême droite* », Donald J. Trump, a effectivement conquis (ou plutôt reconquis) la présidence « *avec une rhétorique tonitruante* », explorons la probabilité qu'un second mandat de Trump, à partir de l'année fatidique 2025, puisse effectivement mettre un terme précipité, silencieux ou non, à un « *siècle américain* » de domination mondiale.

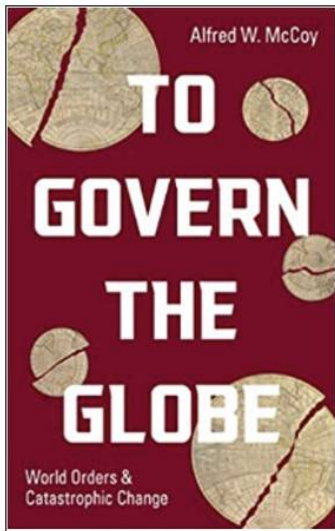
La prédiction initiale

Commençons par examiner le raisonnement qui sous-tend ma prédiction initiale. En 2010, lorsque j'ai choisi une date précise pour annoncer la marée montante du déclin américain, ce pays semblait d'une solidité à toute épreuve, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. La présidence de Barack Obama produisait une société « *post-raciale* ». Après s'être remis de la crise financière de 2008, les États-Unis étaient sur la bonne voie pour une décennie de croissance dynamique : l'industrie automobile était sauvée, la production de pétrole et de gaz en plein essor, le secteur technologique florissant, le marché boursier en hausse et l'emploi solide. Sur le plan international, Washington était le leader le plus important du monde, avec une armée incontestée, un poids diplomatique formidable, une mondialisation économique incontrôlée et une gouvernance démocratique qui restait la norme mondiale.

Pour ce qui est de l'avenir, les principaux historiens de l'empire s'accordent à dire que l'Amérique restera la seule superpuissance mondiale dans un avenir prévisible. Dans le Financial Times de 2002, par exemple, Paul Kennedy, professeur à Yale et auteur d'un ouvrage très lu sur le déclin impérial, a affirmé que « *l'éventail des forces de l'Amérique est stupéfiant* », avec un mélange de domination économique, diplomatique et technologique qui en fait la « *superpuissance unique* » de la planète, sans équivalent dans toute l'histoire du monde. Le budget de défense de **la Russie** s'est « *effondré* » et **son économie est « inférieure à celle des Pays-Bas »**. Si les taux de croissance élevés de la Chine se maintiennent pendant encore 30 ans, elle « *pourrait être un sérieux challenger à la prédominance des États-Unis* » - mais cela ne serait pas vrai avant 2032, si c'est le cas. Alors que le « *moment unipolaire* » de l'Amérique ne se poursuivra certainement pas « *pendant des siècles* », sa fin, prédit-il, « *semble loin pour l'instant* ».

Dans un article similaire paru dans le New York Times en février 2010, Piers Brendon, historien du déclin impérial de la Grande-Bretagne, a rejeté les « *catastrophistes* » qui « *évoquent des analogies romaines et britanniques pour retracer la décadence de l'hégémonie américaine* ». Alors que Rome était déchirée par des « *luttres intestines* » et

que la Grande-Bretagne gérait son empire avec un budget serré, les États-Unis étaient « *constitutionnellement stables* » et disposaient d'une « *énorme base industrielle* ». En prenant quelques « *mesures relativement simples* », conclut-il, Washington devrait être en mesure de surmonter les problèmes budgétaires actuels et de perpétuer indéfiniment sa puissance mondiale.



Lorsque j'ai fait cette prédiction très différente neuf mois plus tard, je coordonnais un réseau de 140 historiens d'universités de trois continents qui étudiaient le déclin des empires précédents, en particulier ceux de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Espagne. Sous la surface de la force apparente de ce pays, nous pouvions déjà voir les signes révélateurs du déclin qui avait conduit à l'effondrement de ces empires antérieurs.

En 2010, la mondialisation économique supprimait des emplois bien rémunérés dans les usines, les inégalités de revenus se creusaient et les sauvetages d'entreprises étaient en plein essor - autant d'ingrédients essentiels à la montée du ressentiment de la classe ouvrière et à l'aggravation des divisions internes. Les mésaventures militaires imprudentes en Irak et en Afghanistan, poussées par les élites de Washington qui tentaient de nier tout sentiment de déclin, ont attisé la colère des Américains ordinaires, discréditant peu à peu l'idée même d'engagements internationaux. L'érosion de la puissance économique relative de l'Amérique, qui est passée de la moitié de la production mondiale en 1950 à un quart en 2010, signifiait

que les moyens nécessaires à son pouvoir unipolaire s'évanouissaient rapidement.

Il suffisait d'un concurrent « proche » pour que l'hégémonie mondiale des États-Unis, qui s'atténuait, se transforme en un déclin impérial qui s'accélérait. Avec une croissance économique rapide, une vaste population et la plus longue tradition impériale du monde, la Chine semblait prête à devenir un tel pays. Mais à l'époque, les élites de la politique étrangère de Washington ne pensaient pas à mal et ont même admis la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), convaincues, selon deux initiés du Beltway, que « *la puissance et l'hégémonie américaines pourraient facilement modeler la Chine à la convenance des États-Unis* ».

Notre groupe d'historiens, conscient des fréquentes guerres impériales qui ont eu lieu lorsque des concurrents proches ont finalement affronté l'hégémon régnant du moment - pensez à l'Allemagne contre la Grande-Bretagne lors de la Première Guerre mondiale - s'attendait à ce que le défi lancé par la Chine ne tarde pas à se manifester. En effet, en 2012, deux ans seulement après ma prédiction, le National Intelligence Council des États-Unis a averti que « *la Chine seule aura probablement la plus grande économie, dépassant celle des États-Unis quelques années avant 2030* » et que ce pays ne serait plus « *une puissance hégémonique* ».

Un an plus tard, le président chinois, Xi Jinping, s'appuyant sur les 4 000 milliards de dollars de réserves de change accumulées au cours de la décennie qui a suivi son adhésion à l'OMC, a annoncé sa volonté de conquérir le pouvoir mondial par le biais de ce qu'il a appelé « *l'initiative Belt and Road* », le plus grand programme de développement de l'histoire. Cette initiative visait à faire de Pékin le centre de l'économie mondiale.

Au cours de la décennie suivante, la rivalité entre les États-Unis et la Chine deviendra si intense qu'en septembre dernier, le secrétaire à l'armée de l'air, Frank Kendall, a lancé un avertissement : « *J'observe attentivement l'évolution de l'armée [chinoise] depuis 15 ans. La Chine n'est pas une menace future, c'est une menace actuelle* ».

L'ascension mondiale de l'homme fort

Un autre revers majeur pour l'ordre mondial de Washington, longtemps légitimé par sa promotion de la démocratie (quelles que soient ses propres tendances dominatrices), est venu de la montée des hommes forts populistes dans le monde entier. Il faut les considérer comme faisant partie d'une réaction nationaliste à la mondialisation économique agressive de l'Occident.

À la fin de la guerre froide, en 1991, Washington est devenu la seule superpuissance de la planète, utilisant son hégémonie pour promouvoir avec force une économie mondiale largement ouverte - en créant l'Organisation mondiale du commerce en 1995, en imposant des « réformes » de marché ouvert aux économies en développement et en supprimant les barrières tarifaires dans le monde entier. Elle a également construit un réseau de communication mondial en posant 700 000 miles de câbles sous-marins à fibre optique et en lançant 1 300 satellites (aujourd'hui 4 700).

En exploitant **cette économie mondialisée**, la production industrielle de la Chine a atteint 3 200 milliards de dollars en 2016, dépassant celle des États-Unis et du Japon, **tout en supprimant 2,4 millions d'emplois américains entre 1999 et 2011**, ce qui a entraîné la fermeture d'usines dans d'innombrables villes du Sud et du Midwest. En effilochant les filets de sécurité sociale et en érodant la protection des syndicats et des entreprises locales aux États-Unis et en Europe, la mondialisation a réduit la qualité de vie de nombreuses personnes, tout en créant des inégalités à une échelle stupéfiante et en alimentant une réaction de la classe ouvrière qui allait culminer dans une vague mondiale de populisme en colère.

Surfant sur cette vague, les populistes de droite ont remporté une succession ininterrompue d'élections - en Russie (2000), en Israël (2009), en Hongrie (2010), en Chine (2012), en Turquie (2014), aux Philippines (2016), aux États-Unis (2016), au Brésil (2018), en Italie (2022), aux Pays-Bas (2023), en Indonésie (2024), et de nouveau aux États-Unis (2024).

Toutefois, si l'on met de côté leur rhétorique incendiaire « *nous contre eux* » et que l'on examine leurs réalisations effectives, ces démagogues de droite affichent un bilan que l'on ne peut que qualifier de lamentable. Au Brésil, Jair Bolsonaro a ravagé la vaste forêt amazonienne et a quitté le pouvoir après un coup d'État avorté. En Russie, Vladimir Poutine a envahi l'Ukraine, sacrifiant l'économie de son pays pour s'emparer d'un peu plus de terres (dont il ne manquait guère). En Turquie, Recep Erdogan a provoqué une crise de la dette paralysante, tout en emprisonnant 50 000 opposants présumés. Aux Philippines, Rodrigo Duterte a assassiné 30 000 toxicomanes présumés et courtisé la Chine en renonçant aux revendications de son pays dans la mer de Chine méridionale, riche en ressources. En Israël, Benjamin Netanyahu a semé le chaos à Gaza et dans les pays voisins, en partie pour rester au pouvoir et éviter la prison.

Perspectives pour le second mandat de Donald Trump

Après l'érosion constante de sa puissance mondiale pendant plusieurs décennies, l'Amérique n'est plus la nation « exceptionnelle » - ou peut-être même une nation « exceptionnelle » - qui flotte au-dessus des courants mondiaux profonds qui façonnent la politique de la plupart des pays. En devenant un pays plus ordinaire, elle a également subi de plein fouet la tendance mondiale à l'instauration d'un régime d'hommes forts. Non seulement cette tendance mondiale contribue à expliquer l'élection de Trump et sa récente réélection, mais elle fournit également quelques indices sur ce qu'il est susceptible de faire de ce poste la deuxième fois.

Dans le monde globalisé que l'Amérique a créé, il existe désormais une interaction intime entre la politique intérieure et la politique internationale. Cela ne tardera pas à se manifester dans une deuxième administration Trump dont les politiques risquent simultanément de nuire à l'économie du pays et de dégrader encore plus le leadership mondial de Washington.

Commençons par le plus clair de ses engagements : la politique environnementale. Au cours de la récente campagne électorale, M. Trump a qualifié le changement climatique d'« escroquerie » et son équipe de transition a déjà rédigé des décrets pour se retirer des accords de Paris sur le climat. En quittant cet accord, les États-Unis abdiqueront tout rôle de leadership en ce qui concerne le problème le plus important auquel est confrontée la communauté internationale, tout en réduisant la pression exercée sur la Chine pour qu'elle réduise ses émissions de gaz à effet de serre. Étant donné que ces deux pays représentent aujourd'hui près de la moitié (45 %) des émissions mondiales de carbone, une telle décision fera en sorte que le monde dépassera l'objectif de limiter l'augmentation de la température de la planète à 1,5 degré Celsius d'ici la fin du siècle. Au contraire, sur une planète qui a déjà connu une telle hausse de température au cours des 12 derniers mois, cette marque devrait être définitivement atteinte vers 2029, l'année où Trump achèvera son second mandat.

Sur le plan intérieur de la politique climatique, M. Trump a promis en septembre dernier de « *mettre fin au Green New Deal, que j'appelle la Green New Scam, et d'annuler tous les fonds non dépensés dans le cadre de la mal nommée Inflation Reduction Act (loi sur la réduction de l'inflation)* ». Le lendemain de son élection, il s'est engagé à augmenter la production de pétrole et de gaz du pays, déclarant à une foule en liesse : « *Nous avons plus d'or liquide que n'importe quel pays au monde.* » Il ne fait aucun doute qu'il bloquera également la location de parcs éoliens sur les terres fédérales et qu'il annulera le crédit d'impôt de 7 500 dollars accordé pour l'achat d'un véhicule électrique.

Alors que le monde se tourne vers les énergies renouvelables et les véhicules entièrement électriques, les politiques de M. Trump causeront sans aucun doute des dommages durables à l'économie américaine. En 2023, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables a indiqué que, dans un contexte de baisse continue des prix, les énergies éolienne et solaire produisent désormais de l'électricité pour moins de la moitié du coût des combustibles fossiles. Toute tentative visant à ralentir la conversion des services publics de ce pays à la forme d'énergie la plus rentable risque fort de rendre les produits fabriqués aux États-Unis de moins en moins compétitifs.

En d'autres termes, il semble proposer que les consommateurs d'électricité de notre pays paient leur énergie deux fois plus cher que ceux d'autres pays avancés. De même, alors que l'innovation technique incessante rend les véhicules électriques moins chers et plus fiables que les véhicules à essence, tenter de ralentir cette transition énergétique risque de rendre l'industrie automobile américaine non compétitive, dans son pays comme à l'étranger.

Qualifiant les droits de douane de « plus grande chose jamais inventée », M. Trump a proposé d'imposer des droits de 20 % sur tous les produits étrangers et de 60 % sur ceux en provenance de Chine. Dans un autre exemple de synergie entre l'intérieur et l'extérieur, ces droits finiront sans aucun doute par paralyser les exportations agricoles américaines, grâce à des tarifs douaniers de rétorsion à l'étranger, tout en augmentant considérablement le coût des biens de consommation pour les Américains, en attisant l'inflation et en ralentissant les dépenses de consommation.

Reflétant son aversion pour les alliances et les engagements militaires, la première initiative de M. Trump en matière de politique étrangère sera probablement une tentative de négocier la fin de la guerre en Ukraine. Lors d'une réunion publique sur CNN en mai 2023, il a affirmé qu'il pourrait mettre fin aux combats « en 24 heures ». En juillet dernier, il a ajouté : « Je dirais [au président ukrainien] Zelenskyy, ça suffit. Vous devez conclure un accord. »

Deux jours seulement après l'élection de novembre, selon le Washington Post, M. Trump aurait demandé au président russe Vladimir Poutine, lors d'un appel téléphonique, « *de ne pas intensifier la guerre en Ukraine et lui aurait rappelé la présence militaire importante de Washington en Europe* ». S'appuyant sur des sources internes à l'équipe de transition de Trump, le Wall Street Journal a rapporté que la nouvelle administration envisageait de « *cimenter la prise de contrôle de 20 % de l'Ukraine par la Russie* » et de forcer Kiev à renoncer à sa demande d'adhésion à l'OTAN, peut-être pour une période pouvant aller jusqu'à 20 ans.

Avec une Russie vidée de sa main-d'œuvre et dont l'économie a été mise à mal par trois années de guerre sanglante, un négociateur compétent (si Trump en nomme un) pourrait en effet être en mesure d'apporter une paix précaire à une Ukraine ravagée. Étant donné que l'Ukraine a été la première ligne de défense de l'Europe contre une Russie revancharde, on s'attendrait à ce que les grandes puissances du continent jouent un rôle important. Mais le gouvernement de coalition allemand vient de s'effondrer, le président français Emmanuel Macron est handicapé par de récents revers électoraux et l'alliance de l'OTAN, après trois ans d'engagement commun en faveur de l'Ukraine, est confrontée à une réelle incertitude avec l'avènement d'une présidence Trump.

Les alliés de l'Amérique

Les négociations imminentes sur l'Ukraine soulignent l'importance primordiale des alliances pour la puissance mondiale des États-Unis. Pendant 80 ans, de la Seconde Guerre mondiale à la Guerre froide et au-delà, Washington s'est appuyé sur des alliances bilatérales et multilatérales comme multiplicateur de force essentiel. La Chine et la Russie étant toutes deux réarmées et de plus en plus étroitement alignées, des alliés fiables sont devenus encore plus importants pour maintenir la présence de Washington dans le monde. Avec 32 pays membres représentant un milliard de personnes et un engagement de défense mutuelle qui dure depuis 75 ans, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est sans doute l'alliance militaire la plus puissante de toute l'histoire moderne.

Pourtant, M. Trump la critique vivement depuis longtemps. Candidat en 2016, il a qualifié l'alliance d'« obsolète ». En tant que président, il s'est moqué de la clause de défense mutuelle du traité, affirmant que même le « minuscule » Monténégro pouvait entraîner les États-Unis dans une guerre. Lors de sa campagne en février dernier, il a annoncé qu'il dirait à la Russie « *de faire ce qu'elle veut* » à un allié de l'OTAN qui ne paierait pas ce qu'il considère comme sa juste part.

Juste après l'élection de Trump, pris entre ce qu'un analyste a appelé « une Russie qui avance de manière agressive et une Amérique qui se retire de manière agressive », le président français Macron a insisté sur le fait que le continent devait être une « Europe plus unie, plus forte, plus souveraine dans ce nouveau contexte. » Même si la nouvelle administration ne se retire pas officiellement de l'OTAN, l'hostilité répétée de M. Trump, en particulier à l'égard de la clause cruciale de défense mutuelle, pourrait encore servir à éviscérer l'alliance.

Dans la région Asie-Pacifique, la présence américaine repose sur trois séries d'alliances qui se chevauchent : l'entente AUKUS avec l'Australie et la Grande-Bretagne, le dialogue quadrilatéral sur la sécurité (avec l'Australie, l'Inde et le Japon) et une chaîne de pactes de défense bilatéraux qui s'étendent le long du littoral du Pacifique, du Japon aux Philippines en passant par Taïwan. Grâce à une diplomatie prudente, l'administration Biden a renforcé ces alliances, ramenant dans le giron occidental deux alliés retardataires, l'Australie et les Philippines, qui s'étaient rapprochés de Pékin. Le penchant de Trump à malmener ses alliés et, comme lors de son premier mandat, à se retirer des pactes multilatéraux, risque d'affaiblir ces liens et, partant, la puissance américaine dans la région.

Bien que son premier gouvernement se soit illustré par une guerre commerciale avec Pékin, l'attitude de M. Trump à l'égard de l'île de Taïwan est carrément transactionnelle. « Je pense que Taïwan devrait nous payer pour sa défense », a-t-il déclaré en juin dernier, avant d'ajouter : « Vous savez, nous ne sommes pas différents d'une compagnie d'assurance. Taïwan ne nous donne rien. » En octobre, il a déclaré au Wall Street Journal qu'il n'aurait pas besoin d'utiliser la force militaire pour défendre Taïwan parce que le président chinois Xi « me respecte et sait que je suis fou ». Contrairement à son prédécesseur Joe Biden, M. Trump ne s'est jamais engagé à défendre Taïwan contre une attaque chinoise.

Si Pékin devait effectivement attaquer Taïwan ou, comme cela semble plus probable, imposer un blocus économique paralysant à l'île, il est peu probable que Trump prenne le risque d'une guerre avec la Chine. La perte de Taïwan briserait la position des États-Unis sur le littoral du Pacifique, qui a été pendant 80 ans le point d'appui de leur posture impériale mondiale, en repoussant leurs forces navales vers une « deuxième chaîne d'îles » allant du

Japon à Guam. Un tel recul porterait un coup majeur au rôle impérial de l'Amérique dans le Pacifique et pourrait faire en sorte qu'elle ne soit plus un acteur important de la sécurité de ses alliés d'Asie-Pacifique.

Une récession américaine silencieuse

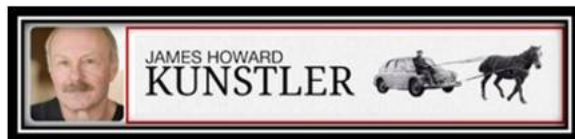
Si l'on additionne l'impact probable des politiques de Donald Trump dans ce pays, en Asie, en Europe et dans la communauté internationale en général, son second mandat sera presque certainement marqué par un déclin impérial, un chaos interne croissant et une nouvelle perte de leadership mondial. Alors que le « respect de l'autorité américaine » s'estompe, Trump pourrait encore recourir à la « menace de représailles militaires ou économiques ». Mais comme je l'ai prédit en 2010, il est fort probable que « le monde ne prête pratiquement aucune attention au fait que le siècle américain s'achève en silence ».

Alfred W. McCoy, un habitué de TomDispatch, est professeur d'histoire Harrington à l'université du Wisconsin-Madison. Il est l'auteur de *In the Shadows of the American Century : The Rise and Decline of U.S. Global Power*. Son dernier ouvrage s'intitule *To Govern the Globe : World Orders and Catastrophic Change* (Dispatch Books).

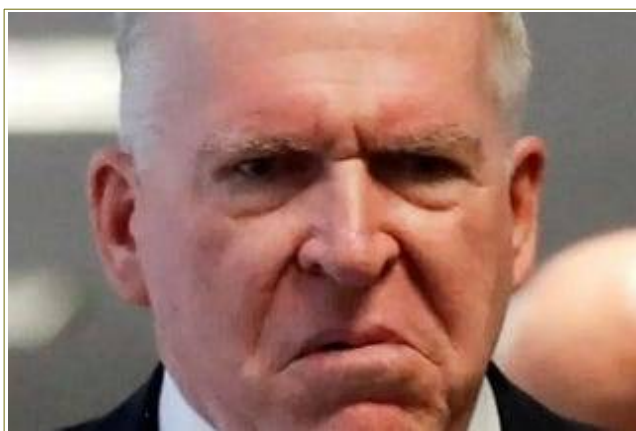
▲ [RETOUR](#) ▲

.Mystères révélés

Par **James Howard Kunstler** – Le 11 Novembre 2024 – Source [Clusterfuck Nation](#)



Les gens des médias sont conscients de l'illégitimité de leur travail et pensent qu'ils sont sur le point d'être enfermés – **Scott Adams**



Vous devez admettre que la rapidité et la rigueur avec lesquelles Trump a l'intention de déconstruire les parties du gouvernement en guerre contre le peuple donnent un peu la chair de poule : nettoyer les « bureaucrates voyous », karcheriser les agences malignes, publier et exposer leurs traces documentaires sur l'espionnage, la censure, la guerre juridique et l'abus de pouvoir. La conséquence serait le retour des conséquences dans notre vie nationale. Cela fait si longtemps qu'elles sont absentes qu'on a du mal à imaginer leur capacité à remettre les gens dans le droit chemin.

Des rapports font déjà état d'une certaine frénésie parmi les avocats coupables du DOJ, et le directeur du FBI, Wray, est prêt à démissionner avant que Trump ne puisse le renvoyer. Le procureur général Merrick Garland est devenu radio-silencieux pour son propre bien depuis le jour de l'élection. Il faut s'attendre à ce que de nombreux mystères persistants soient élucidés, comme le nombre exact d'agents fédéraux qui se sont occupés de la foule autour du Capitole le 6 juin 2021 – que Wray a prétendu ne pas pouvoir évoquer « *en raison d'enquêtes en cours* ». Attendez-vous à en savoir plus sur la bombe artisanale qui a explosé au siège du DNC, à quelques rues de là, le même jour. Préparez-vous à être stupéfaits par le caractère profondément criminel de ces manœuvres. On peut se demander si la destruction des documents n'est pas déjà en cours, malgré les appels à préserver tous les courriels, mémos et textes.

Ensuite, il y a les domaines empoisonnés des services de renseignements situés à la CIA, au DHS, au State, au DOD et ailleurs qui font l'objet d'une enquête et d'un remaniement. Pensez-y : John Brennan, James Clapper, Bill Barr, Michael Atkinson, Mayorkas, le juge Boasberg, Mary McCord, le colonel Vindman, le sénateur Warner, Avril Haines, Victoria Nuland, Samantha Power, Gina Haspel, Marie Yovanovitch, Jen Easterly, tous leurs adjoints, et bien d'autres encore inconnus du public. Certains de ces noms peuvent encore vous sembler obscurs. Ils étaient tous plongés dans ce qui ressemble beaucoup à de la sédition, de la trahison, de véritables conspirations, et non des théories. Même les fonctionnaires de l'État, tels que la ministre de la Justice de New York, Letitia James, le procureur de Manhattan, Alvin Bragg, et le procureur du comté de Fulton, en Géorgie, Fani Willis, feraient l'objet d'accusations fédérales en vertu de l'article 242 de la loi 18USC : privation délibérée de droits constitutionnels sous couvert de la loi. C'est exactement ce à quoi se résument les affaires juridiques de Trump.

Et puis, bien sûr, il y a les rumeurs de longue date sur les réseaux de pédophilie et de trafic d'êtres humains au sein de l'élite, la liste de Jeffrey Epstein et la liste de P. Diddy. Si ces choses existent et qu'elles sont rendues publiques, l'histoire en frémit. Pensez à la Fondation Clinton.

Ces personnes se projettent dans les 70 jours à venir avec des visions de chaussures qui tombent et de marteaux qui s'abattent. Si les mystères sont révélés, il est difficile d'imaginer que des poursuites pénales ne tarderont pas à être engagées. On peut aussi imaginer que la motivation d'une élite large et puissante est chauffée à blanc pour empêcher Trump d'entrer dans le bureau ovale. Les jours à venir seront donc chargés de menaces, de manigances, de complots, de stratagèmes et de tromperies. La paranoïa doit être hors du commun parmi les personnes qui ont encore les ressources et détiennent les leviers de pouvoir nécessaires pour entreprendre des actions néfastes.

Il est question d'un « *coup d'État* » envisagé par des parties non encore nommées du Pentagone pour empêcher Trump de revenir au pouvoir. On ne sait pas très bien comment cela fonctionnerait au sein de notre haut commandement de généraux et d'amiraux transsexuels et de leurs adjuvants DEI infortunés. Les strates de colonels en dessous d'eux pourraient avoir des idées différentes. Mais cela pourrait être le point de départ d'une véritable guerre civile. Nous découvririons alors ce qu'est le deuxième amendement. « *Joe Biden* » aime à dire que les citoyens ne peuvent pas s'opposer à ses avions de guerre F-16, mais il ne comprend manifestement pas à quel point les armes légères – fusils, grenades, roquettes, drones – peuvent faire des dégâts, même si l'on en voit des exemples partout dans le monde ces derniers temps. Il s'agit là d'une hypothèse pour l'instant, bien sûr.

En bref, nous vivons une époque dangereuse. Il est conseillé à Trump de ne pas prendre l'avion jusqu'au jour de son investiture et de faire très attention aux personnes qu'il côtoie, en particulier en public. Il faut également s'attendre à une intensification de l'action juridique la plus extrême jusqu'en janvier, en faisant tout ce qui est possible pour trouver des astuces procédurales afin d'empêcher la certification de l'élection. Pensez-vous que Norm Eisen, Marc Elias et Andrew Weissmann se sont contentés de regarder le football ce week-end ? Ils sont probablement en train de superviser les efforts visant à manipuler les bulletins de vote pour les derniers sièges

contestés au Congrès, afin de déjouer le jeu de blocage de Trump du représentant Jamie Raskin, qui a fait l'objet d'une grande publicité, le 6 janvier prochain.

Ce sont les parties les plus sombres et les plus explosives de la liste admirablement détaillée des choses à faire de Trump pour réparer les nombreuses choses qui ont cessé de fonctionner dans la vie américaine. L'image la plus simple de notre situation actuelle, et la raison pour laquelle les gens ont voté comme ils l'ont fait, est que « *les choses vont dans la mauvaise direction* ». La tyrannie de forces géantes sur nos petites vies et nos communautés. Il s'agit d'un gouvernement léviathan qui cherche à tout envahir et à tout dominer – et à le faire avec un maximum de malice en cas de résistance. Cette tyrannie a laissé les Américains, hommes et femmes, dans un état de désordre mental et de démoralisation, leur a volé leur raison d'être, les a privés d'un rôle dans la société qui leur donne un sens, les a éloignés les uns des autres et de leur histoire. Et, comme le souligne Robert Kennedy, cette situation les a laissés dans un état de santé catastrophique.

Tout cela pour dire que nous n'avons pas que notre gouvernement à nettoyer et à réorganiser. Nous y parviendrons, soyez-en sûrs, même si l'esprit du temps doit nous tirer, à coups de pied et de cris, du malaise dans lequel nous sommes enlisés. Tout cela laisse présager de nouvelles dispositions très différentes à prendre dans notre vie quotidienne, à commencer par la prise de conscience que l'époque où l'on obtenait quelque chose pour rien est révolue.

▲ [RETOUR](#) ▲

Ces nouveaux missiles russes changent vraiment la donne

Par [Moon of Alabama](#) – Le 22 novembre 2024



En réponse à la décision des États-Unis d'organiser des attaques de missiles balistiques depuis l'Ukraine vers la Russie, le grand magicien et président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a sorti un lapin de son chapeau.

Hier, six têtes indépendantes d'un nouveau missile balistique de portée intermédiaire ont frappé l'usine de missiles Yuzhmash à Dnipro, en Ukraine.

Jusqu'à présent, le nouveau missile et le profil de sa mission étaient inconnus. Il s'agit d'une réponse claire aux efforts déployés depuis une décennie par les États-Unis pour asseoir leur suprématie sur la Russie, en particulier en Europe.

Les missiles peuvent être classés en fonction de la portée qu'ils sont capables d'atteindre :

1. **Les missiles balistiques à courte portée** (SRBM) sont conçus pour cibler les forces ennemies dans un rayon d'environ 1 000 kilomètres. Généralement utilisés dans des scénarios tactiques, ils permettent une réponse rapide aux menaces régionales.
2. **Les missiles balistiques à moyenne portée** (MRBM) étendent la portée opérationnelle à environ 3 500 kilomètres. Ces systèmes renforcent les capacités de dissuasion d'un pays en permettant de frapper des cibles plus éloignées sans avoir recours à des systèmes intercontinentaux.
3. **Les missiles balistiques intercontinentaux** (ICBM) représentent la catégorie ayant la plus longue portée, avec des capacités supérieures à 5 500 kilomètres. Ces missiles servent de moyen de dissuasion stratégique, capables de transporter des charges utiles d'un continent à l'autre et d'influer de manière significative sur la dynamique de la sécurité mondiale.

Les États-Unis, la Russie et la Chine ont développé ces trois types d'armes. À la fin des années 1980, à l'initiative du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, les États-Unis et l'Union soviétique ont signé le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (traité FNI) :

Le traité FNI interdit tous les missiles balistiques, missiles de croisière et lanceurs de missiles nucléaires et conventionnels lancés depuis le sol, d'une portée de 500 à 1 000 kilomètres (courte portée) et de 1 000 à 5 500 kilomètres (portée intermédiaire). Le traité ne s'applique pas aux missiles lancés par voie aérienne ou maritime. En mai 1991, les pays avaient éliminé 2 692 missiles, après dix ans d'inspections de vérification sur place.

Même si le déploiement de missiles d'une certaine portée était interdit, le développement de ces missiles s'est poursuivi. Vers 2008, la Fédération de Russie a utilisé la conception de base du missile intercontinental RS-24 (Yars) pour développer une version plus flexible avec une charge utile plus légère. Le résultat a été le missile RS-26, plus facile à manier. Bien qu'il ait pu atteindre la portée nécessaire pour être classé comme missile intercontinental, sa charge utile était trop faible pour être réellement efficace.

Début 2018, la Fédération de Russie a décidé d'arrêter tout développement du RS-26 et a investi son argent dans le véhicule de vol plané hypersonique Avanguard, plus prometteur.

Quelques mois après que la Russie a pris la décision de mettre en veilleuse le développement du RS-24, les États-Unis se sont retraités du traité FNI. Bien que les États-Unis aient affirmé que certains développements des missiles de croisière russes constituaient une violation du traité, la véritable raison de ce retrait était ailleurs :

La nécessité pour les États-Unis de contrer l'accumulation d'armes chinoises dans le Pacifique, y compris en mer de Chine méridionale, était une autre raison de leur retrait, car la Chine n'était pas signataire du traité. Des responsables américains, depuis la présidence de Barack Obama, l'ont fait remarquer.

Toutefois, le retrait des États-Unis du FNI s'est aligné sur le retrait des États-Unis en 2002 du traité sur les missiles antibalistiques, qui limitait les défenses antimissiles. Peu après, les États-Unis ont annoncé la construction « *d'installations antimissiles* » en Europe de l'Est. Ces installations peuvent être facilement réutilisées pour tirer des missiles de croisière offensifs vers la Russie.

En juillet 2024, l'OTAN annonçait que les États-Unis déploieraient, à partir de 2026, des missiles à capacité nucléaire de portée intermédiaire en Allemagne.

Cela recréerait la situation dangereuse que l'Europe a connue avant la mise en place du traité FNI. Une guerre nucléaire en Europe, sans l'implication des États-Unis continentaux, redeviendrait possible.

La Russie devait enfin réagir à cette menace. Quelques semaines après l'annonce de l'OTAN, [Vladimir Poutine a répondu à ces plans](#) :

L'administration américaine et le gouvernement allemand ont fait une déclaration remarquable concernant leurs projets de déploiement de systèmes de missiles de précision à longue portée en Allemagne en 2026.

Les missiles pourront atteindre les principales installations étatiques et militaires russes, les centres administratifs et industriels, ainsi que les infrastructures de défense. Le temps de vol de ces missiles, qui pourraient à l'avenir être équipés d'ogives nucléaires, vers des cibles situées sur notre territoire serait d'environ dix minutes.

Les États-Unis ont déjà procédé à des exercices de déploiement de systèmes de missiles Typhon au Danemark et aux Philippines. **Cette situation rappelle les événements de la guerre froide liés au déploiement de missiles américains Pershing de moyenne portée en Europe.**

Si les États-Unis mettent en œuvre ces plans, nous nous considérerons libérés du moratoire unilatéral précédemment en place sur le déploiement d'armes de frappe à moyenne et courte portée, y compris l'augmentation des capacités des troupes côtières de notre marine.

Aujourd'hui, le développement de ces systèmes en Russie est presque achevé. Nous prendrons des mesures miroirs pour les déployer, en tenant compte des actions des États-Unis, de leurs satellites en Europe et dans d'autres régions du monde.

L'attaque d'hier sur le complexe Yuzhmash à Dnepropetrovsk ([vidéo](#)) a été la première démonstration de la nouvelle capacité russe.

Les nouveaux missiles, baptisés Oreshnik (noisetier), sont une variante du RS-26 avec une portée plus courte et une charge utile de six (au lieu de quatre précédemment) véhicules de rentrée à cibles multiples indépendantes (MIRV). Chaque véhicule de rentrée peut transporter six sous-munitions. La charge utile peut être inerte, détruisant la cible par la puissance de cisaillement de son énergie cinétique, hautement explosive ou nucléaire.

Le missile utilise un combustible solide et est mobile sur route. Il peut être tiré rapidement à partir de positions camouflées.

Lancé depuis la Russie, le missile peut atteindre n'importe quelle cible en Europe en moins de 20 minutes. En rentrant dans l'atmosphère, les ogives du missile atteignent des vitesses hypersoniques de 3 à 4 kilomètres par seconde. Aucun système de défense aérienne au monde ne peut les arrêter.

La démonstration surprenante et réussie d'une capacité aussi énorme est un signal d'alarme pour les stratèges européens.

Bercés par les discours néoconservateurs sur la suprématie de l'Occident et l'incapacité présumée de la Russie, les Européens étaient impatients de lier leur destin à une guerre par procuration contre la Russie. Après avoir été vaincus dans la lutte pour les matières premières de la région du Donbass, ils font maintenant pression pour [étendre la portée de leurs armes contre la Russie](#).

Les résultats sont maintenant là. L'Europe est sans défense face aux nouvelles armes russes qui peuvent atteindre tous les centres politiques et industriels de l'Europe avec une puissance dévastatrice et avec seulement quelques minutes de préavis.

Heureusement, il est encore temps de changer de cap.

En annonçant ces nouvelles capacités, le président russe a [également proposé \(vidéo\)](#) de limiter leur déploiement :

Nous développons des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en réponse aux plans américains de production et de déploiement de missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée en Europe et dans la région Asie-Pacifique. **Nous pensons que les États-Unis ont commis une erreur en détruisant unilatéralement le traité FNI en 2019 sous un prétexte farfelu.** Aujourd'hui, les États-Unis ne se contentent pas de produire de tels équipements, mais, comme nous pouvons le constater, ils trouvent les moyens de déployer leurs systèmes de missiles avancés dans différentes régions du monde, y compris en Europe, lors d'exercices d'entraînement pour leurs troupes. De plus, au cours de ces exercices, ils s'entraînent à les utiliser.

Pour rappel, la Russie s'est volontairement et unilatéralement engagée à ne pas déployer de missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée tant que des armes américaines de ce type n'apparaîtront pas dans une région du monde.

Je répète que nous procédons à des essais de combat du système de missiles Oreshnik en réponse aux actions agressives de l'OTAN à l'encontre de la Russie. **Notre décision concernant la poursuite du déploiement de missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée dépendra des actions des États-Unis et de leurs satellites.**

Si les États-Unis et leurs laquais européens commettent de nouvelles offenses à l'encontre de la Russie, des « tests » plus poussés de l'Oreshnik, dans des conditions réelles et en visant éventuellement des cibles au-delà de l'Ukraine seront exécutés:

Nous déterminerons les cibles lors de nouveaux essais de nos systèmes de missiles avancés en fonction des menaces qui pèsent sur la sécurité de la Fédération de Russie. Nous nous considérons autorisés à utiliser nos armes contre les installations militaires des pays qui autorisent l'utilisation de leurs armes contre nos installations, et en cas d'escalade des actions agressives, nous répondrons de manière décisive et en miroir. **Je recommande aux élites dirigeantes des pays qui envisagent d'utiliser leurs contingents militaires contre la Russie d'y réfléchir sérieusement.**

Espérons qu'ils le feront.

▲ [RETOUR](#) ▲

Troupes au sol pour Kouchner... et Macron veut SCALPer Poutine à coups de missiles !

par [Charles Sannat](#) | 25 Nov 2024





<https://twitter.com/i/status/1860613659929481608>

Notre bon président Macron qui a réussi une clarification politique d'anthologie avec sa dissolution dont la réussite brillante raisonne encore à travers toute la nation, a décidé de fournir aux Ukrainiens de quoi SCALPer la Russie de Poutine. Et oui, nos missiles de longue portée se nomment les SCALP, alors je ne pouvais pas résister à ce jeu de mots puisque notre Macron est sur le sentier de la guerre.

Et notre bon président, a reçu le soutien d'un homme qui compte, celui qui portait les sacs de riz en Somalie, c'est dire le sérieux. Kouchner, lui aussi élevé au rang de professeur Trouposol émérite.

« La guerre est le massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui, eux, se connaissent mais ne se massacrent pas ».



« L'envolée des cours de l'or m'inquiète »

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Après le repli lié à l'élection de Trump et aux espoirs de paix bien vite douchés, les cours de l'or repartent de plus belle à la hausse et ce n'est pas bon signe.

Encore plus mauvais signe, la hausse de l'or s'accélère.

Au moment où j'écris ces lignes, une nouvelle attaque de l'Iran sur Israël tient la corde avec l'hypothèse d'une nouvelle utilisation de missiles balistiques par la Russie sur l'Ukraine... ou un poil plus loin.



Alors je ne sais pas ce qui va se passer. Mais la smart money, l'argent des riches, ceux qui savent parce qu'ils sont proches des sphères du pouvoir achètent de l'or. Comme vous le savez l'or ne rapporte rien, il n'a donc aucun intérêt en soi, sauf qu'il est la réserve ultime de conservation de valeur. Avec mes raviolis bio de chez Carrefour. Aucun rapport. C'est juste pour détendre l'atmosphère, pour donner un côté plus léger à cet édito.

Je ne sais pas ce qui va se passer, mais il va se passer quelque chose et pas un événement positif. Ceux qui nous dirigent n'ont en réalité pas accepté la victoire de Trump même si les électeurs ont aussi voté pour la paix.

Ils auront donc la guerre.

Sans aucune légitimité démocratique.

Sans qu'aucun parlement ne soit consulté pour savoir si les populations veulent griller dans un holocauste nucléaire.

Ils ont tous perdu les élections mais se pensent légitimes pour décider de la guerre ou de la guerre.

Incroyable conception de la démocratie de ce camp du bien qui fait le mal et fait non pas la guerre, mais les guerres partout dans le monde depuis 23 ans maintenant.

Préparez-vous mes amis.

L'impensable est possible.

L'impossible devient envisageable.

Soyez prêts pour cela.

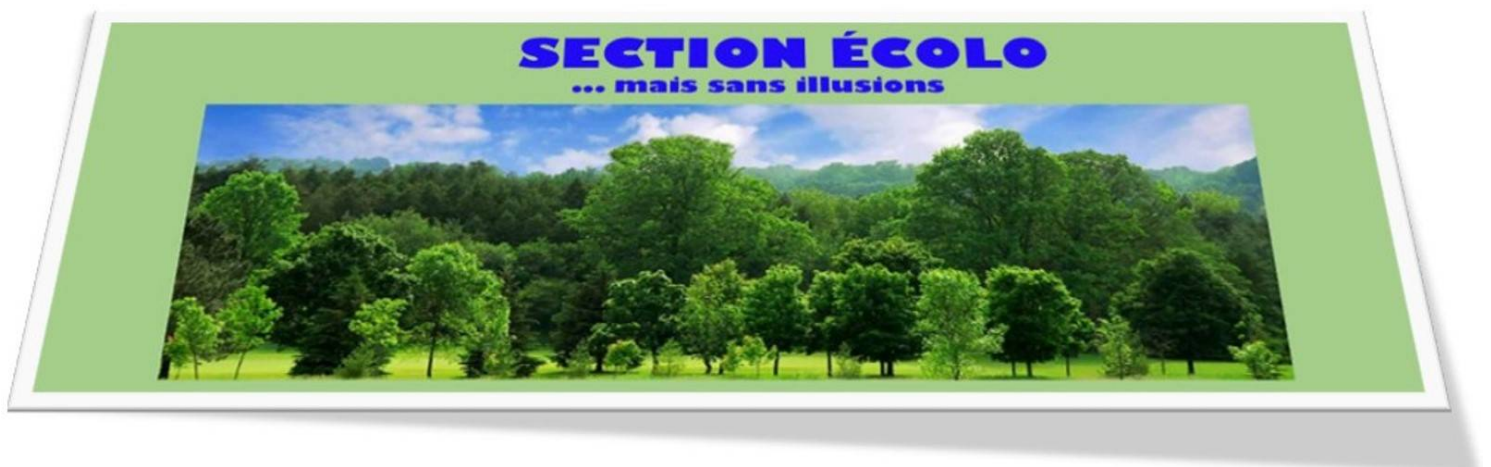
Cela fait des mois que je vous explique que la guerre est possible et qu'elle ne fait plus aussi peur qu'avant même si elle devait devenir nucléaire.

Les pulsions de mort qui étreignent notre monde sont hélas terribles.



https://www.youtube.com/watch?v=CorVVZJQB2I&ab_channel=LeGrenierdel%27%C3%A9co

▲ [RETOUR](#) ▲



Le règne illusoire des batteries

Par biosphere 22 novembre 2024



Nous relayons sur ce blog des messages qui importent sans importuner.

Aujourd'hui celui de « *pièces et main d'œuvre* ».

GIGA-Transition

La « **Transition** » (avec un T majuscule), c'est le terme vague et fourre-tout adopté en 2005 par l'universitaire britannique Rob Hoskins pour remplacer l'oxymore « **Développement durable** », par trop ridiculisé. La Transition c'est le changement dans la continuité – sans douleur. Une bouillie de « résilience » et d'« adaptation » à destination de jobards en quête de gourous et de bonimenteurs. Une bouillie de « *participation citoyenne* » et de « *vision positive* » qui tourne toujours en fin de compte aux « *accommodements raisonnables* » avec l'emballage technologique (nucléaire, I.A/calcul machine, biologie de synthèse, géo-ingénierie, etc.). Et voilà comment cette «

transition écologique » (au départ) se transforme assez vite en « *transition énergétique* » ; et celle-ci en « *transition électrique* »... pour arriver en fin de course au tout-électrique.

On sait que sans réservoirs d'électricité (les batteries), il n'y a pas de smartphones, d'ordinateurs portables, de voitures électriques, d'objets connectés ni d'implants cérébraux – et donc pas de Transition (écologique/énergétique/technologique).

Dans un premier épisode nous avons conté deux siècles de mise au point de la batterie au plomb et l'émergence en France d'un champion industriel – la SAFT (1800-1945). Puis, dans un deuxième épisode, un demi-siècle de recherches acharnées, pour enfin produire la batterie au lithium, l'indispensable maillon de l'indispensable transition au tout-électrique (1945-1995). Voici que vingt ans plus tard, en 2015, trois événements marquent la bascule planétaire vers l'irrévocable Transition, à l'aide et à l'ère des gigafactories. De gigas/géant en grec, d'énormes usines, destinées à la Transition ... afin de sauver le climat et les générations futures !

Voici en lien le 3e épisode de notre série sur la batterie ("Au nord de l'énergie") :

<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/documents/au-nord-de-l-energie-3-2015-giga-transition>

En savoir plus sur pièces et main d'œuvre grâce à notre blog biosphere

Les incendiaires (par Pièces et Main d'œuvre)

Janvier 2023 : *Qui a mis le feu ?* On pourrait certes remonter au paléolithique et à la domestication du feu, la politique de la terre brûlée ne date pas du Technocène. La société thermo-industrielle, en 1784, avec la combustion des énergies fossiles, le perfectionnement des machines à vapeur et autres « pompes à feu ». Mais la responsabilité de la technocratie dirigeante (ingénieurs, entrepreneurs, cadres, scientifiques, etc.) dans l'incendie planétaire est écrasante, démontrée et publiée....(extraits)

Cycle du silicium, carrières et dépotoirs

Octobre 2021 par Pièces et main d'œuvre : « *Du silex au silicium* », on connaît ces triomphales trajectoires que les communicants des technosciences et autres apologistes du progrès industriel, ont coutume de projeter vers un infini futur et merveilleux sur l'écran de leurs PowerPoints, grâce à la Transition, qui, pour être « *écologique* », ne peut être que « *numérique* ». Ces insanités ne peuvent se proférer qu'à la condition d'ignorer ce qu'est réellement et concrètement le cycle du silicium dont nous traçons ici l'esquisse sommaire....(extraits)

La face cachée du coronavirus chinois

Mai 2020 : Un peu de publicité pour une association très informée sur les technologies et leurs critiques, **pièces et main d'œuvre**. Voici leur dernière livraison : « Depuis le début officiel de l'épidémie, au lendemain des élections municipales, nous voyons une ruée sur les enquêtes que nous avons publiées au début des années 2000 à propos des laboratoires de la guerre au vivant. 30 000 personnes qui vont mourir du virus cette année. Jusqu'à ce qu'on vende un nouveau vaccin et qu'on oublie. Ce qu'il y a de nouveau cette fois, c'est que les autorités ont décidé d'en faire un événement. L'événement s'oubliera, laissant des traces telles que la numérisation de nos vies (cyber-école, télémedecine, télétravail, etc) et la traque électronique : retour à l'anormal....(extraits)

Homme-machine dans un monde-machine

Octobre 2019 : Mon tout est un homme-machine dans une maison-machine dans une ville-machine dans un monde-machine. Un emboîtement de machines intégrées les unes dans les autres, en vue d'un contrôle optimal : téléphone portable et smartphone, instrument d'aliénation, de surveillance et de destruction massive ; puces

communicantes RFID qui infestent rapidement tous les objets fabriqués et tous les êtres vivants afin de les tracer – animaux domestiques (chiens, chats, moutons), objets et papiers personnels, et maintenant de plus en plus d’humains eux-mêmes, notamment des salariés. Et puis Linky, le capteur communicant d’Enedis, autant destiné à aspirer les données de 35 millions de foyers qu’à réguler de manière autoritaire leur consommation d’électricité.... (extraits)

Pourquoi il faut s’opposer à la tyrannie technologique

Mai 2015 : Des parents et enseignants nous demandent souvent « ce qu’il faut dire aux jeunes » à propos du téléphone portable, des écrans, des réseaux sociaux... Des élèves du lycée Pierre Termier de Grenoble organisaient le 24 mars 2015 un café « Sciences et citoyens » sur le thème : « *Nouvelles technologies : addicts ou pas ?* ». Il ne s’agissait pas d’un débat mais de la sempiternelle conférence par des experts suivie des « *questions de la salle* ». Rien que des questions, pas de remise en question. Quant aux lycéens, dûment formatés par leurs coaches, enseignants et acceptologues professionnels, ils ont parfaitement singé les simulacres de « *démocratie participative* ».... (extraits)

Manifestation le 5 mai, le communisme des technocrates

Mai 2013 : Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche promeuvent « l’écossocialisme » et « la planification écologique » : c’est-à-dire le communisme des technocrates ! Parmi une multitude de projets « *écossocialistes* » destinés au « *redressement industriel* », à la croissance et à l’emploi, le Front de gauche défend la candidature d’Annecy aux Jeux olympiques d’hiver, le TGV Lyon-Turin, le méga-canal Seine-Nord-Europe, la construction d’Iter à Cadarache et la colonisation des fonds marins.... (extraits)

▲ [RETOUR](#) ▲

Les éoliennes ? 18 milliards d’€ par an pour l’État et une électricité 2 fois plus cher que le nucléaire

par [Charles Sannat](#) | 22 Nov 2024



Je vous laisse écouter ce député.

Ce qu’il dit est vrai.

L'énergie éolienne à un tarif prohibitif.

Et il n'y a qu'en France et en Europe, avec des énarques et des europathes technocrates que l'on peut imaginer que dépenser 20 milliards par an pour payer des éoliennes pour décarbonner une énergie nucléaire à faible coût déjà décarbonnée est une bonne idée.

Oui.

Il n'y a que ceux qui nous dirigent qui peuvent imaginer que c'est une bonne idée.

Évidemment c'est une bonne idée pour l'Allemagne qui réduit la France. Qui détruit la France.

Évidemment, pour chacun de nos concitoyens, quelles que soient leurs couleurs, leurs origines, qu'ils vivent en banlieues, dans les communes rurales ou au coeur des grandes villes, la peine est la même. Payer.

Payer.

Payer encore et toujours comme des vaches à lait pour rien, sans aucune justification ni technique ni économique.

Il est largement possible de faire autrement.

Mais ceux qui nous dirigent, en ont décidé différemment, pour notre plus grand malheur.

Ils sont aussi lamentables, lâches que d'une incompetence hallucinante.

[▲ RETOUR ▲](#)

LE DÉFAUT

17 Novembre 2024 , Rédigé par Patrick REYMOND

**LA CHUTE - LA CHRONIQUE DE
L'EFFONDREMENT** *Patrick Reymond*

... d'une absence de vision à long terme, dans plusieurs cas de figures.

D'abord, chez les lobotomisés encore appelés macronistes, écologistes, simplets de la politique.

Haro, nous avaient-ils dit, sur la maison individuelle, dévoreuse d'espace, et responsable de l'étalement urbain. En Ile de France, on construisait 7 logements sur l'espace d'un seul pavillon. Le problème, c'est qu'on pense pas et qu'on pense peu comme aurait dit Brel et que les bourgeois, jeunes ou vieux, c'est con et bête.

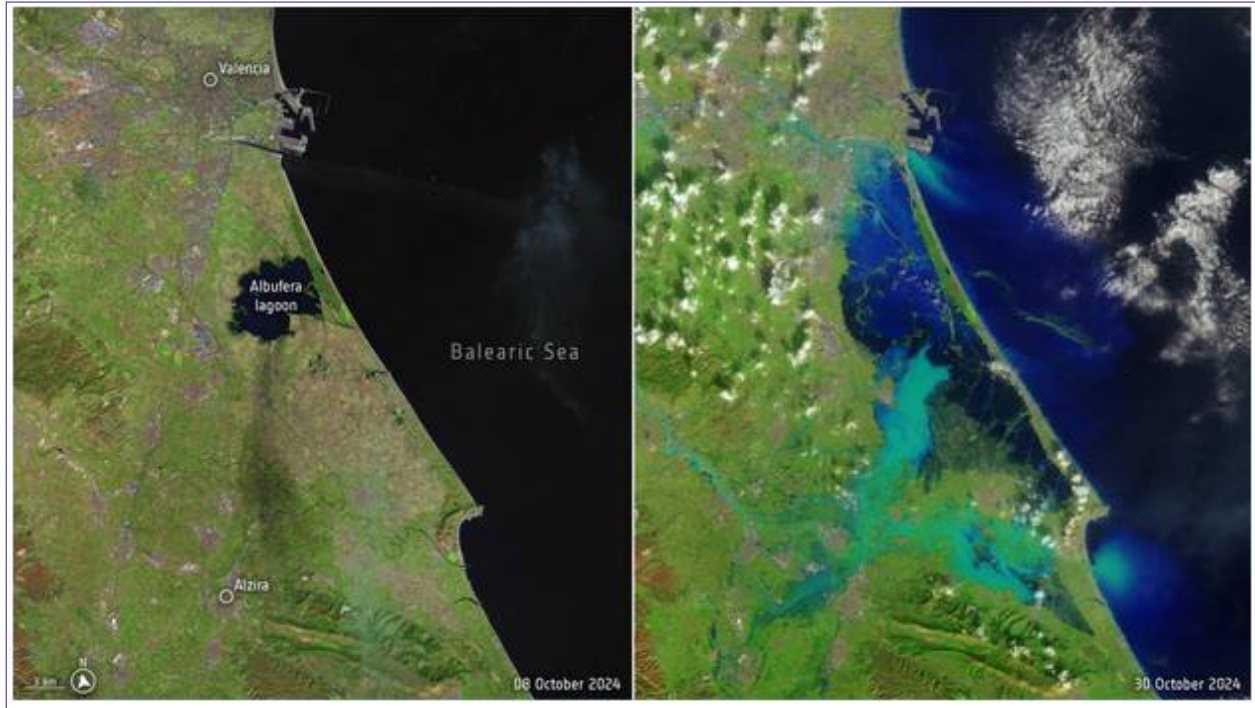
"Les communes font un peu marche arrière en freinant le potentiel de densification. Elles préservent plus l'habitat rare. Elles ont observé des effets pervers dus à la disparition des pavillons comme des difficultés d'approvisionnement en eau, des réseaux saturés".

Ah bon ? Ah oui, il fallait penser AUSSI à des approvisionnements en eau, à l'évacuation de la merde, qu'on n'a jamais pensé "à la romaine", c'est à dire TRRRREEES surdimensionnés et bâtis pour ne pas être détruits 25 ans plus tard, mais toujours en activité, souvent, après 1500 passés, comme les égouts de Londres, en fonction jusqu'au XIX^e siècle.

Donc, ils n'ont fait qu'empirer des situations, avec des problèmes encore plus insolubles. En tant qu'effondriste, d'ailleurs, je me félicite de ça qui ne peut qu'accélérer les processus...

L'article, d'ailleurs en parlant de "[colocation](#)" ou de "coliving", pour être dans l'air du temps. L'utilisation efficace de l'espace, ça consiste à construire des pavillons de deux étages, avec une cave, pouvant être partagés en deux appartements. Comme espace exploité efficacement ancien, je citerais la vieille ville du Puy, où la partie souterraine était aussi importante que la partie aérienne et donnait sur une rue souterraine, elle aussi. Le souterrain servait de stockage, d'abris, pour les sièges (projectiles), de voies d'évacuations...

Autre absurdité, la région de Valence. On s'aperçoit que les vieux villages, sur le pourtour méditerranéen étaient systématiquement bâtis sur les hauteurs, d'abord comme système défensif, et qu'ensuite, les putains de surdoués de l'époque comprenaient que l'eau, surtout quand elle est abondante, ça a une furieuse tendance à descendre et la mer n'intéressait que les pêcheurs, les marins, et certainement pas à faire des culculs bronzettes donnant des cancers cutanés.



[Valence](#). Avant et après, et on remarque que la bande côtière, a été submergée, que les rivières ont été retaillées, de 3 mètres de chaque côtés, et de 5 mètres de fonds. Et surtout que la déviation de la rivière à Valence n'était pas judicieuse du tout, saupoudrée d'une bonne brassée de conneries écologistes consistant à détruire un réseau de barrages, souvent présent depuis des centaines d'années.

Et oui, les ancêtres avaient quand même une certaine tendance à gérer l'eau, sachant très bien que la trop grande abondance, comme le trop grand manque, ça faisait mourir de faim.

▲ [RETOUR](#) ▲

LE COIN A JEAN-MARC JANCOVICI

Pourquoi « l'Europe est entrée dans une forme de récession »

Cette illusion est d'autant plus forte que "l'élite" économique, toujours très proche du pouvoir politique, est composée de gagnants de la mondialisation dont les revenus "physiques" réels continuent d'augmenter, parce qu'ils "surferont" sur la croissance mondiale qui pour le coup est toujours une réalité.

Il est urgent que nos décideurs apprennent à lire l'économie physique. Cela nous évitera des désillusions cruelles et une perte de temps qui le sera tout autant.



Le black friday



Dans une semaine débute le Black Friday, manifestation qui exploitera à merveille cette pulsion qui existe plus ou moins en chacun(e) d'entre nous, à savoir que la définition de la "bonne affaire" est parfois (souvent ?) d'avoir acheté à prix réduit un objet dont nous n'avons en fait pas vraiment besoin :)

Il est légitime de se demander quelle fraction des personnes qui vont acheter la semaine prochaine une télé plus grande, un pull, un téléphone portable, un robot ménager, une croisière, des cosmétiques ou une valise aurait été plus malheureuse sans effectuer cet achat.

Certes, d'un côté on peut plaider que cela rend plus accessibles des objets réellement indispensables, et que ces soldes sont un facteur d'accès à des choses "essentielles" pour des personnes avec des revenus modestes.

Tout le monde a besoin de vêtements (et de paraître sous son meilleur jour !) ; il est désormais très difficile de s'insérer dans la société sans téléphone, et avoir un frigo qui fonctionne est assurément un élément majeur de confort.

Mais il y a aussi un aspect "verre à moitié vide" dans l'affaire : personne - ou presque - ne pouvant acheter à ce moment là tout ce qui le ou la tente, cette invitation à la consommation est aussi, par construction, un élément de frustration (comme toute publicité en fait).

Et puis, comme pour tout acte de consommation, il y a fatalement la pression sur l'environnement qui en découle. En effectuant à l'instant une recherche sur Google avec juste l'expression "Black Friday", il faut attendre la 44^e réponse pour voir autre chose qu'une incitation à l'achat (y compris dans des articles de presse), mais un article de journal traitant de l'aspect sociétal du phénomène : <https://t.ly/-0z2>

Il s'agit en l'espèce d'un article du Télégramme - <https://t.ly/0nAlq> - qui évoque la surconsommation associée à cette promotion. Pourquoi Le Télégramme (anciennement "de Brest") ? Parce que ce serait la Bretagne la région de France où ces "super soldes" font le moins recette, précisément pour éviter la surconsommation.

Il arrive souvent aux "militants environnementaux" de se plaindre de la façon dont les limites planétaires sont évoquées dans la presse. Mais le plus gros problème n'est-il pas le manque de mise en perspective dans les cas de figure où ce serait utile ?

Il ne s'agit pas plus de "victimiser" les personnes qui vont se précipiter sur les promos que de "victimiser" les fumeurs quand on rappelle que le tabac n'est pas terrible pour la santé.

Juste de rappeler - sereinement et pour inviter les gens à réfléchir - que le repas gratuit n'existe pas, et que, à quelques milliards sur terre, il ne peut désormais y avoir que des compromis.

Il n'y a hélas pas de solution miracle pour satisfaire nos envies de "toujours plus" sans que, sur d'autres plans, cela ne débouche sur "toujours moins". Comment organiser sereinement le débat pour s'interroger sur la bonne manière d'arbitrer entre les deux ?



Les récifs coralliens se dégradent rapidement sous l'effet du réchauffement climatique



Une chute de neige en novembre n'arrête malheureusement pas le réchauffement climatique, et surtout pas aux antipodes. Un article du Monde fait le point sur l'état, pas reluisant, de la Grande Barrière de Corail, considérée comme la plus grande structure vivante au monde : <https://lnkd.in/d5tWzs9J>

La moitié des coraux sur terre (enfin sous la mer plutôt) sont déjà menacés d'extinction, et **avec un réchauffement de 2°C la quasi-totalité des coraux tropicaux passeraient de vie à trépas.**

Rappelons que les coraux sont des êtres symbiotiques : l'animal (car le corail est un animal ! Ou plus exactement une colonie d'animaux - des polypes, de la même famille que les anémones de mer et les méduses - réunis par un squelette commun) "héberge" une algue, la zooxanthelle, qui lui fournit, via la photosynthèse, une partie des nutriments que l'animal ne pourrait obtenir en direct.

Lorsqu'il fait trop chaud, le polype expulse les zooxanthelles. Le mécanisme est le suivant : cette élévation de la température augmente l'efficacité de la photosynthèse des algues, qui du coup fabriquent en trop grande quantité de l'oxygène, lequel se retrouve dans une trop grande quantité de molécules agressives pour le polype. Ce dernier se "protège" en expulsant les algues.

Comme ce sont les algues qui "portent" la couleur, le corail devient alors tout blanc. Si l'épisode de températures élevées n'est pas trop long, et si sa répétition n'est pas trop fréquente, le corail retrouve des couleurs (au sens propre du terme !) et repart de l'avant.

Dans le cas inverse, il finit par mourir de faim. Or, la Grande Barrière de Corail a déjà subi 5 épisodes de blanchiment en 8 ans, et ce n'est malheureusement pas parti pour s'arrêter demain matin. A cela il faut rajouter l'intensification des cyclones qui augmente aussi les dommages pour ces organismes.

Peut-on parler "d'adaptation" pour les coraux face au réchauffement climatique ? Pas vraiment : leur croissance est lente et leur superficie actuelle élevée. S'ils meurent en masse, ils ne seront pas remplacés par d'autres espèces de corail plus résistantes demain matin, à supposer qu'il en existe.

Les récifs coralliens hébergent tout un ensemble d'espèces de poissons et d'autres animaux, et personne ne sait vraiment ce qu'il en restera si les coraux disparaissent massivement.

Pour le coup, la seule manière de préserver ces organismes est de baisser très vite les émissions. Et le moindre des paradoxes n'est pas que nombre d'amateurs de coraux, du moins en Occident, sont aussi des usagers de l'avion pour aller les admirer !

• • •

▲ [RETOUR](#) ▲



.Comment réduire de 2 trillions de dollars la graisse, les muscles et les os du budget fédéral

par David Stockman 22 novembre 2024





Un objectif de 2 000 milliards de dollars d'économies budgétaires est crucial pour l'avenir même de la démocratie constitutionnelle et de la prospérité capitaliste en Amérique. En effet, l'explosion de la dette publique est aujourd'hui si incontrôlable que le budget fédéral menace de devenir une machine à détruire les finances qui s'autoalimente. Alors, plus de pouvoir pour le DOGE de Musk et Ramaswamy. À la pelle !

En cas de doute, il suffit de se rappeler cette séquence. Lorsque Ronald Reagan a été élu en 1980 sur un appel à maîtriser le budget inflationniste de la nation, la dette publique s'élevait à 1 000 milliards de dollars.

Lorsque Donald Trump a été élu pour la première fois, elle avait atteint 20 000 milliards de dollars, et elle s'élève aujourd'hui à 36

000 milliards de dollars. Et dans le cadre des dépenses et des politiques fiscales actuelles, elle atteindra 60 000 milliards de dollars d'ici la fin de l'actuelle période budgétaire de dix ans.

Par la suite, cependant, la montée en flèche des charges d'intérêt déclenchera un véritable **incendie fiscal**. Sur le papier, la dette publique augmenterait sans relâche pour atteindre 150 000 milliards de dollars au milieu du siècle, selon les dernières projections du CBO. Pourtant, même cette dernière est basée sur un modèle budgétaire de type « Rosy Scenario » qui suppose que le Congrès n'adopte plus jamais une seule nouvelle réduction d'impôts ou un seul programme de dépenses et que l'économie américaine fonctionne sans récession, sans reprise de l'inflation, sans flambée des taux d'intérêt ou sans autre crise économique pendant la totalité du prochain quart de siècle !

Bien entendu, **bien avant** que la dette publique n'atteigne 150 000 milliards de dollars, soit 166 % du PIB selon les projections actuelles à long terme du CBO, tout le système imploserait. Tous les vestiges de l'Amérique telle que nous la connaissons aujourd'hui disparaîtraient.

Il faut donc bien comprendre que l'équipe de Musk et Ramaswamy parle d'économies de 2 000 milliards de dollars par an, et ce dans un délai relativement court. Nous apportons cette précision parce que nous voyons les habituels commentateurs désarmés de bubblevision dire « oh, ils doivent parler de 2 000 milliards de dollars sur 10 ans ou au moins sur une période de temps pluriannuelle ».

Mais nous ne pensons pas du tout que c'est ce qu'ils voulaient dire, car la déclaration d'Elon à ce sujet lors du rassemblement au Madison Square Garden était très claire et, très franchement, si elle était réalisée sur 10 ans ou même 5 ans, cela ne vaudrait pas la peine de s'en préoccuper. En effet, la machine d'apocalypse fiscale du pays accumulera les charges d'intérêt si rapidement que les 2 000 milliards de dollars d'économies étalées sur une décennie ne seront guère plus qu'une erreur d'arrondi. En effet, les charges d'intérêt fédérales ont déjà franchi la barre des 1 000 milliards de dollars par an, chiffre qui atteindra 1 700 milliards de dollars d'ici 2034 selon le CBO et qui, selon nos calculs, atteindra au minimum 7 500 milliards de dollars par an au milieu du siècle.

En d'autres termes, si des mesures radicales ne sont pas prises dès maintenant - comme une économie budgétaire annuelle de 2 000 milliards de dollars - l'Amérique paiera plus d'intérêts sur la dette publique d'ici 25 ans que l'ensemble du budget fédéral - sécurité sociale, défense, assurance-maladie, éducation, autoroutes, intérêts et monument de Washington - aujourd'hui.

Donc, oui, Musk parlait bien de 2 000 milliards de dollars **par an** dans cet échange :

« Combien pensez-vous que nous pouvons retirer de ce budget gaspillé de 6,5 trillions de dollars (annuels) de Harris-Biden ? » Howard Lutnick, PDG de Wall Street et coprésident de l'équipe de transition

de Trump, a demandé à Musk lors du récent rassemblement de l'ancien président au Madison Square Garden de New York.

Sans donner de détails, Musk a répondu qu'il pensait « au moins 2 000 milliards de dollars » dans un bref moment qui a depuis attiré l'attention en ligne et suscité des réactions mitigées de la part du monde du budget.

Il est évident que le gouvernement fédéral tentaculaire et sa prodigieuse étendue de dépenses et de dettes défient littéralement la compréhension et les solutions saisissables. Après tout, le budget annuel actuel de 7 000 milliards de dollars équivaut à des dépenses fédérales de près de 20 milliards de dollars par jour et de 830 millions de dollars par heure. Et lorsque l'on parle des perspectives budgétaires à 10 ans, la compréhension s'évanouit littéralement : La base de dépenses actuelle du CBO pour 2025-2034 s'élève à 85 000 milliards de dollars, soit un peu moins que le PIB annuel de la planète entière cette année.

Sur la base de notre expérience, nous suggérons donc de construire le dossier des 2 000 milliards de dollars autour d'une année cible et de plusieurs grands groupes d'économies par type. Ces dernières peuvent ensuite être utilisées pour élaborer un plan détaillé mais compréhensible afin d'organiser et de transmettre le nettoyage du budget fédéral dont on a désespérément besoin.

Dans ce contexte, l'exercice 2029 est l'année cible la plus logique puisqu'elle représenterait le quatrième budget sortant de Trump et qu'elle donnerait suffisamment de temps pour introduire progressivement certaines des réductions radicales qui seront nécessaires, mais pas dans un avenir si lointain qu'elles ne seraient pas pertinentes pour le présent de la gouvernance fiscale pendant le second mandat de Donald Trump.

Nous suggérons également trois grandes catégories d'économies, que nous résumerions comme suit :

- Réduire le Gras.... en éliminant en bloc les agences et les bureaucrates inutiles et gaspilleurs.
- Réduire la masse musculaire... en diminuant les capacités et les fonctions de sécurité nationale qui ne sont pas nécessaires à la politique de l'Amérique d'abord.
- Réduire l'os... en diminuant les droits et les subventions non prioritaires que la nation ne peut pas se permettre et qu'une vision raisonnable de l'équité sociétale n'exige pas.

Il va sans dire qu'il existe d'innombrables façons d'écorcher la peau du chat lorsqu'il s'agit de l'immense terrain vague qu'est le budget fédéral. Mais sur la base de notre propre expérience de plus d'un demi-siècle de familiarité avec le budget fédéral, en tant que participant et observateur informé, nous estimons que la combinaison suivante est la plus plausible et la plus équilibrée pour atteindre les 2 000 milliards de dollars d'économies annuelles d'ici à l'exercice 2029.

Certes, même cette combinaison relativement judicieuse ne manquera pas de déclencher des tempêtes de feu sur les rives du Potomac comme jamais auparavant, mais elle peut être fortement justifiée et défendue pour les raisons que nous exposerons dans plusieurs chapitres ultérieurs.

- Réduire la masse grasse : 300 milliards de dollars ou 15 %.
- Réduire les muscles : 500 milliards de dollars, soit 25 %.
- Couper dans l'os : 1 200 milliards de dollars, soit 60 %.

Il suffit de dire ici que même la première tranche les ferait hurler au ciel dans les marécages de Washington. Mais même cette économie de 300 milliards de dollars ne pourrait être réalisée qu'en éliminant entièrement le coût annuel estimé à 50 milliards de dollars du **New Deal vert** malavisé de Biden, y compris tous les crédits et subventions pour les véhicules électriques, et 150 milliards de dollars par an d'autres formes d'aides et de subventions aux entreprises intégrées dans le budget et le code des impôts.

Mais il suffit de dire qu'en s'attaquant aux listes habituelles d'études scandaleuses, de projets d'aide à l'étranger stupides ou même de paiements à des personnes décédées, souvent utilisés pour illustrer les dépenses inutiles, on n'obtiendra qu'une fraction de décimale de l'objectif d'économie, aussi souhaitable que soit l'élimination de ces absurdités en soi.

Fauci's Monkey Business on NIH's Monkey Island » de la liste ci-dessous ne représenterait que 0,002 % de l'objectif de 2 000 milliards de dollars, tandis que l'élimination du "USAID Fund to Boost Egyptian Tourism" ne permettrait d'économiser que 0,0003 % de l'objectif.

Même certaines idées plus ambitieuses de ce type, telles que l'élimination plus rapide des personnes décédées des listes de la sécurité sociale, ne permettraient pas d'aller très loin. En effet, 1,1 million de bénéficiaires de la sécurité sociale décèdent chaque année, ce qui représente une prestation moyenne de 1 907 dollars par mois. Un mois de morts sur les listes coûte donc la somme non négligeable de 2,1 milliards de dollars.

Or, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Les listes sont purgées chaque mois sur la base des nouveaux certificats de décès, ce qui entraîne la cessation des paiements pour toute personne décédée au cours du mois, y compris le dernier jour. La durée moyenne d'inscription des personnes décédées sur les listes de la sécurité sociale est donc de 15 jours, ce qui correspond à 1,050 milliard de dollars de paiements.

Ainsi, la durée moyenne d'inscription des personnes décédées sur les listes pourrait bien être réduite de deux tiers si l'équipe de Musk & Ramaswamy parvenait à mettre au point un logiciel plus efficace pour contrôler, signaler, recalculer les prestations du dernier mois et mettre fin à l'inscription des personnes décédées. En d'autres termes, le fait d'accélérer de 10 jours la sortie des personnes décédées de la sécurité sociale permettrait d'économiser 700 millions de dollars par an, soit environ 0,04 % de l'objectif de 2 000 milliards de dollars. En d'autres termes, il est incontestablement possible d'améliorer l'efficacité et d'éliminer le gaspillage et la stupidité partout dans le budget fédéral, mais il s'agit malheureusement d'erreurs d'arrondi.

En d'autres termes, s'il n'y a pas de « cris et d'hémorragies » politiques, il est peu probable que l'on parvienne à atteindre l'objectif de 2 000 milliards de dollars. Il n'y a rien d'antiseptique à réduire le budget fédéral.

À cet égard, il faudrait une réduction moyenne de 47 % des effectifs fédéraux actuels hors défense, soit 1,343 million de personnes, y compris la suppression complète d'une douzaine d'agences ou plus, pour atteindre le solde de 100 milliards de dollars d'économies dans la catégorie « Slash the Fat » (tailler dans le gras).

Il s'agit là d'un chiffre global basé sur un coût moyen par employé fédéral de 100 000 dollars de salaire par an, plus 44 000 dollars d'avantages sociaux moyens, porté à 160 000 dollars par bureaucrate d'ici à l'année fiscale 2029.

The Waste of 2023

- Barbie Doll Photo Used to Get COVID PPP Funds.....portion of \$800,000,000,000
- In the RED: Interest on Our National Debt is Expensive\$659,000,000,000
- Dr. Fauci's Monkey Business on NIH's "Monkey Island".....\$33,200,000
- USAID Fund to Boost Egyptian Tourism.....\$6,000,000
- USDA's Cutting-Edge Research: Walking Dogs in the Summer.....Unknown
- DHS Training Employees to Be Their "Authentic & Best Selves".....Unknown
- Russian Cats-On-A-Treadmill Studies Funded by NIH.....portion of \$2,700,000
- The Government Pays Dead People ... Again!.....\$38,000,000
- DOD's Lobster Tank.....\$8,395
- How to Ruin Expensive Military Equipment Part 1: Engines.....\$89,000,000
- How to Ruin Expensive Military Equipment Part 2: Transmissions.....\$12,600,000
- How to Ruin Expensive Military Equipment Part 3: Tank Treads.....\$68,000,000
- "Real Fake": DHS's 1st Graphic Novel About Disinformation.....Unknown
- DHS's 2nd Graphic Novel: COVID Disinformation.....Unknown
- NIH's Meth-Head Monkeys.....portion of \$12,000,000
- Treasury's Pot of Cash for Political Campaigns.....\$400,000,000
- NIH's Monkey Casino: Gambling for Drinking Water.....portion of \$3,700,000
- SBA's Ticket to Backstage.....\$200,000,000
- Studying COVID-19 "Misinformation" On Social Media In Black & Rural Communities...\$3,800,000
- Dr. Fauci's Transgender Monkey Study.....\$477,121
- Whoopsie: Improper Federal Payments.....\$236,000,000,000
- FLASHBACK: The Government Likes Its Gambling Monkeys.....\$171,000

Taxpayer Dollars Wasted: ~\$900 Billion

La crise imminente de la dette et ce qui nous attend

par Doug Casey 20 novembre 2024



L'homme international : La situation financière du gouvernement américain se détériore progressivement depuis des décennies.

Alors que les intérêts annuels de la dette fédérale dépassent désormais le budget de la défense - et sont en passe de dépasser celui de la sécurité sociale - la situation a-t-elle atteint un point de basculement ?

Doug Casey : Les gens observent cette tendance depuis la fin des années 1960 ; l'idée que la dette fédérale devienne irrémédiablement incontrôlable n'est pas nouvelle. Mais je pense que nous avons enfin atteint un véritable point de basculement.

En d'autres termes, lorsque vous continuez à accumuler de la dette avec des intérêts, avec des déficits croissants chaque année, la faillite est inévitable. Mais aujourd'hui, elle est également imminente.

90 % des dépenses du gouvernement américain sont incluses dans le gâteau. Il ne s'agit pas seulement de dépenses imposées par la loi et encouragées avec enthousiasme par les agences qui les dispensent. Les dépenses publiques ont totalement corrompu le pays, depuis les mères assistées jusqu'aux entreprises géantes. Ils vont tous couiner comme des cochons coincés si les dépenses s'arrêtent. Je m'attends à ce que les distorsions accumulées qu'elles ont provoquées s'effondrent dans les prochaines années.

L'homme international : Le président Trump a nommé Elon Musk à la tête du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE).

Pensez-vous que cela aura un impact significatif sur les problèmes financiers du gouvernement américain, ou s'agit-il simplement d'un geste symbolique pour distraire et divertir le public ?

Doug Casey : Je pense que Trump est sincère, tout comme Elon et Vivek. Mais ce à quoi nous avons affaire, ce sont des programmes ancrés absolument massifs. Pire encore, Trump a promis qu'il ne modifierait pas la sécurité sociale, Medicaid, Medicare et les dépenses militaires. À eux seuls, ces programmes représentent environ 80 % du budget fédéral. Il est très difficile d'obtenir le chiffre exact, car la comptabilité du gouvernement américain est très complexe. Cela me rappelle le commentaire du secrétaire à la défense, M. Rumsfeld, le 9 octobre 2001, selon lequel le Pentagone n'était pas en mesure de suivre l'évolution de 2 300 milliards de dollars de dépenses.

À cela s'ajoutent les intérêts de la dette nationale officielle, qui s'élèvent à plus de mille milliards de dollars par an. Cette dette ne cesse d'augmenter à mesure que le fardeau de la dette s'alourdit, aggravé par la hausse des taux d'intérêt à long terme. Je ne compte même pas les **150 000 milliards de dollars de passifs éventuels et de dettes hors bilan.**

Elon et Vivek peuvent-ils faire quelque chose contre cette tendance ?

Je suggère à tout le monde de visiter le site <https://www.usa.gov/agency-index> . Vous y verrez **des centaines d'agences gouvernementales et de ministères. Peu d'entre eux sont utiles. En fait, la quasi-totalité d'entre elles sont destructrices et gaspilleuses.** Ce sont des bureaucraties qui emploient des drones (tous avec de gros salaires, des avantages et des pensions) pour brasser de la paperasse, essentiellement pour distribuer l'argent des contribuables à des entités favorisées. Elles devraient toutes être abolies.

Elon et Vivek devraient s'en donner à cœur joie pour abolir des dizaines, voire des centaines, de ces ministères et agences. Mais seront-ils capables de le faire ? J'en doute vraiment, car les membres du Congrès ont tout intérêt à ce qu'ils soient maintenus, tout comme les autres groupes que j'ai mentionnés précédemment.

Trump peut-il le faire par décret ? C'est très douteux. Pourrait-il faire un bras d'honneur au Sénat et à la Chambre pour abolir ces agences ? Pas grand-chose, d'autant plus que la plupart des membres du Congrès ne sont pas vraiment alignés idéologiquement sur Trump, même les Républicains. Oubliez les démocrates.

International Man : **Vous attendez-vous à ce que la crise de la dette éclate au cours du second mandat de Trump, et comment pensez-vous qu'il la gèrera ?**

Doug Casey : Le gouvernement accuse actuellement un déficit de 2 000 milliards de dollars par an. C'est ironique, car Trump s'est toujours présenté comme le « roi de la dette ».

La seule façon de s'en sortir est de supprimer totalement ces agences. Se contenter de remplacer le personnel par de « meilleures personnes » est une erreur. Pourquoi ? Parce que réduire les coûts signifie que vous ne faites que remplir la tirelire, afin que la prochaine administration puisse la vider avec joie, et être des héros lorsqu'ils embauchent encore plus de ces mêmes zombies que vous avez licenciés.

La seule façon de résoudre ce problème est d'abolir ces agences. Ne les réformez pas, mais faites en sorte qu'elles cessent d'exister. Arrachez-les par les racines et semez de l'agent orange dans le sol où elles ont poussé.

La Constitution américaine a été interprétée de manière à la rendre inexistante. Ou ignorée de manière flagrante, comme les 9e et 10e amendements. Le gouvernement est une force et doit être limité dans une société civile. Cela implique une armée, pour protéger les citoyens de la force venant de l'étranger. Une police, pour les protéger de la criminalité intérieure. Et un système judiciaire pour régler les litiges sans recourir à la force.

Tous les autres besoins de la société devraient, pourraient et seraient pris en charge par les entrepreneurs. En fait, on peut affirmer que les tâches « essentielles » du gouvernement sont trop importantes pour être laissées aux personnes qui sont inévitablement attirées par les gouvernements.

International Man : Que pensez-vous qu'il faille faire pour résoudre le problème de la dette croissante du gouvernement fédéral américain ?

Doug Casey : Permettez-moi de faire une proposition radicale qui va choquer presque tous ceux qui lisent ces lignes. **Je suggère de ne pas rembourser la dette,** pour plusieurs raisons.

Premièrement, c'est immoral. Il est criminel d'imposer le remboursement de cette dette aux prochaines générations d'Américains qui ne sont pas encore nés. La dette est si importante qu'ils seront transformés en serfs ou en serviteurs sous contrat pour la rembourser.

Et la question est la suivante : rembourser à qui ? Nous ne nous devons pas « à nous-mêmes », comme le disaient toujours les libéraux. Nous le devons à des personnes et à des institutions particulières qui ont permis au gouvernement de faire toutes les choses destructrices qu'il fait. Ils doivent être punis. Je n'ai aucune sympathie pour les propriétaires de la dette publique. En fait, ces personnes politiquement influentes se sont enrichies aux dépens du citoyen moyen, qui possède peu d'actifs. Il est normal qu'ils soient punis.

Il y a une autre raison. La dette du gouvernement américain est comme un immeuble de 100 étages qui vacille et qui est sur le point de tomber. Il y a deux possibilités. On peut attendre qu'il s'écroule de manière aléatoire et imprévisible. Ou vous pouvez concevoir une démolition contrôlée. C'est la meilleure solution.

Bien sûr, il est possible de « rembourser » en imprimant. C'est l'option de l'inflation galopante, qui serait aussi désastreuse qu'une guerre nucléaire pour les États-Unis et le monde entier à ce stade.

Toutefois, le scénario de la défaillance a un côté très positif : Après une défaillance de l'État, toutes les richesses réelles - fermes, usines, mines, bâtiments, technologies - existeraient toujours. Elles changeraient simplement de propriétaire. Les différents actifs de l'État devraient être vendus.

Il y aurait évidemment beaucoup plus à dire sur tout cela. Je me contente de souligner que le roi est nu.

L'homme international : Compte tenu de tout ce que nous venons d'évoquer, quelles sont vos perspectives pour les bons du Trésor américain et les obligations en général ?

Comment les investisseurs doivent-ils se positionner face à la crise de la dette qui se profile ?

Doug Casey : Les obligations, en général, représentent une triple menace pour votre capital.

Tout d'abord, les taux d'intérêt augmentent. Oui, il est notoirement difficile, voire impossible, de prédire l'évolution des taux d'intérêt. Ils augmentent depuis deux ans, après 40 ans de baisse. Le dollar se dépréciant aussi rapidement qu'il le fait, les acheteurs d'obligations à long terme vont exiger des taux beaucoup plus élevés. Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les prix des obligations baissent.

Deuxièmement, il y a le risque de change. Comme je l'ai souvent dit, le dollar américain lui-même est le passif non garanti d'un gouvernement manifestement en faillite, et il est sur le point d'atteindre sa valeur intrinsèque [zéro]. Les dollars dans lesquels les obligations sont libellées perdent rapidement de leur valeur. Du point de vue du gouvernement, c'est « gonfler ou mourir ».

Troisièmement, il y a le risque de défaillance. Il est évident pour les acheteurs d'obligations d'entreprises et de municipalités. C'est la raison pour laquelle des organismes comme S&P évaluent leur solvabilité de AAA à D. Ils appliquent les mêmes notes aux gouvernements nationaux. Dans le passé, les gens ont acheté des bons du Trésor américain, pensant qu'il n'y avait pas de risque de défaillance. Mais à ce stade, compte tenu de l'endettement et des

dépenses publiques incontrôlables, je pense qu'un certain type de défaillance constitue un risque réel. À titre d'information, les États-Unis ont perdu leur note AAA il y a quelques années ; elle n'est plus que de AA+.

Le gouvernement n'est pas une entité magique, même le gouvernement américain. Il n'est pas souhaitable de détenir des obligations à ce stade, si ce n'est pour spéculer sur les taux d'intérêt.

Comment les investisseurs doivent-ils se positionner face à la crise de la dette qui se profile ?

Il y a deux possibilités. La première est un effondrement du crédit, où le montant de la dette dans le monde devient insoutenable et ne peut tout simplement pas être remboursé. Il s'agirait alors d'un effondrement du crédit, où des milliers de milliards de dollars seraient anéantis par la déflation. L'autre solution est que le gouvernement continue d'imprimer des dollars, ce qui conduit à une inflation galopante. Les gouvernements choisissent presque toujours cette dernière solution.

À l'heure actuelle, personne ne sait avec certitude lequel des deux choix sera retenu. Berkshire Hathaway, la société de Warren Buffett, a accumulé des centaines de milliards en bons du Trésor, pariant apparemment sur le fait que les taux à court terme suivront la dépréciation de la monnaie tout en protégeant la société d'un effondrement du marché boursier. C'est une bonne chose. Mais cela ne couvre pas toutes les bases. Et Buffet lui-même ne sera pas toujours là...

Pour préserver le capital, je suggère d'étudier le plan Permanent Portfolio de mon vieil ami Harry Browne. Il divise vos actifs en quatre paniers de taille égale, essentiellement l'or, les actions, les T-bonds et les liquidités, et rééquilibre le portefeuille chaque année pour maintenir le pourcentage de chacun d'eux à un niveau égal. C'est un bon moyen d'acheter automatiquement à bas prix et de vendre à prix élevé. J'ai toujours pensé que c'était une façon intelligente de préserver le capital.

Mon ami Porter Stansberry est en train de ressusciter, de modifier et d'améliorer la formule originale de Harry. Je vous expliquerai comment lorsqu'il enregistrera le fonds pour exécuter le plan.

En dehors d'une approche de portefeuille permanent, la seule chose qui me semble logique est d'apprendre à spéculer, ce qui présente des risques si votre intention est de préserver le capital. Ou d'acheter simplement de l'or et du bitcoin, puisque ce sont les seuls actifs financiers qui ne sont pas simultanément la responsabilité de quelqu'un d'autre.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Essence et allumettes

La guerre n'est pas nécessairement certaine. Et certainement pas nécessaire. Mais comme la drogue et l'adultère, elle n'est jamais tout à fait démodée. Au contraire, elle va et vient.

Bill Bonner Jeudi 21 novembre 2024



Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

La Première Guerre mondiale... Wall Street l'appelait les années de la « fiancée de guerre », c'est la première fois que l'Amérique a goûté à la rentabilité de la guerre. Plus la situation se dégrade dans le monde, plus les actifs chercheront à se mettre à l'abri (actifs américains ?) et plus la situation se dégrade, plus les hommes politiques seront enclins à signer des contrats de réarmement à long terme (encore des actifs américains). Je ne pense donc pas que les actifs à risque ignorent les risques, je pense qu'ils s'envolent à cause des risques... la guerre est bonne pour l'Amérique.

-Radigan Carter

Et maintenant, nous changeons de tempo, passant de 'lamentoso' à 'malinconico' ... c'est-à-dire du 'pire des cas' au 'pire des scénarios' ... la plus grande perte de toutes... jusqu'à la fin du monde tel que nous l'avons connu. Agence France Presse :

Le président russe Vladimir Poutine a officiellement abaissé le seuil nucléaire de Moscou mardi en réponse au président américain Joe Biden qui a autorisé l'Ukraine à utiliser des systèmes de missiles tactiques de l'armée à longue portée (ATACMS) pour frapper des cibles limitées à l'intérieur de la Russie... Moscou « se réserve le droit » d'utiliser des armes nucléaires pour répondre à une attaque avec des armes conventionnelles menaçant la « souveraineté et l'intégrité territoriale » de la Russie, a déclaré mardi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Il a affirmé qu'une attaque ukrainienne utilisant des missiles américains à longue portée pourrait déclencher une telle réponse, bien que la doctrine reste suffisamment large pour permettre à M. Poutine d'éviter de s'engager sur le plan nucléaire.

Garrett Baldwin ajoute :

Alors qu'ils s'apprêtent à partir, l'administration Biden et le reste des bureaucrates pro-guerre tenteront de créer un dernier choc et une dernière stupeur. En plus d'autoriser l'Ukraine à utiliser des missiles américains à longue portée pour tirer sur la Russie, l'administration Biden a inversé sa politique et autorisera désormais les mines terrestres. Des mines anti-personnels !

Les risques géopolitiques seront au premier plan au cours des soixante prochains jours.

La guerre n'est pas nécessairement certaine. Et certainement pas nécessaire. Mais comme la drogue et l'adultère, elle n'est jamais démodée. Au contraire, elle va et vient.

La guerre franco-prussienne de 1870 a commencé - soi-disant - à cause d'un différend diplomatique. Elle ne s'est terminée qu'après un siège qui a laissé les Parisiens si affamés qu'ils mangeaient les animaux du zoo. La Terrine d'Antilope aux Truffes était, paraît-il, l'un des plats préférés.

Selon l'historienne Barbara Tuchman, la Première Guerre mondiale a débuté alors que les combattants étaient « somnambules ». Personne ne savait, ni à l'époque ni aujourd'hui, quelles étaient les « raisons » de la guerre. Aucun des deux camps n'avait grand-chose à gagner. Et en fin de compte, aucun des deux camps n'a gagné grand-chose.

Mais les coûts étaient élevés. À la fin de la guerre, quarante millions de cadavres étaient éparpillés dans toute l'Europe... et quelques-uns en Afrique et au Proche-Orient. Tous les principaux belligérants, à l'exception des États-Unis, ont subi des dommages importants. Les bolcheviks ont pris le pouvoir en Russie. L'empire austro-hongrois est dissous. La France et l'Angleterre sont en faillite. Et en Allemagne, les gens ont été tellement humiliés par l'accord de paix qu'ils ont adhéré au programme des nationaux-socialistes (NAZI) pour tenter de retrouver leur fierté.

Parfois, les bons dirigeants sont capables de résister à la guerre. En 1956, Dwight Eisenhower, par exemple, a été invité à se joindre à l'Angleterre et à la France dans une glorieuse opération visant à reprendre le contrôle du canal de Suez aux Égyptiens. Il a refusé. Quelques heures plus tard, la guerre était terminée.



Le président Kennedy dans le bureau ovale, s'entretenant avec des pilotes de l'armée de l'air qui ont effectué des missions de reconnaissance au-dessus de Cuba.

John F. Kennedy a également évité une guerre avec l'Union soviétique. Contournant ses propres bureaucraties « du renseignement » et « diplomatique », il a organisé une conversation avec Nikita Khrouchtchev et a accepté de retirer les missiles américains d'Italie et de Turquie en échange du retrait de la puissance de feu soviétique de Cuba.

Mais Kennedy a été assassiné il y a 61 ans demain. Eisenhower est mort six ans plus tard.

Joe Biden aurait pu suivre Eisenhower et Kennedy. Il aurait pu arrêter la guerre en Ukraine et les massacres à Gaza, d'un simple coup de fil. Au lieu de cela, il a choisi la guerre.

Parfois, les gens aspirent à la guerre... ils cherchent un sens... un but... quelqu'un à blâmer... une victoire dont ils peuvent se réjouir... ou simplement un moyen de donner un coup de pied à la tête de quelqu'un d'autre. Et la guerre paie. Les généraux jouissent de grasses sinécures, les fournisseurs s'enrichissent et les hommes politiques sont réélus grâce à l'argent des fournisseurs. Les vétérans bénéficient d'avantages particuliers. Quelle est l'agence qui a la plus grosse masse salariale à Washington ? Le ministère des anciens combattants.

Ainsi, de temps à autre, le monde s'embrase lorsque la tendance politique principale passe de la paix, de la liberté et de la fraude à la guerre, à la politique et à la force brute.

Mais ce n'est pas un hasard. L'un suit l'autre. « *La première panacée d'une nation mal gérée, écrivait Hemingway, est l'inflation. La seconde est la guerre...* »

La plupart des gouvernements occidentaux sont déjà accros à l'inflation. Très endettés... confrontés à des paiements d'intérêts croissants - sans autre source de financement, la caste politique sera contrainte de réduire ses dépenses et de perdre le pouvoir.

C'est ce qui rend l'initiative Musk/Ramaswamy si fascinante. Les deux entrepreneurs pensent qu'ils peuvent sauver le système en le faisant agir comme une entreprise. En d'autres termes, ils pensent pouvoir fournir un Ozempic budgétaire indolore, amenant la caste politique à réduire volontairement ses effectifs... et à réduire son propre pouvoir.

Cela ne marchera pas. Ils s'attaquent à l'ensemble de l'establishment de l'élite, des universités à la presse, en passant par Wall Street, l'industrie de la puissance de feu, le Congrès, la bureaucratie et l'État profond. Leurs réductions feront la une des journaux... et seront insignifiantes.

Au lieu de cela, explique John Diener, la vraie solution...

consistera à déprécier davantage leurs monnaies. Bien sûr, cela aura un effet dévastateur sur les salariés, les épargnants et les retraités qui vivent avec des revenus fixes. Mais c'est le prix que les élites politiques sont prêtes à payer pour que les classes laborieuses restent au pouvoir un peu plus longtemps.

Trump a remporté l'élection en faisant appel à un profond courant d'insatisfaction. Mais la hausse des prix, les tarifs douaniers, les dépressions, les déportations et le chaos ne feront pas disparaître la frustration.

Les inflations et les dépressions des années 1920 et 1930 ont fourni l'amadou sec pour les guerres « cinétiques » et les meurtres de masse des années 1940. Et maintenant, je regarde dans la brume de l'avenir... qui ressemble plus à un cauchemar récurrent qu'à une prédiction...

Est-ce quelqu'un qui porte un bidon d'essence et un paquet d'allumettes ?

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment cela s'est-il produit ?

Que se passe-t-il lorsque des niveaux d'endettement plus élevés se heurtent à des taux d'intérêt plus élevés ? Les prix des actifs chutent. Combinez cela avec un commerce étouffé... et des déportations massives... et nous pourrions nous retrouver face à une dépression majeure.

Bill Bonner Vendredi 22 novembre 2024



Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland

Dans un futur post-apocalyptique...

Les historiens survivants enlèveront la poussière... rangeront les tombes... et essaieront de donner un sens à tout cela. Réunis autour d'un feu ouvert dans un baril de pétrole usagé, ils se réchaufferont les mains et poseront des questions :

Quoi ? Comment ?

Nous avons examiné le meilleur des cas... et quelques « pires cas ». Nous nous concentrons à présent sur le scénario le plus pessimiste - une combinaison apocalyptique d'inflation, de dépression... et de guerre.

L'inflation est le seul moyen pour les autorités fédérales de financer leurs importants déficits. Elle est toujours supérieure à 3 % - c'est la plus longue période d'inflation sous-jacente supérieure à 3 % depuis trente ans. Les frais de transport ont augmenté de plus de 8 % l'année dernière... et l'assurance automobile a augmenté de plus de 50 % au cours des trois dernières années.

Pendant ce temps, les taux d'intérêt à long terme augmentent, alors même que la Fed réduit les taux d'intérêt à court terme. Cela fait deux mois que la Fed a entamé son cycle de réduction des taux... et le rendement des bons du Trésor à 10 ans a augmenté de 76 points de base (trois quarts de pour cent). Que se passe-t-il lorsque des niveaux d'endettement plus élevés s'accompagnent de taux d'intérêt plus élevés ? Les prix des actifs chutent. Si l'on ajoute à cela l'étouffement des

échanges commerciaux et les déportations massives, nous risquons d'être confrontés à une dépression majeure.

Et puis, il y a le dernier refuge des scélérats... la guerre - le pire des scénarios. Oui, les gens deviennent fous de temps en temps, tout comme des sociétés entières. Cela semble imprévisible... presque aléatoire. Et pourtant, il y a des signes, des tendances et des modèles.



Alors, nous regardons vers l'avenir et nous nous demandons à quoi cela pourrait ressembler... si le monde avait été en guerre pendant près de dix ans... peut-être vingt ans. L'Ouest contre l'Est... un camp regroupé autour de l'OTAN... l'autre autour des BRICS.

D'un côté, l'armée la plus « létale » du monde. Mais de l'autre, il y avait l'expérience de combat des Russes, qui étaient en guerre sur leur flanc européen depuis de nombreuses années... combinée aux innovations technologiques et aux prouesses de fabrication des Chinois.

L'« État de droit » a été totalement abandonné. C'est désormais la règle de la jungle. Les forts font ce qu'ils veulent, les faibles subissent ce qu'ils doivent subir.

Des villes entières ont été détruites dans le cadre d'échanges nucléaires. Mais les élites ne veulent pas mourir. Moscou, Pékin, Londres et Washington ont été, jusqu'à présent, épargnés.

Le long des frontières, sur le front oriental de l'Ukraine et dans la zone de mort du Proche-Orient, les destructions sont presque incroyables. Les nouvelles armes détruisent des quartiers entiers. La puissance de feu améliorée par l'IA ne laisse rien en vie.

Aujourd'hui, une grande partie du Moyen-Orient ressemble à Gaza en 2025. Soutenu par l'équipe Trump, Israël a essayé de « finir le travail » en s'emparant de la Cisjordanie, en éliminant le Hezbollah au Sud-Liban et en frappant le « cœur du mal », l'Iran.

Mais plus les Israéliens tuaient de gens, plus il y en avait qui voulaient les tuer. Des milliers d'orphelins ont grandi avec un seul objectif : se venger. Israël n'a alors pas eu d'autre choix que de poursuivre les bombardements ; après tout, il avait le droit de se défendre.

Dix ans plus tard, les bombardements, les tirs d'artillerie et les tirs de précision se poursuivent.

Sur le théâtre ukrainien, la guerre s'est également intensifiée. Une escalade en entraîne une autre.
Fox News :

M. Biden autorise l'Ukraine à utiliser des missiles américains de longue portée pour frapper à l'intérieur de la Russie.

Moscow Times :

La Russie a tiré un missile balistique intercontinental pour la première fois depuis le début de la guerre, selon l'armée ukrainienne.

Un pas après l'autre. Jusqu'à ce que les armes nucléaires entrent en action. Heureusement, les frappes nucléaires ont été limitées. Mais elles ont été efficaces. Chaque camp a subi de lourdes pertes... et a continué à se battre... avec des millions de morts et des millions de réfugiés... certains fuyant l'Ouest... d'autres l'Est.

C'est en Asie du Sud-Est que le cauchemar a créé une véritable surprise. Personne ne sait ce qui l'a déclenché... mais lorsque la flotte américaine s'est engagée dans une guerre des tirs avec les Chinois, il n'a pas fallu longtemps pour qu'une nuée de drones... dans les airs, à la surface de l'eau et sous l'eau... ait coulé la plupart des ressources militaires américaines dans la région.

Bien sûr, les actions se sont effondrées il y a longtemps... en 2025... et elles ne se sont jamais rétablies. Pas en termes réels. Les prix ont grimpé comme une fusée... les actifs comme les produits de consommation. L'inflation a atteint 50 % par an.

C'était une « dépression inflationniste », disaient-ils. Avec si peu d'échanges commerciaux et une si grande partie du PIB consacrée à la guerre, la plupart des gens - du moins ceux qui ne sont pas associés au gouvernement ou à l'industrie de la puissance de feu - s'appauvrissent. Pour ceux qui se trouvaient dans les zones « chaudes », la situation était bien pire. Ils ont tout perdu... leur travail, leur maison... et souvent, leur vie.

Et puis... enfin, la fièvre est tombée... et après des années de mort, de pauvreté et de souffrance, les questions sont arrivées.

Comment cela est-il arrivé ? Pourquoi ?

.Enchevêtrements avec l'étranger

La plus grande perte se présentera comme une mine terrestre déguisée en jouet d'enfant. Enveloppée de couleurs si vives, elle sera irrésistible pour les élites dirigeantes - un paquet d'inflation élevée accompagné d'une guerre.

Bill Bonner Lundi 25 novembre 2024



George Washington, Ben Franklin et Thomas Jefferson lors de la Convention constitutionnelle de 1787.

Bill Bonner, écrivain de Baltimore

Vendredi, la dette américaine a atteint un nouveau record. Fox News : La dette nationale américaine atteint un nouveau record : 36 000 milliards de dollars.

Il y a également eu cette petite nouvelle la semaine dernière. Reuters : **Poutine déclare que la guerre en Ukraine se mondialise.**

Le président Vladimir Poutine a déclaré jeudi que la guerre en Ukraine se transformait en un conflit mondial après que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont permis à l'Ukraine de frapper la Russie avec leurs armes, et a averti l'Occident que Moscou pourrait riposter.

L'Ukraine a frappé la Russie avec six missiles ATACMS américains le 19 novembre et avec des missiles britanniques Storm Shadow et des missiles américains HIMARS le 21 novembre, a déclaré M. Poutine.

« À partir de ce moment, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, un conflit régional en Ukraine précédemment provoqué par l'Occident a acquis des éléments d'un caractère mondial », a déclaré M. Poutine dans un discours à la nation diffusé par la télévision d'État après 20 heures, heure de Moscou (17 heures GMT).

Quel genre d'avenir ces événements laissent-ils présager ? Une fois de plus, nous nous projetons dix ans en avant... dans **un avenir où la dette s'élèvera à 60 000 milliards de dollars... où l'inflation sera de 50 %... et où les guerres seront quasi incessantes.**

Nous ne prédisons rien, nous nous interrogeons simplement sur la manière dont la plus grande perte pourrait survenir.

Nous pensons que la plus grande perte se présentera sous la forme d'une mine terrestre déguisée en jouet d'enfant. Enveloppée dans des couleurs si vives, elle sera irrésistible ..., du moins pour les élites dirigeantes - un paquet de forte inflation accompagné de guerre et de dépression.

L'inflation permettra à l'establishment de continuer à dépenser l'argent qu'il n'a pas. La guerre contribuera à maintenir le « peuple » dans le giron du gouvernement. La dépression en sera le résultat (entre autres). Voici comment les historiens du futur pourraient expliquer cette situation.

En 2024... partout dans le monde... les nations, en particulier celles de l'Ouest, ont continué à dépenser bien plus qu'elles ne recevaient de revenus... garantissant presque l'inflation. Aucune loi ne dit aux élites qu'elles doivent agir de la sorte. Mais les déficits sont beaucoup plus attrayants que la réduction des dépenses et de leur propre pouvoir.

Leur modèle financier, qui consiste à prendre au « peuple » pour payer les défenseurs des intérêts particuliers, les initiés et l'élite, semble avoir fait son temps. Il a fonctionné lorsque la dette était faible et la croissance démographique élevée. Mais aujourd'hui, presque tous les acteurs principaux approchent d'une crise. Le « peuple » ne peut pas être pressé davantage. Et avec une dette record et des paiements d'intérêts en hausse, ainsi qu'une diminution du nombre de personnes en âge de travailler pour payer les pensions et les programmes médicaux, il reste peu de « butin » à se partager.

Les « discours de guerre » se multiplient. Tout comme les menaces de divorce, les propos belliqueux conduisent à des actes de guerre. Il devient difficile d'y mettre fin. Et les principaux

acteurs sont en train de « s'armer ». La chasse aux clous s'intensifie à mesure que les marteaux se multiplient.

Ces choses n'expliquent pas vraiment, elles décrivent seulement.

À un niveau plus profond, tuer d'autres personnes est ce que les humains ont toujours fait. Pas tout le temps. Mais épisodiquement. C'est dans leur sang. Dans leurs gènes. Dans leurs étoiles.

La vraie question que les futurs historiens devront se poser est la suivante : Pourquoi maintenant ?

Pourquoi les démocraties les plus sophistiquées et soi-disant les plus civilisées du monde ne parviennent-elles pas à égaliser les revenus et les dépenses ? Et pourquoi ne règlent-elles pas leurs différends pacifiquement ?

Même les États-Unis, la plus riche des grandes nations, dépensent près de la moitié de ce qu'ils perçoivent en impôts. Et comme tous les empires avant eux, ils tiennent garnison sur une grande partie de la planète avec leurs troupes et leurs armes. Aucun moineau ne peut tomber n'importe où sur Terre sans attendre une réponse du Pentagone, de la CIA ou d'autres agences gouvernementales américaines.

Au cours de siècles d'essais et d'erreurs (pour la plupart), les nations du monde ont élaboré des règles, des protocoles et des coutumes censés prévenir les catastrophes - tant militaires que budgétaires. Les budgets devaient être équilibrés. Inévitablement, c'est le « peuple » qui paie les factures. C'est pourquoi la constitution américaine confie le « pouvoir de la bourse » aux représentants du peuple au Congrès. De même, en 1787, les dangers du papier-monnaie étaient si bien connus que les fondateurs ont insisté sur le fait que les États ne devaient « donner cours légal à rien d'autre qu'à l'or ou à l'argent ».

Ils en avaient aussi plus qu'assez de la guerre. Dès l'Empire romain, lancer une attaque non provoquée était considéré comme un manquement à l'étiquette. Rome a toutefois rapidement maîtrisé l'art de la provocation sous fausse bannière... et a souvent été « invitée à intervenir » par l'un ou l'autre groupe.

Aux États-Unis, les fondateurs ont recommandé aux générations suivantes d'« éviter les conflits avec l'étranger » ou de ne pas « partir à la recherche de monstres à abattre ». Ils ont confié au Congrès le pouvoir de déclarer la guerre, afin de limiter les aventures militaires auxquelles un chef d'État pourrait se livrer. Les gouvernements ont également développé leurs compétences diplomatiques. Ils devaient permettre d'éviter la guerre en négociant plutôt qu'en combattant.

Mais ensuite... lorsque toutes ces mesures de protection ont échoué - de 1914 à 1945 - ils se sont réunis et ont créé des institutions destinées à régler les différends de manière pacifique. Les

Nations unies, la Cour internationale de justice. La Cour pénale internationale - toutes ces institutions étaient censées étendre la « primauté du droit » non seulement à l'intérieur d'une nation... mais aussi entre les nations.

Mais les vieux désirs et pulsions ne disparaissent jamais complètement. Le président américain, peut-être devenu sénile, incite la Russie à lancer ses ogives nucléaires. Le Congrès se dérobe à sa responsabilité de protéger les finances de la nation et d'éviter la guerre. Et les institutions que les États-Unis ont eux-mêmes mises en place pour contribuer au maintien de la paix sont tournées en dérision et ignorées.

La Cour internationale de justice, qui a osé tenter de faire respecter la loi, est qualifiée de « tribunal kangourou » par un sénateur. Et les fédéraux préviennent que quiconque prête attention à l'État de droit, tel qu'il est annoncé par ses principales institutions, sera sanctionné !

Au lieu d'essayer d'éviter la violence, les États-Unis semblent essayer de l'entretenir. Leurs agents et leurs agents secrets ont empêché l'Ukraine de faire la paix avec la Russie en 2022. Et ils ont utilisé leur droit de veto 49 fois contre une proposition de cessez-le-feu de l'ONU pour le Proche-Orient.

Bien sûr, certaines des raisons de ce comportement belliqueux sont évidentes. La puissance de feu est une industrie américaine majeure. La guerre rapporte de l'argent. Mieux encore, cet argent est en grande partie intraçable.

NewsNation :

Le Pentagone a échoué vendredi à son septième audit consécutif, la plus grande agence gouvernementale du pays n'étant toujours pas en mesure de rendre pleinement compte de son budget de plus de 824 milliards de dollars, même si les responsables soulignent qu'ils progressent bien en vue d'un audit sans faille en 2028. Le ministère de la défense a techniquement reçu une décharge de responsabilité, ce qui signifie qu'il n'a pas fourni suffisamment d'informations aux auditeurs pour qu'ils puissent se forger une opinion précise.

Mais l'histoire ne s'arrête jamais là, n'est-ce pas ? Peut-être que la démocratie est vraiment en danger. Peut-être que les États-Unis, en étendant la doctrine Monroe au monde entier, nous rendent vraiment plus sûrs ? Et nous n'allons certainement pas transpirer l'argent lorsque notre survie même est en jeu, n'est-ce pas ?

Quelqu'un doit s'opposer au mal ; si ce n'est pas nous... si ce n'est pas maintenant... qui, et quand ?

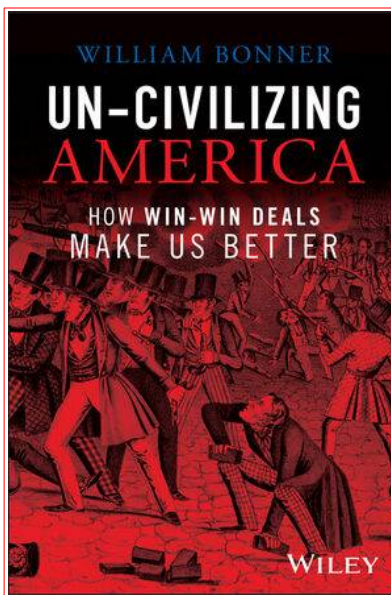
.Mots de combat

Les dépenses déficitaires ne sont en fait qu'un moyen de transférer les richesses du « peuple » vers les initiés et les élites. Les consommateurs finissent inévitablement par payer la facture sous la forme d'une augmentation des prix.

Bill Bonner Mardi 26 novembre 2024



Bill Bonner, écrivant aujourd'hui de Baltimore, Maryland



Kamala Harris, admettant qu'elle avait perdu la course, s'est engagée à continuer à « se battre ». Elle a dû utiliser ce mot 15 fois. Autrefois, elle aurait pu dire qu'elle continuerait à se battre. Ou bien elle aurait dit qu'elle continuerait à « travailler »... ou à essayer... ou à maintenir la lumière allumée pour nous. Maintenant, tout est un combat.

Elle a également qualifié l'armée américaine de « force de combat la plus meurtrière » au monde. Dans une autre phase de notre histoire, on aurait dit qu'il s'agissait d'un « rempart », d'une « protection », conçue pour nous garder « en sécurité » dans un monde dangereux. Aujourd'hui, apparemment, son but est de tuer des gens.

Ces choix de mots nous renseignent sur une évolution importante de l'esprit américain.

Hier, nous avons posé des questions malicieuses. Défendons-nous vraiment la démocratie ? S'agit-il d'une affaire de bons contre des méchants ? Et pouvons-nous vraiment nous préoccuper des

déficits alors que les responsables politiques américains s'efforcent avec tant de zèle de construire un monde meilleur ?

Les réponses semblent si évidentes que nous ne nous en préoccupons pas. Au lieu de cela, nous les balayons d'un revers de main en posant d'autres questions. Qu'y a-t-il de si bon dans la démocratie si elle ne peut pas faire correspondre les revenus aux dépenses et si elle vole le « peuple » avec l'inflation ? Et s'il s'agit d'opposer le bien au mal, comment savoir si nous sommes du bon côté ?

Rien dans l'histoire ou dans l'actualité ne suggère que les Ukrainiens sont de meilleures personnes que les Russes... ou que les Israéliens sont plus favorisés par Dieu que les Palestiniens. (Dieu a assisté au massacre des Juifs par les Allemands... et reste muet face au massacre des Palestiniens par les sionistes. Quoi que l'on puisse dire de lui, Dieu suit son propre conseil).

Il ne dit rien non plus des Américains. Sont-ils bons... ou mauvais ? Il ne le dit pas.

Supposons donc que nous sommes comme le reste de la race humaine... ni toujours bons, ni toujours mauvais... mais toujours influençables. Quelle est donc cette gravité particulière qui pousse nos deux partis politiques vers **les deux choses les plus susceptibles de nous détruire : l'inflation et la guerre ?**

Nous avons déjà « suivi l'argent ». Et oui, cela semble expliquer une grande partie de la situation. Les déficits totaux des États-Unis au XX^e siècle sont plus ou moins équivalents au « budget de l'empire », c'est-à-dire aux dépenses militaires et de politique étrangère. Les dirigeants américains auraient pu dire « non » à l'un et à l'autre... sans que la santé ou le bonheur de la patrie n'en pâtisse. Ils ne l'ont pas fait. Au lieu de cela, ils ont donné un « oui » enthousiaste au programme et ont envahi l'Irak.

Et maintenant... nous nous sommes enfoncés de 30 000 milliards de dollars dans le trou... sans rien pour le prouver. **Il n'existe pas non plus de preuve - aucune - que dépenser de l'argent que l'on n'a pas permet d'améliorer sa situation.** Autrefois, la dette n'était réservée qu'aux situations d'urgence. Aujourd'hui, les législateurs démocrates et républicains votent en faveur des déficits ; aucun d'entre eux ne peut vous dire où est le feu.

Bien sûr, là encore, c'est l'argent qui fait la différence. Les dépenses déficitaires ne sont en fait qu'un moyen de transférer la richesse du « peuple » vers les initiés et les élites. Les consommateurs finissent inévitablement par payer la facture sous la forme d'une augmentation des prix.

Mais pourquoi maintenant ? Pourquoi le gouvernement américain était-il relativement plus responsable sur le plan budgétaire avant le début de ce siècle ? Pourquoi les hommes politiques de l'époque préféraient-ils généralement la paix à la guerre ? Qu'est-ce qui a changé ?

Vous connaissez déjà le rôle de la fausse monnaie américaine d'après 1971. Il a facilité les dépenses déficitaires - y compris les dépenses énormes et inutiles pour l'industrie de la puissance de feu. Les gros budgets « défense » - non soumis au contrôle ou à l'audit du Congrès - ont été recyclés dans le lobbying et la politique, ce qui a permis de dégager des budgets « défense » encore plus importants.

Mais ce n'est pas tout. Les politiciens et leurs industries favorisées veulent toujours plus de richesse et de pouvoir. Comment se fait-il qu'ils y parviennent aujourd'hui plus qu'avant ?

Une hypothèse que nous avons formulée dans notre livre, *Uncivilizing America*, est qu'il existe un schéma en dents de scie dans l'histoire. La société progresse grâce à des « accords gagnant-gagnant » - des innovations volontaires qui ont lieu tout le temps... dans les affaires, la science, l'apprentissage, les relations sociales... les clubs... les coutumes... à peu près toutes les activités consensuelles.

La langue évolue... tout comme les règles... les coutumes... les investissements... les institutions... et les entreprises. Cette évolution construit plus que des richesses matérielles... elle ajoute l'art, la technologie, les manières, la culture, le style... tous les éléments de ce que nous appelons la « civilisation ».

Mais il y a une tentation contraire. Il y a des preneurs et des faiseurs. Un homme gagne un million de dollars dans une entreprise rentable. Puis un comptable véreux en détourne la moitié... et l'avocat d'un employé mécontent s'empare de l'autre moitié. La richesse est créée par des accords gagnant-gagnant. Mais elle est enlevée et redistribuée, par l'intermédiaire d'une personne malhonnête ou d'une personne malhonnête, dans le cadre d'accords gagnant-perdant.

Et ce que nous considérons comme des politiques gouvernementales - qu'elles soient censées arrêter les Russes ou aider les pauvres - sont en fait des accords gagnant-perdant destinés à redistribuer les richesses aux élites et à leurs causes favorites. « Les paiements de transfert, par exemple, représentaient moins de 5 % du PIB dans les années 1970. Aujourd'hui, ils atteindront 17 % en 2020.

Ces tendances politiques primaires profondes se manifestent par de longues vagues qui font passer l'équilibre de la liberté et de la prospérité au contrôle et à la pauvreté.

Après la guerre civile américaine, les États-Unis et l'Europe sont entrés dans une longue période de paix et de prospérité relatives. C'était la « Belle Époque » en Europe... et la période de prospérité en Amérique. Était-ce parfait ? Loin s'en faut. Mais les taux de croissance du PIB ont grimpé en flèche.

Le dollar américain était adossé à l'or... sans aucune goutte d'inflation pendant six décennies. Le pays était très peu endetté ; la Fed n'avait pas encore été créée. L'impôt fédéral sur le revenu n'existait pas encore. Les sénateurs étaient nommés par les États, et non élus par le « peuple ».

Puis, comme si un virus s'était échappé du laboratoire, sont arrivées la Première Guerre mondiale, la guerre civile espagnole... la Seconde Guerre mondiale... et la Corée - plus de 40 ans de guerre... d'inflation, de dépression et de massacres.

Cette période a été suivie de 50 autres années de paix (relative) et de création de richesses, qui ont duré jusqu'à la fin du 20e siècle. En 1999, les États-Unis étaient (plus ou moins) en paix. Leur budget était équilibré (plus ou moins). Leur ennemi juré, l'Union soviétique, avait disparu. Et leurs actifs - en termes d'or - valaient plus que jamais auparavant... et depuis lors.

Depuis 2000, cependant, la principale tendance politique semble être à l'accroissement du gouvernement, de la dette, de l'inflation, des réglementations, des sanctions, des contrôles et des guerres - en d'autres termes, à la multiplication des « accords gagnant-perdant ». Nous verrons bientôt si la nouvelle administration, aidée par les créateurs de richesse Musk et Ramaswamy, peut inverser la tendance.

▲ [RETOUR](#) ▲

Au nord de l'énergie (3)

2015 : Giga-Transition

On sait que sans réservoirs d'électricité (batteries), il n'y a pas de smartphones, d'ordinateurs portables, de voitures électriques, d'objets connectés ni d'implants cérébraux – *pas de Transition* (écologique/énergétique/technologique). Si une chose saute aux yeux, c'est que notre mode de vie électrique « n'est pas négociable » (George H.W. Bush en 1992, au « sommet de la Terre », à Rio). La « Transition » (avec un T majuscule), c'est le terme vague et fourre-tout élu en 2005 par l'universitaire britannique Rob Hopkins, pour remplacer l'oxymore « Développement durable », par trop ridiculisé¹. La Transition c'est le changement dans la continuité – sans douleur. Une bouillie de « résilience », d'« adaptation » et de « collapsologie », à destination de jobards en quête de gourous et de bonimenteurs. Une bouillie de « participation citoyenne » et de « vision positive » qui tourne toujours en fin de compte aux « accommodements raisonnables » avec l'emballage technologique (nucléaire, I.A/calcul machine, biologie de synthèse, géo-ingénierie, etc.). Et voilà comment cette « transition écologique » (au départ) se transforme assez vite en « transition énergétique » ; et celle-ci en « transition électrique » - au tout-électrique (à l'arrivée). Entretemps, et moyennant les opérations « Extinction Rébellion », « Youth for climate » & Cie, la technocratie planétaire a gagné vingt ans de répit pour accélérer ses moyens et procédés de passage au tout-électrique, tout en évitant la seule opposition radicale et cohérente – celle des anti-industriels et naturiens.

Nous avons conté dans un premier épisode deux siècles de mise au point de la batterie au plomb et l'émergence en France d'un champion industriel – la SAFT (1800-1945). Puis, dans un deuxième épisode, un demi-siècle de recherches acharnées, pour enfin produire la *batterie au lithium*, l'indispensable maillon de l'indispensable transition au tout-électrique. Le réservoir d'électricité enfin conçu, afin de stocker l'indispensable fluide, issu de multiples filières de production (1945-1995).

Voici que vingt ans plus tard, en 2015, trois événements marquent la bascule planétaire vers l'irréversible Transition, à l'aide et à l'ère des *gigafactories*. De *gigas*/géant en grec. Un milliard de fois (10 puissance 9). Il semble que le terme publicitaire de « Gigafactory » ait été introduit par Elon Musk en 2017 pour désigner une usine produisant la quantité de batteries nécessaire au stockage d'un *gigawattheure*. Elon Musk veut juste dire qu'il construit d'ENORMES usines, destinées à la Transition – afin de sauver le climat et les générations futures. On verra comment la « Vallée de la batterie » (Dunkerque, le Bloodland), et Verkor, la start-up de batteries grenobloise, y contribuent également.

Pièces et main d'œuvre

¹ Cf. Observatoire européen de la Transition. <https://www.transition-europe.eu>

13. Le retour de la voiture électronucléaire

L'année 2015 marque la bascule vers l'irrévocable « Transition », avec trois événements accélérateurs.

Le 5 mars 2015, le premier ministre chinois Li Keqiang (1955-2023) tient un discours d'avantgarde devant la 12^e session plénière de l'Assemblée du peuple, en faveur de l'innovation et de l'environnement :

« Nous allons mettre en œuvre la stratégie "Made in China 2025", rechercher un développement guidé par l'innovation, appliquer les technologies intelligentes, renforcer nos fondations, poursuivre un développement vert, et redoubler d'efforts pour élever le niveau de la Chine de producteur de masse à producteur de qualité. »

Ce docteur en économie, un temps pressenti pour la présidence de la Chine, transforme les treizième et quatorzième plans quinquennaux en un géant Plan décennal « Made in China 2025 » : intelligence artificielle, 5G, robotique, biotechnologies, aérospatial, semi-conducteurs, nucléaire, énergies renouvelables, voiture électrique. Ces secteurs de haute technologie doivent transformer la Chine, « usine du monde », en labo de recherche & développement. Aux traditionnelles manufactures du textile et de l'automobile s'ajouteront des industries à haute valeur technologique prétendument respectueuses de l'environnement.

Car la République populaire subit depuis des années des records de pollution atmosphérique. Le monde entier a vu les clichés poisseux du *smog* pékinois. Près de deux millions de Chinois en meurent prématurément tous les ans (trois fois plus que du Covid), et tous subissent des mesures sanitaires de plus en plus contraignantes. Le 12 novembre 2014, après 45 jours de pollution, le gouvernement a dû fermer les écoles, crèches, administrations, certaines usines sidérurgiques et électriques, et même les crématoriums². Pour des raisons économiques autant que sanitaires, le premier pollueur du monde doit développer des technologies en remplacement des centrales à charbon, des voitures à essence, des hauts-fourneaux au coke, etc. Il s'y attèle avec un Plan d'investissements rare dans l'histoire de la planification.

Le budget de « Made in China 2025 » est secret, les économistes l'estiment à plusieurs centaines de milliards de dollars. Trois ans après son lancement, les résultats sont significatifs. La Chine produit 130 000 bus et 400 000 voitures électriques par an (avec l'objectif d'un véhicule électrique sur dix en 2019) et l'entreprise CATL est le premier producteur mondial de batteries de voitures, détrônant le japonais Panasonic³. Les constructeurs européens BMW, Renault, PSA se fournissent en batteries chinoises⁴. Le marché chinois de la voiture électrique et des batteries, entraîné par un giga plan d'investissements, entraîne à son tour le marché mondial.

Deuxième propulseur pour les batteries, en septembre 2015 : l'Agence américaine de protection de l'environnement dénonce opportunément, en plein Salon de l'automobile de Francfort, les logiciels de trucage des émissions de particules de diesel dont le constructeur allemand Volkswagen (la « voiture du peuple ») équipe ses véhicules. Scandale au pays de la bagnole toute puissante.

Enquêtes et révélations élaboussent d'autres constructeurs - Volvo, Renault, Jeep, Hyundai, Citroën, Fiat. Tous trichent sur les seuils d'émissions de particules. C'est le « Dieselgate ». L'eurodéputée « écologiste » du nord Karima Delli prend la tête de la fronde anti-diesel au Parlement européen, et s'attaque aux manœuvres des industriels et de leurs États respectifs pour se disculper. Le procès débute à peine en cette fin 2024, neuf ans après les premières révélations.

2 « A Tangshan, l'impossible lutte contre la pollution », *Le Monde*, 9-10 novembre 2014.

3 « L'avenir de la voiture électrique se joue-t-il en Chine ? », *France Stratégie*, Sept. 2018.

4 « Les batteries au lithium bouleversent des pans entiers de l'industrie », *Le Monde*, 5 novembre 2017.

Delli « l'écologiste » promeut la transition de l'industrie automobile vers le tout-électrique grâce au « tout-renouvelable ». À la condition de « mettre en place des filières permettant la réutilisation du lithium, du nickel et du cobalt » utilisé pour les batteries, mais aussi des « voies numériques », des systèmes de géolocalisation, et des technologies de « transmission *vehicle-to-vehicle* » qui permettraient « une meilleure gestion des pics de la consommation » électrique⁵. Karima Delli réclame un grand plan d'investissement industriel européen : nouvelle motorisation électrique, énergie renouvelable, le tout sous contrôle cybernétique. Ce que nous avons appelé *l'enfer vert* en 2013⁶. Voilà l'écologie réellement existante.

Enfin, troisième évènement pour clore cette année de bascule : en décembre 2015, la COP21 de Paris se conclut par la signature « historique » d'objectifs chiffrés de baisse des émissions de CO₂. Le patron des voitures électriques Tesla, Elon Musk, est aux côtés de Barack Obama pour défendre une « taxe carbone » qui financerait la « transition » vers les « énergies décarbonées »⁶. C'est-à-dire ses propres investissements dans les batteries (Tesla) et les panneaux solaires (SolarCity).

Le « succès » de la COP21 confirme l'hégémonie de la question climatique sur toute autre question écologique et sur le mouvement écologiste lui-même, au profit de l'énergie nucléaire et de la technocratie. Désormais, chaque mois de décembre en mondovision, des centaines de délégations étatiques, industrielles et citoyennes réunies autour du dieu Climat mettent en scène leur prise de conscience et promeuvent leurs solutions technologiques⁷.

14. Mutation électrique aux États-Unis et en Europe

De retour de la Conférence pour le climat (COP), Barack Obama, président du premier producteur mondial de déchets nucléaires et deuxième émetteur de gaz à effet de serre, se rend à l'usine SAFT flambant neuve de Jacksonville, en Floride : « Je suis venu ici chez Saft pour montrer ce que signifie investir dans l'avenir », lance-t-il aux salariés. Le groupe pétrolier Total s'apprête à racheter la vieille Société des Accumulateurs Fixes et de Traction, suivant sa politique de diversification et de verdissement de ses activités. Obama sert aux employés les éléments de langage des COP en faveur d'une énergie « plus propre » et « plus efficace » pour la « transition » vers une « nouvelle économie »⁸. L'usine SAFT vient de recevoir 100 millions de dollars de subventions de l'État fédéral. Une paille, au regard des futures aides.

Elon Musk inaugure un an plus tard, en janvier 2017, la première « Gigafactory » d'accumulateurs du monde. Néologisme censé frapper les esprits et souligner la démesure de ses réalisations. Désignant une usine produisant la quantité de batteries nécessaire pour stocker un *gigawattheure*, le terme devient vite une formule marketing : bienvenue dans l'univers *giga* des technologies d'avantgarde respectueuses du climat.

Tesla s'est associé pour cette première au fabricant japonais historique d'accumulateurs Panasonic. Après la mise en concurrence de la Californie, du Texas, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, les deux partenaires choisissent le Nevada, l'État qui allonge la plus grosse subvention : 1,3 milliard de dollars sur un total de 4,9 milliards d'investissements (presque un tiers), plus un terrain viabilisé vendu à vil prix et vingt ans d'exonérations de taxes. *Gigafactory* égale *giga*-subvention. Le Nevada accorde encore 300 millions de dollars d'exonérations en 2023 pour que Tesla agrandisse son usine.

5 *Dieselgate. Repenser la mobilité sans diesel*, Karima Delli et Xavier Maurel, Actes sud, 2019. ⁶

Tomjo, *L'enfer Vert*, L'Échappée, 2013.

6 *Le Point*, 2 déc. 2015.

7 Cf. « Maîtres & philanthropes de notre Mouvement Climat », Tomjo, *Chez Renart*, 2024, renart.info. *Le Grand sabotage climatique*, Fabrice Nicolino, Les liens qui libèrent, 2023. *Fin du monde et petits fours*, Edouard Morena, La Découverte, 2023.

8 « President Obama Visits Saft America's Advanced Lithium-ion Battery Manufacturing Plant », saft.com, 29 février 2016.

Cette première *gigafactory* s'étend sur 400 puis 700 hectares, ce qui en fait l'usine la plus vaste au monde. Les suivantes, à Berlin et Shanghai, sont à peine plus petites : « Nous avons fait des calculs pour savoir ce dont nous avons besoin pour faire basculer l'humanité entière vers les énergies renouvelables, déclare le patron de Tesla en 2016, dans un documentaire de *National Geographic*. Et nous avons besoin... de 100 Gigafactories⁹. »

Évidemment, le climat exige des sacrifices écologiques. L'implantation de l'usine berlinoise nécessite la destruction d'une forêt de 329 hectares, quelque 500 000 arbres¹⁰. On ne va pas chipoter, surtout pas les Verts allemands, à fond derrière le giga-projet d'Elon Musk¹¹.

Le gouvernement des États-Unis se dote d'un plan d'investissement ambitieux afin de relever les défis de la concurrence chinoise et du climat. Le 7 août 2022, alors que des giga-feux ravagent la Californie, le Sénat adopte l'*Inflation Reduction Act* du président démocrate Joe Biden : 370 milliards de dollars au profit des industriels des énergies renouvelables, du nucléaire, de la voiture électrique, et bien sûr des accumulateurs – ces deux derniers secteurs recevant 70 milliards à eux seuls. Greenpeace USA salue les « investissements indispensables » à la « transition juste »¹². Dans les secteurs de pointe comme les batteries, l'intervention de l'État ne connaît plus de limites. La guerre commerciale et industrielle est lancée.

L'Europe ne peut plus traîner. Le parlement européen vote en janvier 2020 le « Pacte vert » proposé par Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente, allemande et conservatrice, de la Commission. Cette « feuille de route » pour la « neutralité carbone », qui promet 1000 milliards d'euros sur dix ans, se concrétise trois ans plus tard en Plan d'investissement.

« Le *Green Deal* européen est notre nouvelle stratégie de croissance. [...] Nous voulons être les pionniers des industries respectueuses du climat, des technologies propres et du financement vert. Nous n'avons pas encore toutes les réponses, mais aujourd'hui est le début d'un voyage. C'est l'équivalent pour l'Europe du "Premier homme sur la lune"¹⁴. »

Au fait, qui est Ursula von der Leyen, l'instigatrice de ce grand Plan industrialiste européen sous couvert de fausse écologie ? C'est une proche d'Angela Merkel, élue de la CDU (centre droit), d'obédience évangélique luthérienne, issue d'une riche famille de marchands et patriciens connue en Saxe depuis le XVI^e siècle : la famille Albrecht. Selon sa biographie, elle aurait été menacée par la Fraction Armée Rouge (RAF) au point de s'exiler en 1978, pendant ses études, à la *London School of Economics* de Londres sous un nom d'emprunt. Cet exil doré dans la meilleure école de la City a en réalité une cause moins glorieuse.

Ernst Albrecht (1930-2014), père d'Ursula, compte parmi les premiers fonctionnaires de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) en 1954, puis de la Commission européenne en 1958. Ursula naît à Bruxelles cette année-là. La Commission européenne, le quartier européen de Bruxelles, c'est son jardin d'enfant, qu'elle partage avec son petit frère Hans-Holger, futur PDG du site de musique en ligne Deezer. En 1978, son père devient premier ministre du Land de Basse-Saxe. Il choisit la ville de Gorleben comme site d'enfouissement des déchets nucléaires allemands.

⁹ *Socialalter*, février 2021.

¹⁰ « About 500,000 trees cut down at site of Tesla gigafactory near Berlin », *The Guardian*, 22 août 2024.

¹¹ Le 10 mars 2024, un défilé « Tesla, nein Danke » rassemble un millier d'opposants quand celui des Pro-Tesla emmenés par le syndicat IG Metal, le SPD et les Verts en rassemble péniblement 200.

¹² « *The Inflation Reduction Act : the Good, the Bad, and the Ugly* », Greenpeace.org, 9 août 2022. ¹⁴ *The Parliament Magazine*, 11 décembre 2019.

Albrecht organise le 25 juillet 1978 une fausse évasion d'un membre de la RAF, Sigurd Debus, de la prison de Celle, avec l'espoir d'infiltrer ses hommes de main dans l'organisation terroriste. Ses sbires posent tôt le matin des explosifs contre le mur de la prison et du matériel d'évasion dans la cellule. L'opération échoue, les protagonistes disparaissent et se font oublier. Ernst préfère néanmoins éloigner sa fille quelques temps. Huit ans plus tard, en 1986, deux journalistes révèlent que cette tentative d'évasion n'était qu'une barbouzerie pilotée par l'ancien dirigeant du Land avec la complicité du directeur de la prison. Nous sommes alors en pleine campagne fédérale et Gerhard Schröder, candidat du SPD, accuse Albrecht d'avoir eu « recours à des moyens terroristes pour lutter contre le terrorisme ». Réplique du père d'Ursula : « la population exigeait exactement cela de moi ». Une enquête parlementaire confirme la version des journalistes mais Ernst n'est pas inquiet par la justice. Comme quoi la vie des technocrates n'est pas toujours aussi ennuyeuse que leurs rapports et leurs plans pour l'avenir.

Bref. La Commission européenne emmenée par Ursula von der Leyen répond aux plans chinois et américain en janvier 2023 avec un « Plan industriel du Pacte vert » : 140 milliards d'euros en faveur des renouvelables, de l'hydrogène, du stockage du carbone, des piles et batteries, etc. L'Europe entend produire 23 % des batteries mondiales (en volume) d'ici à 2030, contre 7 % en 2020.

« L'Europe est déterminée à jouer un rôle moteur dans la révolution des technologies propres, affirme la présidente. Grâce à un encadrement simplifié, il sera plus facile pour nos entreprises de transformer les compétences en emplois de qualité, et l'innovation technologique en production à grande échelle. Un meilleur accès au financement permettra à nos principales industries de technologies propres de se développer rapidement¹³. »

Un encadrement simplifié ? Thierry Breton, alors commissaire européen au marché intérieur, à l'industrie, au numérique et à la défense, nous explique. Certains projets « d'intérêt public » financés par l'Union européenne ne pourront être « empêchés pour des raisons environnementales ¹⁴ ». La Commission promet de « réduire le fardeau administratif » des autorisations environnementales et urbanistiques notamment. Simple comme laisser faire.

Et au fait, qui est Thierry Breton ? Né en 1955, il est le fils du physicien nucléaire protestant Denis Breton (1923-2023) qui passe l'essentiel de sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique jusqu'à en devenir le directeur. Denis travaille après-guerre sur la première centrale nucléaire française, nommée « Zoé », puis sur l'élaboration de la bombe H : « J'ai été une sorte d'électron, libre ou presque, oscillant entre les noyaux civils ou militaires du CEA au gré des besoins et des opportunités¹⁵ », confie-t-il en 2003. Thierry, lui, passe son diplôme d'ingénieur électricien à l'École supérieure d'électricité (SUPELEC) avant de diriger des groupes français aux confins du civil et du militaire, tels Bull, France Telecom, Alstom et Atos. Il est ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de 2005 à 2007 (gouvernement Raffarin), mais aussi président de l'Agence nationale de la recherche et de la technologie, prof à la *Harvard Business School* et administrateur d'une foule de boîtes publiques et privées.

Cet archétype de technocrate (architechnocrate ? Technarque ?) a tout pour emporter l'adhésion des « écologistes » européens, qui votent le « Plan industriel du Pacte vert » (ou le « Plan vert du Pacte industriel » ?). Et de saluer cette ambition planificatrice comme une mini-révolution au sein d'une

13 https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal/green-deal-industrialplan_fr

14 *Le Monde*, 18 mars 2023

15 Cf. *Confessions atomiques d'un électron libre : De Zoé à la fusion thermonucléaire*, Denis Breton, Société des Écrivains, 2003.

institution « libérale ». Comme si la CECA, la Politique agricole commune, Euratom, les plans « Horizon 2020 » ou « Horizon Europe » n'étaient pas la traduction d'une économie technocapitaliste dirigée.

15. Le Plan français réconcilie les industriels et l'écologie en sabotant le Droit de l'environnement

Copiant Obama, Emmanuel Macron effectue une visite de la SAFT, le 30 janvier 2020 à Nersac près d'Angoulême, et prononce un discours visant à « réconcilier l'industrie et l'écologie ». Le *verbatim* est sur le site de l'Élysée, dans le dossier « L'écologie, combat du siècle ». C'est vous dire.

« Je suis comme vous, extrêmement préoccupé par ce qu'on voit, par les conséquences du changement climatique, convaincu que notre pays doit saisir cette transition. Mais je ne fais pas partie des catastrophistes, qui consistent à dire : "Il faut détruire de l'emploi. Il faut décider de faire de la décroissance pour répondre à ce défi". On y répondra, comme d'ailleurs l'humanité l'a toujours fait, par de l'innovation, de la réorganisation, du savoir-faire.

C'est dans nos entreprises, si on porte ces changements. C'est dans vos mains, dans nos mains. Ce projet justement de batteries électriques pour les véhicules du futur, c'est la capacité à répondre aux défis écologiques, à recréer de l'emploi industriel sur nos territoires et à redonner de la force européenne¹⁶. »

Le président confirme la création d'un « Airbus des batteries » et 3,2 milliards d'euros d'aides publiques françaises et allemandes en faveur de la voiture électrique. Une première aide de 850 millions pour le partenariat industriel entre les batteries de Total/SAFT et les automobiles de Stellantis (Peugeot, Citroën, Opel) et Mercedes. Une première *gigafactory* européenne prévue sur le « Parc des industries Artois-Flandres » des communes de Douvrin et Billy-Berclau, dans le Pas-de-Calais, au cœur de l'ancien bassin minier. La « co-entreprise » Total/Stellantis/Mercedes s'appelle ACC, pour *Automotive Cells Company* (la Compagnie des cellules automobiles), et fabriquera 500 000 batteries par an. Cette installation est un symbole : la première usine de la « Transition » prend la place de la première usine de la « Reconversion », celle de la Française de mécanique arrivée en 1969¹⁷, aujourd'hui délocalisée en Hongrie. Comme dit Matthieu Hubert, secrétaire général d'ACC, l'industrie de la batterie est « le nouveau sauveur de l'ancien bassin minier¹⁸ ». À peine quatre mois plus tard, Macron annonce depuis les Hauts-de-France un autre « plan de soutien pour rendre la filière automobile plus verte et plus compétitive ». Huit autres milliards distribués sous forme de « bonus écologique » et de « prime à la conversion », ce qui porte l'aide publique aux industriels de l'automobile et des batteries à 11,2 milliards d'euros.

Si vous vous perdez dans tous ces milliards, notez que le budget du ministère de la culture, la même année, est de 3,7 milliards d'euros, et celui de l'Éducation nationale, le plus important, de 73,4 milliards.

Mais ce ne sont encore là que des subventions ciblées et ponctuelles destinées à un seul secteur. Le 12 octobre 2021, Macron dote enfin le pays d'un Plan « France 2030 », d'abord doté de 30 milliards d'euros, puis de 54. Une pluie d'investissements stratégiques qui répond aux tsunamis chinois, états-uniens et européens.

16 « Discours du Président Emmanuel Macron aux salariés de l'usine Saft, à Nersac, une entreprise qui a fait le choix de la France, de l'Europe, et de la transition écologique », Elysee.fr, 30 janvier 2020.

17 Cf. chap. 9

18 *Le Monde*, 9-10/06/24

Ces 54 milliards abondent dix secteurs industriels parmi lesquels les petits réacteurs nucléaires, l'hydrogène, l'électrification des usines (*alias* « décarbonation »), l'avion bas-carbone, la conquête de l'espace et des fonds marins, et bien sûr les véhicules électriques et leurs batteries. Ces deux derniers secteurs se réservent 5 milliards d'euros, portant l'aide publique, si ce ne sont pas les mêmes milliards que ceux mentionnés plus haut, à 16,2 milliards d'euros. Davantage que le budget de la Justice ou celui des Affaires sociales pour une année.

Pour être complets, signalons qu'une « Stratégie nationale sur les batteries » se déploie « au cœur de la décarbonation » de l'automobile prévue pour 2030. Sachez que la maîtrise stratégique de cette « chaîne de valeur » qui va de l'extraction des métaux au recyclage des batteries, pour défendre « prospérité » et « climat », se conjugue entre « héritage industriel et innovation¹⁹ ». L'héritage des industriels de l'automobile, des accumulateurs et de la sidérurgie, décrit aux chapitres précédents, multiplié par la R&D privée et la recherche publique : plus de 24 laboratoires du CEA, du CNRS et de l'IFPEN²⁰ travailleront à la batterie du futur, le recyclage du futur, l'intelligence artificielle du futur pour optimiser la batterie du futur. S'il reste un futur.

Conséquence de cette ruée vers l'électromobile : l'industrie a besoin d'électricité. Macron annonce dans son fameux « Discours de Belfort » du 10 février 2022 la relance historique de la politique nucléaire française. Le président pose pour l'occasion au milieu de l'usine General Electric, devant une turbine Arabelle rutilante, ce rotor de 70 mètres de long destiné à des centrales nucléaires de 1900 MW, à la fois le plus puissant du monde et de fabrication française. La mise en scène associe la toute-puissance de l'État à celle de l'Électricité, censées relever les défis écologiques du XXI^e siècle.

Macron promet six réacteurs de type « EPR 2 » et la prolongation des vieux réacteurs au-delà des 50 ans initialement prévus – la précédente loi de programmation énergétique, votée après la catastrophe de Fukushima, prévoyait une douzaine de fermetures. A quoi il ajoute 40 GW d'électricité éolienne, « soit une cinquantaine de parcs éoliens en mer », et 100 GW d'électricité solaire. Mais, se désole le président, les temps de procédure ralentissent l'action vigoureuse que nécessite l'Histoire. Sa mine devient grave, son menton s'avance : Macron lèvera « toutes les barrières réglementaires » qui nuiraient à la Transition. Aux aides financières succéderont les faveurs administratives.

Le parlement français adopte le 7 février 2023 une loi d'accélération des énergies renouvelables : « Jusqu'à 5 ans de délai réduit pour un projet solaire photovoltaïque, jusqu'à 2 ans de délai réduit pour les projets éoliens en mer ». La loi accorde une « présomption de raison impérieuse d'intérêt public majeur » qui autorise certains chantiers à déroger à la protection de la faune et la flore ; elle réduit l'instruction des demandes d'autorisation environnementale ; et si d'aventure un préfet n'accorde pas ladite autorisation - dossier mal ficelé ou projet manifestement illégal - un « Fonds de garantie » couvrira les pertes financières liées à la procédure. Voilà qui devrait sécuriser les industriels.

Quatre mois plus tard, le parlement adopte une loi similaire en vue de l'accélération du nucléaire. Celle-ci prolonge la durée de vie des réacteurs existants et, sans entrer dans les détails, dispense EDF de plusieurs demandes d'autorisations relatives au Droit de l'urbanisme. Enfin, la loi dite « Industrie verte » du 10 octobre 2023 permet aux usines labellisées « intérêt national majeur » de déroger au Code de l'environnement. Ces passe-droit dépendent du seul ministre de l'Industrie. Avant de quitter son poste, Bruno Le Maire a eu le temps d'accorder à une future mine de lithium dans l'Allier et à des usines de fabrication de cellules photovoltaïques, des sites viabilisés clés-en-main avec autorisations d'urbanisme simplifiées, accélération sinon suppression des concertations publiques, et délivrance par ses services des permis de construire à la place des maires récalcitrants.

19 « Stratégie nationale sur les batteries », Édito de Bruno Le Maire, mai 2023.

20 Institut Français du Pétrole et des Énergies Nouvelles, institut de recherche public dédié à l'industrie pétrolière.

Ce n'est plus de l'économie dirigée, c'est le fait du Prince. Dont bénéficieront également les futures *gigafactories* d'accumulateurs.

Quoi qu'on pense de l'efficacité du droit de l'environnement, après les lois ELAN en 2018 (Logement, Aménagement et Numérique) et ASAP en 2020 (Accélération et Simplification de l'Action Publique) restreignant les droits des associations et des riverains, ces trois dernières lois de techno-accélération renforcent l'autoritarisme industriel. En fait d'innovation, la Transition perpétue la tradition des manœuvres entre grandes compagnies et gouvernements de notables. Président saint-simonien, Macron s'épanouit dans cette ambiance Louis-Philippe 4.0.

15. « Vallée de la batterie »

L'industrie de la « décarbonation » ravage le Nord

Revenons dans le Nord : la « transition » y dispose d'une sidérurgie de grande capacité, d'un « écosystème » automobile intégré, d'une technologie d'accumulateurs à maturité, d'une manne financière et d'une législation allégée. Les giga-industriels peuvent investir la région, qui leur cède tout : son eau, son électricité, ses transports, ses hectares, sa main d'œuvre formée. Ce pillage est déclaré publiquement, tout comme les autorisations accordées par l'État et les collectivités. Rien de secret, nous avons les noms, les dates et les adresses.

D'abord, les cinq *gigafactories*. Après l'usine ACC de Total/SAFT et Stellantis déjà citée, sur la zone de Douvrin, le fabricant chinois d'éoliennes et de batteries Envision s'associe au constructeur automobile Renault pour installer à Douai la deuxième giga-usine de batteries des Hauts-de-France. Entre autres exigences, ils réclament l'électricité d'une ville comme Marseille (plus de 800 000 habitants) pour fabriquer 500 000 batteries par an. Accordée par notre bon préfet. La région, elle, offre 60 millions d'euros.

La troisième *gigafactory* des Hauts-de-France est construite par Verkor, une *start-up* grenobloise. Grenopolis colonise Dunkerque ? On y revient.

Le Taïwannais ProLogium, fabricant de batteries lithium-céramique pour smartphones, associé quant à lui à Mercedes-Benz, plantera la quatrième *gigafactory* de France sur 130 hectares nouvellement défrichés par le port de Dunkerque. L'usine prévoit de produire 750 000 batteries par an. ProLogium réclame 2,6 millions de m³ d'eau, soit la consommation de 48 000 habitants. Le préfet a donné son accord, en dépit des arrêtés sécheresse qu'il signe pourtant depuis sept étés. ProLogium a choisi Dunkerque pour sa « disponibilité foncière », son « bassin d'emploi », ses « nombreuses universités et écoles », et son « énergie bas carbone à un prix compétitif » (nucléaire) – oubliant les subventions ²¹. L'État et l'Europe offrent 1,5 milliard d'euros sur les 5,2 d'investissements, soit 29 %. *Les Échos* s'étonnent de la « surenchère dans la course aux subventions chez les fabricants de batteries²⁴ ». Laquelle n'échappe pas au directeur du concurrent ACC : « Nous sommes émus par les montants reçus par ProLogium, qui représentent près de trois fois plus que ce à quoi nous avons eu droit²⁵ ».

Pauvres pillards. Stellantis a menacé de déménager aux États-Unis sa *gigafactory* en construction en Ontario, quand son concurrent Volkswagen a reçu 13 milliards de dollars canadiens (9 milliards d'euros) de subventions. Le gouvernement canadien a obtempéré en lui versant 10,2 milliards d'euros pour ramener l'usine sur son territoire en transition.

²¹ Cf. Dossier de concertation, 2023.

²⁴ 18 septembre 2023 ²⁵ *Idem*.

Une cinquième giga-usine française s'installera sur la Zone d'activité commerciale « Jules Verne » de Boves, à côté d'Amiens dans la Somme. Celle-ci fabriquera des accumulateurs au sodium, comme le fit Jules Verne il y a 155 ans. « C'est une vraie fierté pour Boves d'accueillir Tiamat, comme la commune avait accueilli Amazon », s'enorgueillit la maire²². Tiamat prétend que ses batteries sodium-ion sont plus rapides à charger, plus durables, et surtout dépourvues de lithium et de cobalt dont l'approvisionnement est à la fois tendu et catastrophique. Attendons les documents officiels avant de juger la qualité du *greenwashing*.

Tiamat soigne son *storytelling*. Elle est une « spin off », en novlangue techno une boîte issue d'un laboratoire universitaire - en l'occurrence un labo CNRS de l'université de Picardie « Jules Verne ». Le *Journal du CNRS* se flatte de cette contribution au Progrès de l'Homme et des Sociétés :

« - Vous commercialisez un tournevis sans fil chez Leroy Merlin, en quoi est-ce une étape clé de votre entreprise Tiamat ?

- Cette commercialisation est notre toute première et c'est surtout une première mondiale dont nous sommes très fiers : aucune autre société dans le monde n'a à ce jour commercialisé un produit grand public alimenté par la technologie de batteries sodium-ion, quelle qu'elle soit. Ce tournevis sans fil sera en rayon dans certains Leroy Merlin dès le mois d'octobre. [...] Tout cela a été rendu possible grâce aux inventions des chercheurs du CNRS à l'origine de la technologie, coordonnés par le Professeur Tarascon, et à leur volonté de créer Tiamat²³. »

On a beau être rompus aux délires scientistes, ce tournevis sans fil nous laisse songeurs. Mais c'est sûrement notre incurable obscurantisme. Rien de tel chez les investisseurs : le dernier « tour de table » de Tiamat a fait entrer à son capital Stellantis, Arkema (chimie), et le groupe français MBDA qui fabrique les missiles de l'armée, y compris nucléaires. Une vraie *success story* pour le créateur de Tiamat, le Pr. Tarascon, médaille d'or du CNRS en 2022.

Après son post-doc aux États-Unis, Jean-Marie Tarascon entre chez *Bell Labs* en 1983 pour élaborer les batteries au lithium de futurs téléphones portatifs. De retour à l'université d'Amiens en 1995, il rapporte de son expérience américaine quelques dizaines de brevets et un *credo* inspirant pour les *winners* de sa *spin off* : « *Do what you want, but be number one*²⁴ ». Autrement dit : « Fais des armes de destruction massive ou des visseuses, mais sois le meilleur ». Le CNRS devrait se l'inscrire au fronton.

Revenons à Verkor, notre troisième *gigafactory*. Quand les projets techno-industriels croisent notre jumelage anti-industriel entre Grenopolis et les Hauts-de-France, l'occasion est trop belle.

Verkor, comme son nom l'indique subtilement, est une *start up* créée à Grenoble en 2020. « Un futur géant », dicit *Le Daubé*, dont le démarrage fulgurant en dit long sur la course affolée de la technocratie pour conserver sa puiscience, *quoi qu'il en coûte*. En 18 mois, les créateurs de Verkor – dont deux anciens de Tesla – ont convaincu Renault, Schneider Electric, Capgemini et Arkema d'entrer au capital de leur boîte ; levé plus de 110 millions d'euros ; annoncé par la voix d'Emmanuel Macron en février 2022 la construction d'une *gigafactory* à Dunkerque d'ici 2025... sans avoir produit la moindre batterie.

²² *Le Journal des Amiénois*, février 2024.

²³ Cnrs.fr, 25 octobre 2023.

²⁴ *Le Journal du CNRS*, 19 décembre 2022.

Pas moins de trois ministres inaugurent le *Verkor Innovation Center* - « VIC » en dauphinois - sur la Presqu'île scientifique de Grenopolis le 29 juin 2023. Le VIC regroupe le siège de Verkor, son centre R&D et une « école de la batterie » qui ne formera pas des musiciens mais 1600 opérateurs et techniciens en cinq ans, du CAP au doctorat. C'est là qu'est installée la première ligne de production de Verkor, « hautement digitalisée », signale le directeur technique (robots et numérique).

L'occasion pour l'ex-ministre de l'industrie, Roland Lescure, de rappeler le dessein technocratique : « Profiter de la transition écologique pour faire une véritable révolution industrielle²⁵ ».

Trois mois après cette inauguration, Verkor lève plus de deux milliards d'euros pour financer sa *gigafactory* dunkerquoise – dont 650 millions de subventions issues du plan « France 2030 », de la Région Hauts-de-France (60 millions) et de la communauté urbaine de Dunkerque (30 millions). Macron salue « un record » et « un modèle²⁶ ». Ce n'est pas fini. En mai 2024, Verkor accroît son financement avec un prêt de 1,3 milliard auprès de 16 banques commerciales et publiques. Plus de trois milliards pour une *start up* de quatre ans, c'est du jamais vu. Tel est le prix du *putsch* industriel, auquel s'ajoutent bien sûr la terre, les ressources naturelles et humaines, les nuisances, les risques. Les voisins du *Verkor Innovation Center* s'en sont inquiétés, vite rassurés par un dirigeant en réunion publique : « À Grenoble, la production représente 1 % de ce que nous allons faire à Dunkerque²⁷ ». A la technopole la R&D, aux Nord les usines. Toutes les excuses des natuiriens dauphinois aux amis ch'tis.

Verkor détruit donc 150 hectares que le port de Dunkerque a pris aux terres agricoles, pour bâtir son usine géante (140 000 m²) - « le plus long bâtiment de France ²⁸ », selon le directeur de l'aménagement et de l'environnement du port - et produire 300 000 batteries par an pour les véhicules électriques. Le projet figure parmi les 50 les plus innovants au monde selon le « Project Management Institute ».

Sur 40 sites envisagés, la *start up* a choisi Dunkerque pour ses avantages « en termes de terrain, de logistique, de capacité énergétique, de proximité des clients, d'accès à une main-d'œuvre qualifiée et d'expansion²⁹. » Dunkerque livre ses routes, ses trottoirs, ses logements, ses deniers, son eau, ses dunes, son horizon, ses habitants et leurs enfants à l'industrie depuis 80 ans. La Machine engloutit le territoire à la vitesse de sa puissance destructrice. « En novembre 2023, il n'y avait rien sur le terrain³⁴ », dit l'envoyée spéciale du *Monde*. « Rien », ça n'existe pas sur Terre, mais pour le journal de la technocratie, cela signifie *rien de productif*. « Tout est allé très vite, car il s'agissait d'un terrain "Choose France" [l'agence gouvernementale qui facilite l'implantation d'usines en France], explique M. Paineau [cofondateur de Verkor]³⁵ ».

Pour son premier *job dating* à Dunkerque, en 2024, Verkor a compté 1200 candidats pour 200 postes proposés. Comme l'usine est visible depuis l'autoroute, les gens voient les travaux et les emplois avancer. « C'est tout bête³⁰ », dit le PDG Benoît Lemaignan. Bête à pleurer.

16. « Recyclage » & gaspillage

Aux côtés des *gigafactories*, la « Vallée de la batterie » accueille des usines de composants et de recyclage, qui témoignent des quantités de métaux et produits chimiques nécessaires à la Transition

²⁵ *Le Daubé*, 30 juin 2023.

²⁶ *Le Daubé*, 15 septembre 2023.

²⁷ *Le Daubé*, 5 mai 2023.

²⁸ *Le Monde*, 19/09/24

²⁹ *La Voix du nord*, 16 avril 2024.

³⁴ *Le Monde*, 19/09/24 ³⁵ *Idem*.

³⁰ *Le Daubé*, 24 septembre 2024, supplément « Tech & Fest ».

« écologique ». Rien que pour la cathode de la batterie, il faut des oxydes de nickel, de cobalt, de manganèse et de lithium. Un alliage raffiné sous forme de poudre, produit presque exclusivement en Chine. Ces matériaux transiteront par le port de Dunkerque avant d'arriver dans leurs usines de conditionnement par camion ou péniche. Il faut beaucoup de fioul pour rouler « propre ».

Les technologistes misent sur le recyclage. Suez et Eramet installeront à Dunkerque une usine de traitement de batteries au lithium. Suez est un groupe privé international de dispersion de déchets. Eramet est le grand groupe français d'extraction minière (un tiers de son capital appartient à l'État). Il exploite le nickel calédonien, le manganèse gabonais, et le plus grand gisement de lithium au monde à Centenario en Argentine. Sur les 50 000 tonnes de matériaux que ces deux compagnies traiteront chaque année, 90 % du nickel, du cobalt, et du lithium seront recyclés. 5 000 tonnes de ces matériaux polluants seront donc rejetées on ne sait où.

Réutiliser ces composants pour de nouvelles batteries n'est pas une formalité : « Ce qui sort des usines de recyclage est un matériau appelé "black mass" dans lequel les composants métalliques sont mélangés³¹ », souligne le directeur de l'Observatoire français des ressources minérales pour les filières industrielles. Il faut donc trier les particules de nickel, cobalt, manganèse et lithium, moyennant l'emploi massif de solvants, acides et autres réactifs chimiques, et une giga consommation électrique. Pour l'heure, seule la Chine le fait à l'échelle industrielle : il faut lui renvoyer les batteries à recycler – encore du fioul pour la « transition ».

Trêve d'ironie : Orano (ex-Areva), spécialiste de l'approvisionnement en uranium pour le nucléaire, et l'entreprise chinoise XTC, s'associent pour créer deux usines de production et de recyclage des « matériaux critiques » pour les batteries, à Dunkerque en 2026. Coopération avec Grenopolis à nouveau : c'est le CEA-Grenoble qui développe le procédé de recyclage. Orano et Stellantis ont annoncé en octobre 2023 la création d'une coentreprise pour le recyclage des batteries de voitures... avant de renoncer en septembre 2024 sans explications.

De son côté, le Norvégien Hydrovolt prévoit aussi une usine de recyclage dans la Vallée de la batterie, à Hordain près de Tourcoing, pour 2025.

Outre leurs batteries, les voitures électriques réclament des moteurs particuliers, moulés dans un « acier électrique » aux propriétés magnétiques particulières. ArcelorMittal, anciennement Usinor, se prépare à en produire 200 000 tonnes par an sur son site de Mardyck près de Dunkerque. L'usine doit ouvrir une nouvelle ligne de production dédiée, justement intitulée « Electryck », pour équiper 2,5 millions de moteurs. Il lui faudra 2 750 tonnes d'acides et l'électricité de 200 000 personnes³², sans compter l'eau³³.

Heureusement que pèse la menace climatique, sinon ces entreprises seraient dénoncées pour ce qu'elles sont : des pilleuses de fonds publics et des ravageuses de l'environnement. Quel que soit son gaspillage électrique et chimique et ses nuisances, le recyclage est forcément « vert ». Rares sont les alertes des associations écologistes, des habitants ou des élus locaux. Au contraire. Comme le rappelle Eramet : « L'implantation d'une nouvelle installation industrielle aurait un impact positif sur la fiscalité locale³⁴ ». Tout s'achète, et tout se vend. C'est ainsi que le Dunkerquois s'équipe depuis 80 ans en salles des fêtes, piscines et gymnases surdimensionnés.

³¹ *Le Monde*, 17/01/23

³² « Si l'on cumule l'ensemble des projets de décarbonation d'Arcelormittal à Dunkerque (Nord), [...] il faudra multiplier par huit la consommation d'électricité du site, qui est de 1,5 TWh par an », a calculé ArcelorMittal. Cf. « L'électrification, l'autre défi de la transition énergétique », *L'Usine nouvelle*, 1^{er} avril 2021.

³³ Les deux sites d'ArcelorMittal de Grande-Synthe et Mardyck consomment déjà 15 millions de mètres cubes par an, l'équivalent de 275 000 personnes. Arcelor en pompera 350 000 supplémentaires pour ces moteurs. Cf. Étude d'impact, 10 novembre 2022.

³⁴ Cf. Dossier de concertation, 2024.

Devant l'avalanche de projets « électro-intensifs », RTE, le réseau de transport d'électricité, alerte : la « décarbonation et l'attractivité du Dunkerquois » réclament 4 500 MW d'électricité en plus d'ici 2040 – soit le triplement de la consommation actuelle. « RTE se prépare à un changement d'échelle, avec la création de deux nouveaux postes électriques de 400 000 volts. Un investissement historique de 1,3 milliard d'euros³⁵. »

Les 5 400 MW des six réacteurs actuels de Gravelines, et les 600 MW de la centrale éolienne prévue au large, ne suffiront pas. L'électricité produite par la plus puissante centrale d'Europe sera entièrement dédiée aux gros chimistes et sidérurgistes. Les scénarios et prédictions des technocrates du « Mix énergétique », y compris ceux des alter-technocrates du « 100 % renouvelables », ont explosé. Mais la technologie fournit la solution aux problèmes qu'elle crée. Deux réacteurs « EPR 2 » sont prévus à Gravelines et deux autres le sont à Penly, 180 km plus bas.

Entre 2020 et 2024, les Hauts-de-France ont subi une avalanche de projets techno-industriels et de subventions sans doute inédite. Les Plans Monnet & Marshall d'après-guerre, les Plans de Conversion et de Reconversion d'après-charbon ont-ils à ce point bouleversé la région, son appareil productif, sa place dans l'économie européenne et la vie qu'elle offre à ses habitants ? Difficile à dire. Les ordres de grandeur sont similaires. Les investissements publics, l'état d'esprit conquérant des entrepreneurs, la mobilisation technocratique et scientifique se ressemblent. Comme hier, les ressources sont à disposition de l'industrie, l'argent de l'État, l'eau, l'électricité, l'espace, et bien sûr la matière humaine, si elle daigne se hisser à la hauteur de l'Histoire. Sinon on l'y aidera. Comme on dit chez les technologistes verts de l'ONG Transport & Environnement : « L'histoire est en marche, la question est de savoir si on veut monter dans les wagons ou pas³⁶ ».

17. Avis de décarbonation générale mobiliser la main d'œuvre

Les Hauts-de-France sont devenus en quatre ans l'usine à batteries de l'Europe. Deux à trois millions d'exemplaires en sortiront chaque année. Afin d'y parvenir, l'État et les collectivités locales se sont engagés à livrer aux industriels 20 000 travailleurs d'ici dix ans, apprentis, ouvriers, ingénieurs. Les deux EPR nécessiteront à eux seuls l'emploi de 7 000 personnes pendant les douze années de construction, qu'il faut loger, former, affréter, divertir. Mais un problème se pose :

« Les jeunes n'ont pas très envie de bosser dans l'industrie, alors il y a un gros travail de communication et d'image à réaliser, avoue la directrice marketing de l'Association Régionale de l'Industrie Automobile (ARIA), chargée d'attirer la main d'œuvre. C'est pourquoi nous avons inventé la marque "Vallée de la batterie", inspirée de la *Silicon Valley*, pour être attractifs³⁷. »

Quoi ? Les jeunes préfèrent se la couler douce au soleil plutôt que de perdre 35 heures de vie par semaine dans une usine électrochimique d'une zone industrielle du nord de la France ? L'Agence d'urbanisme de Dunkerque a des idées : « Pour atteindre le plein-emploi, il faudra rendre l'industrie plus attractive, ouvrir davantage le secteur aux femmes, assurer le lien formation-emploi et donner

35 « A Dunkerque, les besoins en électricité explosent », 16/03/24, https://www.lepoint.fr/environnement/a-dunkerqueles-besoins-en-electricite-explosent-16-03-2024-2555186_1927.php#11

36 Le Daubé, 31/05/23

37 Propos recueillis le 21 mars 2024 lors d'une conférence organisée par l'université de Lille sur le thème : « Les gigafactories : attractivités des métiers et des territoires ».

encore plus envie de s'installer sur le territoire³⁸ » On n'attrape pas les mouches avec du cobalt. A chaque « acteur du territoire » sa partition pour séduire les « futurs talents ».

« France Travail » recrute des jeunes et des chômeurs lors de journées astucieusement intitulées « En route vers l'emploi », cependant que le Conseil départemental du Nord appâte la main d'œuvre pendant sa semaine « Réussir sans attendre » (RSA) – et n'attendez pas, car « L'industrie du futur recrute déjà dans le Dunkerquois »⁴⁵ ! Les agents du département installent des tables de contrôle factices avec des gros boutons de couleur et des gros leviers pour habituer les chômeurs aux métiers du futur. Séduisant, non ?

Côté entreprises, EDF fait visiter sa centrale par bus entiers pour susciter des vocations auprès des lycéens, et des lycéennes, grâce à des programmes destinés aux futurs ingénieurs. Au collège Lucie Aubrac de Petite-Synthe, Arcelor sensibilise les jeunes « aux métiers de demain » dont ceux des « aciers électriques³⁹ ». Le fabricant d'éoliennes Dillinger organise des jeux-concours dans les collèges et lycées ; les lauréats « se voient offrir un stage d'une semaine au sein de [l']entreprise⁴⁰ ». Comment résister ?

Ces opérations sont réalisées grâce au « Pacte éducatif du Dunkerquois » conclu entre 63 écoles, sept collèges, dix lycées, l'université, la communauté urbaine, Arcelor, EDF, etc. Le Pacte éducatif, c'est l'École de l'usine, ou l'usine à l'école : « Les entreprises recruteuses sont invitées à transmettre leurs offres d'emploi à l'adresse : recrutement@eedk.fr », on leur enverra du bétail.

La main d'œuvre captée, reste à la former. Le rectorat et l'université collaborent avec les industriels au sein d'un centre de formatage appelé « Electro'mob » lancé en avril 2023 et doté de 27 millions d'euros – de l'État ; la région, les *gigafactories*, les constructeurs, l'université. Ils organisent ensemble les filières éducatives, répartissent la main d'œuvre selon les besoins, et rédigent les programmes⁴¹. Objectif : former 13 000 salariés aux « métiers de l'électricité » (du CAP au doctorat) d'ici 2030. Stellantis et Verkor ont quant à elles fondé leur propre *Battery Training Center* pour former leurs opérateurs, comme l'École de la mine formait hier ses petits galibots.

L'Appel de la voiture du futur résonne comme un avis de mobilisation générale, avec agents recruteurs déployés dans les lieux publics (on en a vu rôder dans les gares) et une propagande particulièrement destinée aux jeunes et aux femmes : ces opérations ne sont pas sans évoquer les affiches de recrutement de l'armée et de l'armement, en 1942 aux États-Unis, avec leurs slogans « *We need you !* » et le mémorable « *We can do it !* », destiné au prolétariat féminin, et qu'une marque de chaussures de sport détournera à son compte (*Just do it*). La presse locale se met au service de la mobilisation :

« Polluée, frappée d'un déficit démographique persistant et d'un chômage élevé, la cité du corsaire Jean Bart négocie depuis deux ans un cap stratégique en accueillant dans son port des industries propres et hyper modernes. C'est cette révolution industrielle sous nos yeux que nous vous proposons de découvrir dans ce premier supplément. *La Voix du Nord*, qui a toujours soutenu les initiatives bonnes pour l'emploi et la région, vous informera tout au long des prochains mois de l'actualité dans cette zone en mutation. Fonctionnement des gigafactories, chantiers en cours, postes et logements disponibles, conseils pour bien vivre sur la Côte d'Opale... toute la rédaction se mobilise aussi sur notre site Internet dans un espace

38 « A Dunkerque, 20000 nouveaux emplois à pourvoir, un vrai défi », *La Voix du nord*, 17 avril 2024. ⁴⁵

Nord Info, le journal du Conseil départemental du Nord, novembre 2023.

39 *La Voix du nord*, 15 septembre 2022.

40 *La Voix du nord*, 31 mars 2024.

41 Electro'Mob, 27 millions d'euros dont 14 de l'État.

intitulé "*Demain Dunkerque*". Parce que "demain" s'annonce prometteur dans cette ville qui se verdit sans tourner le dos à son passé⁴²⁴³. »

Ainsi s'exprime le rédacteur en chef adjoint du seul quotidien régional, sans recul ni souci de déontologie. On attend ses explications sur la perte de confiance dans la presse lors de la prochaine conférence de l'École supérieure de journalisme de Lille.

L'art et le divertissement sont mis à contribution. Les amateurs d'art contemporain profitent ainsi d'une triennale démesurée, conjuguant « Art & Industrie », financée par le ministère de la Culture, mais aussi par Total, EDF, Arcelor, etc. Sous le titre « Chaleur humaine », l'édition 2023 s'est intéressée au thème des « énergies ». Quelle bonne idée. La propagande manque un peu de subtilité, mais qu'importe : « Il faut sortir de l'image "Germinal" de Zola encore prégnante », recommande le patron dauphinois des batteries Verkor en quête de chair fraîche⁵⁰. Et de citer le feuilleton télé *Baron noir*, le film *Dunkerque* de Christopher Nolan, la réfection de la digue de Malo-les-Bains, ou encore la construction d'une patinoire comme autant d'arguments pour « attirer les talents ». Voyez comme on nous parle.

Quant à se défaire de « l'image Germinal », l'affaire est plus compliquée, même pour les *leaders* de la *start-up nation*. Les vieux réflexes patronaux ressurgissent dès que la main d'œuvre rechigne à la tâche. Emmanuel Macron n'a-t-il pas plaidé pour qu'un « réarmement démographique » relève les défis du XXI^e siècle ? C'est qu'il « risque de manquer demain de travailleurs dans les métiers que nous sommes en train de créer, du nucléaire jusqu'au numérique⁴⁴. » Alors si le personnel féminin et les labos de reproduction artificielle pouvaient produire les petits prolétaires de la décarbonation dès aujourd'hui, ceux-ci seraient opérationnels pour la mise en service des EPR d'ici quinze ans. On voit d'ici l'affiche à l'entrée des Caisses d'allocation familiales : « Travail – Famille – Batteries. Le Climat a besoin de toi ! »

Si, malgré les efforts reproductifs, la démographie française ne parvenait pas à répondre à la demande de bras industriels, le patronat et l'ex-ministre de l'industrie Roland Lescure ont livré la liste des « métiers en tension » habilités à exploiter la main d'œuvre immigrée : « Il faut qu'on fasse feu de tout bois pour que la nation française soit à nouveau une nation industrielle, écologique et souveraine, s'est enhardi le ministre. Il va sans doute falloir avoir recours à l'immigration⁴⁵. » Il faudra trouver 100 000 travailleurs hors d'Europe, a-t-il calculé. Les agents recruteurs de la Batterie seront dépêchés dans les *hotspots* libyens comme hier ceux des Houillères envoyés dans les campagnes flamandes, les gares de triage polonaises, les régions du sud italien et les vallées de l'Atlas marocain.

L'État, la Région, les bailleurs, les services statistiques et d'urbanisme, se préparent à un arrivage massif de travailleurs. Le Medef lui-même est actionnaire du bailleur social local. Ils vont ensemble construire 12 000 logements en dix ans, soit plus de 1 000 par an, quand la moyenne actuelle plafonne autour des 150. Les bétonnières vont tourner et on se demande si les agents d'insertion enverront des prisonniers casser du caillou pour la Transition. Des « appart'hôtels » transitoires sont construits en urgence pour abriter les premiers salariés du BTP, des studios seront adaptés aux « travailleurs délocalisés », de grands logements sociaux accueilleront à faible coût les ingénieurs des usines. Un « RER littoral » d'un milliard d'euros s'étirera encore le long de la côte pour charrier matin et soir les futurs travailleurs venus du Calais, à quarante kilomètres de là.

42 *La Voix du Nord*, 19 juin 2024.

43 septembre 2024.

44 Elysee.fr, 16 janvier 2024.

45 *La Tribune*, 25 novembre 2023.

Des corons et des baraquements, des écoles pour galibots et ingénieurs de la batterie, des campagnes de propagande productive voire reproductive, des agents recruteurs au loin et dans les collèges, des voies ferrées pour la main d'œuvre et des loisirs payés par le patron, l'exploitation de la terre et des hommes sous la coupe débonnaire des grands notables : malgré ses efforts de modernité, la Transition c'est *Germinal*.

Tomjo & Mitou
Lille, Grenopolis, 23 octobre 2024

▲ [RETOUR](#) ▲

Après Linky

Et si on revenait à la bougie ?

(le noir bilan de la « Houille blanche »)

Cela fait 150 ans que ça dure. Depuis l'invention de la « Houille blanche » en 1869 à Grenoble, des générations d'opposants au despotisme de l'électro-industrie ont essuyé l'invective : « - Vous les opposants (passéistes/obscurantistes/conservateurs/écologistes), vous voulez revenir à la bougie ! »

Le mouvement anti-Linky, les pêcheurs du Tréport opposés aux éoliennes en mer et les habitants de Bure contre l'enfouissement de déchets nucléaires sous leurs pieds, font partie parmi tant d'autres de cette dernière vague d'humains à se faire ainsi apostropher par les Seigneurs du Progrès. À force, on finit par se demander si l'électrification de nos vies, de nos villes et campagnes, à l'échelle nationale et globale, fut un tel bienfait, et pour qui.

C'est ce que nous avons tâché de savoir, à partir de l'exemple grenoblois et de sa société emblématique, Gaz et électricité de Grenoble, fondée en 1903. Surprise. Nous avons découvert des paysans hostiles aux ravages des campagnes. Des citoyens rétifs à la consommation et à l'électroménager, des populations indifférentes au « progrès », que les technocrates durent vaincre et convaincre à coup de lois, d'expropriations, de vente forcée, de propagande.

Aujourd'hui, peu de fanatiques oseraient soutenir que l'électro-industrie fut un bienfait pour la nature. De plus en plus de gens réalisent également le coût social et humain de la Sorcière Électricité. En fait, si l'on additionne les milliards d'heures de travail gaspillées à produire, transporter, consommer de l'électricité et les appareils pour l'utiliser, il se pourrait qu'elle nous ait coûté beaucoup plus d'énergie qu'elle ne nous en a apporté. Cent cinquante ans après l'invention de la Houille blanche, Internet et le *big data*, la *smart city*, les objets connectés et la 5G, bref la vie numérique nous entraîne dans un nouveau cycle vicieux, suivant les mêmes procédés et avec des effets encore pires.

Nos données les intéressent

Jeudi 14 février 2019, dans les locaux rénovés de l'ancienne halle industrielle BouchayerViallet. Ici, autrefois, les chaudronniers Joseph Bouchayer et Félix Viallet fabriquaient les « conduites forcées », de gros tuyaux pour acheminer la « houille blanche », l'eau des barrages, aux centrales hydroélectriques, et contribuer ainsi à l'électrification des Alpes. Aujourd'hui, des *start up* et des coopératives *innovantes* y manigencent la *ville intelligente*. L'une d'elles, La Péniche, nous accueille pour un « atelier participatif », « Mes données énergie : données personnelles et consommation énergétique » ; une réunion organisée avec GEG – Gaz et électricité de Grenoble.

Nous ? Une quinzaine de volontaires recrutés par Internet, via la lettre d'information de La Péniche. Majoritairement des trentenaires urbains, connectés et *concernés*. L'animateur, Sylvain Bouchard, sait faire participer les « usagers » puisqu'il est diplômé de Sciences Po et de l'EHESS et a « développé une solide expérience dans la conception et la gestion de projets web et data orientés usages⁴⁶ ». L'animatrice, Marine Albarède, n'est pas en reste, diplômée de Sciences Po et de l'Institut français d'urbanisme, elle « mêle innovation numérique et enjeux de société ». C'est paritaire, c'est correct.

Cette réunion conviviale (bière bio et Uberpizzas), s'inscrit, selon Marine et Sylvain, dans un projet avec GreenAlp – la filiale distribution de GEG – afin de savoir « comment mettre en œuvre une approche éthique de la gestion des données personnelles ». Il y a deux ans, La Péniche a organisé des ateliers semblables pour tester VivaCité, plateforme « collaborative » qui centralise les données de consommation d'énergie d'habitants de la Métro⁴⁷. Coût de cette plateforme pour la Métro : 101 000 € sur les budgets 2017 et 2018. Combien pour la Péniche ? Si on vous le demande, vous n'avez qu'à dire que vous n'en savez rien.

Ce qu'on sait de La Péniche : une Scop de six jeunes gens diplômés (communication, « innovation sociale », urbanisme, design de services, numérique) qui conçoit et anime « des plateformes numériques collaboratives », pilote « des outils numériques qui placent l'utilisateur au centre », et vend des prestations destinées à mettre « les data au service de projets de transformation ». Exemples : « Méthodes data-driven ; Data citizen ; Réseaux sociaux & newsletters ; Crowdsourcing et design thinking ; Workshop créatifs & hackathons ; Conférences & Meet-Up ». Le dictionnaire n'est pas fourni. Parmi les clients de La Péniche : la région Auvergne Rhône-Alpes, le département de l'Isère, la ville de Grenoble, Université Grenoble Alpes, La Métro, GEG. Bref, des jeunes gens qui prospèrent *avec* leur temps et sur notre argent.

Cette fois, GEG aimerait savoir ce que nous, usagers cobayes, serions prêts à lâcher de nos données personnelles liées à nos consommations énergétiques, *pour un autre usage* que la mesure de nos consommations. En novlangue technocratique, on parle de « réutilisation » - par la Métro, des bailleurs sociaux, des associations de locataires, des chercheurs, des services commerciaux, etc. « Réutilisation », c'est « l'élément de langage » - autrefois on disait euphémisme, ou boniment – que nos animateurs emploient pour lénifier le pillage et l'exploitation de nos données personnelles. Extrait de ce babil sirupeux et bêtifiant : « Pour exemplifier (*sic*) le contexte, contrairement aux voyous du web, La Péniche et GreenAlp/GEG se positionnent dans un cadre respectueux et veulent savoir si des cas d'usages peuvent être acceptés. On compte sur cet atelier pour imaginer une approche éthique. »

Ou plutôt, pour favoriser l'acceptabilité de la *smart city*, avec la pseudo-validation de quinze écocitoyens guère productifs – mais ça, Sylvain et Marine ne le précisent pas. Pas plus qu'ils ne signalent la présence incognito d'au moins une observatrice de GEG parmi les participants

46 <https://la-coop.net/la-scop-la-peniche/> Nos lecteurs se souviennent de ce personnage rencontré lors d'une réunion de la Métro sur Linky. Cf. *Les secrets de Linky*, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

47 VivaCité s'appelle désormais Métro Energies : <https://vivacite-grenoble.fr.atos.net/>

ordinaires. En bref, il s'agit d'une réunion de *marketing*. GEG et La Péniche attendent que notre *panel* de consommateurs leur fournisse des formules pour leurs argumentaires de communication.

Pourquoi GEG, fournisseur et distributeur de gaz et d'électricité, paie-t-il une officine d'acceptabilité et combien coûte la prestation ? Pourquoi une telle insistance sur une « approche éthique » sinon pour prévenir la contestation de projets non-éthiques, voire antiéthiques par nature ? Au fait, que sont vraiment GEG et ses projets ?

Comment la Sorcière Électricité a asservi les Grenoblois

Grenoblois, vous avez toujours connu GEG. Son sigle et ses camionnettes vertes font partie du décor, comme la tour Perret, inaugurée en 1925 pour l'Exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme. Que serait Grenoble sans la Houille blanche ? Une ville de province (casernes, tannage, ganterie, noix et maraîchage), et non la capitale des Alpes au Top 10 des villes les plus polluées de France. En 1925, GEG, qui s'appelle alors « service municipal d'Eclairage et de distribution d'énergie gaz et électricité » a déjà douze ans et - comme le note son actuel service communication - la « soif d'innover ». Heureuse coïncidence : élus, industriels et ingénieurs locaux ont la même passion et les moyens de l'assouvir – c'est eux qui décident⁴⁸.

Depuis les années 1880, l'ingénieur-maire de Chapareillan, Louis-Ambroise Bravet, l'ingénieur-maire de Villard-Bonnot, Aristide Bergès, l'ingénieur Marcel Desprez, l'industriel-maire grenoblois Edouard Rey et leurs confrères ont fait de Grenoble leur terrain d'expérimentation : premier transport de force électrique entre Vizille et Grenoble (1883) ; concession de l'éclairage de la ville à la Société grenobloise d'éclairage électrique (SGEE) de Bravet (1888-1897) ; création de la première usine de fabrication de l'aluminium par électrolyse à Froges (1888) ; création de l'Institut électrotechnique de Grenoble (1898) ; création de la Société d'éclairage électrique de la vallée du Grésivaudan (1898), et de la Société du tramway Grenoble-Chapareillan (1899) ; rachat de la SGEE par la ville de Grenoble (1899) pour créer le service municipal en 1903.

Les Grenoblois et leurs voisins, ont-ils la « soif d'innover » ? Les livres universitaires et patrimoniaux consacrés à « l'épopée de la Houille blanche » ne posent jamais la question. L'histoire est écrite par les vainqueurs, mais il arrive qu'un indice leur échappe. Où l'on apprend que les Dauphinois rechignèrent au bouleversement de leurs conditions de vie. Il y a un siècle déjà, les décideurs avaient *des frais d'acceptabilité*.

Quelques traces de cette mauvaise volonté. La création d'une usine d'aluminium par Paul Héroult n'enthousiasme pas les Frogeois, dont le ruisseau animait au milieu du XIX^e un moulin et une filature de cocons de soie :

« La population n'adhère pas toujours à cette transformation profonde du contexte économique et social, si bien que l'essor démographique reste lent et ne devient significatif qu'au début du XX^e siècle. Froges perd même des habitants à la fin du siècle⁴⁹. »

48 Cf. *Sous le soleil de l'innovation, rien de nouveau ! Pièces et main d'œuvre*, L'Echappée, 2013

49 *La Houille blanche, Aristide Bergès et le Grésivaudan*, Musée Dauphinois, 2000

Dans les années 1890, Bergès affronte les « barreaux de chutes », ces riverains des torrents de Belledonne, paysans et/ou propriétaires des terrains en conflit sur le droit d'usage de l'eau, puis les acheteurs avisés desdits terrains qui font monter les enchères.

« Aristide Bergès rencontre diverses résistances et se heurte à de nombreux obstacles pour disposer de l'eau dont il a besoin et faire passer ses conduites. Les oppositions des riverains se focalisent tout d'abord sur le ruisseau du Domeynon [...] Bergès, privé d'eau et dont les installations sont détruites à plusieurs reprises, est traîné devant les tribunaux. Obligé de se justifier et de présenter publiquement les objectifs et des enjeux de ses installations, il est au cœur d'une véritable lutte entre les partisans de l'innovation et les "traditionnalistes"⁵⁰. »

L'installation du réseau électrique grenoblois, dans les années 1900-1910, n'enchantait pas tous les habitants, qui envoient nombre de lettres de protestation, relayées par la presse, contre les travaux défigurant la ville - tranchées pour enfouir les câbles et transformateurs plantés sur les trottoirs, parfois devant les vitrines de magasins.

Autre indice : ces nécessaires investissements, déjà, dans *la fabrique du consentement*⁵¹ dont parle aujourd'hui la chargée de com' de GEG :

« Les parties prenantes locales se devaient donc de faire accepter cette nouvelle énergie dans le paysage même de la ville, car la construction du réseau électrique était, avant tout, une entreprise d'utilité publique, pour le bien des administrés. Elles se devaient, aussi, de faire évoluer les mentalités afin de faire accepter cette énergie innovante jusqu'au cœur des foyers et dans chaque geste de la vie quotidienne⁵². »

Les habitants ne réclamaient donc ni robots-mixeurs ni bouilloires électriques ? En 1900, les Français méprisent les moteurs et utilisent 60 % de l'énergie électrique pour leur seul éclairage⁵³. Le reste sert surtout à l'industrie. Dans les années 1920, la mairie de Grenoble conçoit donc un tarif « spécial » pour accélérer la transition électrique.

« Ce tarif favorisa ainsi l'utilisation des petits appareils électriques comme les fers à repasser, les bouilloires, ou bien encore les moteurs de machines à coudre⁵⁴. »

En 1925, la mairie, le Conseil général de l'Isère et la Chambre de commerce organisent l'Exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme, foire publicitaire destinée à promouvoir la modernité électrique et à faire de Grenoble « la capitale des Alpes ». Une capitale agrandie au passage par la destruction des fortifications militaires. Savoir-faire grenoblois : accueillir les grands événements et les financements afférents pour gonfler la ville et le pouvoir de ses élites. *Bis repetita* en 1968 avec les Jeux olympiques, l'extension de la ville au sud, la construction d'une nouvelle gare et de la Maison de la culture. Michel Destot, le maire socialo-nucléaire échoue en 2008 à obtenir à nouveau des JO d'hiver, en 2018, dont il espère tirer une nouvelle enflure urbaine, une rocade Nord avec tunnel sous la Bastille, l'autoroute A51, l'agrandissement de l'aéroport, l'élargissement de l'A48, « avec toutes les ressources que nous pourrions en tirer pour la taxe professionnelle, les transports, les logements⁵⁵. »

50 *Alpes électriques. Paysages de la houille blanche*, Maison Bergès, 2011

51 Cf. Walter Lippman, in *Public Opinion*, 1922

52 « GEG, un acteur local porteur d'innovation énergétique », Isabelle Delestre (responsable de la communication interne et de la valorisation du patrimoine de GEG), 2015, <https://www.encyclopedieenergie.org/gaz-electricite-de-grenoble>

53 *La Houille blanche de Belledonne à la Romanche. Aristide Bergès, du mythe à la réalité*, André Ducluzeaux (Editions de Belledonne, 1998)

54 « GEG, un acteur local porteur d'innovation énergétique », Isabelle Delestre, art. cité

55 Conseil municipal 6/10/08

Qu'à cela ne tienne, le techno-gratin, groupé derrière le technologiste Eric Piolle s'agite de nouveau aujourd'hui pour obtenir le label « Capitale verte de l'Europe 2022 ». Il s'agit de faire d'une pierre trois coups : accélérer la croissance version fin du monde et « collapsologie », lancer une campagne d'intox pour « verdier » l'image d'une des villes les plus polluées de France, et simultanément la candidature d'Eric Piolle aux prochaines élections municipales de 2020. Selon la municipalité :

« Le titre de capitale verte européenne dure une année au cours de laquelle la Commission Europe fait du territoire un territoire ambassadeur au niveau national et européen : valorisation, visite d'investisseurs, tourisme, partage d'expérience⁵⁶. » Sont *naturellement* partenaires de cette candidature, la Chambre de commerce et d'industrie, Grenoble école de management et GEG.

Revenons en 1925. Cinq mois de visites officielles, de banquets, de congrès scientifiques et de festivités éclairées par le phare de la tour Perret. Un million de visiteurs découvrant locomotives électriques, fontaines lumineuses, trayeuses de la « Ferme électrique » et appareils ménagers de la « Maison moderne ». Si avec ça « les mentalités n'évoluent pas » - entendez si le populo n'a pas la tête farcie de « nouveaux besoins » - c'est à désespérer de l'industrie publicitaire. L'affiche de l'événement illustre la philosophie de ces progressistes : la Fée électricité arrose Grenoble de pièces d'or. Pour plus de pédagogie, l'exposition présente deux repoussoirs : un « village nègre » et un « village alpin », bloqués dans les temps pré-bergessiens. Ne riez pas, contemporains de l'âge informatique, internautes de la Toile, du cyberspace et des réseaux sociaux, c'est avec les mêmes méthodes et arguments qu'on vous a vendu un *micro-ordinateur*, avant de vous greffer un *smartphone* et en attendant la prise (le *plug*), derrière votre boîte crânienne ; voire l'implant cérébral qui vous mettra en connexion permanente avec vos dix milliards de clones et toutes les sources d'information de la planète. « Ainsi, l'évolution des techniques, la modernisation des appareils et l'acceptation par la population de nouveaux modes de consommation incités par les pouvoirs publics, firent entrer l'innovation énergétique en général, et la Fée Électricité en particulier, dans tous les foyers grenoblois⁵⁷. »

Traduction : il fallut plus d'un quart de siècle et de lourds investissements en marketing pour imposer l'électricité à une population pour le moins circonspecte. Nulle foule en liesse pour fêter le triomphe de l'innovation. À y regarder de près, la Fée Électricité a forcé la porte des foyers. L'année de l'exposition de Grenoble, plusieurs articles déplorent la faiblesse de la consommation. Dans les campagnes, d'abord. Un auteur des *Annales de géographie* se plaint de leur lenteur à se mécaniser :

« Seule l'utilisation de l'électricité comme force motrice pourrait être fructueuse. [...] Les populations rurales qui demandent l'électricité n'envisagent que ce côté de la question : la lumière constitue le seul objet de leurs préoccupations⁵⁸. »

Dans un article de *La Houille blanche* - une revue spécialisée - du printemps 1925, l'ingénieur Charles Boileau trahit le calcul technocratique : pour trouver des débouchés à l'électricité, il faut créer des besoins, comme le labourage électrique à la campagne et... le chauffage électrique. Bien avant EDF et ses radiateurs « grille-pain » pour écouler la production des centrales nucléaires, *les producteurs ont poussé à la consommation électrique, quand ils n'y ont pas obligé par la vente forcée*.

« La clientèle ne marche pas ! [...] Et cependant, il devient de plus en plus clair que les réseaux ruraux ne pourront vivre avec des utilisations de 100 à 200 heures par an, et qu'il leur faudra atteindre de 800 à 1.000 heures pour s'en tirer. [...] Il faudra bien assurer aux centrales et grands réseaux en projet ou en voie d'exécution, une utilisation de l'ordre de

56 <https://www.grenoble.fr/1336-capitale-verte-europeenne-grenoble-candidate-pour-2022.htm>

57 « GEG, un acteur local porteur d'innovation énergétique », Isabelle Delestre, art. cité

58 Pierre Fromont, « L'électrification des campagnes françaises », in: *Annales de Géographie*, t. 34, n°191, 1925

6.000 heures par an, puisque cette valeur est la base de tout le programme. Or que réalise-t-on en ce moment, en dehors de certains cas spéciaux (électro-chimie et métallurgie, métropolitain) ? A peine 2.000 heures par an. [...] Le seul moyen qu'ont ces réseaux d'obtenir une utilisation « force » suffisante, leur permettant d'exister à l'état indépendant, est de développer le plus possible l'usage de l'accumulation sous forme de chauffage, cuisine, frigorifiques, etc. [...] Il y a là une question de tact, de sens des besoins d'une clientèle qui s'ignore, d'adaptation à ses goûts, etc. [...]

Pour déjouer la prévention de la clientèle que j'ai signalée plus haut, on devra tendre vers un type de contrat à forfait basé sur la puissance des appareils installés, c'est-à-dire : *vendre du chauffage* et non pas des kilowatts-heures, de façon à ne pas expliciter le prix du kilowatt-heure. Cela permettra également de simplifier l'appareillage de contrôle et de mesure. »

Admirable dévouement de la science et de l'industrie au bien commun. De même que « les gens bien portant sont des malades qui s'ignorent », ceux qui n'ont besoin de rien sont des clients qui s'ignorent. A ce point de cynisme on soupçonne chez l'auteur une pointe d'humour technocratique. La première de *Knock ou le Triomphe de la médecine* avait eu lieu quinze mois plus tôt⁵⁹ et la boutade du bon docteur passait déjà en dicton : *Boileau ou le Triomphe de la technique*.

Cette clientèle, les technocrates l'auront bientôt submergée de *smartphones*, d'assistants de vie personnels et de GPS, de voitures autonomes, de frigos connectés, d'enfants-robots et de tant d'autres camelotes électroniques dont elle ignorait naïvement le besoin, bouleversant ses modes de vie et détruisant son milieu naturel.

Comme l'électricité, l'industrie des semi-conducteurs a *d'abord* fabriqué des composants miniatures, et *ensuite* cherché quelles applications nous fourguer. C'est même la mission de l'Ideas Lab, au sein du CEA-Minatec, et de ses VRP du tout-connecté – sociologues, ingénieurs, artistes, designers – qui se demandent comment transformer des machins électroniques en produits et services vendables⁶⁰. Ixiade, partenaire d'Ideas Lab, résume le sale boulot de l'acceptabilité : « Notre spécificité se situe sur le rôle des émotions dans la désirabilité d'une innovation¹⁶ ». Rien de neuf depuis l'exposition internationale de 1925, sinon le jargon marketing. N'est-ce pas, les marinières de La Péniche ?

Cependant, si la marchandise est la mère du capitalisme, l'abolition de l'une comme de l'autre n'arrêterait nullement *la fuite en avant technologique* (Ellul), qui est l'autre nom de *la volonté de puissance*. On sait comment cette course à la puissance technologique, à coup de barrages géants (Dnieprostroi) et de centrales nucléaires (Tchernobyl), a ravagé le territoire et la vie des Soviétiques, et notamment des Ukrainiens. Cela n'empêche pas les communistes d'aujourd'hui (Lutte Ouvrière, NPA, Parti communiste), et surtout les plus modernes idéologues de la revue *Multitudes* (Toni Negri et ses disciples « accélérationnistes »), de continuer à radoter le slogan de Lénine : « Le communisme, c'est les soviets plus l'électricité »⁶¹.

Voici ce que Engels, l'*alter ego* de Marx, écrit l'année de l'expérimentation du transport électrique entre Vizille et Grenoble :

« La dernière invention de Deprez, à savoir que le courant électrique de très haute tension peut être transporté avec des pertes d'énergie relativement minimales par de simples fils télégraphiques jusqu'à des distances impensables jusqu'ici en étant susceptible d'être

⁵⁹ Le 15 décembre 1923

⁶⁰ Cf. *Aujourd'hui le nanomonde* #3, septembre 2003, sur www.piecesetmaindoeuvre.com ¹⁶
<https://www.ideas-laboratory.com/blog-prospective/entretien-avec-pascal-pizelle-ceo-de-lentreprise-ixiade-nouveau-partenaire-dideas-laboratory/>

⁶¹ Cf. *Multitudes* n°56, été 2014. Toni Negri, « Socialisme = soviets + électricité », allocution au colloque *Penser l'émancipation* à Saint-Denis, le 15 septembre 2017

utilisé au bout – bien que la chose ne soit encore qu'en germe - libère définitivement l'industrie de presque toutes les barrières locales, rend possible l'utilisation des forces hydrauliques tirées des coins les plus reculés, et même, si elle profitera au début aux *villes*, elle finira tout de même par devenir le levier le plus puissant de l'abolition de l'antagonisme entre ville et campagne. Il est évident que, de ce fait aussi, les forces productives auront une extension telle qu'elles glisseront de plus en plus vite des mains de la bourgeoisie au pouvoir⁶². »

Ce fanatisme technologique qui traverse tous les partis, de la gauche communiste à la droite nationaliste en passant par les Verts, interdit comme blasphématoire tout audit sincère de la société industrielle : ce qu'on y a gagné, ce qu'on y a perdu, et pourquoi les mêmes « parties prenantes » qui ont imposé l'électricité « pour le bien des administrés », nous incitent désormais à de nouveaux comportements « éco-responsables » - en attendant de nous les imposer. Pourquoi l'ingénieur-maire technologiste Eric Piolle récite : « GEG a compris depuis longtemps que les énergies renouvelables ne sont pas un supplément d'âme mais l'avenir⁶³ ». Il ne suffira pas que les glaciers aient fondu, il faudra que la sécheresse écorche nos plaines et nos vallées pour que nos ingénieurs-maires tirent les conséquences de leur course à l'*innovation* depuis un siècle et demi. Hélas, ils auront sûrement une solution *d'avenir*, telle une cité-machine sous cloche, une base lunaire, désertique ou maritime comme y travaillent les concepteurs de *smart cities*⁶⁴.

Bien avant l'électricité, et même depuis le Moyen Âge, les Alpes étaient couvertes d'ateliers, de fabriques, de machines fort utiles, construites, entretenues et utilisées en toute autonomie, à l'échelle locale, par les habitants : forges, tissages, taillanderies, scieries, moulins, batteuses, martinets, alimentés par la force motrice de l'eau et d'admirables installations hydrauliques. Parfois, une simple dynamo éclairait un village de façon artisanale. Bref, il y eut une vie, moins confortable et plus *conviviale*, comme dirait Ivan Illich, avant GEG. D'après les nonagénaires ayant vécu la phase finale, on a gagné en facilité et perdu en humanité. Mais les montagnards de 1920, happés par les lumières de la ville, ne pouvaient imaginer d'avance l'ampleur et l'intensité du fléau électrique et industriel. Comment auraient-ils pu prévoir la pollution atmosphérique, le chaos climatique, les vallées englouties, la bétonisation et l'artificialisation des milieux au détriment des populations végétales et animales, la radioactivité, l'exploitation des terres rares ?

Sans doute les réfractaires ont-ils perçu la menace sur leurs modes de vie. Mais à ce point d'intensification et d'accélération de toute chose, à commencer par les rythmes *naturels* ? Pouvaient-ils imaginer l'intensification de la production et de la consommation, la dépendance aux machines les plus insignifiantes – du moulin à café électrique au *smartphone* ? Le travail nocturne et la marchandisation de la nuit, la pollution lumineuse et sonore, la contrainte de vies frénétiques, éparées, séparées ? Les heures solitaires devant la télé et les « réseaux sociaux » à la place des assemblées de bistrot ? Pouvaient-ils anticiper ce qui n'a été nommé *stress* (dans le champ de la médecine : « syndrome général d'adaptation ») qu'en 1936 au Canada, le mot n'entrant dans la langue française que dans les années 1950, en plein décollage électrique ?

Qui plus est, ingénieurs et décideurs ne lésinaient pas sur le bourrage de crânes, ni sur le lavage de cerveau. Difficile pour un gantier de Saint-Laurent, un maraîcher du Grésivaudan ou un éleveur de Belledonne de répliquer aux prédicateurs :

« Vous [NdA : les ingénieurs de la Houille blanche] avez donné une vie nouvelle à une province qui se croyait éloignée pour toujours des grands centres de l'activité humaine ; vous avez mis à la tête de la civilisation des régions que l'on prétendait attardées ; sur

62 Engels et la « révolution électrotechnique », Extrait d'une lettre de Frédéric Engels à Edouard Bernstein, 28 février/1^{er} mars 1883

63 AFP, 10/03/18

64 Cf. « Paradis pourri, *smart islands* en Polynésie », TomJo, Pièce détachée n°83 sur www.piecesetmaindoeuvre.com

cette terre tourmentée qui porte encore les dernières empreintes de l'élaboration originelle, vous avez repris et achevé l'œuvre de la création. [...] Ainsi une grande révolution est accomplie : la montagne, jusque-là inactive et inféconde, va prendre part au labeur universel. [...] Ces hauts lieux, jadis vénérés pour leur solitude, sont vénérables maintenant pour leur utilité⁶⁵. »

Pour imposer l'électrification des Alpes, il fallut, nous dit l'historienne Anne Dalmasso, forger ce mythe transmis de génération en génération : les Alpes avaient un fabuleux potentiel mais, faute de compétences, celui-ci était inexploité par des arriérés restés hors de l'histoire. Puis vinrent des ingénieurs, hommes de progrès, dont le pouvoir d'imagination et d'innovation sut dévoiler des richesses là où le montagnard ne voyait que du caillou. Si l'on en croit Heidegger, ce dévoilement n'est pas qu'une capacité à imaginer, mais une « provocation par laquelle la nature est mise en demeure de livrer une énergie qui puisse comme telle être extraite et accumulée⁶⁶. »

Installée dans le Rhin, la centrale électrique *somme* le fleuve de lui livrer sa pression hydraulique, explique le philosophe allemand : « le fleuve [...] est muré dans la centrale ». Comme lui, les torrents de Belledonne sont sommés de fournir leur pression aux centrales de la vallée. Les montagnards, qui n'avaient pas besoin de Heidegger pour refuser cette « provocation », ne pouvaient être que d'obtus primitifs.

Bref, il y eut Cro Magnon, puis Aristide Bergès. Les pionniers durent affronter la résistance d'une société archaïque :

« "Ils iront ainsi, affirme Dusaugy, sans défaillance, au milieu de l'indifférence, des préjugés, des résistances et des ironies, jusqu'aux jours meilleurs où les progrès de la technique et aussi ceux de la clairvoyance publique leur rendra la tâche moins ingrate"⁶⁷. »

Education et patience viendront à bout de l'obscurantisme alpin. L'architecture est étudiée pour célébrer le progrès en cours, chaque machine, sous-station, centrale et barrage étant *designé* et esthétisé pour « une opération dont le mot-clé est celui de représentation [...]. L'essor de l'hydroélectricité est en effet lié à une gigantesque opération de marketing⁶⁸. » Les élus se chargent en outre de convaincre leurs administrés des bénéfices à tirer de la *valorisation* de leurs montagnes. En appelant, s'il le faut, à l'intérêt général :

« Convaincre que les richesses hydrauliques n'appartenaient pas en propre aux populations locales mais étaient un élément de la richesse nationale était plus délicat. Le recours à la notion de "sacrifice" était alors nécessaire. [...] Le renoncement aux usages traditionnels de l'eau est présenté comme une forme de devoir patriotique. Les oppositions des riverains et des collectivités locales aux demandes de captage de l'eau et d'implantation d'usines sont donc violemment dénoncées comme dictées par l'égoïsme et l'incapacité à percevoir la notion d'intérêt général⁶⁹. »

Le patriotisme n'est plus un argument en nos temps *déterritorialisés* (le progrès nous a donné l'avion et Internet), mais le climat et les générations futures le remplacent avantageusement pour nous faire accepter les capteurs communicants d'électricité et de gaz au nom de « l'intérêt général ». Et pour les chauffages électriques, qu'est-ce qu'on fait, alors ?

65 Discours de G. Hanotaux au congrès de la Houille blanche à Grenoble en 1902, in *La Houille blanche*, n°5, sept. 1902

66 M. Heidegger, "La question de la technique", in *Essais et Conférences*, Gallimard

67 E. Dusaugy (ingénieur des Mines), *Souvenirs héroïques de l'électricité au pays de la Houille blanche*, 1935, cité in « L'ingénieur, la Houille Blanche et les Alpes : une utopie modernisatrice ? »,

Anne Dalmasso, in *Le Monde alpin et rhodanien, Revue régionale d'ethnologie*, n°1-3/2001

68 *Alpes électriques. Paysages de la houille blanche*, Maison Bergès, 2011

69 « L'ingénieur, la Houille Blanche et les Alpes : une utopie modernisatrice ? », A. Dalmasso, art. cité

Les uns suivent les autres, puis le battage permanent, les *petits avantages* offerts par les industriels finissent par l'emporter. Mais c'est une victoire sans joie ni gloire que celle du progrès qu'on n'arrête pas. Une victoire par lassitude. Seuls les mauvais esprits trouvent l'énergie de penser contre leur temps, comme ce professeur d'allemand de la fac de Grenoble, René Lote, qui publie en 1929 *Modernopolis. La comédie humaine et le progrès*. Un roman grenoblois qui parodie le techno-gratin du début du XX^e siècle. Ce tableau de Modernopolis et de son maire Balthazard, résume tous ceux de la technopole (devenue métropole) et de ses ingénieurs-maires de Grenoble depuis 150 ans :

« Bref, on se modernisait, à part les retardataires, ceux des générations "sacrifiées" : qu'ils se cachent, ceux-là ! et qu'on les oublie... sauf, bien entendu, pour le paiement des impôts. [...] Payez pour les sanatoriums et les hôpitaux de Modernopolis – de toute Modernopolis -, qui, de plus en plus, aura besoin de retaper le matériel humain qu'elle abîme, les poumons qu'elle essouffle, les reins qu'elle use, les cerveaux qu'elle fatigue. [...] Ne nous laissons pas arrêter par de si mesquines apparences, écoutons les prometteurs, les bâtisseurs, les artisans d'urbanisme, de modernisme – ceux qui voient grand, et vaste, et riche, et « cher » ! Recrutons de la main d'œuvre, renouvelons les villes, élevons des gratte-ciel, remplaçons les vieilles rues par deux ou trois voies superposées ; après quoi, tout sera encore plus complexe, plus coûteux, plus épuisant pour les reins, pour les cerveaux, pour les finances : mais au moins, si nous devons en crever, nous en crèverons au nom du Progrès !

[...]

Car il en avait, des projets grandioses : non seulement pour l'Urbanisme, l'Hygiène, les Sanatoriums, Préventoriums, et pour la modernisation du Travail –

« tayloriser », « standardiser », « américaniser » - , mais aussi, et surtout, dans son domaine spécial de technicien, pour l'exploitation rationnelle, intégrale, de toute la Houille blanche du Dauphiné. C'était un cerveau « géométrique » et

« mécanique » : l'irrégularité géographique l'exaspérait ; eh bien ! il la ramènerait à la logique et à la raison. Discipliner les chutes d'eau, étager les réservoirs avec une régularité de godets ou de monte-charge, convergeant tous vers le bassin de Grenoble, creuser et cimenter le lit de l'Isère, du Drac, de la Romanche, ménager d'immenses champs d'inondation – l'Agriculture dût-elle en crever -, supprimer les boucles qui gênent l'écoulement normal des crues... que sais-je encore ? rogner les angles, tailler des pans de montagne... »

Stupéfiant, non ? On voit défiler en accéléré les « grands boulevards », les Jeux olympiques, la Villeneuve, la Presqu'Île et le programme « Giant », l'A480 et la rocade sud, la ZIRST, l'emballlement urbain d'une technopole vouée par sa techno-caste dirigeante à « l'exploitation rationnelle » de sa région et de ses habitants. Jusqu'au stade ultime :

« Mais le Démon du changement (...) suggéra à des gens influents de tous les partis politiques ou sans étiquette de parti, à des esprits nouveaux qui ne s'embarrassaient pas de formules, bref, à des hommes d'action, à des « réalisateurs », l'inspiration géniale de susciter la candidature de Balthazard. La Houille blanche à l'honneur ! et avec elle l'Institut Electrotechnique ; c'est-à-dire le Grenoble du vrai Progrès, de l'Urbanisme, des grands Travaux d'utilité publique, des logements salubres et des cités ouvrières, des routes inusables que l'on ne tarderait pas à découvrir, de la cuisine et même du ménage par l'Electricité, enfin, pourquoi pas ? des "hommesmachines" à moteur électrique – les vrais humains n'ayant plus, dès lors, qu'à surveiller ces machins et ces machines : tous contremaîtres, tous ingénieurs, plus un seul manœuvre, plus un seul « prolétaire » - et vive la Liberté ! Programme prestigieux, sorti tout armé de quelques cerveaux scientifiques... mais qui, à force de "Science" mirobolante, retrouvaient spontanément le langage de la Démagogie éternelle. »

Salut René Lote. Trois-quarts de siècle avant nos premiers textes sur le nanomonde et le transhumanisme, un universitaire breton en poste à Grenoble, dénonçait *l'homme-machine*. Tout a été dit et redit. Mais de même que la vérité s'indique au soin qu'on met à la cacher, les vrais-disants se connaissent au silence, à la surdité, à l'hostilité qui les assaillent. En attendant l'oubli. Qui se souvient de ce germaniste distingué, auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, abattu par les Allemands à Quéven le 18 août 1944 pour avoir porté secours aux blessés d'un bombardement ?

On t'entend penser, lecteur - « alors, retour à la bougie ? » - et on songe ceci : après 70 ans d'urbanisme automobile, il n'est plus question, dans nos métropoles, que de *revenir* au vélo. Comme sur les cartes postales du cours Berriat *d'autrefois* - des années 1950. Après 50 ans de plastification, il n'est plus question, dans les rubriques « conso », que de *revenir* aux cabas de nos grands-mères. Après un siècle de contamination chimique, il n'est plus question que de *revenir* à une agriculture saine et au jardinage *à l'ancienne*. On te passe la litanie des *retours* (à la terre, au goût authentique des vrais produits, à la température d'avant l'emballage industriel) qui, bien sûr, ne pourront jamais être des retours en arrière, mais des tentatives de limiter les dégâts et l'aveu tacite du ravage industriel.

Si cette brève histoire inspire une conclusion provisoire, c'est qu'on peut vivre sans électricité, mais non pas dans un monde électrifié - à moins d'être un ermite et un solitaire. Mais est-il encore possible, dans un pays cadastré et ravagé, de vivre en ermite et en solitaire ? Quand on est dans le bain, on est mouillé. On peut vivre avec l'électricité, mais non de façon *durable*. On devrait donc la réserver aux usages indispensables, éliminer le superflu et produire localement le nécessaire, de la façon la plus délicate possible. Ce qui exige, d'abord, de lister collectivement les besoins premiers et les désirs accessoires ; le nécessaire et le nuisible. On verra vite qu'au point où nous ont réduits nos élites technocratiques, tout ce qui n'est pas nécessaire est devenu nuisible. Et pour le chauffage électrique, qu'est-ce qu'on décide, finalement ?

Or, c'est tout l'inverse qui se produit. L'industrie numérique est à la fois le produit et le moteur de l'emballage électrique. « Le futur sera électrique⁷⁰ », annonce l'Agence internationale de l'énergie, comme si on était en 1919. En 2018, la demande a crû de 2,3 % (et les émissions de CO₂ de l'énergie de 1,7 %) et l'agence prévoit une forte hausse des besoins d'ici 2040 :

« Les marchés de l'électricité subissent [...] une transformation unique en son genre, avec une demande accrue due à l'économie numérique, aux véhicules électriques et à d'autres changements technologiques⁷¹. »

La chandelle ne menace pas notre confort⁷². Il faudra juste réduire notre espace vital pour couvrir la Terre d'installations électriques. Centrales solaires, éoliennes industrielles, barrages géants et micro-centrales, réserves de biomasse, mines d'uranium, de cobalt, de lithium, de charbon, champs d'exploitation du gaz de schiste, etc.

Comment GEG fait de Grenoble une ville-machine

Voici Grenoble électrifiée et *électrogène*. La création d'un service municipal d'électricité et de gaz en 1903, puis sa transformation en régie municipale autonome en janvier 1946 (la RGE : Régie de

⁷⁰ Edition 2018 de son rapport annuel, *World energy outlook*

⁷¹ Idem

⁷² Au fait, que signifie vraiment « revenir à la chandelle » ? Voir en annexe.

gaz et d'électricité) renforcent la « synergie » recherche-industrie-pouvoirs publics chère au technocrate. Main dans la main, élus et électrocrates – ce sont souvent les mêmes - *modernisent* la ville à leur image. Extension du réseau, construction de plus de 200 immeubles électrifiés, doublement de la consommation électrique en dix ans, développement des industriels grenoblois de l'électricité Merlin, Gerin, Neyret/Picard (Neyrpic). Car il y a des noms propres, des hommes, des ingénieurs et des capitaines d'industrie derrière ce qui se présente comme « la force des choses » (Ellul). Et ces hommes se voient comme des héros prométhéens. Les champions de l'espèce humaine en lutte contre l'inertie et le misonéisme de leurs congénères, afin de se rendre maîtres et possesseurs de la nature, transformer le monde et changer la vie. On dira qu'ils se flattent ; qu'ils ne sont que les produits de leur époque et du *general intellect* (Marx) ; les agents interchangeables d'un processus sans sujet qui arrive à maturité ; et qu'en somme si ce n'était eux, ce serait - un peu plus tôt, un peu plus tard - d'autres Merlin, d'autres Gerin, Neyret, Picard, etc.

Bref, si ce n'était ces héros-là, ce serait d'autres. Il se peut ; mais sans ces machinistes conscients et combattifs, sans ces *sujets*, le « processus » resterait au point mort ou stagnant. « La force des choses », c'est eux. Et non quelque fatale évolution « naturelle », providence aveugle ou processus autonome. Ils sont les maîtres et forgerons de cette machine qui ne pousse pas du sol, tels ces outils spontanés que sont la pierre et le bâton, mais résulte de leurs calculs minutieux en vue d'accroître leur puissance ; et dans les limites de cette puissance, de commander à la nature et aux hommes ; de transformer à leur guise le monde, la vie, l'espèce commune, qu'il plaise ou non au reste de leurs congénères.

Au surplus, si l'Histoire ne pouvait être que l'histoire de la puissance, de l'âge de pierre vers l'âge du silicium et la suite, advenant de façon inéluctable et indépendante de la volonté des hommes, tel un fleuve invincible, à travers le développement autonome des moyens/machines (gr. *mêkhané*) ; si elle se réduisait à ce sens unique, sans arrêt, ni retour, ni bifurcation possibles ; il serait aussi vain de vouloir accélérer le cours de l'Histoire que de vouloir s'y opposer. Nous serions tout au plus des épaves au fil de l'eau, des corps flottants, dérivant, nageant quelquefois – et même à contre-courant. Nous pourrions, pour nous distraire et si nous étions curieux, contempler les paysages que nous traversons, mais quant à les modifier autrement qu'à l'échelle la plus infime, il serait risible d'y songer. Et donc elles seraient risibles ces objurgations des uns à participer au développement d'une puissance qui se développe de toutes façons, et dont le plein développement signifie notre disparition. Autant pisser dans le fleuve pour en accroître le débit.

Mais tout aussi risibles les objurgations des autres à contrarier l'emballlement de cette puissance autonome et impersonnelle, qui échappe à toute volonté humaine. Autant jeter un grain de sable dans le fleuve pour en réduire ou ralentir le débit.

Pour s'en tenir à la cuvette grenobloise et à notre époque, les années 1950 accélèrent la croissance de la ville et son corollaire, sa dépendance électrique. Confirmation avec la création, en 1955, du Centre d'études nucléaires de Grenoble, le premier détachement en province du Commissariat à l'énergie atomique. Suivant la volonté d'un homme : Louis Néel. Spécialiste du magnétisme installé à Grenoble en 1940, directeur du Laboratoire d'Essais Physiques et Mécaniques fondé en 1919 par Bouchayer et les industriels de l'électricité, prix Nobel 1970 de physique. Sans Bergès et Néel, Grenoble n'aurait pas été la première technopole de France.

De la houille blanche au nucléaire, Grenoble doit tout à l'électricité et à ses débouchés industriels : électrometallurgie, électrochimie, électromagnétisme, nucléaire, microélectronique, nanotechnologies. Mais si « l'Egypte est un don du Nil » (Hérodote), la houille blanche n'est-elle pas pour Grenoble un cadeau empoisonné ? L'histoire de ce « laboratoire » du saccage innovant et

de ses grands hommes, nous la reconstituons depuis vingt ans⁷³, mais nous avions à peine évoqué GEG en 2007 à propos d'un énorme transformateur destiné à alimenter Minatéc⁷⁴.

Réparons cette négligence. La « soif d'innover » conduit désormais GEG à co-piloter la *smart city* grenobloise aux côtés des élus de la cuvette. Où l'on (re)découvre que l'électricité (*power*), c'est le pouvoir. GEG ne se contente pas de produire, d'acheter et de distribuer gaz et électricité, mais collabore à la conception de nouveaux quartiers (« écoquartiers » de Bonne, Bouchayer-Viallet, Cambridge), aux projets de « nouvelles mobilités » (voiture électro-nucléaire) et au pilotage centralisé de nos vies, par la conception des *smartgrids* (réseaux « intelligents ») et de VivaCité, « entrepôt intelligent de données⁷⁵. »

GEG est « acteur » des projets GreenLys (test de réseau « intelligent » auprès de 500 ménages entre 2012 et 2016), Senscity (plateforme combinant le gaz, l'eau, la chaleur, l'électricité, capable de centraliser, traiter, croiser les données de consommation pour un « monitoring territorial »), EcoCité/City Zen, « laboratoire » de la *smart city*. Bref, comme Enedis, GEG devient un « opérateur du big data⁷⁶ ».

Les gens nous interrogent souvent lors de nos déplacements en France sur notre « maire écolo ». Ils s'imaginent que cette étiquette Verte (ainsi que le statut de GEG, entreprise locale de distribution indépendante d'Enedis) nous protège des capteurs communicants type Linky.

Les innocents. D'après son rapport annuel, en 2017 :

« GEG a mis en œuvre le pilote technique de son projet de déploiement des compteurs communicants sur la Ville de Grenoble avec le déploiement d'une centaine de compteurs et a reçu l'aval de la CRE [Commission de régulation de l'énergie] pour le déploiement de compteurs communicants pour le gaz. [...] GEG a pour ambition de réaliser simultanément le déploiement de compteurs communicants pour l'électricité et pour le gaz. Ce programme représente un investissement de plus de 20 M€ sur 8 ans. »

Eric Piolle, comme MM. Balthazard, Destot et Dubedout, est un ingénieur – de HewlettPackard. « Un cerveau "géométrique" et "mécanique" ». Avant d'être élu maire, il justifiait ainsi la construction du TGV Lyon-Turin dans une réunion publique : « Quand on est un écologiste conséquent, on est pour le ferroutage et le transport des marchandises par chemin de fer. » Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes ; quand on est un écologiste conséquent, on ne transporte pas les marchandises d'un bout à l'autre de l'Europe. On vit et on produit au pays. Qu'importe l'étiquette EELV d'Eric Piolle, sa municipalité est *technologiste*. Elle l'est même davantage que les précédentes, les écotechniciens étant les meilleurs rationalisateurs et ingénieurs du *Green New World*. Ces temps-ci, ils pucent nos poubelles, nous incitent à payer le tram par SMS et testent la 5G sur les cobayes grenoblois. Ville « Verte », ville-machine.

Le président de GEG est le Vert Vincent Fristot, adjoint au maire de Grenoble, mais surtout chercheur au Gipsa-Lab (recherches sur les signaux et systèmes) et enseignant à Phelma, « l'école nationale supérieure de physique, d'électronique et des matériaux » de l'INPG, à Minatéc. A ses côtés au conseil d'administration de GEG figure la conseillère municipale Verte Christine Garnier, diplômée de l'INPG, ex-ingénieur chez Siemens et Schneider, aujourd'hui ingénieur-conseil en énergie et efficacité énergétique pour les industriels. On y trouve encore le conseiller municipal Raphaël Marguet, diplômé de l'INPG, co-fondateur de eBikeLabs, start up qui diffuse un outil de planification et de gestion de batterie pour les cyclistes en vélo électrique, et qui se finance en vendant les données sur ses clients pour de la pub ciblée. Tous héritiers d'Aristide

73 Cf. *Sous le soleil de l'innovation, rien de nouveau !*, op. cité

74 Cf. « Minatéc survolté, énergie engouffrée », 2007, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

75 <http://www.smartgrids-cre.fr/index.php?p=grenoble-ecocite>

76 Selon les mots de P. Monloubou, PDG d'Enedis : www.journaldunet.com/economie/energie/1181

Bergès et de Louis-Ambroise Bravet, nos pionniers de la « Houille blanche », à la fois élus, ingénieurs, entrepreneurs, aux commandes de la société électrique.

En avril 2016, les élus de la Métro ont voté à l'unanimité – Verts compris - un vœu pour « mettre fin aux fantasmes » contre Linky. Donc, les Grenoblois auront leurs mouchards à domicile comme les autres habitants de la cuvette et 35 millions de foyers en France. Grâce à ces mouchards, GEG va nous refaire, un siècle plus tard le coup du chauffage électrique.

Cette fois, ce sera la voiture électro-nucléaire.

« *Les smart grids* apparaissent comme un levier de croissance potentiel pour GEG, qui dispose d'avantages importants dans ce domaine. Un des objectifs de GEG est de sortir d'une approche des *smart grids* centrée sur leur intérêt direct pour les opérateurs et de s'intéresser à ce que le compteur intelligent peut apporter au client final, ou plutôt *aux nouveaux marchés que cette meilleure articulation entre compteur et client peut ouvrir*⁷⁷. »

Traduction. L'analyse des millions de données collectées fournira à ses ingénieurs les idées de futurs « nouveaux marchés », c'est-à-dire des produits et services à nous fourguer, dont nous n'avons pas besoin. Ce n'est pas du « complotisme », ainsi que le confirme la Commission de régulation de l'énergie :

« IBM a fait le constat que les acteurs de l'énergie courent le risque de voir des acteurs venant d'autres secteurs connexes (automobile, électronique, numérique, télécommunication, *etc.*) empiéter sur leurs activités traditionnelles grâce à une gestion et une exploitation performante et inédite des données. Les entreprises de l'énergie peuvent alors être prises de court par des *géants* issus d'autres secteurs connexes, ce qui est permis par l'émergence de technologies matures (systèmes de comptage évolué sur IP, Internet des objets). [...]

Orange Business Services a expliqué en quoi les données de consommation s'inscrivaient dans un contexte plus global d'une proposition de services autour de différents objets connectés. Orange travaille notamment avec des compagnies d'assurances afin de compléter leurs offres de service. [...]

Pour l'instant, aucune d'entre elles [NdA : les multinationales du numérique, ou GAFAM] n'a fait son apparition de manière directe en exploitant les données des opérateurs régulés de l'énergie. Peut-être attendent-elles également le déploiement généralisé des systèmes de comptage évolué pour exploiter leurs gigantesques capacités de calcul⁷⁸. »

On voit à quel point les électrocrates de 1925 auraient amélioré leur « sens des besoins d'une clientèle qui s'ignore », s'ils avaient connu le *big data* !

Depuis 1986 et la municipalité corrompue de Carignon⁷⁹, GEG est une société d'économie mixte locale (SEML). Elle emploie 425 salariés et a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 96,6 millions d'euros. Elle est aujourd'hui détenue à 33 % par la Métro, à 17 % par la Ville de Grenoble et à 42 %

77 « Les entreprises locales de distribution à Grenoble et Metz. Des outils de gouvernement énergétique urbain partiellement appropriés » de Pauline Gabillet, 2015

78 CRE, Rapport du comité d'études relatif aux données dont disposent les gestionnaires de réseaux et d'infrastructures d'énergie, 18 mai 2017

79 A. Carignon a été condamné en 1996 à 5 ans de prison pour corruption, abus de biens sociaux et subornation de témoins en tant que maire de Grenoble. Il a notamment offert la gestion de l'eau de Grenoble à la Lyonnaise des Eaux en échange de financements et de cadeaux.

par le groupe Engie. Engie, ex-GDF-Suez, est le produit de la privatisation de Gaz de France et de la fusion de celui-ci avec Suez. On se souvient que Suez avait fusionné en 1997 avec la Lyonnaise des Eaux, corrupteur de Carignon. Sous un nom ou sous un autre, tribunal ou pas, les mêmes sociétés pillent les poches des Grenoblois.

Il faudrait vraiment être mauvais esprit pour imaginer qu'Engie Home Services, qui vend des thermostats et chaudières connectés, des « solutions de climatisation réversible », des adoucisseurs d'eau ou des ballons d'eau chaude, puisse s'intéresser à notre profil de consommateur d'électricité. Soudain, le sens de notre atelier « Mes données personnelles » à La Péniche devient lumineux.

Engie exploite et construit des centrales à charbon en Europe et produit de l'électricité nucléaire en Belgique. Quant à GEG, il nous fait le coup du « 100 % renouvelable » pour les Grenoblois en 2022, prévoyant de produire 143 GWh par an en hydroélectricité, 209 en éolien, 27 en photovoltaïque et 19 en biométhane⁸⁰. Pour produire 143 GWh en hydroélectricité, il faut multiplier les centrales sur les cours d'eau. Comme sur le Guiers Mort, en Chartreuse, où son projet a été annulé suite à l'opposition des pêcheurs, de l'ONF et de l'association environnementaliste la Frapna : « Sous le prétexte d'écologie, on tue nos rivières⁸¹ ». Même refus de ces obtus d'Alpins en Tarentaise, où GEG projette deux centrales à Peisey-Nancroix⁸². Quant à l'éolien, il ne recharge pas les batteries des *smartphones* grenoblois, mais GEG *détient des parts* dans des sociétés de l'Oise, l'Aisne, la Haute-Vienne, la Somme et les Charentes-Maritimes. Embrouille sémantique. « Renouvelable » ne signifie pas local, ni écologique : il n'y a pas d'électricité propre. Lisez les enquêtes sur les ravages des prétendues énergies « alternatives »⁸³.

Qu'importe, la capitale de la Houille blanche s'électrifie toujours plus. Grenoble (ville) a multiplié sa consommation par deux entre 1980 et 2000⁸⁴, quand sa population diminuait de 156 000 à 153 000 habitants⁸⁵. Entre 2011 et 2017, la consommation d'électricité de la Métro (49 communes) est passée de 1,477 à 2,448 millions de MWh⁸⁶. Pour quoi faire ? Gonfler. Accroître la population d'une cuvette engorgée et l'activité des laboratoires, *start up* et industries de la « Silicon Valley française ». L'électricité a fait passer la population grenobloise de 77 400 en 1917 à 163 000 un siècle plus tard. Vivons-nous deux fois mieux et deux fois plus heureux, maintenant que nous sommes deux fois plus nombreux dans le même espace ?

Depuis 1979, Grenoble était alimentée par neuf postes sources, des transformateurs qui assurent la jonction entre la haute et la moyenne tension. Pour fournir les labos de recherche et les salles blanches de la micro-électronique, GEG a dû en ajouter un dixième en 2005, monstrueux (90 tonnes, 7 mètres de haut, 8,5 de long, 4,5 de large), sur le Polygone scientifique. « 7 kilomètres de liaisons 20 kV ont également été installés ainsi que 4 kilomètres de câbles de télécommande⁸⁷. » Puis, on l'a vu, GEG a créé un nouveau poste source (appelé Confluent) en 2006, délivrant une puissance exceptionnelle de 70 mégawatts à Minatec.

« "Confluent" est le point d'entrée d'alimentation électrique de Minatec et fournit l'énergie à l'ensemble des centres de recherches, laboratoires et entreprises qui y sont

80 AFP, 10/03/18

81 Cité in *Le Postillon*, avril 2018

82 <https://blogs.mediapart.fr/gerard-merle/blog/040717/hydroelectricite-oui-mais-pas-n-importe-quoi>

83 A. Michon, *Le sens du vent. Notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions* (Encyclopédie des Nuisances, 2010) ; F. Gaillard, *Le soleil en face. Rapport sur les calamités de l'industrie solaire et des prétendues énergies alternatives* (L'Echappée, 2012) ; P. Bihouix, *L'Age des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable* (Le Seuil, 2014), G. Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique* (Les liens qui libèrent, 2018)

84 Isabelle Delestre, *L'aventure de Gaz Electricité de Grenoble, cent ans d'énergie 1903-2003* (Glénat, 2004)

85 Source Insee

86 www.dataviz-agencecore.fr

87 *Energies Grenoble*, magazine de GEG n°11, septembre 2006

implantés (CEA-Commissariat à l'Energie Atomique, Elyo, etc). Le site Minatec absorbe, à lui seul, 15 % de l'énergie consommée par Grenoble !⁸⁸ »

Tandis que GEG impose aux Grenoblois le contrôle numérique de leur vie pour économiser quelques électrons, la recherche et l'industrie, elles, flambent sans compter. Les nano-manip' de Minatec ne tournent pas à l'huile de colza et leur approvisionnement en électricité est prioritaire. En 2011, l'usine de STMicroelectronics (STM) à Crolles consommait 197,5 millions de kWh⁸⁹ - autant que 50 000 Grenoblois - pour produire les composants nanoélectroniques de la « transition numérique »... et des compteurs Linky. D'après une enquête publique de 2017 pour le raccordement de l'usine au 225 000 volts : « la consommation du site [NdA : de STM] est appelée à doubler⁹⁰. » En dépit de la propagande sur le « *green data center* » d'Eolas, des dizaines d'entrepôts numériques grenoblois engloutissent les MWh au rythme exponentiel des connexions.

La *smart city*, les objets connectés, la voiture électrique, l'e-administration et la vie virtuelle ne fonctionnent pas sans électricité. Ville-machine, ville électrique. Les *data centers* goinfrent 10 % de la consommation en France et produisent autant de CO₂ que le transport aérien. Si Internet était un pays, ce serait le troisième consommateur d'électricité au monde. Regarder une vidéo d'une heure sur son *smartphone* consomme autant qu'un frigo pendant un an⁹¹.

GEG et la « mairie écolo » de Grenoble ont beau parader avec leur plateforme de données VivaCité, leurs « mobilités » électriques et leur « énergie propre », ils essorent la Terre et notre liberté, pour continuer *comme avant*. Comme Bergès, Desprez, Mistral ou Balthazard, ils protègent le pouvoir de l'expertise. L'Enfer Vert s'impose sans délibération. Nous n'avons pas plus voté la mutation de Grenoble en *smart city*, que nos anciens n'avaient voté son électrification. Nous disons bien un vote. Au suffrage universel. Non pas une machination entre élus au conseil de la Métro, ni une manipulation suivant les procédures de la pseudo « démocratie technique⁹² » - « conférences de consensus », sondages, etc.

Comme les technocrates, les défenseurs du vivant ont une histoire, mais ils la méconnaissent. Les historiens ignorent eux-mêmes ces résistances à l'électrification. C'est pourtant de cette histoire et de ses leçons qu'il nous faut partir pour comprendre le stade actuel du technototalitarisme. Nos aïeux ne se sont pas rués d'eux-mêmes sur l'électroménager. Ils n'avaient pas plus demandé de frigos que nous n'avions demandé de prothèses numériques. Il fallut une savante combinaison de propagande, de fait accompli et de vente forcée. La victoire des électrocrates, comme celle des cybernocrates, tient pour la plus grande part à notre soumission. Refusons d'acheter et nous voilà libres. Nous disposons avec notre portemonnaie d'une arme radicale : la grève de la consommation. Comprendre qu'on vit mieux sans frigo ni *smartphone*, cela demande à peine un effort *d'imagination*. Cette même faculté - souvenez-vous - qui permit à Bergès de voir de l'or là où ne coulait que de l'eau. Notre richesse, nous l'avons toujours su, c'est l'eau.

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, 19 avril 2019

88 GEG Infos, automne 2006

89 Ingwild Baudry, *Caractérisation des process de fabrication microélectroniques pour l'écoconception des futures technologies*, thèse de 2013

90 <http://www.isere.gouv.fr>, octobre 2017

91 Sources : Ademe, www.novethic.fr

92 Cf. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, M. Callon, P. Lascoumes, Y. Barthe (Seuil, 2001)

Annexes (ci-après)

- 1) Sachez parler à votre compteur - À quoi employons-nous l'électricité ? - Consommation électrique du numérique – Ce que signifie « revenir à la chandelle »
- 2) « Sur l'usage de la lumière électrique », Aristide Bergès, 1898

Lire aussi

- *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*, Pièces et main d'œuvre (L'Echappée, 2013) et sur http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=378
- *Le compteur Linky, objet pédagogique pour une leçon politique. Pour un inventaire des ravages de l'électrification*, Pièces et main d'œuvre (2017) : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=887
- *Dans les filets de Linky*, Pièces et main d'œuvre (2013-2018) : Pièce détachée n°79
- *Le mythe noir de la Houille blanche*, Pierrette Rigaud (2011) sur http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=320
-

ANNEXES

Sachez parler à votre compteur

Le watt mesure la puissance de la production ou de la consommation d'énergie. Ce qu'il faut pour faire tourner tel appareil.

Exemple : une ampoule de 60 W a besoin de moins de puissance (de flux d'électricité) qu'une de 100 W.

→→ un kilowatt (kW) = 1000 watts →→ un
mégawatt (MW) = un million de watts →→ un
gigawatt (GW) : un milliard de watts.

Le watt heure calcule la quantité d'énergie (de watts) produite ou consommée pour réaliser telle tâche.

Exemple : éclairer une pièce durant une heure (consomme 60 Wh avec une ampoule de 60 W), ou envoyer un mail avec pièce jointe (consomme plus que l'ampoule de 60 W pendant une heure).

À quoi employons-nous l'électricité ?

Un ménage français a consommé en moyenne 4944 kWh en 2017⁹³.

Chaque foyer français possède en moyenne 99 équipements électriques en 2018⁹⁴.

D'après RTE et EDF⁹⁵, la consommation d'un foyer se répartit entre :

- chauffage : 28 %
- Froid et lessive : 16 %
- Multimédia et informatique : 13 %
- Eau chaude : 12 %
- Cuisson : 7 %
- Autres usages résidentiels : 7 %
- Eclairage : 6 %
- Ventilation, climatisation : 2 %

(On comprend pourquoi le seul usage de l'éclairage par les consommateurs des années 1920 désespérait les industriels de l'électricité).

Consommation annuelle des équipements électroménagers (les chiffres varient selon l'âge et la puissance des appareils... et les sources d'information). Le prix est calculé à partir du tarif réglementé (fixé par l'Etat) de 0,145 € TTC :

- réfrigérateur : 200 à 500 kWh = de 29 à 72,50 €
- congélateur : 350 à 500 kWh = 50,75 à 72,50 €
- lave-vaisselle : 240 à 380 kWh = 34,80 € à 55,10 €
- plaques de cuisson vitrocéramique : 260 kWh (un repas / jour) = 37,70 €
- sèche-linge : 350 kWh = 50,75 €
- lave-linge : 150 kWh (ça vaut le coup de le garder) = 21,75 €
- téléviseur plasma (4h par jour) : 380 kWh (+ 40 kWh en veille) = 55,10 € (+ 5,80 €)
- ordinateur fixe écran plat (4 h / jour) : 300 kWh (+ 70 en veille) = 43,50 € (+ 10,15 €)
- ordinateur portable (4h / jour) : 90 kWh (+ 20 en veille) = 13,05 € (+ 2,90 €)
- ordinateur fixe pour jeux vidéos : 1400 kWh = 203 €
- Box Internet/TV/téléphone : 197 kWh = 28,56 €

Consommation électrique du numérique

- Le numérique (tous équipements confondus) consomme 10 à 15 % de l'électricité mondiale (l'équivalent de 100 réacteurs nucléaires) et cette consommation double tous les quatre ans.
- En 2030, Internet sera la plus gros consommateur d'électricité du monde.

93 Source : <https://www.fournisseurs-electricite.com/guides/consommation/consommation-electrique-moyenne> (d'après les données de RTE)

94 Rapport de l'Ademe, 26/09/18

95 <https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/l-energie-de-a-a-z/tout-sur-l-energie/le-developpement-durable/l-electricite-dans-le-secteur-residentiel>

- Un *data center* consomme autant que 30 000 habitants.
- Envoyer un mail avec une pièce jointe consomme autant qu'une ampoule pendant une heure.
- Chaque heure, dans le monde, 12 milliards de mails sont envoyés et consomment la production de 18 centrales nucléaires pendant une heure.
- Chaque heure dans le monde, 140 milliards de requêtes sont effectuées sur Google, et émettent autant de CO2 que 1000 allers-retours Paris-New York en avion.
- En 2013, selon l'Agence internationale de l'énergie, les appareils connectés dans le monde ont consommé 616 TWh, soit l'équivalent de la consommation électrique du Canada et de la Finlande réunis. Ils devraient consommer 1140 TWh en 2025.

Ce que signifie « revenir à la chandelle »

La lampe à huile éclaire les hommes dès 15 000 ans avant notre ère (on a trouvé dans le brûloir de Lascaux des lampes en pierre à manche gravé, qui brûlaient avec une mèche et de la graisse animale). Les Grecs utilisent l'huile d'olive, une belle flamme et peu de fumée, ou d'autres huiles végétales moins coûteuses. La chandelle apparaît autour de – 3000 : des joncs fendus, trempés dans l'huile (animale ou végétale) avant de les laisser durcir. On les utilise dans des brûle-joncs. Au Moyen Âge, on fabrique les chandelles à l'aide d'une mèche de chanvre, d'étoupe ou de coton, et de suif de mouton ou de bœuf (de résine dans le sud). Économique mais fumante, la chandelle éclaire les pauvres, tandis que la noblesse et le clergé disposent de bougies en cire d'abeille.

Au XVIII^e siècle, les chimistes en quête de procédés de saponification découvrent l'acide gras stéarique qui donne nos actuelles bougies (complétées par la paraffine issue du pétrole). Aujourd'hui, chacun peut fabriquer ses bougies à la maison, à partir de cires végétales (cire de riz, de mimosa, de soja) ou d'abeilles, et d'huiles végétales. Revenir à la bougie, c'est revenir à la campagne.

Sur l'usage de la lumière électrique

L'usage de la lumière électrique, surtout dans les campagnes, est un des effectifs facteurs de la civilisation chez l'individu, dans la famille et dans la commune.

Que faut-il à un homme qui veut s'élever dans la moralité et le bonheur ?

Qu'il aime mieux la famille que le cabaret.

Qu'il puisse augmenter sans fatigue et sans ennui le travail qui lui incombe, et qui seul peut l'enrichir.

Qu'il voie plus de gaieté dans sa maison.

Qu'il échappe à l'excessive économie, retombant en privation sur les siens.

Or, la lumière électrique contribue puissamment à ce résultat, car elle exerce son influence, en hiver surtout, sur une période de temps qui est presque la moitié de la vie.

C'est autour de la lampe électrique que, le soir, commencent le repos et la vie de famille. Avec cette lampe, la lumière est suffisante et agréable. Elle est égale d'intensité pour tous, pour le riche comme pour le pauvre, et ce n'est pas une mince satisfaction que cette égalité devant la lumière, qui perpétue sans discontinuité les dons du soleil, qui sont aussi égaux pour tous.

Les enfants sont plus incités à l'exécution de leurs devoirs scolaires.

Les petits sont mieux surveillés et regardent avec des yeux brillants ce point lumineux si propre et si constant.

Les adultes lisent, s'instruisent et pensent à quelque occupation intérieure qui, pendant ces longues heures, pourrait être rendue lucrative.

Le père apprécie qu'il peut éventuellement terminer un travail commencé et gagner le prix de la lampe, si bien utilisée déjà.

Les mères vaquent avec plus de facilité à leurs soins de ménage et, débarrassées des inconvénients de la mauvaise odeur du pétrole, s'élèvent dans des idées de propreté, qui sont le desideratum de leurs aspirations intérieures.

La cuisine est plus soignée, son odeur meilleure.

Le petit globe brillant projette comme un rayon de joie qui se répercute et s'enfle en étant partagé par les êtres aimés.

Il n'est pas jusqu'au vieillard qui philosophe sur les progrès auxquels il ne croyait qu'avec hésitation, et qui se dit que, si la nuit il a des insomnies, il peut éclairer sa lampe et refouler les noires idées.

Enfin la liberté individuelle s'insinue à cette occasion, et, si le chef de famille fatigué veut se reposer, il n'a pas à dire à tout le monde : allons tous nous coucher, il faut, pour économiser, éteindre la lampe.

L'étable mieux éclairée sera aussi mieux tenue et le bétail se trouvera mieux soigné et plus observé.

Au point de vue hygiénique, l'avantage est inappréciable ; plus d'atmosphère viciée, la lampe électrique n'empruntant rien et ne donnant rien au milieu ambiant.

Si, des considérations individuelles ou de famille, nous passons aux avantages communaux, ces derniers se poursuivent.

Les rues, éclairées comme dans les villes, changeront, le soir et la nuit, l'aspect des villages, et la vie des relations y prendra une plus grande importance.

Il suffira de mettre une lampe dans un quartier malsain pour que la correction s'en suive.

J'ai toujours été surpris de voir les quartiers indécis de moralité ne pas réclamer des lampes. Or, rien n'est plus facile que de les imposer.

On aura moins envie d'aller à la ville, qu'on retrouvera chez soi, dans son village, et ce sera tout bénéfice pour la santé et pour la bourse.

Et qui sait si le cruel problème de la dépopulation des campagnes ne sera pas influencé. Car il faut entrevoir que les petites forces motrices, permettant les petits ateliers à domicile, arriveront à leur tour et feront leur œuvre de civilisation et de bien-être, l'atelier dans le village et même dans la famille étant préférable à tout autre.

Je ne dis rien de la diminution relative des chances d'accidents et d'incendie. L'agriculteur est trop bon juge de ses intérêts et de l'économie finale de toutes choses pour ne pas arriver à se rendre compte, en résumé, que la lampe électrique est non seulement le plus économique moyen d'éclairage : mais que réunissant ses autres avantages multiples, elle arrive à revaloir ce qu'elle coûte et que, par suite, elle est comme gratuite.

L'éclairage électrique, dans le groupement des villages et des usines génératrices, constitue enfin une solidarité en quelque sorte vivante, que des téléphones rendent instantanée, et qui établit un nouveau lien de services réciproques.

L'usine, on peut le croire, est encore plus impressionnée, dans le cas de force majeure, où quelques accidents très rares provoquent une interruption de lumière, par le ricochet du désagrément imposé aux abonnés, que par toutes autres pénalités commerciales.

C'est pourquoi on peut compter sur toute la sollicitude possible pour assurer la continuité du service, qui sera de plus

en plus acquise au fur et à mesure du fonctionnement.

Du haut de mon plateau de Lancey, d'où j'aperçois la vallée lumineuse, j'envoie un salut fraternel et amical à tous les abonnés présents et futurs de la Société d'Eclairage électrique de la vallée du Grésivaudan.

Aristide Bergès